

Introduction

La mobilité ou la migration de la main-d'œuvre est un phénomène commun au cours du développement économique. Dans la plupart des pays en voie de développement, la main-d'œuvre se déplace normalement de la région rurale vers la région urbaine et du secteur agricole vers le secteur non agricole, ce qui définit l'exode rural.

L'exode rural dans les pays en voie de développement accompagne leur décollage économique. Dans les années 60-70, le miracle du développement économique des « quatre dragons asiatiques » a confirmé pratiquement la théorie des « stades du développement économique » de Rostow. En Chine, « Depuis la réforme et l'ouverture, la trajectoire réelle du développement économique rapide montre la cohérence étonnante avec la théorie de Rostow »¹.

Le développement économique et la croissance économique constituent les sujets essentiels des recherches des économistes du développement. Considérant de fait qu'il existe de manière générale un « dualisme » de la structure socio-économique dans les pays en voie de développement, ce qui consiste en un contexte théorique de la recherche de l'économie du développement sur la relation entre le déplacement de la main-d'œuvre rurale et le développement économique.

¹ .Dongtao Zou (2009), *Chine : 30 ans de réforme et ouverture (1978-2008)*, Social Sciences Academic Press (Beijing).

Selon Lewis (1954), dans les pays en voie de développement, il y a une coexistence d'un secteur de l'industrie moderne et un secteur de l'agriculture traditionnelle, dont la productivité et les revenus moyens de ce premier sont supérieurs à ce dernier, cela cause la main-d'œuvre rurale excédentaire à se déplacer vers le secteur non agricole.

La surpopulation est déjà devenue un problème majeur pour la plupart des nations et, pour les pays en voie de développement comme la Chine, le problème est encore plus dramatique.

Le problème de la main-d'œuvre rurale excédentaire constitue un fardeau très lourd ralentissant le décollage économique agricole chinois²

Les causes en sont très diverses. Certaines sont presque les mêmes que dans tous les pays en développement, comme l'insuffisance de l'épargne, de l'investissement, et une productivité qui n'est pas assez élevée pour fournir des quantités de céréales en surplus. D'autres sont particulières à la Chine. Par exemple, en matière de politique économique et sociale, le manque de prévoyance du plan d'ensemble du gouvernement est évident :

- Il a privilégié l'industrialisation et les succès ont été nombreux, mais la Chine subit un grand retard dans le domaine de l'urbanisation ;

- Pendant une longue période (de 1949 jusqu'à la fin des années 1960), ont été encouragées les naissances. Les résultats obtenus ont été bons, mais le taux d'analphabétisation à la campagne reste encore très élevé aujourd'hui ;

- L'accent a été mis sur la mécanisation agricole, mais l'économie diversifiée en milieu rural a été limitée de façon stricte pendant longtemps.

Depuis 1949, en Chine, la superficie totale des terres arables n'a pas beaucoup augmenté, tandis que la population en milieu rural s'est accrue rapidement³. Jusqu'à fin 1978, on n'a pas pris conscience de la pression de l'importante main-d'œuvre rurale excédentaire,

². Hongcun Wang (2009), Le transfert de la main d'œuvre rurale excédentaire en Chine, *Revue académique de l'Institut de gestion agricole de Shandong*, N°2.

³. Document de P.C.C (1983). N° 1.

parce que l'on travaillait encore en collectivité, en payant peu les paysans, et parce que l'on a limité sévèrement l'exode rural. A cette époque, la main-d'œuvre rurale excédentaire présentait les caractéristiques du " chômage déguisé " : il y avait des paysans qui travaillaient dans les champs collectifs, ne contribuant virtuellement à aucune production. En termes techniques, la productivité marginale du travail, sur une grande étendue est nulle, voire négative⁴.

A partir de la fin de 1978, on a commencé à appliquer le système de responsabilité forfaitaire au niveau des foyers paysans en milieu rural. Le travail collectif a été remplacé par le travail en famille ou individuel, et les paysans ont retrouvé le droit, dans une certaine mesure, de disposer de leur temps de travail. Dans les champs, il n'y avait pas assez de travail pour toutes les familles. Ainsi, le problème de l'exode rural est apparu brusquement. Pour limiter les effets déstabilisateurs de l'exode rural, les autorités ont encouragé la diversification des activités agricoles et le développement d'entreprises dans les villages, les cantons et les bourgs⁵. L'expression de "main-d'œuvre rurale excédentaire" a commencé également à être citée dans les documents gouvernementaux et dans les articles et ouvrages des économistes chinois.

Pour trouver des solutions au problème d'excédent de population rurale, les économistes du monde entier ont fait beaucoup de recherches. Lewis a souligné qu'il fallait augmenter l'investissement et la production dans les zones urbaines⁶, Myint a indiqué qu'il ne fallait pas négliger l'utilisation de techniques efficaces pour élever la productivité agricole⁷. Parmi les diverses théories, le modèle Fei-Ranis est considéré, par beaucoup d'économistes occidentaux, comme la vérité universelle.

4. NURKSE R. (1968), *Les problèmes de la formation du capital dans les pays sous-développés*, Editions CUJAS, p. 38.

5. FABRE G. (1992), Chine : La mutation urbaine 1949 - 2000, *Le courrier des pays de l'Est*, N° 374, novembre, p.19.

6. Lewis, A. (1954), Economic development with unlimited supplies of labour, *The Manchester school of economic and social studies*, vol. 22.

7. Myint, H. (1973), *The economics of the developing countries*, Fourth (revised) edition, London, chapter 6.

En Chine, dans les années 50, un sociologue a voulu attirer l'attention du gouvernement sur le problème de la main-d'œuvre rurale excédentaire, mais, étant donné la situation politique et économique de l'époque, rien n'a été fait. Au début des années 80, les solutions suivantes concernant le problème de la main-d'œuvre rurale excédentaire ont été avancées par les économistes chinois:

- augmenter les rendements et diversifier les activités agricoles pour résoudre ce problème de main-d'œuvre.

- encourager les gens à entreprendre des activités économiques non agricoles, comme par exemple, créer des entreprises au niveau des villages, des cantons et des bourgs. C'est ce que l'on appelle en Chine 离土不离乡 ("quitter la terre sans quitter le pays").

- chercher des occasions de travailler dans des villes de grande et moyenne importance. Ce modèle est appelé 离土又离乡 («quitter la terre et village») et s'est reflété ces dernières années sur le 农民工 (ouvriers ruraux).

La Chine est un pays en voie de développement dont la situation actuelle est très particulière. D'abord, la population rurale constitue à peu près 60 % de la population totale et, qui plus est, son niveau d'instruction est très bas. D'autre part, en milieu urbain, il y a beaucoup de "jeunes en attente d'emploi" et de chômage déguisé. De plus, les conditions de logement, les réseaux de transport, et les équipements de base concernant la vie quotidienne des citadins sont très insatisfaisants. Pour résoudre le problème de la main-d'œuvre rurale excédentaire, il ne faut donc pas négliger les aspects suivants :

En premier lieu, l'urbanisation et l'industrialisation sont les voies normales du développement des sociétés. La Chine ne peut pas faire exception à ce principe. En ce qui

concerne les voies de l'urbanisation, en même temps que des mesures seraient prises pour élargir les espaces de l'emploi dans les grandes villes et les villes moyennes, il faudrait s'appuyer sur les bourgs et les petites villes déjà existants en milieu rural. Il serait intéressant de créer peu à peu de nouvelles villes dans les régions où la densité de l'habitat rural est relativement élevée en vue d'y transférer la population rurale. En ce qui concerne l'industrialisation, il faut prendre en considération le rôle des entreprises rurales qui ont employé en 2009 155.88 millions de personnes⁸.

En second lieu, maintenant à l'échelle mondiale, il y a des pays, comme les Etats-Unis, le Japon, la France et l'Allemagne, par exemple, qui ont déjà complètement réalisé l'industrialisation et l'urbanisation dans leur pays. Egalement, il y a beaucoup de pays comme la Corée du sud, Singapour et le Mexique, qui ont presque atteint la phase finale de développement. En ce cas, nous trouvons qu'il est important d'étudier leurs réalisations.

En troisième lieu, pour résoudre le problème de l'excédent de main-d'œuvre rurale, il faut d'abord réformer le système économique en milieu rural afin de centraliser autant que possible les terres, tirer avantage de la modernisation de l'agriculture et augmenter la productivité agricole.

En quatrième lieu, il faut mettre l'accent sur l'éducation et la formation de la main-d'œuvre rurale afin d'améliorer leur qualité professionnelle et qualité globale. Il y a des éléments différents qui empêchent le déplacement de la main-d'œuvre rurale excédentaire dans le domaine non agricole et le transfert de main-d'œuvre rurale dans les villes. Cependant, nous pensons que le faible niveau éducatif et professionnel constitue le problème essentiel.

A la campagne, l'agriculture biologique et le développement durable représentent l'avenir du développement rural. Le problème auquel nous devons faire attention est que si la

⁸ . Ministère de l'agriculture de Chine (2010) : Rapport du développement agricole en Chine.

qualité de la main-d'œuvre rurale excédentaire est suffisante pour se déplacer dans les entreprises rurales ou pour se conduire dans le secteur agricole de manière plus intensive et plus diversifiée.

Dans les villes, 30 ans après la mise en place de la politique de la réforme économique et d'ouverture vers l'extérieur, le développement économique chinois s'appuiera progressivement sur la progression scientifique et technologique et mettra l'accent sur la réduction de la consommation énergétique et la protection environnementale. En face de cela, nous devons faire attention à ce que la qualité de travail des ouvriers-paysans puisse s'adapter à cette tendance incontournable.

La théorie de la croissance endogène souligne l'importance de la formation pour exploiter le capital humain. Cela constitue un élément fondamental pour notre analyse sur la formation du transfert de la main-d'œuvre rural excédentaire en Chine.

La formation de la main-d'œuvre rurale en Chine se divise en formation de la technologie agricole et formation du transfert, dont la première est destinée à la main-d'œuvre rurale travaillant dans le secteur agricole et la deuxième est pour les ouvriers ruraux.

Pour la formation de la technologie agricole, la formation à grande échelle a été lancée au début des années 90 du dernier siècle par le gouvernement central avec le projet national de la formation du certificat vert. Depuis, une série de projets de formation a été mise en place, tels que « Le projet de formation technique du jeune agriculteur », « Le projet national de la formation des nouveaux paysans » et « Le projet de la formation du certificat bleu des entreprises rurales ».

Pour la formation du transfert, la formation à grande échelle a débuté en 2003 par « Le projet national de formation des ouvriers-paysans : 2003-2010 ». Ensuite, le gouvernement central a lancé « Le projet national « soleil » de transfert de la main-d'œuvre rurale » et « Le projet du renforcement de la formation et de l'emploi ».

La formation de la main-d'œuvre rurale en Chine s'est caractérisée par l'orientation gouvernementale et les organismes professionnels de formation et les entreprises qui ne sont pas assez actives.

Ces dernières années, bien que la formation de la main-d'œuvre rurale en Chine ait connu une certaine réussite, il reste encore beaucoup de choses à résumer et à améliorer.

Cette thèse se concentrera principalement sur l'analyse de la formation de la main-d'œuvre rurale excédentaire en Chine.

L'analyse sera fondée sur des bases de statistiques lorsqu'il y en aura la possibilité et sera présentée selon le plan suivant :

- Les bases théoriques (chapitre I)
- Les causes de la main-d'œuvre rurale excédentaire (chapitre II)
- Les solutions et les stratégies de la formation (1) (chapitre III)
- Les solutions et les stratégies de la formation (2) (chapitre IV)

La méthodologie

La méthode pour recueillir les informations est basée sur les recherches documentaires. Ces recherches proviennent des ouvrages à la médiathèque, de revues et journaux ainsi que d'Internet.

Dans le cadre de notre présent travail, il nous a semblé évident de privilégier une approche qualitative car la justesse des idées, des expériences et des informations nous semblaient prépondérantes pour mener à bien notre raisonnement. Cependant, pour que les analyses soient plus persuasives, les statistiques et les cas réels seront présentés.

La combinaison de l'analyse empirique et de l'analyse normative :

L'analyse empirique ne fait que la description objective de l'objet d'analyse et ne fait pas le jugement de la valeur. Cette méthode est principalement pour répondre à une question comme « qui est-il ? ». L'analyse normative permet d'effectuer une comparaison entre une théorie ou un modèle avec une action économique. Cette méthode est principalement pour juger une action économique « que devait-être » ou « comment devrait-être ». L'analyse empirique et l'analyse normative constituent les méthodes fondamentales d'analyse économique et sont souvent utilisées ensemble.

Dans cette thèse, nous allons présenter objectivement les projets de la formation lancés par le gouvernement, les forces principales de la formation, (avec la méthode d'analyse

empirique) et ensuite les juger en comparaison avec certaines théories classiques ou des expériences des pays développés (avec la méthode d'analyse normative).

Pour que les analyses soient plus persuasives, les statistiques et les cas réels seront présentés.

Chapitre I :

ANALYSE DES THEORIES ET DES EXPERIENCES CONCERNÉES

1. Etude des théories principales

1.1. Les théories occidentales

En ce qui concerne les théories occidentales, nous allons présenter et analyser celles de W.W. Rostow, d'Arthur Lewis et de la croissance endogène.

La théorie de W.W.Rostow nous a donné des idées concernant le décollage économique. Au cours d'un décollage économique dans un pays en voie de développement, il faut faire attention à certains aspects, tels que le taux d'accumulation, les secteurs dominants et le système social et économique efficace. La Chine est devenue la deuxième économie du monde en 2010. Cependant, avec plus de 60 % de la population rurale possédant une faible qualité d'éducation et vivant dans la condition pauvreté, la Chine est encore loin de la société de consommation de masse. Les problèmes que la Chine a rencontrés sont principalement des problèmes communs pour la plupart des pays en voie de développement au cours de leur décollage économique.

Arthur Lewis nous a introduit la théorie du dualisme entre les villes et les campagnes. Cela constitue la base théorique pour analyser le transfert de la main-d'œuvre rurale excédentaire dans les villes.

La main-d'œuvre est un capital humain. L'investissement sur le capital humain constitue un élément clé pour la croissance économique. La théorie de la croissance endogène nous a donné le mécanisme fondamental de la formation. Cela est une base théorique directe pour notre analyse sur la formation de la main-d'œuvre rurale excédentaire en Chine.

Pour les expériences concernées, nous allons parler de celles de la France. La France est le premier pays agricole dans le cadre de l'Union européenne et le deuxième en ce qui concerne l'exportation agricole dans le monde. La performance de la France sur l'agriculture est liée étroitement à la recherche et à la formation agricole.

En juin 2007, la délégation chinoise de l'Ecole centrale de radio et de télévisions de l'agriculture, la force principale de la formation agricole en Chine est venue pour faire une enquête concernant le système de l'éducation agricole en France. En septembre 2010, la délégation du Ministère des sciences et des technologies de la Chine a été invitée par le Ministère de l'agriculture de la France pour étudier le modèle de l'agriculture verte et le système de la recherche et de l'éducation agricole.

« Selon les expériences de la France, la condition préalable pour construire une agriculture forte est d'aider les paysans à maîtriser les connaissances scientifiques et les compétences pratiques. »⁹

1.1.1. La théorie de W.W.ROSTOW

M. W.W. Rostow fut le premier à utiliser le concept de "décollage économique" (take-off) dans sa théorie. Selon les expériences sur le développement des pays développés, il a divisé l'expansion de la société de l'humanité en cinq étapes : "traditional society", "preconditions for take-off", "take-off", "the drive to maturity" et "the age of high mass consumption".

Cependant, pour la grande majorité des pays moins développés, comment s'est réalisé leur décollage économique ? Dans la théorie de W.W.ROSTOW, on peut trouver trois points importants :

Premièrement, le taux d'accumulation du capital doit dépasser les 10 %.

Deuxièmement, il faut établir des secteurs dominants (leading sectors) qui peuvent entraîner les autres secteurs et gagner des devises.

⁹ Wei Guo, (2007), Les expériences de la France sur l'éducation et la formation agricole, *Journal of Adult Education of Hebei University*, N°3.

Troisièmement, il faut établir un système (social et économique), qui peut garantir le décollage économique. Dans ce système, les capitalistes peuvent investir leurs capitaux sans inquiétude et les organismes publics peuvent investir les capitaux en masse dans de grands projets de longue durée pour obtenir des résultats.

En ce qui concerne les politiques pour l'expansion de pays en voie de développement, W.W.ROSTOW avait aussi ses propres points de vue. Il a attiré l'attention sur les pays en voie de développement et plus particulièrement sur les questions suivantes :

(1), mettre l'accent sur les constructions d'installation de base (les ports, les lignes de transport et les exploitations d'énergie).

(2), baisser le taux de natalité

(3), développer les secteurs de création de ressources en devises

(4), résoudre le problème de chômage déguisé

(5), attirer les capitaux étrangers

(6), mobiliser les capitaux inactifs intérieurs et se prémunir contre la fuite des capitaux.

Sur le plan théorique, il faut donc maintenir un taux d'accumulation relativement élevé et établir des secteurs dominants qui sont indispensables pour les pays en voie de développement qui veulent réaliser le démarrage économique dans leur pays. Mais dans l'application, nous observons des problèmes.

D'abord, pour réaliser le démarrage économique, il faut non seulement un taux d'accumulation élevé, mais aussi garder ce taux sur une période assez longue. Le point de vue de W.W.ROSTOW est établi sur la base de l'histoire du développement économique dans les pays développés. Mais nous savons que, pour les pays développés, au cours de leur démarrage économique, ils ont, presque tous, réussi à fixer leur taux d'accumulation et leur taux d'investissements dans les hauts niveaux et sont parvenus à les garder ainsi durant une période assez longue (20 ans ou 30 ans) (Myint H. 1973). Normalement dans ces pays le

système politique et démocratique est déjà établi dans une position stable. Ils possèdent des systèmes économiques qui peuvent stimuler efficacement les investissements et protéger leurs intérêts. A l'inverse, dans la plupart des pays en voie de développement, l'exploitation des ressources naturelles est délaissée pour favoriser le développement de l'éducation en retard, ainsi que les conflits entre nations. Or la fréquence des coups d'Etat militaires constitue déjà un obstacle important pour le développement.

Ensuite, pour les pays développés, ceux-ci ont déjà dépassé la période d'accumulation primitive du capital et celle de la révolution industrielle depuis longtemps. Sur cette base, il est relativement facile d'établir les secteurs dominants. Pour la plupart des pays en voie de développement, il y a un manque important dans les industries de base, par exemple, le transport, la communication, l'énergie et de nombreux ouvriers qualifiés ainsi que du personnel spécialisé en gestion.

Bien que la théorie de W.W. ROSTOW ne soit pas facile à réaliser dans la plupart des pays en voie de développement, notamment dans les pays qui n'ont pas encore établi leur propre base industrielle, en prenant l'exemple de la Chine, on peut tout de même s'en inspirer.

La première étape, en Chine, pour réaliser le démarrage économique et pour résoudre le problème de la main d'œuvre rurale excédentaire serait d'établir d'abord un système qui puisse stimuler effectivement les désirs des personnes qui investissent et protéger leurs intérêts. La Chine est un pays socialiste. Le système politique n'est pas encore complet dans ce pays. Les pouvoirs politiques sont toujours très concentrés et les systèmes politiques et démocratiques qui peuvent représenter pleinement les points de vue et intérêts des particuliers ne sont pas encore établis. Les intérêts politiques et économiques de la majorité des personnes sont détournés souvent par quelques dirigeants d'Etat ou de parti, ou par les petits groupes politiques.

De tels cas se sont présentés plusieurs fois depuis 1949 :

- 1957 : le mouvement contre les « droitiers actifs » ;
- 58 ~ 60 : le grand bond en avant ;
- 66 ~ 76 : la révolution culturelle ;
- de plus, après dix années de réformes économiques, en Chine, et contre toute attente, les autorités gouvernementales furent responsables du sanglant massacre de " TIAN AN MEN ".

A présent, en Chine, le pourcentage de l'économie privée et les autres éléments économiques non-publics sont de plus en plus importants. Dans ce cas, il faut que les systèmes politiques démocratiques et les systèmes économiques soient relativement stables. Sinon les droits et les intérêts des investisseurs nationaux et étrangers ne pourront pas être correctement protégés.

Selon les statistiques du Bureau national de l'administration de l'industrie et du commerce, jusqu'à la fin septembre 1993, le nombre de travailleurs individuels commerciaux et industriels était déjà de 26,6 millions et il y avait 3,31 millions de personnes travaillant dans 210 000 entreprises privées. Chaque année en moyenne les impôts versés par les économies privées sont de 20 milliards yuan représentant 7,8% de l'impôt total commercial et industriel. Ils emploient chaque année plusieurs millions de personnel de main-d'œuvre, ceux-ci représentant 10% du total des nouveaux emplois (cf. tableau 1.1.).

Tableau 1.1. - Entreprises privées et créations d'emplois

Année	Nombre d'entreprises (en millio	nombre d'emplois (en millions)
1949 – 1950	4,14	8,26
1956	0,43	0,51
1957	s.d.	1,04
1978	0,30	0,33
1979	0,56	0,68
1980	0,89	1,56
1981	1,50	2,57
1982	2,64	3,19
1983	5,86	7,55
1984	9,30	13,00
1985	11,69	17,57
1986	12,11	18,46
1987	13,72	20,16
1988	14,13	26,24
1989	12,34	19,43
1990	13,38	22,62

Sources : Guilhem Fabre : "Chine : La mutation urbaine 1949 - 2000, Le courrier des pays de l'Est, n° 374, novembre 1992.

En ce qui concerne l'élément économique non public, durant les dernières dizaines années, les entreprises à capitaux mixtes et à capitaux uniquement étrangers se sont très rapidement développées en Chine (cf. tableau 1.2).

Tableau 1.2. - Proportion de l'économie publique et de l'économie non publique en 2006 (%)

	Economie non publique	Economie publique
Nombre des entreprises	97.5	4.3
Nombre d'emploi (en villes)	84.0	16.0
Investissement dans les immobilisations(en villes)	62.3	37.7
Valeur total import-export	73.5	26.5
GDP (2005)	65.0	35.0
Valeur ajoutée industrielle	43.3	56.7
Valeur de la vente au détail de biens de consommation sociale	43.9	56.1
Versement de l'impôt	33.6	66.4

Source : Li Xinxin : « Le développement de l'économie non publique en Chine », *Liaowang news weekly*, 01/10/2007.

En second lieu, la Chine étant un pays de centralisation, il est relativement facile de maintenir le taux d'accumulation à un niveau élevé (cf. tableau 1.3.), mais comme c'est un pays où la propriété publique est largement majoritaire, il n'est pas facile de garantir la productivité. Bien que l'on soit, depuis longtemps, toujours en train de chercher et d'essayer de nouveaux mécanismes pour stimuler et développer au maximum l'initiative des entreprises et des travailleurs, mais jusqu'à maintenant, cela n'a pas bien réussi, parce que l'on ne peut pas franchir l'obstacle de la propriété publique des moyens de production.

En Chine, la productivité du travail dans les entreprises d'Etat est toujours très faible par rapport aux autres secteurs. De 1984 à 1988, la productivité du travail dans les entreprises nationalisées a augmenté de 5 % par an, alors que celle du secteur non étatique augmentait à un rythme annuel de 15 %¹⁰. *"La récession planifiée de 1989 - 1990 a aggravé cet écart; Dans une étude consacrée à l'industrie chinoise, la banque Mondiale estime que 30 millions sur un total de 130 millions de salariés urbains ont une productivité basse ou nulle, ce qui*

¹⁰. Bank of Japan (1989), special paper n° 176, April, p. 35.

représente une charge annuelle de 60 milliards de yuan" (Guilhem Fabre 1992) (cf. tableau 1.4).

**Tableau 1.3. - Evolution des taux d'accumulation en Chine
(1952 - 1978) (% du revenu national)**

Année	Consommation	Accumulation
1952	78,6	21,4
1953	76,9	21,3
1954	74,5	25,5
1955	77,1	22,9
1956	75,6	24,4
1957	75,1	24,9
1958	66,1	33,9
1959	56,2	43,8
1960	60,4	39,6
1961	80,8	19,2
1962	89,6	10,4
1963	82,5	17,5
1964	77,8	22,2
1965	72,9	27,1
1966	69,4	30,6
1967	78,7	21,3
1968	78,9	21,1
1969	76,8	23,2
1970	67,1	32,9
1971	65,9	34,1
1972	68,4	31,6
1973	67,1	32,9
1974	67,7	32,3
1975	66,1	33,9
1976	69,1	30,9
1977	67,7	32,3
1978	63,5	36,5

Source : - Annuaires statistiques de Chine 1992

Tableau 1.4. - Le déclin de la productivité dans les entreprises publiques

Année	Profit pour 100 yuan de production industrielle	Production pour 100 yuans d'immobilisation	Profit, impôts pour 100 yuans d'immobilisation	Ratio profit/capital
1957	120,40	103,88	136,25	124,48
1965	150,00	73,15	118,33	108,885
1970	128,20	87,32	128,69	104,69
1975	100,00	71,51	95,62	73,44
1976	88,70	84,39	81,27	59,38
1978	95,10	84,41	112,60	92,22

Source : Susumu Takahashi et Junhua Wu, op. cit.

En 2006, il y avait encore plus de 40 % des entreprises d'état qui étaient en déficit (cf. tableau 1.5).

Tableau 1.5 : La proportion des entreprises déficitaires

Nature d'entreprise	Nombre totale d'entreprise	Nombre d'entreprise déficitaire	Proportion d'entreprise déficitaire(%)
State-holding entreprise	35597	13320	37.42
Entreprise d'état	23417	9977	42.61
Entreprise administrée par le gouvernement central	2779	1040	37.42
Entreprise collective	18095	2988	16.51
Joint-Stock entreprises coopératives	8215	1188	14.46
Société à responsabilité limitée	41234	8919	21.63
Entreprise privée	119357	17367	14.55
Entreprise de Hongkong, Mac et Taiwan	28399	8076	28.44
Entreprise étrangère	28766	7917	27.54

Source : Li Gang : « Etudes sur la productivité des entreprises d'Etat », « L'économiste et la gestion »(Beijing), N°2, 2007.

Face aux événements de ce pays, il faut mettre l'accent sur l'accroissement des productivités au cours du développement économique et non pas seulement augmenter le taux d'accumulation.

Enfin, en évoquant les conditions préalables au démarrage, W.W.ROSTOW a souligné : "il apparaît à l'évidence qu'une proportion très élevée des investissements globaux doit être affectée aux transports et à d'autres dépenses d'infrastructure"¹¹. Maintenant en Chine, il faut faire attention à ce problème.

En réalité, le retard de l'industrie de base a déjà influencé gravement le développement économique de la Chine. A cause de l'insuffisance de la capacité de transport du chemin de fer, on ne peut satisfaire que 50 % (environ) de la demande sur le transport de marchandises. En même temps, les offres de matières premières, de produits d'acier, de ciment, de bois de construction et de verre à vitre sont toujours insuffisantes.

Par ailleurs, pour réaliser le démarrage économique dans les pays en voie de développement, on se trouve toujours en face du problème de l'insuffisance de capital. Dans ce cas, il faut importer des capitaux étrangers. Mais il faut diriger les capitaux étrangers vers les secteurs manquants au cours du démarrage économique. Normalement, on doit utiliser les capitaux étrangers pour d'abord établir les industries de base et non pas seulement diriger les capitaux étrangers vers les projets à forte intensité de main-d'œuvre.

Le gouvernement chinois a adopté à la fin de 1978 la politique fondamentale d'ouverture du pays vers l'extérieur. Cette politique consiste principalement à élaborer et à développer la coopération et les échanges économiques et techniques avec l'étranger, à accroître le commerce extérieur, à s'inspirer de ce que font les pays développés en matière de gestion et à attirer des investissements étrangers. Depuis, la Chine a obtenu des résultats remarquables. Par exemple, dès la fin de 1993, elle avait déjà ratifié au total plus de 174 000

¹¹. Rostow W.W. (1963), *Les étapes de la croissance économique*, éditions du Seuil pour la traduction française, p. 44.

projets investis par les étrangers, les investissements étrangers à engagement de 217,216 milliards de dollars et utilisé en réalité les capitaux étrangers s'estimant au montant de 60 milliards.

Ces dernières années, au cours de l'établissement des entreprises à capitaux mixtes sino-étrangers et capitaux uniquement étrangers, on a mis l'accent principalement sur les montants des capitaux étrangers, mais négligé les structures des secteurs. Ainsi, les situations actuelles sont telles que les projets à forte intensité de main-d'œuvre sont nombreux, les projets à forte intensité capitalistique sont relativement peu nombreux et les projets de haute technologie sont vraiment faibles. Par rapport à l'énergie, le transport, la communication et les autres projets d'installations de base, les projets de transformation ont augmenté rapidement. Par rapport à l'industrie lourde, l'industrie chimique et l'industrie de matières premières, les industries légères et de textiles ont augmenté plus vite. En ce qui concerne les projets de production, les investissements d'envergure ne sont toujours pas assez importants. En 1993, l'envergure moyenne des projets industriels investis par les commerçants étrangers était de 900 000 dollars.

1.1.2. La théorie d'Arthur Lewis

La structure économique et sociale des pays en voie de développement était fondée sur l'agriculture traditionnelle. La question est de savoir dans quelles mesures ces pays peuvent évoluer vers la modernisation, l'industrialisation et l'urbanisation.

La théorie du dualisme entre les villes et les campagnes, établie par Arthur Lewis, a été ensuite développée par Fei.Jone et Ranis. Ainsi cette théorie est également connue sous le nom de la théorie de Lewis - Fei - Ranis. Celle-ci a été considérée par les économistes occidentaux comme étant la vérité universelle pour expliquer le processus du développement

dans les pays en voie de développement et de l'existence de la main-d'œuvre rurale excédentaire.

Il y a trois hypothèses dans la théorie du dualisme d'Arthur Lewis :

a). Il y a deux secteurs principaux dans les pays en voie de développement : d'une part le secteur urbain modernisé caractérisé par l'industrie de transformation, et d'autre part le secteur rural traditionnel basé sur l'agriculture et l'artisanat.

- Le premier secteur utilise des techniques de production et de gestion relativement d'avant-garde. C'est la production de masse. La plupart des produits sont destinés au marché. Son objectif est de faire des bénéfices.

- Le second secteur se caractérise par une petite production dans la mesure où leur technique de production reste peu avancée. Ainsi la production est destinée à la consommation. Le chômage est important dans ce secteur où la productivité marginale est nulle.

Mais s'il y a une augmentation de l'accumulation de capital dans le secteur industrialisé, il y aura un transfert de main-d'œuvre excédentaire du secteur rural vers le secteur industrialisé.

b). L'offre de la main-d'œuvre est illimitée.

Dans les pays non développés ou PVD, le facteur travail est excédentaire. La main-d'œuvre non qualifiée est rémunérée selon le salaire de subsistance. Si l'offre de travail en fonction du prix dépend de la demande, dans ce cas, l'offre de travail est illimitée.

c). Le niveau de salaire est rigide. Dans le secteur agricole traditionnel, il y a une main-d'œuvre associée à un revenu par personne très bas. Ce niveau de vie fixe le salaire minimum en ville. S'il y a un transfert de main-d'œuvre du secteur agricole vers le secteur industriel, le niveau des salaires restera inchangé même si la productivité augmente sans cesse.

Selon la théorie d'A.Lewis, dans les pays en voie de développement, c'est le secteur industriel moderne qui joue le rôle dominant. La force motrice d'augmentation provient de l'accumulation de nouveaux investissements du profit. Ce dernier résulte de l'utilisation de la main-d'œuvre excédentaire. L'accumulation du capital est le fondement de la théorie du développement économique dans des pays en voie de développement. A. Lewis soulignait dans son ouvrage : "Le problème central de la théorie économique est de comprendre le processus selon lequel une communauté qui auparavant économisait et investissait 4 % à 5% de son revenu voire moins, se transforme en une économie où l'épargne volontaire est de l'ordre de 12 % à 15 % ou plus du revenu." Dans sa théorie, l'agriculture est un élément passif. L'augmentation de la productivité agricole et celle du revenu de la population rurale ne sont pas pris en compte.

Cette insuffisance a été corrigée et complétée ensuite par deux professeurs de l'Université de YELON : Fei.jone et Lanis. Ils ont souligné que si l'on ne considérait pas la fonction de l'agriculture dans l'augmentation de l'industrie, le secteur agricole stagnera. De plus, l'excédent du produit agricole en provenance de l'augmentation de la productivité doit être une condition préalable pour assurer le déplacement de la main-d'œuvre rurale vers le secteur industriel.

Le modèle Lewis - Fei - Ranis apparaît comme insuffisant par rapport aux résultats de la période actuelle en Chine et par rapport à la plupart des pays en voie de développement

On constate dans ces pays-là l'existence d'un chômage déguisé aussi bien dans les régions rurales que dans les régions urbaines (cf. tableau 1.6.). La main-d'œuvre étant excédentaire, la politique des pays en voie de développement est fondée sur l'accroissement de l'emploi surtout dans le secteur agricole afin de ralentir l'exode rural¹².

12. Subrata GHATAK, Ken INGERSENT(1984), *Agriculture and economic development*, wheatsheaf books ltd, Brighton, Sussex, Great Britain.

**Tableau 1.6. - La population au chômage dans les pays en voie de développement
(1978 - 1986) (Unité : 10 000)**

INDE	1183,7	1531,7	2080,2	2303,4	2486,1	2826,1
INDONESIE	15,7	23,2	35,4	57,7	78,5	85,5
PHILIPPINE	69,4	86,5	100,3	146,5	131,6	-
THAILANDE	17,3	20,4	114,7	113,8	-	-
PAKISTAN	14,6	14,4	15,2	18,4	21,2	-
EGYPTE	35,5	53,6	81,3	-	-	-
ARGENTINE	10,2	8,2	15,9	15,2	21,6	17,8

Source : Bureau international du travail: *Annuaire statistique du travail*, 1987.

En Chine, depuis 1985, suite au développement de la réforme économique dans les villes, le système traditionnel du travail du " bol de fer" commençait à être réformé. Le gouvernement autorisait un certain taux de chômage. Celui observé en ville et dans les bourgs ne cesse de s'accroître (cf. tableau 1.7.).

Tableau 1.7. - Le montant et le taux de chômage dans les villes et dans les bourgs

Année	Personnes sans emploi (Unité : 10 000)	taux de chômage (%)
1985	238,5	1,8
1986	264,4	2,0
1987	276,6	2,0
1988	296	2,0
1991	/	2,3
1992	/	2,4
1993	/	2,6
1994	476 .4	2,8
1995	519.4	2.9
1996	552.8	3.0
1997	576.8	3.1
1998	571.0	3.1
1999	575.0	3.1
2000	595.0	3.1
2001	681.0	3.6
2002	770.0	4.0
2003	880.0	4.3
2004	827.0	4.2
2005	839.0	4.2
2006	847.0	4.1
2007	830.0	4.0
2008	886.0	4.2
2009	921.0	4.3

Source: Annuaire de l'économie chinois 1989; QUOTIDIEN DU PEUPLE (édition étrangère), le 4, Mai 1994; OUTLOOK WEEKLY, n°574, Beijing, 1995 ; « China Statistical Abstract », 2010.

D'après les chercheurs chinois, le réel taux de chômage est même encore plus élevé (cf. Tableau 1.8).

**Tableau 1.8 -Evolution de taux de chômage en Chine :
1997-2009 (%)**

Année	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
Taux	4.5	6.3	5.9	7.6	5.6	6.1	6.0
Année	2004	2005	2006	2007	2008	2009	
Taux	5.8	5.2	5.1	5.0	6.0	7.0	

Source : Caifang : «Forum d'économie chinoise de 50 personnes », N°57, 2009.

Pour la plupart des pays en voie de développement, on ne peut pas résoudre le problème de la main-d'œuvre rurale excédentaire, l'une des raisons essentielles est que les contextes sont très différents de celui des pays développés auparavant. En ce qui concerne le nombre d'habitants, pendant la révolution industrielle de 1770, en Angleterre, il n'y avait que 7 millions d'habitants. En 1840, aux Etats-Unis, il y avait moins de 20 millions d'habitants et, dans le monde entier, on comptait 1 milliard. Maintenant, en Chine, il y a 1,2 milliard d'habitants, en Inde, il y en a 0,9 milliards et au total, la population des pays en voie de développement a déjà dépassé 3 milliards.

En ce qui concerne la proportion de la population rurale, le point de départ apparaît nettement plus bas que dans l'Europe du XVIIIème siècle : dans les PVD, 70 % de la population active en moyenne travaille dans l'agriculture, contre 50 % en Occident au début de la révolution industrielle(Lewis).

Au sujet de la demande de la main-d'œuvre lors de l'industrialisation, au XIXème siècle, la main-d'œuvre excédentaire ne posait aucun problème en Europe de l'Ouest car le cours de l'industrialisation était plus rapide que l'urbanisation.

En 1856, en France, la population urbaine représentait 10 % de la population totale. Parmi la population active il y en avait 20 % dans l'industrie de transformation. En 1870, les deux chiffres ont progressé respectivement à 12 % et 30 %. Cette année-là, on observait un

taux de croissance annuel de la population de 1 % pour la France et l'Allemagne. Dans ce cas, si l'industrie de transformation augmentait de plus de 3 % par an, on pouvait utiliser tous les surplus de main-d'œuvre dans la même année.

Pour la plupart des pays en voie de développement, le point de départ du développement industriel commençait au milieu du XXème siècle. A ce moment-là, le niveau de technique industrielle est déjà complètement avancé. Selon les expériences des P.V.D, normalement, la production augmente de 3~4 % dans le secteur de l'industrie de transformation, permettant ainsi l'accroissement de 1 % de la main-d'œuvre. Dans les années 60, dans les pays en voie de développement, la main-d'œuvre a augmenté de 165 000 000 personnes, mais il n'y en avait que 54 000 000 qui travaillaient dans l'industrie.

Deuxièmement, les éléments déterminent le déplacement de la main-d'œuvre rurale non seulement pour les besoins du secteur industriel en ville, mais aussi pour le niveau de l'offre de céréales en surplus. Maintenant pour beaucoup de pays en voie de développement, ils se situent entre deux feux: pour élever le niveau de la production de céréales, il faut normalement améliorer les moyens de production, et augmenter l'envergure de l'exploitation. Mais cela aggrave davantage la situation de l'emploi à la campagne. Pour utiliser pleinement la main-d'œuvre excédentaire, il faut inévitablement sacrifier la productivité de la production.

Selon les données de l'augmentation des céréales et des populations fournies par l'organisation de l'agriculture et des céréales de l'O.N.U, de 1969 à 1974, le taux d'augmentation des céréales dans les pays en voie de développement par rapport au taux de croissance de la population, était toujours moins rapide (cf. tableau 1.9.). Pourtant pendant la même période, le taux des céréales dans les pays développés était plus élevé de 1,7 % par an¹³.

Dans la période actuelle, l'offre de céréales pose tout de même un grave problème pour les pays en voie de développements. "Le nombre de pauvres qui avait commencé à régresser

13. PARK S.S.(1977): *Growth and development: a physical output and employment strategy*, Martin Robertson.

au milieu des années 60, et avait cessé de diminuer vers 1975, augmentait environ de 30 % entre 1985 et 1993"¹⁴.

Tableau 1.9. - Le taux de croissance de production par année et le taux de croissance annuelle de la population (en %)

	Production agric			Production de			Population			Production agri			Production de		
	I	II	III	céréales			I	II	III	par personne			céréales par perso		
				I	II	III				I	II	III	I	II	III
Europe de l'oue	2,9	2,3	2,4	2,6	2,3	2,1	0,7	0,5	0,5	2,2	1,8	1,6	2,2	1,8	1,6
*pays développ	2,4	1,4	1,9	2,4	1,4	1,9	0,9	0,7	0,7	1,5	0,7	1,1	1,5	0,7	1,2
** PVD	1,9	2,6	2,6	1,9	2,8	2,8	2,4	2,4	2,6	-0,5	0,2	0,1	-0,5	0,2	0,2
monde entier	2,4	2,0	2,3	2,6	2,0	2,3	1,7	1,8	1,8	0,7	0,2	0,4	0,7	0,2	0,5

(I, critère de 1969 - 1971; II, critère de 1975 - 1980; III, critère de 1967- 1969 et 1969 - 1971.

*, ne comprend pas Israël, le Japon et l'Afrique du sud;

**, ne comprend pas la Chine populaire)

Source: L'organisation de céréales et l'agriculture de L'O.N.U : *La situation de produits alimentaires et l'agriculture : 1979 - 1980*, Newyork, 1981, pp.14-15.

En Chine, durant ces dernières années, les surfaces cultivées ont diminué fortement et la production de céréales a chuté. (cf. tableau 1.10. et tableau 1.11.)

" La Chine dispose d'une superficie cultivable très exiguë : 99 millions d'hectares de terres arables seulement - à peine 12 % du territoire - dont 4 millions sont des terres pauvres, mal irriguées ou salines. La surface cultivée par habitant n'est que de 0,09 hectare, soit quatre fois moins que la moyenne mondiale(0,36)"¹⁵

¹⁴. Patrice Touchard (1994), *La nouvelle économie mondiale en chiffres*, Presse Universitaire de France, Paris, p.102.

¹⁵.François Gipouloux, (1993), *La Chine vers l'économie de marché ?*, Editions Nathan, p.73.

Tableau 1.10. - La diminution des surfaces cultivables en Chine**(1985 - 1989)(unité : ha.)**

Année	Diminution brute	Diminution nette
1985	1 601 000	1 000 000
1986	1 067 000	640 000
1987	867 000	480 000
1988	650 000	300 000
1989	534 000	334 000

Source: le Quotidien du peuple, 6 janvier 1990

**Tableau 1.11. – L'évolution des surfaces cultivables en Chine
1998-2008 (100 millions mu, 15mu =1 ha)**

Année	1998	1999	2000	2001	2002	2003
Diminution	19.45	19.38	19.24	19.14	18.89	18.51
Année	2004	2005	2006	2007	2008	
Diminution	18.37	18.31	18.27	18.26	18.25	

Source : Le ministère du Territoire et des Ressources P.R.C, 2009.

En 1993, comparativement à 1990, le montant de céréales a diminué de 12,5 millions de tonnes, il y avait au total 87 millions de personnes qui accusaient un manque évident de céréales¹⁶ (cf. tableau 1.12.)

¹⁶. Le journal de la science, édition étrangère, le 25, Août 1993, Beijing.

**Tableau 1.12. - La production céréalière en Chine
(1978 - 1991)**

Années	Production (10 milles de tonne)	Taux de croissance (%)
1978	30477	7,8
1979	33212	9,0
1980	23056	-3,5
1981	32502	1,4
1982	35450	9,1
1983	38728	9,2
1984	40731	5,2
1985	37911	- 6,9
1986	39151	3,2
1987	40298	2,9
1988	39408	- 2.2
1989	40755	3,4
1990	44624	9.5
1991	43524	- 2,4
...
2001	45264	- 2.1
2002	45706	1.0
2003	43070	- 5.8
2004	46947	9.4
2005	48402	3.1
2006	49804	2.9
2007	50150	0.7
2008	52871	0.4
2009	53082	2.9

Source : Annuaires statistiques de Chine

Troisièmement, A.Lewis supposait, dans ses théories, que la main-d'œuvre rurale excédentaire, avant d'être utilisée complètement dans le secteur industriel urbain, possédait un niveau de salaire inchangé. En fait, la stabilité du niveau de salaire en ville était difficile à maintenir.

- Concernant les chefs d'entreprise, pour garder la force de travail et des ouvriers qualifiés, l'augmentation des salaires est nécessaire s'il y a accroissement de la productivité;

- A l'époque actuelle, le poids des syndicats dans les entreprises est de plus en plus important. Ils exercent des pressions au niveau de la direction de l'entreprise dans l'intérêt des emplois et des ouvriers;

-Etant donné que la main-d'œuvre rurale excédentaire était non qualifiée, elle ne représentait pas une menace pour les emplois des ouvriers en fonctions.

Ces dernières années en Chine, la main-d'œuvre rurale en ville se trouvait essentiellement dans le secteur de la construction, tels que les marchands forains. En 1988 à Talian (une grande ville de la province de LIAO NING) les équipes de construction urbaines étaient constituées de 71,2 % de paysans¹⁷.

La théorie du "dualisme économique" développée par W.LEWIS reste malgré tout insuffisante par rapport à la réalité observée dans les pays en voie de développement. Cependant le phénomène de dualisme économique existe bien dans les PVD.

¹⁷. Qingwu Zhang, (1991), Histoire de la population instable en Chine, *Population et économie*, Beijing, n°6.

En Chine, le paradoxe du dualisme existant depuis longtemps dans les secteurs fut la cause du système spécial ainsi que du choix de la stratégie de développement pendant des trentaines années avant la réforme économique en Chine.

Le cours de l'industrialisation n'a pas dépassé l'étape de l'industrie légère qui se trouve dans une position dominante. De plus l'industrie lourde est basée sur la condition préalable selon laquelle la main-d'œuvre rurale doit rester immobile. Selon la recherche de l'économiste, les revenus nationaux des secteurs non-agricoles sont normalement quatre fois supérieurs aux revenus du secteur agricole, alors qu'en 1976 en Chine ils étaient 6 fois plus élevés.

Au fur et à mesure du développement de la réforme de politique économique à la campagne, l'écart de structure dualisme entre l'agriculture et la non-agriculture a diminué de 4 en 1983 à 3,58 en 1984. Après cela, depuis 1985, cet écart a commencé à augmenter progressivement. En 1992, cet écart était de 4,4¹⁸.

Pour les écarts de revenus entre les habitants urbains et les paysans, on peut trouver tout de même le caractère de structure du dualisme économique qui est plus évident durant les dernières années. De 1989 à 1991, les productions agricoles ont eu de bonnes récoltes durant plusieurs années de suite. Mais le revenu pendant ces trois ans a augmenté seulement de 0,7 % en moyenne par an. En 1993, le revenu moyen par personne en ville était de 2337 yuans, soit 10,2 % d'augmentation en termes réels par rapport à 1992 et à la campagne, le revenu moyen par personne était de 921 yuans, soit 3,2 % d'augmentation par rapport à 1992¹⁹.

Les augmentations lentes des revenus pour les habitants ruraux pendant les dernières années sont principalement dues à l'augmentation des charges et des fourchettes de prix entre les produits agricoles et les produits industriels (cf. tableau 1.13. et tableau 1.14.)

¹⁸. Quotidien Economique, Beijing, le 23, août 1993.

¹⁹.Le bureau d'Etat des statistiques : Le bulletin statistique de l'économie nationale et le développement social.

**Tableau 1.13. - Evolution de la charge de l'impôt
pour les paysans (1986 - 1991)**

Année	1986	1987	1988	1989	1990	1991
montant total (en milliard)	19,938	23,890	30,764	15,421	37,908	43,472
par personne (en yuan)	23,8	28,4	36,1	42,2	43,4	49,4
part dans le revenu moyen de l'année précédente (%)	7,02	7,49	8,53	8,72	8,31	8,81

Source: données de ministère agricole, 1991.

Par ailleurs, à partir de 1985, durant les dernières années, le phénomène du " ciseaux des prix " a tendance à augmenter. Par rapport à 1984, la proportion des prix de produits agricoles sous-évalués a augmenté de 19,86% à 21,16%.

Tableau 1.14. - Evolution du ciseau des prix (1984 - 1991)

Année	Produits agricoles sous-évalués (%)	Produits industriels sur-évalués (%)	Montant absolu de la disparité des ciseaux de prix (milliard yuan)	Montant moyen de la population rurale
1984	19,86	11,68	56,6	67,6
1985	22,76	12,33	77,13	92,4
1986	22,10	11,32	85,5	100,8
1987	22,35	10,80	100,84	117,4
1988	23,00	10,64	130,16	150,1
1989	25,12	11,06	159,08	181,1
1990	21,90	9,8	145,07	169,5
1991	26,16	11,18	196,55	217,1

Source : *condition nationale et force nationale*, N°4 1993, Le bureau national des statistiques.

1.1.3. La théorie de la croissance endogène

La théorie de la croissance endogène constitue le contenu clé de la nouvelle économie de la croissance.

Pour bien comprendre cette théorie importante, il faut commencer à étudier « le capital humain », une de ses conceptions essentielles.

Le capital humain peut être défini, d'après l'Union Européenne, comme « *l'ensemble des capacités, connaissances et compétences que les personnes acquièrent par l'éducation, la formation et l'expérience.* »²⁰

Theodore W. Schultz est un économiste américain et l'un des fondateurs de la théorie du capital humain.

Mis à part le mystérieux phénomène étudié qui explique que “*the income of the United States has been increasing at a much higher rate than the combined amount of land, man-hours worked and the stock of reproducible capital used to produce the income*”, Schultz a expliqué que “*the investment in human capital is probably the majors explanation for this difference*”²¹.

Selon Schultz, l'éducation implique la plus grande partie de la productivité totale des facteurs, et sa fonction ne peut ni être remplacée par le capital physique, ni par le volume de travail.

Bien qu'il existe des théories différentes concernant la formation, celle du capital humain est considérée comme au cœur des questions économiques relatives à l'éducation et à la formation.

Selon la théorie du capital humain, l'éducation est un investissement parce qu'elle est un élément favorable à l'amélioration de la productivité.

Le capital humain peut se traduire par l'investissement dans la qualité de la population qui se reflète par différentes catégories qui sont les suivantes :

²⁰ <http://ec.europa.eu>

²¹ Theodore W. Schultz (1961), Investment in Human Capital, *American Economic review*, 51, p.1.

- Investissement dans l'éducation : investissement sur l'éducation, la formation continue des travailleurs actuels ou potentiels, la compétence, le niveau technique et la qualification professionnelle.

- Investissement dans la santé : l'investissement sur le traitement médical et le maintien de la santé afin d'assurer la quantité nécessaire de main-d'œuvre et son niveau de santé. Cela correspond à la mise en place d'une condition préalable de l'existence et à un effet efficace de l'autre genre de capital humain.

- Investissement sur le transfert : l'investissement sur le transfert interne de la main-d'œuvre dans un pays est mis en place afin de redistribuer rationnellement les mains-d'œuvre dans les régions et secteurs différents, et utiliser au maximum leur spécialité professionnelle.

- Investissement dans l'immigration : c'est l'investissement consacré aux immigrés étrangers et à l'introduction d'experts étrangers.

Selon Schultz, le résultat de l'investissement sur le capital humain et celui de l'investissement sur le capital physique s'effectuent mutuellement. La meilleure ration d'investissement sera présente au moment où le résultat de l'investissement sur le capital humain aura atteint le même niveau que celui sur le capital physique. Avant d'atteindre la meilleure ration, il faut ajouter un investissement du côté déficient. A son époque, Schultz a estimé que l'investissement sur le capital humain était insuffisant.

Parmi les différents éléments de production, Schultz a pensé que le développement économique ne pourrait plus seulement s'appuyer sur la ressource naturelle et le travail physique. D'après lui, il faut élever le degré d'intelligence des travailleurs et augmenter la proportion de travailleurs intellectuels dans le processus de production. Par exemple, dans la production agricole, l'éducation portée sur les paysans, la recherche et la popularisation de la science agricole peuvent remplacer certains effets de la terre concernant le développement économique.

Après Schultz, la théorie sur le capital humain est approfondie, diffusée et mise progressivement en pratique par les autres économistes.

Etant convaincu qu'il existe une forte relation entre les améliorations de l'éducation ou du capital humain et la croissance économique, Becker²² (1964), un autre fondateur important de la théorie du capital, développe son cadre théorique et calcule les taux de rendement de l'investissement sur l'éducation.

Mincer (1974)²³ établit, à travers une équation, la relation testable et explicative entre les salaires, la durée d'étude et l'expérience professionnelle.

« C'est à partir des années 1980 que la théorie de la croissance économique a enregistré un important renouvellement de ses problématique avec l'affirmation des théories dites de la croissance endogène »²⁴

Les théories de la croissance endogène qui se « focalisent sur les fondements économique de la formation du capital humain »²⁵ et sont développées avec les travaux de Romer²⁶ (1986) et de Lucas²⁷ (1988) intègrent les nouvelles sources de la croissance économique et fournissent des modèles et des mécanismes pour expliquer l'implication du capital humain dans la croissance économique à long terme.

En 1986, Romer a publié le premier modèle « entièrement spécifique » de croissance endogène à long terme, dans lequel la connaissance est supposée « être un apport à la production qui augmente la productivité marginale ». Dans son modèle, la création de la connaissance dans une entreprise est considérée comme un facteur positif externe pour les autres entreprises, car « la connaissance ne peut être parfaitement brevetée ou gardée secrète ».

Dans son modèle publié en 1989 (Romer, 1989²⁸), Romer distingue 3 secteurs, dont le secteur de la recherche, le secteur du bien intermédiaire et le secteur du bien final et introduit

22. Becker G.S. (1964), *Capital Humain: A Theoretical and Empirical Analysis*, Columbia University Press for the National Bureau of Economic Research, New York.

23 Mincer J. (1974), *Schooling, Experience and Earnings*, New York, National Bureau of Economic Research.

24 Eric Bosserelle (1994), *Dynamique économique : Croissance-Crises-Cycles*, Gualino éditeur, p. 151.

25 Eric Bosserelle (1999), *Les nouvelles approches de la croissance et du cycle*, Dunod, p. 72.

26 Romer P. (1986), Increasing Returns and Long Run Growth, *Journal of Political Economy*, Octobre.

27 Lucas R. (1988), On the Mechanics of Economic Development, *Journal of monetary Economics*, 22(1), pp. 3-42

28. Romer P. (1989): The Problem of Development: A Conference of the Institute for the Study of Free Enterprise Systems, *The Journal of Political Economy*, Vol. 98, No. 5, Part 2.

les éléments de recherche-développement dans la cadre de la théorie de la croissance économique. Le modèle propose que « ce qui est important pour la croissance est l'intégration non pas dans une économie à large population mais à fort capital humain ».

Les principales conclusions de ce modèle nous montrent que :

- Le capital humain détermine le taux de croissance
- Trop peu de capital humain est dédié à la recherche dans l'équilibre
- L'intégration dans les marchés mondiaux augmentera la croissance
- Avoir une population large n'est pas suffisant pour générer la croissance.

Dans le cadre de la recherche de la stratégie du développement des pays en voie de développement, Romer introduit ses théories de la croissance endogène et pense que la création et l'utilisation de ces nouvelles idées concernent directement si un pays ou une région pourraient assurer leur croissance à long terme (Romer, 1992²⁹).

Lucas apporte la modélisation d'une économie composée par deux secteurs, le premier concernant les biens de production et le second basé sur l'éducation. Dans son premier modèle, Lucas considère qu'une partie du temps de travail prise par les employés concerne la formation et l'amélioration des compétences. Dans un autre, Luca souligne les liens important entre l'accumulation de capital humain et l'apprentissage par la pratique.

Dans la croissance endogène, le progrès technique expliqué par l'accumulation de capital humain est considéré comme le facteur clé de la croissance. Les sources du progrès technique sont donc :

- L'accumulation de la connaissance au sein du système éducatif
- La capacité d'apprentissage apportée par le « learning by doing »
- Le niveau des investissements en recherche et développement.

²⁹ Romer P. (1992), Two Strategies for Economic Development: Using Ideas and Producing Ideas, In World Bank conference on Economic Development, Washington, DC.

James Heckman (2005³⁰) pense que la compréhension du réel impact de l'éducation et de la formation sur la société influence le développement économique et social. L'éducation scolaire ne représente qu'un tiers de la de la vie de l'éducation et formation de chacun, et la formation continue tout au long de la vie est très importante. Les subventions sont l'un des moyens pour encourager le développement de l'éducation et de la formation. Cependant, il ne faut pas appuyer seulement sur l'investissement gouvernemental, mais aussi sur la force du marché. Il faut que les investisseurs privés et les écoles de formation puissent jouer un rôle pour surmonter le monopole et réduire le cout de revient de la formation.

Dans la vie sociale et économique de notre époque, nous constatons aussi l'influence du capital humain sur la croissance ou le développement économique (cf. tableau 1.15) :

Tableau 1.15. : Pourcentage de la main-d'œuvre employée dans les différents secteurs en pourcentage (dans la zone OCDE)

Secteur Année	Services	Industrie	Agriculture, pêche forestière
1994	63	28	9
2004	69	25	6

Source : L'OCDE en Chiffres

L'entreprise fonctionne « grâce à ses employés. Ceux-ci agissent grâce à leurs compétences, à leur savoir-faire, à leur capacité de choix et à toute leur qualité. »³¹

Tout comme les employés et les employeurs, les gouvernements « investissent tous dans le capital humain en consacrant du temps et de l'argent à l'éducation et à la formation. »³²

³⁰ James Heckman (2005) : China's Investment in Human Capital, *China Economic Review* , V16 (1 mars) pp. 50-70

³¹ Alain Duluc,(2008), *Leadership et Confiance : Développer le capital humain pour des organisations performantes* , Dunod,, p.50.

³². World Bank, (2008), *Beyond Economic Growth: Meeting the Challenges of Global Development*.

Aujourd'hui en Chine, la qualité de la main-d'œuvre se trouve tout de même à un niveau relativement bas. Cependant le développement économique en Chine prend principalement appui sur le facteur du capital et sur la main-d'œuvre.

Pendant la période de 1952 à 1986, les proportions de la contribution des divers éléments économiques pour le développement de l'économie chinoise sont :

- le facteur capital qui représente 71 %;
- l'effectif de la main-d'œuvre pour 17 %;
- les autres éléments (le progrès de la technique, l'amélioration de la gestion et l'augmentation du niveau de qualité de la main-d'œuvre), représentent 12 % en total dont 5 % proviennent de l'amélioration de la qualité de la main-d'œuvre³³.

En Chine, par rapport à la main d'œuvre dans les autres secteurs, la qualification de la main-d'œuvre rurale est plus faible (cf. tableau 1.16 ; tableau 1.17 ; tableau 1.18).

Tableau 1.16. - Population active par niveau d'instruction
(en %)

	Total des actifs	Actifs de l'agriculture	Ouvriers	Cadres
Diplômés de l'université	0,81	0,03	0,12	5,8
Formation universitaire sans diplôme	0,05	0	0,05	0,6
2ème cycle du secondaire	10,5	5,4	18,9	21,8
1er cycle du secondaire	26	21,5	40,3	43
primaire	24,4	37,1	32,2	27
illettrés totaux et partiels	28,3	35,9	8,4	1,9
total	90.0	100	100	100

33 . Guohong Zhu (1991), La qualité de la population et le développement de l'économie chinoise, (*shehuikexue*)*Science sociale*, n°11, Shanghai, p. 46.

Source : Bulletin du recensement de 1982

Tableau 1.17. - Main-d'œuvre rurale occupée par niveau d'instruction : 2006 (10 milles ; %)

	Main-d'œuvre rurale occupé total		Main-d'œuvre rurale travaillant dans le secteur non agricole		Main-d'œuvre rurale travaillant dans le secteur agricole	
	Quantité	%	Quantité	%	Quantité	%
Diplômés de l'université	1755	3.65	895	4.6	860	3.00
2ème cycle du secondaire	5059	10.52	2238	11.5	2821	9.85
1er cycle du secondaire	25396	52.81	12746	65.5	12650	44.18
primaire	12682	26.37	3191	16.4	9491	33.15
illettrés totaux et partiels	3198	6.65	389	2.0	2809	9.81
total	48090	100.00	19459	100.00	28631	100.00

Source : Annuaire statistique de Chine 2007 ; Annuaire statistique rurale de Chine 2007.

Tableau 1.18. - Comparaison du niveau de l'éducation entre la population urbaine et la population rurale (plus de 16 ans ; %)

	Population urbaine	Population rurale
Primaire	25.0	51.4
1er cycle du secondaire	37.8	38.3
2ème cycle du secondaire	25.7	6.9
Diplômés de l'université	11.5	0.7

Source : Bulletin du recensement de 2000.

D'après une enquête effectuée dans la province de Hunan, la main d'œuvre rurale diplômée de l'université ne représente que 0,05 %, celle du 2nd cycle du secondaire

correspond à 8,8 %, et le 1^{er} cycle représente 29,5 %, le niveau de primaire 40 % et le taux d'illettrés est de 20 %³⁴.

Dans la même année, une enquête dans la province de Hunan à partir d'un échantillon de 5547 ouvriers et employés de 42 entreprises rurales a donné les chiffres suivants : les diplômés de l'université et du secondaire spécialisé représentent 1 %, tandis que ceux du second cycle sont de 35,3 %, le 1er cycle en compte 46,9 %, le niveau inférieur au primaire correspondait à 17 %.

Au cours de ces dernières années, la Chine a obtenu un succès formidable concernant le développement économique. En 1993, le taux de croissance économique a atteint 13 %. Mais il ne faut pas négliger un constat selon lequel en 1993, la Chine possédait 105 millions d'analphabètes (âges de plus de 15 ans), dont 35 millions de jeunes et d'adultes. Les illettrés sont disséminés principalement dans les régions rurales.

En Chine, les raisons du grand nombre d'analphabètes sont, d'une part la taille de la population et, d'autre part l'insuffisance des dépenses scolaires. (cf. tableau 1.19. ; tableau 1.20).

³⁴. *Quotidien Du Travail*, Beijing, le 8 juillet, 1987.

Tableau 1.19. - Dépenses scolaires en % du PNB dans les PVD

	Dépenses scolaires % du PNB	
	1960	1990
Monde	-	4,8
PVD	2,2	3,9
PMA	1,3	3
Afrique sub-saharienne	2,4	-
Afrique du Nord	3,5	5,2
Moyen - Orient	3,5	5,2
Amérique latine	2,1	4,2
Asie du sud	2,1	3,4
Inde	2,3	3,5
Asie de l'Est	-	3,5
Chine	1,8	2,3
Pays Développés	-	4,9

Source : PNUD, Rapport mondial sur le développement humain, 1994

Tableau 1.20. - La dépense du P.I.B sur l'éducation (1970-2005)

	1970	1975	1980	1985	1990	1995	2000	2005
U.S.A	7.4	7.3	6.6	4.8	5.1	...	5.1	5.3
Royaume-Uni	5.3	6.6	5.6	4.9	4.8	5.2	4.6	5.6
Japon	3.9	5.4	5.7	4.9	...	...	3.7	3.5
Finlande	5.7	6.1	5.1	5.2	5.5	7.1	6.0	6.4
Corée du sud	3.5	2.2	3.6	4.3	3.3	3.8	...	4.3
Russie	...	...	...	...	3.5	3.6	2.9	3.8
Brésil	...	...	...	...	...	5.0	4.0	4.4
Mexico	2.4	3.7	4.6	3.7	3.6	...	4.9	5.5
Inde	2.5	2.5	2.8	3.3	3.7	3.1	4.4	3.2
Chine			2.5	2.5	2.5	2.3	2.5	2.8

Source : UNESCO, Statistical Yearbook 1998 ;

<http://www.weforum.org/documents/GCR0809/index.html>, 2008-10-15

1.1.4. L'approche chinoise

- Le transfert de la main-d'œuvre et la croissance économique

Hu Yongtai (1998)³⁵ a analysé la contribution du transfert de la main-d'œuvre rurale sur le facteur de la productivité totale (FPT) et la croissance économique chinoise. Selon sa recherche, pour un taux de croissance économique moyen de 9.7 % entre 1985 et 1993, la contribution de la répartition de la main-d'œuvre (relocation of the labor force) était de 1,2 %. Le transfert de la main-d'œuvre rurale constitue un moyen, selon Li Shi (1999)³⁶, pour

³⁵. Yongtai Hu, (1998), Le facteur de la productivité totale en Chine : impact important de la répartition de la main d'œuvre rurale, *La recherche économique*, N°3.

³⁶. Shi Li, (1999), Le transfert de la main d'œuvre rurale et l'augmentation de la revenu, *La science sociale de la Chine*, N°2.

augmenter le revenu des foyers agricoles et diminuer l'écart de revenus entre la région rurale et la région urbaine. Cai Fang et Wang Dewen (1999)³⁷ ont analysé la contribution de l'augmentation de la quantité de main-d'œuvre, l'accumulation du capital humain et l'amélioration de la structure de l'emploi sur la croissance économique chinoise. Les recherches de Pan Wenqing (2001)³⁸ ont montré que le transfert de la main-d'œuvre du secteur agricole (ayant une productivité basse) vers le secteur non agricole (productivité haute) peut élever le niveau de la productivité de tout le pays et favoriser la croissance économique. Le taux de la contribution du transfert de la main-d'œuvre rurale sur l'élévation de la productivité de tout le pays était de 19,9 % et sur la croissance économique 13,8 %. Liu Xiumei et Tian Weiming (2005)³⁹ ont indiqué dans leur article que la productivité de la main-d'œuvre rurale transmise est supérieure à celle de la main-d'œuvre rurale (normale) mais inférieure à celle de la main-d'œuvre urbaine.

- Les caractéristiques de la main-d'œuvre rurale en Chine

Du Ying (1997)⁴⁰ a pensé que bien que la plupart de la main-d'œuvre rurale transférée soit venue de la région pauvre, elle ne fait pas la partie la population la plus pauvre dans leur région. La pauvreté diminue la capacité de transfert de la main-d'œuvre (Cai Fang, Duyang, 2002⁴¹).

En 2002, plus de 94 millions de la population de main-d'œuvre rurale se sont déplacés pour travailler dans les villes, dont les jeunes de 16 à 35 ans, représentant $\frac{3}{4}$ de cette main-d'œuvre. Les ouvriers-paysan n'ayant pas de registre d'état civil représentaient 57% des postes de travail de tout le second secteur ; 52,6 % des postes de travail du secteur du commerce et restauration – boisson (soft drink), 68,2 % de la sous-traitance et fabrication et

³⁷. Fang Cai, Wang Dewen, (1999), La croissance économique chinoise et la contribution du travail, *La recherche économique*, N°10.

³⁸. Wenqing Pan, (2001), Analyse sur la situation actuelle du transfert de la main d'œuvre rurale et la rentabilité du transfert, *Economie de technologie agricole*, N°3.

³⁹. Xiumei Liu, Weiming Tian, (2005), Analyse sur la contribution du transfert de la main d'œuvre rurale sur la croissance économique en Chine, *World of Management*, N°1.

⁴⁰. Ying Du (1997), Analyse des caractéristiques du transfert de la main d'œuvre rural actuel et son contexte, *Economie agricole chinoise*, N°6.

⁴¹. Fang Cai, Yang Du (2002), *Rapport de la population chinoise et du travail : emploi urbain et rurale et la solution*, Social Sciences Academic Press (Chine).

79,8 % du secteur de la construction (Zhong Shuiyang, 2000⁴² ; Cai Fangn, Du Yang, Wang Meiyang, 2005⁴³ ; Caifang, Wang Dewen, Du Yang 2006⁴⁴). A cause du niveau d'éducation et de formation insuffisant, la majorité absolue de la main-d'œuvre rurale transférée en ville ne s'occupe que des travaux « simples, lourds, sales et fatigants » (Du Ying, 1997).

Selon une enquête organisée par le Ministère du travail et de la protection sociale en 2007, 41 % de la main-d'œuvre rurale s'est déplacé à l'intérieur de leur province, et 20 %, 11.6 % et 11.9 % ont quitté leur province pour travailler respectivement dans le Cercle économique du delta Changjiang/Yangtsé (les villes de Shanghai, Nanjing, Suzhou, Hangzhou...), le Cercle économique du delta Zhujiang/Rivière des perles (les villes de Guangzhou, Shenzhen, Zhuhai, Fushan...) et le cercle économique du Pohai/mer de Bohai (Tianjin, Beijing, Shijiazhuang...) (Chen Dahong, « Rapport de la population et du travail : 2007 »)

Parmi les mains d'œuvre rurales transférées, les hommes représentaient 81.8 % et les femmes 18.2 % (Liu Bohong, 1996)⁴⁵. Cependant, pour les 18-25 ans, les femmes étaient 1,5 fois plus nombreuses que les hommes (Qing Xiuhua, 2003)⁴⁶

En ce qui concerne la qualité de la main-d'œuvre rurale transférée, la plupart ont reçu une éducation de niveau collège ou supérieure (Bai Nansheng, He Yupeng, 2003⁴⁷ ; Wang Chunguang, 2004⁴⁸) mais la majorité absolue n'a reçu aucune formation ou seulement une formation simple de moins de deux semaines. (Chen Dahong, 2007)

⁴² Shuiying Zhong, (2000), *Déplacement de la population et le développement de l'économie et de la société*, Wuhan University Presse (Wuhan).

⁴³ Fang Cai, Yang Du, Meiyang Wang, (2005), *Transformation et le développement du marché de main d'œuvre en Chine*, The Commercial Press (Beijing).

⁴⁴ Fang Cai, Dewen Wang, Yang Du, (2006), *Développement de la région rurale et l'augmentation de la revenue des paysans*, China Labor and social Security Press (Beijing).

⁴⁵ Bohong Liu, (1999), Le déplacement de la population rurale et le sexe, *Collection of Women's Studies* (Beijing), N°4.

⁴⁶ Xiuhua Jiang (2003), Le développement et la limite sur le déplacement des femmes rurales, *Theory Journal*, (Jinan), N°2.

⁴⁷ Nansheng Bai, Yupeng He (2003), Ouvriers ruraux : retourner à la campagne ou rester en ville ? (article collecté dans ouvrage de Li peilin : *Ouvriers ruraux*, publié par Social Sciences Academic Press.

⁴⁸ Chunguang Wang (2004), *Le déplacement social des ouvriers-ruraux*, Social Sciences Academic Press, 2004.

- La situation présente de la main-d'œuvre rurale transférée :

A cause de la politique de registre d'état civil, la main-d'œuvre rurale transférée en ville rencontre la discrimination des emplois, de la protection sociale et des services sociaux. Sur le marché du travail, les ouvriers-paysans sont embauchés en général par les entreprises non publiques. Pour les mêmes genres de travaux que la main-d'œuvre urbaine, les ouvriers-paysans sont en général moins rémunérés (Yan Shengwen, 2010⁴⁹). Les conditions de logement de la main-d'œuvre rurale transférée en ville sont largement inférieures à celles des habitants urbains (Zhao Yaohui, 1999⁵⁰). La discrimination sur la main-d'œuvre rurale en ville se reflète aussi dans le droit à l'éducation et à la formation pour eux-mêmes et leurs enfants (Cai Fang, Du Yang, Wang Meiyang, 2003⁵¹).

- La formation de la main-d'œuvre rurale

A cause du manque d'investissement total, le taux de la rentabilité d'investissement sur la formation de la main-d'œuvre rurale reste dans un niveau faible et sa contribution sur la croissance économique est très limitée (Li Ling, 2002⁵²). Le marché de la formation ne se conforme pas aux normes et le système de la politique de formation n'est pas complet (Huang Huanshan, 2002⁵³). Selon le résultat de leur propre enquête sur la situation de la formation professionnelle rurale, Yu Wei, Zhang Liyue et Li Boling (2004⁵⁴) pense que la relation de désordre entre le gouvernement, le marché, le système des lois et les écoles de formation est la raison principale du faible développement de la formation professionnelle en Chine. Compte tenu du fait que l'effectif de la population est grand et la base économique encore faible en Chine, pour la main d'œuvre rurale, il nous faut mettre accent à la fois sur la

⁴⁹ Shengwen Yan (2010), *Le transfert de la main d'œuvre rurale : analyse structurelle et les propositions politiques*, Capital University of Economics and Business Press (Beijing).

⁵⁰ Yaohui Zhao (1999), Leaving the Countryside: Rural-to-Urban Migration Decision in China, *The American economic Review*, vol. 89, N°2, pp. 281-286.

⁵¹ Fang Cai, Yang Du, Meiyang Wang (2003), *Economie Politique du transfert de la main d'œuvre*, Shanghai Joint Publishing House, Shanghai People Publishing House.

⁵² Ling Li (2004), Analyse sur la situation embarrassante d'investissement de la formation continue. *Exploitation de la ressource humaine de la Chine*, N°1.

⁵³ Huanshan Huang (2001), La recherche sur contre mesure du marché de la formation, *Education de l'entreprise moderne*, N°4.

⁵⁴ Wei Yu, Liyue Zhang et Boling Li (2006), Situation difficile et la solution de la formation professionnelle rurale en Chine, *La recherche de la formation professionnelle rurale*, N°4.

formation générale et la formation spécialisée (Wang Yunjiang, 2006⁵⁵). Pour Liu Guoyong (2005⁵⁶), une division rationnelle du travail et de la formation entre la provenance et la destination de la main-d'œuvre rurale est nécessaire. Ayant examiné la mise en place de la mesure des chèques formations, Hu Yi et Zhao Xiaofeng (2006⁵⁷) ont conclu que cela convenait à la situation de la formation de main-d'œuvre rurale en Chine. Pour cette nouvelle mesure, Pi Jianghong (2006⁵⁸) a prouvé en revanche, que cela convient mieux à la formation professionnelle qu'à la formation de base. Pour le taux de rentabilité de l'investissement sur la formation de la main-d'œuvre rurale, des enquêtes et des modèles différents en ont apportés la preuve (Li Shi, Li Wenbin 1994⁵⁹ ; Li Gongzheng 1996⁶⁰ ; Hu Bing 2002⁶¹ ; Hou Fengyun 2004⁶²)

2. Le développement de l'agriculture française et la formation agricole en France

L'histoire du développement de l'économie mondiale a montré que l'urbanisation de la population rurale est inévitable du fait du développement des forces productives et de l'accélération de l'industrialisation. C'est-à-dire qu'il y a en même temps le déplacement de la main-d'œuvre rurale excédentaire et l'urbanisation.

⁵⁵ Yunjiang Wang (2006), Essai sur l'exploitation de la ressource humaine de main d'œuvre excédentaire dans la région Ouest, *Education de technologie professionnelle*, N°16.

⁵⁶ Guoyong Liu (2006), Réflexion sur la politique et pratique de la formation du transfert de la main d'œuvre rurale, *Journal of East Normal University*, N°16.

⁵⁷ Yi Hu, Xiaofeng Zhao (2006), Analyse économique des chèques de formation, *Economie Rurale*, N°3.

⁵⁸ Jianghong Pi (2006), Chèque Formation et la style d'investissement gouvernemental sur la formation professionnelle rurale, *Science de l'éducation*, N°1.

⁵⁹ Shi Li, Wenbin Li (1994), Estimation sur le rendement individuel d'investissement dans l'éducation, *Etude sur la distribution de revenue des habitants en Chine*, China Social Sciences Publishing House, 1994.

⁶⁰ Gongzheng Li (1996): Comment analyser le rentabilité économique de la formation des entreprises, *Talents Chinois*, N°7.

⁶¹ Bing Hu (2002), Etude sur les méthodes d'estimation de la rentabilité de la formation continue, *Shanghai Business*, N°10.

⁶² Fengyun Hou (2004), Etude sur le taux de rentabilité d'investissement sur capital humain dans la zone rurale, *Economic Research*, N°12.

Le progrès dans la société s'accompagne toujours d'un changement de structure économique et de mobilité de la population. Le premier déplacement a eu lieu lors de la grande division du travail dans la société primitive au profit de l'agriculture. Ensuite, avec le développement des forces productives, l'agriculture est devenue progressivement le secteur essentiel.

Le deuxième déplacement de la population a commencé vers les 13^{ème} et 14^{ème} siècles. A partir du milieu du 19^{ème} siècle, en Europe, on entre dans la période du paroxysme et de la révolution industrielle qui a provoqué le déplacement d'un grand nombre de la population rurale vers les industries et les mines. D'après l'estimation effectuée avant le 19^{ème} siècle, la population urbaine représentait 3 % de la population mondiale.

Après le commencement de la révolution industrielle, la population urbaine a augmenté rapidement. Au début du 19^{ème} siècle, elle a augmenté en Europe de 5 millions à 12 millions et, à la fin de ce siècle, la population urbaine a augmenté de plus de 2,5 (fois) par rapport au début du siècle. En Europe, pendant cette période, le taux d'augmentation de la population était de moins de 1 %⁶³. Dans ce cas, l'augmentation de la population urbaine résulte principalement du déplacement de la population rurale.

Durant les dernières décennies, les développements sont plus marqués par les forces productives, les structures de la production sociale sont en train de connaître des changements nouveaux, et le troisième déplacement important de la population a déjà commencé. La population, non seulement s'isole de l'agriculture, mais aussi commence à quitter le secteur industriel et les autres secteurs de productions de matériaux pour entrer dans d'autres secteurs (cf. tableau 1.21.).

⁶³ Dianxin Rong (1989), La question du déplacement de la main-d'œuvre rurale vers l'extérieur du pays. *Economie mondiale (shijiejingji)*, N°8.

Tableau 1.21.- L'emploi par secteur dans l'OCDE (1960 - 1993)

	1960			1970			1980			1993		
	I	II	III	I	II	III	I	II	III	I	II	III
OCDE-total	21,6	35,3	43,1	13,8	37,	49,2	9,6	33,8	565,6	7,2	29,1	63,7
CEE - 12	21,1	39,8	39,1	13,5	41,6	44,9	9,5	37,8	52,7	6,3	31,8	61,9
Etats - Unis	8,5	35,3	56,2	4,5	34,4	61,1	3,6	30,5	65,9	2,7	24,1	73,2
Japon	30,2	28,5	41,3	17,4	35,7	46,9	10,4	35,3	54,3	6,1	34,3	59,6
Allemagne	13,9	46,9	39,2	8,6	49,3	42,1	5,3	43,6	51,1	3,0	37,8	59,2
France	22,5	37,6	39,9	13,5	39,2	47,3	8,7	35,9	55,4	5,1	28,0	66,9
Italie	32,6	33,9	33,5	20,2	39,5	40,3	14,3	37,9	47,8	7,4	33,3	59,3
Royaume-Uni	4,7	47,7	47,6	3,2	44,7	52,1	2,6	37,7	59,7	2,2	25,7	72,1
Canada	13,2	32,7	54,1	7,6	30,9	61,5	5,4	28,5	66,1	4,4	22,2	73,3
Belgique	8,7	44,9	46,4	4,9	42,6	52,5	3,2	34,7	62,1	2,6	27,7	69,7
Danemark	18,2	36,9	44,9	11,5	37,8	50,7	7,2	30,4	62,4	5,7	27,7	66,6
Espagne	38,7	30,3	31,	27,1	35,5	37,4	19,3	36,1	44,6	10,1	30,7	59,2
Grèce	57,1	17,4	25,5	40,8	25,	34,2	30,3	30,2	39,5	22,2	27,5	50,3
Irlande	37,3	23,6	39,1	27,1	29,8	43,1	18,3	32,5	49,2	13,8	28,9	57,2
Luxembourg	16,6	44,9	38,5	9,4	44,3	46,3	5,4	38,1	56,5	3,3	30,5	66,2
Pays - Bas	9,8	40,5	49,7	6,2	38,9	54,9	4,9	31,4	63,7	4,0	24,6	71,4
Portugal	43,9	31,3	24,8	30	32,9	37,1	27,3	36,6	36,1	11,4	33,1	55,4
Autriche	22,6	40,3	37,1	14,6	41,4	44,	10,4	40,3	49,3	7,1	35,6	57,4
Finlande	35,2	32,6	32,2	22,6	34,6	42,8	13,5	34,6	51,9	8,6	27,0	64,5
Norvège	21,5	35,6	42,9	13,9	37,3	48,8	8,5	29,7	61,8	5,6	23,1	71,3
Suède	15,7	40,3	44,	8,1	38,4	53,5	5,6	32,2	62,2	3,4	25,4	71,0
Islande	22,9	34,7	42,4	18,7	34,4	46,9	13,2	35,4	51,4	10,7	26,4	62,9
Suisse	14,5	46,4	39,1	8,6	46	45,5	6,9	38,2	54,9	5,6	33,2	61,2
Turquie	75,9	10,7	13,4	67,6	14,5	17,9	54,9	18,9	26,2	43,9	22,1	34,0
Australie	11,	38,9	50,1	8,	37	55,	6,5	31,1	62,4	5,3	23,9	70,8
Nlle-Zélande	14,6	38,6	46,8	12,1	39,3	48,6	10,9	33,7	55,4	10,8	22,6	66,6

Source : OCDE, Statistiques rétrospectives sur l'emploi et statistiques trimestrielles.

Dans de nombreux pays, le XXème siècle était caractérisé par toute une série de mouvements de population des campagnes vers les villes. C'est surtout à partir de la fin de la

seconde Guerre mondiale et pendant la période d'expansion qui a suivi, que cet exode rural s'est progressivement intensifié en France, de 1960 à 1970, les salariés des exploitations agricoles sont passés de 852 000 à 548 000⁶⁴.

"L'émigration rurale définitive a commencé au milieu du XIXème siècle dans certaines zones montagneuses (Rouergue, Auvergne, Limousin, Pyrénées, Alpes du sud) d'où des groupes de jeunes hommes se dirigeaient vers les villes locales et déjà vers Paris."

...

"A la fin du XIXème siècle les aires de départ s'élargissent..., Paris n'est plus la seule grande ville attractive même si son rôle s'étend à la totalité du territoire. Le phénomène migratoire s'intensifie et gagne la population féminine."⁶⁵

En France, la modernisation de l'industrie est un moyen très important pour réduire la pression de la population rurale. Pendant la période du XIXème siècle, notamment le milieu du XIXème siècle et au début de XXème siècle, un grand nombre de la population rurale est absorbé par des villes et des zones industrielles. (cf. tableau 1.22.)

⁶⁴. Claude Perrot (1984), *Emploi et chômage*, Bréal.

⁶⁵. Philippe Roudié (1993), *La France agriculture, forêt, pêche, depuis 1945*, Sirey, 4ème édition.

**Tableau 1.22. - L'évolution de la population rurale
déplacée vers les villes (1806 - 1911)**

Période	Nombre moyen par année
1806 - 1851	90 000
1851 - 1872	130 000
1872 - 1976	90 200
1986 - 1881	164 300
1881 - 1886	103 300
1886 - 1891	120 200
1891 - 1896	116 100
1896 - 1901	134 600
1901 - 1906	112 500
1906 - 1911	154 500

Source : Dupâquier, 1988, III, p. 181.

" La première guerre mondiale ne perturbe guère ce processus..."

...

" L'exode rurale s'intensifie encore de 1945 à 1975 : la plupart des unités urbaines augmentent sensiblement au détriment de la quasi-totalité des communes rurales."⁶⁶

" Parallèlement les offres d'emploi dans les secteurs tertiaires et secondaires sont importantes. La ville et son mode de vie, la sécurité des emplois des salariés qui y sont

⁶⁶. Ibid

offerts fascinent. L'exode rural se développe rapidement facilitant la croissance des secteurs secondaire et tertiaire qui manquent de main-d'œuvre"⁶⁷. (cf. tableau 1.23.)

Tableau 1.23. - Part de chaque secteur dans la population active (%)

	Agriculture	Industrie et BTP	Tertiaire	Ensemble
1949	29,1	35	35,9	100
1959	22,1	35,2	42,7	100
1973	10,9	37,8	51,3	100
1982	8,2	34,2	57,6	100
1990	6,0	28,6	65,4	100

Source: I N S E E

Jean-François Eck: *Histoire de l'économie française depuis 1945*, Troisième édition, ARMAND COLIN, Paris, 1992, pp. 26, 73.

En France, les réalisations de l'industrialisation et de l'urbanisation se sont établies sur la double base de technologies avancées de l'industrie et de la modernisation de l'agriculture. La France est un pays à la fois industriel et agricole. Ses expériences de l'industrialisation, et particulièrement ses politiques agricoles, qui sont déjà réussies, sont très favorables pour la Chine et les autres pays en voie de développement.

Parmi les pays développés, la mutation de l'agriculture française pendant les dernières vingtaines d'années est très remarquable. A présent, la France est devenue un des principaux pays de production et exportation de produits agricoles.

⁶⁷. BREMOND J. et G. (1990), *L'économie française face aux défis mondiaux*, HATIER, nouvelle édition, Paris, p. 35.

Nous trouvons que, pour tirer profit de l'expérience de la France dans le domaine agricole, il ne faut pas négliger les trois aspects fondamentaux suivants:

2.1. Le système de coopérative

Prendre l'initiative et mettre en place le système coopératif, qui place les paysans au centre, est une partie essentielle de la politique agricole du gouvernement français afin d'accélérer le développement de la production agricole. En France, les organisations de coopératives agricoles présentent des services sur les offres des moyens de production pour les fermes et, sur l'achat, le traitement et la vente de produit agricole, ainsi que sur les échanges des informations et des techniques.

Aujourd'hui, en France, la coopérative joue un rôle très important dans l'économie agro- alimentaire française. Neuf exploitants agricoles sur dix adhèrent à une coopérative. Ainsi 12.500 coopératives de service et 4.000 entreprises industrielles et commerciales réalisent un chiffre d'affaires de 400 milliards de francs soit environ 61 milliard d'euros et emploient 130.000 salariés. Le secteur coopératif intervient dans tous les secteurs de la modernisation des exploitations: mécanisation et équipement, valorisation des productions, conseil...⁶⁸

Les organisations de coopérative achètent 70 % de céréales aux paysans et 42 % des vins, 40 % des fruits, 50 % du porc et 47 % du lait. 50 % d'engrais chimiques, 35 % d'insecticide et plus de 20 % de matériaux de l'agriculture sont en contrepartie fournis par les organisations de coopérative. Parallèlement, pour les exportations de produits agricoles, les coopératives représentent 40 % ~ 50 % des céréales, 70 % ~ 80 % des fruits frais et 35 % de la viande.

⁶⁸. Yvan Le Moing et Catherine Lion, (1994) Vers un engagement coopératif rénové - Les propositions de la CFCA, *Ingenieur de la vie*, Janvier/Février, p. 15.

Actuellement les formes de coopératives agricoles en France sont nombreuses et variées, par exemple, la coopérative agricole, la coopérative du crédit agricole, la coopérative d'utilisation de matériel agricole, les coopératives de pêche, celles de traitement et de vente et les coopératives régionales.

2.2. L'accroissement des dimensions des exploitations agricoles

Avant la deuxième guerre mondiale, l'agriculture française se trouvait toujours dans une position retardataire. Au cours de 1900 à 1939, le taux moyen de croissance de la production agricole n'atteignait que 0,3 %. "Au début des années cinquante, après avoir reconstitué son potentiel de production endommagé par la guerre, l'agriculture présente encore son visage traditionnel, hérité de la fin du XIXème siècle : celui d'un secteur à la fois fondamental et retardataire dans l'économie nationale".⁶⁹

Le développement lent de l'agriculture en France est causé principalement par la petite propriété paysanne, qui occupait une place dominante pendant une période assez longue.

En France, après la Révolution française de 1789, la constitution a été promulguée en 1793. Dans un même temps, la propriété féodale de la terre était abolie et les paysans ont obtenu des parcelles de terre. Au moment de la fin du XIXème siècle et au début du XXème siècle, la France a commencé à passer du capitalisme libéral au capitalisme monopoliste. Le développement du capitalisme dans les régions rurales a accéléré la division en deux tendances opposées et le cours de la centralisation des propriétés de terre des foyers de paysans ruinés aux grands propriétaires fonciers. Mais on n'a pas changé la situation des petits exploitants qui occupaient la place dominante. En 1929, il y avait 3966,4 milliers de fermes en France, dont 1014,7 milliers de petites où les exploitations étaient de moins de 1

⁶⁹. Jean-François Eck (1992), *Histoire de l'économie française depuis 1945*, Armand Colin, Troisième édition, Paris, p. 64.

hectare, et qui représentaient 25,6 % des fermes au total. De ces petites fermes d'un à 10 hectares, on en comptait 1863,9, soit 47 % au total. (cf. tableau 1.24.)

Tableau 1.24. - Evolution des structures d'exploitation
(Millier)

Taille des exploitations	1862	1882	1892	1929
0 - 1 ha		2167,7	2235,4	1014,7
1 - 5	1815,5	1865,9	1829,2	1146,3
5 - 10	619,8	796,1	788,3	717,6
10- -20	369,8	431,3	429,4	593,1
20 - 30	176,7	198,1	189,7	380,4
30 - 40	95,8	97,8	92	
40 - 50			53,3	
50- 100	154,2	142,1	52	81,7
100 - 200			22,8	23,5
200 et plus			10,5	9
total	3231,8	5671	5702,6	3966,3

Source: Paul HOUÉE: *Les étapes du développement rural*, édition économie et humanisme, tome 1, Paris, 1972

Suite à cela, à cause de la crise économique mondiale des années 30 et de la seconde guerre mondiale, le processus de centralisation de la terre devint très lent. En 1955, trente-cinq exploitations sur 100 avaient moins de 5 ha.

Après la deuxième guerre mondiale, au fur et à mesure du relèvement de l'économie nationale, la France a commencé à mettre en application la modernisation économique. Dans ce cas, la situation de l'agriculture n'était pas en mesure d'offrir assez de matériel, de marché et de main-d'œuvre. Dans le domaine agricole, l'existence de nombreux petits groupes

influençait non seulement le cours de la mécanisation agricole, mais aussi la construction du système des routes, de l'agro hydraulique et des installations électriques.

Par ailleurs, en ce qui concerne le contexte économique européen en 1957, les principaux pays européens ont ratifié le Traité de Rome avec ses 38 à 47 articles concernant l'agriculture. Les objectifs fondamentaux de cette politique sont énumérés dans l'article 39 du traité (document n°3):

"La politique agricole commune a pour but:

a) d'accroître la productivité de l'agriculture en développant le progrès technique, en assurant le développement rationnel de la production agricole ainsi qu'un emploi optimum des facteurs de production notamment de la main-d'œuvre;

b).d'assurer ainsi un niveau de vie équitable à la population agricole, notamment par le relèvement du revenu individuel de ceux qui travaillent dans l'agriculture;

c) de stabiliser les marchés;

d) de garantir la sécurité des approvisionnements;

e).d'assurer des prix raisonnables dans les livraisons aux consommateurs."

Pour réaliser ces objectifs, les Européens ont aussi établi une organisation commune des marchés agricoles, qui est définitivement mise en place en 1967, identique aux organisations des marchés provisoires qui fonctionnaient déjà depuis 1962⁷⁰. Les organisations de marché, comportent quatre grands principes:

⁷⁰. Pierre LE ROY: *La politique agricole commune*, ECONOMICA, 1994, p. 18.

- La libre circulation des produits agricoles à l'intérieur de l'Union ;
- L'unité des prix ;
- La préférence communautaire ;
- La solidarité financière ;

La France, qui est le plus grand pays agricole en Europe de l'ouest, est favorable à la P.A.C (Politique Agricole Commune). Pour utiliser cette condition, il faut que la France augmente la dimension des exploitations agricoles, accélère le cours de la mécanisation et de la modernisation de l'agriculture et renforce ses propres forces de concurrence dans le marché agricole commun.

Pour accélérer la centralisation de la terre et augmenter la taille de l'exploitation agricole, le gouvernement français a pris une série de mesures politiques:

(1), Le gouvernement doit promouvoir le réajustement de la taille des exploitations au moyen de lois et de l'établissement d'organismes et de fonds concernés

"Après l'avènement de la Vème République et la signature du Traité de Rome, la politique agricole française change de cap et opte pour une réforme des structures de production et pour de nouvelles organisations des marchés. La loi d'orientation du 5 août 1960 et la loi complémentaire du 8 août 1962, élaborées avec le soutien du CNJA, vont dans ce sens et marquent la fin de la période 'agrarienne' de type mélinisme"⁷¹. Le gouvernement français a promulgué la loi d'orientation qui a beaucoup influencé dans le cours d'évolution de la centralisation des terres. Le but de ces lois est d'augmenter la contribution de l'agriculture dans l'économie nationale. Les principaux contenus relatifs à la centralisation des terres sont d'encourager et de promouvoir les structures agricoles familiales, afin d'utiliser les techniques modernes de production agricole et de mettre pleinement en valeur la

⁷¹. Philippe Nicolas : "Les origines des coopératives agricoles en France et leur développement séculaire", *Les hommes et l'espace rural*, pp. 410-411

main-d'œuvre et le capital ; d'augmenter les superficies de l'exploitation afin de favoriser le labourage et la culture.

Pour réaliser la loi d'orientation et la loi complémentaire, le gouvernement français a établi des organismes de fonds spéciaux:

- Société d'Aménagement Foncier et d'Etablissement Rural (SAFER) ; -Fond d'action sociale pour l'aménagement des structures agraires (F.A.S.A.S.A.) ;
- DJA (Dotation à l'installation des Jeunes Agriculteurs)

(2). Le gouvernement promeut l'augmentation de la dimension d'exploitation par diverses politiques.

Pour réformer les structures des exploitations agricoles, le gouvernement français a toujours fait attention à des politiques d'investissement, de crédit et aux prix.

Avant la dernière guerre mondiale, les investissements agricoles en France venaient principalement des paysans. Après la guerre, le gouvernement français a inclus les investissements agricoles dans le budget national. Les accumulations industrielles sont utilisées par l'Etat pour stimuler le développement de l'agriculture. La méthode essentielle de l'investissement du gouvernement est le crédit agricole. (cf. tableau 1.25)

Il est principalement utilisé pour aider les fermes qui ont des dimensions relativement grandes ainsi que les coopératives. Selon les réglementations gouvernementales, les paysans peuvent demander des prêts à bas intérêts pour acheter des machines agricoles et des terres. Grâce aux subventions budgétaires, la Caisse nationale de crédit agricole

Tableau 1.25. - Modalités des prêts fonciers du crédit agricole
(en 1978)

Nature du prêt foncier	Durée maximale (années)	Montant maximal (oooF)	Quantité (% de la valeur) (%)	Taux (bonifié) (%)	Durée pendant laquelle ce taux s'applique (années) (1)
installation jeunes âges <35ans	25	350	80	6	10
préemption fermier, achat à une SAFER	20	300	65	6	7
agrandissement	20	200	50	6	5

(1) Au-delà de cette période le taux n'est plus bonifié et s'élève à environ 10%

Source: COMMISSION DES COMMUNAUTES EUROPEENNES: *informations sur l'agriculture*. CECA - CEE - CEEA, Bruxelles. Luxembourg, 1981.

accorde aux agriculteurs des prêts d'équipement à des taux en moyenne deux fois plus bas que ceux du marché⁷². Pour centraliser les terres et installer les jeunes agriculteurs, le gouvernement français a décidé d'arrêter d'accorder des prêts à bas intérêts aux fermiers défavorisés. En ce qui concerne les prix, le gouvernement français a utilisé des politiques de subventions rendues nécessaires par la majoration des prix des produits agricoles. D'après les politiques de subvention des prix, ceux qui bénéficient d'un avantage sont toujours les propriétaires des fermes moyennes ou grandes, qui possèdent de grandes quantités de marchandises.

Grâce aux interventions du gouvernement français, les dimensions de l'exploitation en France augmentent sans cesse. La superficie moyenne des exploitations a exactement doublé de 1955 à 1988, passant de 14 à 28 hectares et, en 1990 elle a augmenté davantage à 31 ha. "Au début du siècle les grandes exploitations (>50 ha) n'atteignaient pas l'effectif de 85.000, alors qu'en 1990 il y en a 180.000 ! En fait, le rythme de la baisse est d'autant plus fort que les exploitations sont petites, alors que le nombre des grandes a tendance à augmenter"⁷³. (cf. tableau 1.26.)

⁷². Jean- François Eck, (1992), *Histoire de l'économie française depuis 1945*, Armand Colin, Troisième édition, Paris, p. 71.

⁷³. Philippe Roudié, (1993) *La France agriculture, forêt, pêche, depuis 1945*, Sirey, 4ème édition, p. 109.

**Tableau 1.26. - Evolution des structures d'exploitation
(1929 - 1990)**

*Taille des exploitations	Nombre d'exploitation en 1.000					
	1929	1955	1970	1979	1988	1990
1ha	1.015	152	167	120	89	346
1 - 5	1.146	655	326	237	189	
5 - 10	718	482	251	167	112	
10 - 20	593	540	355	243	166	259
20 - 35	380	298	263	232	278	
35 - 50		83	107	116		103
50 - 100	82	76	93	114	128	131
100 - 200	23	21	22	29	37	48
>200	9		5	6	7	
Total	3.966	2.307	1.588	1.262	1.017	924

*En 1929 et 1955: taille de SAU, en 1970, 1979 et 1988 SAUée.

Sources : RGA... SCEES 1900, adapté par Philippe Roudié: *La France agriculture, forêt, pêche, depuis 1945*, Sirey, 4ème édition, 1993.

2.3. Le système de la formation agricole et rurale

L'agriculture est un des secteurs clés de l'économie française. Dans ce secteur, on voit certes moins de salariés qu'il y a cinquante ans, cependant le domaine de l'agriculture reste encore puissant : en 2009, 900000 personnes, à temps plein ou partiel, y travaillent (Eurostat 2010).

1, Les évolutions de la conception de l'agriculture ont obligé les agriculteurs à s'adapter.

« Depuis les années 1950-1960, la conception même du développement de l'agriculture a beaucoup changé, passant d'une pratique essentiellement 'productiviste' à des objectifs complexes, où la recherche de l'efficacité de la production doit s'équilibrer avec le souci de l'environnement, de la protection de la nature, avec la qualité alimentaire et sanitaire des produits, l'insertion des agricultures au sein de la société globale, etc. »⁷⁴. Ces évolutions ont obligé les agriculteurs à s'adapter, ce qui passe souvent par des séquences de formations.

La formation « doit devenir une dimension stratégique du développement de l'entreprise, sur la base de projets économiques individuels ou collectifs intégrant les dimensions du territoire, de l'environnement et de la qualité des produits, participant à l'adaptation des entreprises à un nouveau contexte et favorisant la consolidation et le développement de l'emploi. Ces préoccupations sont à prendre en compte de façon traversable dans la construction des dispositifs de formation »⁷⁵. En vue d'assurer un secteur moderne, innovant et productif, un système de formation agricole et rural est mis en place et amélioré progressivement depuis les années 60 du 20ème siècle.

Un des objectifs essentiels de l'enseignement et de la formation agricole est l'accompagnement du développement de l'activité du secteur agricole et des évolutions de l'agriculture française (loi du 3 octobre 1848). À travers la formation, on élève *« le niveau des connaissances et des aptitudes de l'ensemble des agriculteurs et des membres des professions para-agricoles et d'accroître leur niveau scientifique et technique »*. (« Lois Rocard » 1984)

2, Un système complet de la formation

« Les établissements d'enseignement agricole publics et privés sont implantés sur tout le territoire français, dont en 2010, 838 lycées agricoles ; 152 centres de formation pour apprentis ; 343 centres de formation professionnelle ; 19 établissements d'enseignement supérieur » (<http://www.portea.fr/etablisements.html>)

⁷⁴ René Rémond, L'Observatoire national de l'enseignement agricole – ONEA, rapport bilan 1996-2004.

⁷⁵ Accord cadre de développement de la formation professionnelle en agriculture pour 1998-2001 signé entre la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles et l'Etat.

Relevant du ministère de l'agriculture, l'enseignement agricole en France « *recouvre une gamme complète de formations, s'étendant de la classe de 4^{ème} jusqu'au 3^{ème} cycle de l'enseignement supérieur, et dispensées en formation initiale, par la voie de l'apprentissage ou en formation continue.* »⁷⁶

- Enseignement technique agricole

Cet enseignement permet aux élèves d'accéder à des métiers différents dans l'agriculture, la viticulture, l'agro-alimentaire, le tourisme et les services en milieu rural.

Les établissements d'enseignement technique agricole (cf. tableau 1.27 ; tableau 1.28) :

Tableau 1.27. Effectifs globaux de l'enseignement technique de 1985 à 2005

	1985	1990	1995	1999	2000	2003	2005
Total	138 681	132 410	159 954	178 569	175 330	172 780	175 830

Source : *L'enseignement agricole : une chance pour l'avenir des jeunes et des territoires*, Rapport d'information n° 27 (2006-2007) de Mme Françoise FÉRAT, fait au nom de la commission des affaires culturelles, déposé le 18 octobre 2006.

L'enseignement public : Les EPLEFPA

L'EPLEFPA (Etablissement Public Local d'Enseignement et de Formation Professionnelle Agricole) est en général constitué de :

- Un ou plusieurs Lycées d'Enseignement Général et Technique Agricole (LEGTA) ou Lycée Professionnel Agricole (LPA)
- Un ou plusieurs Centres de Formation Professionnelle et de Promotion Agricole (CFPPA)
- Un ou plusieurs Centres de Formation d'Apprentis (CFA)
- Une ou plusieurs Exploitations Agricoles ou Ateliers technologiques

⁷⁶ *L'enseignement agricole : une chance pour l'avenir des jeunes et des territoires*, Rapport d'information n° 27 (2006-2007) de Mme Françoise FÉRAT

L'enseignement privé : les associations ou organismes

- le Conseil national de l'enseignement agricole privé (**CNEAP**)
- l'Union nationale des maisons familiales rurales d'éducation et de formation (**UNMFREO**)
- l'Union nationale rurale d'éducation et de promotion (**UNREP**) (constitué d'organismes gestionnaires autonomes d'origines très différents : chambre d'agriculture, chambre de commerce, collectivités territoriales, associations ou fondations reconnues d'utilité publique, comme la Fondation des orphelins d'Auteuil - Françoise FÉRAT).

Tableau 1.28. - Répartition des élèves de l'enseignement technique agricole selon leurs origines socioprofessionnelles (%)

	1990	1999	2004	Dont		
				Public	Privé TP	Privé RA
Agriculteurs exploitants	34,3	19,0	15,7	19,6	14,3	12,2
Salariés agricoles	1,9	1,7	1,3	1,1	1,0	1,9
Artisans, commerçants, chefs d'entreprise	8,0	8,2	8,2	7,4	9,0	8,2
Cadres, professions intellectuelles supérieures	5,8	7,3	7,5	9,7	7,0	5,2
Professions intermédiaires	7,7	10,6	12,3	14,3	11,1	10,9
Employés	15,6	23,0	19,9	20,8	20,8	17,9
Ouvriers non agricoles	15,7	18,6	23,1	17,6	25,8	27,3
Retraités	2,7	2,0	1,9	1,7	1,8	2,2
Inactifs, situation inconnue	8,3	9,9	10,1	7,8	9,1	14,1

Source : Ministère de l'agriculture - DGER

Selon les besoins, l'EPLEFPA offre des formations différentes et des multitudes de diplômes. Dans la région bretonne, par exemple, le délégué CFPPA propose les diplômes suivants (<http://www.formation-agricole-bretagne.fr>) :

- Le certificat d'aptitude professionnelle
- Le brevet professionnel agricole
- Le brevet de technicien supérieur
- Le certificat de spécialisation

En général, l'enseignement et la formation agricole se concentrent dans les quatre grandes « familles » de métiers, dans les secteurs professionnels suivants (Rapport d'information n°27 (2006-2007) de Mme. François FERAT

<http://www.senat.fr>) (cf. tableau 1.29):

- la **production** (production agricole, horticole et aquacole, viticulture-œnologie, agroéquipement, métiers du cheval ou de l'animalerie) ;

- la **transformation** (industries agroalimentaires) ;

- l'**aménagement** (travaux paysagers, aménagement de l'espace, protection de l'environnement, forêt, gestion et maîtrise de l'eau) ;

- les **services en milieu rural** (services aux personnes et aux entreprises, commerce, tourisme).

**Tableau 1.29. - Évolution de la répartition des effectifs d'élèves
par secteur de formation**
(tous statuts et tous niveaux confondus)

Secteurs professionnels	1985	1990	1999	2004
Ø Production	49 606	50 115	55 985	48 546
	(60,5 %)	(54,9 %)	(41,7 %)	(38,5 %)
Ø Transformation	2 164	4 457	8 364	5 818
	(2,6 %)	(4,9 %)	(6,2 %)	(4,6 %)
Ø Aménagement Forêt	5 001	7 064	23 621	24 511
	(6,1 %)	(7,8 %)	(17,6 %)	(19,4 %)
Ø Services aux personnes	13 526	17 621	32 135	36 024
	(16,5 %)	(19,3 %)	(23,9 %)	(28,6 %)
Ø Services aux entreprises et commercialisation	11 636	11 972	13 124	11 173
	(14,2 %)	(13,1 %)	(9,8 %)	(8,9 %)

Source : Observatoire national de l'enseignement agricole, Rapport 2006.

- Enseignement supérieur agricole

La loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 art. 127 Journal Officiel du 10 juillet 1999 définit les principales missions de l'enseignement supérieur agricole :

L'enseignement supérieur agricole public a pour objet d'assurer la formation d'ingénieurs, de paysagistes, de cadres spécialisés, d'enseignants et de chercheurs ainsi que de vétérinaires (cf. tableau 1.30 ; tableau 1.31).

En dehors de la formation, l'enseignement supérieur agricole en France s'engage aussi à (selon la loi n° 84-52 du 26 janvier 1984) :

- Participer à la politique de développement scientifique par des activités de recherche fondamentale, appliquée et clinique ;

- Conduire des actions de recherche, d'innovation et d'ingénierie dans les domaines de l'éducation et de la formation ;
- Contribuer, en collaboration avec les organismes compétents, à la veille scientifique et technique, à l'innovation technologique et au développement ainsi qu'à la valorisation des résultats de la recherche ;
- Participer à la diffusion de l'information scientifique et technique ;
- Concourir à la mise en œuvre de la coopération scientifique, technique et pédagogique internationale.

Tableau 1.30.

- Voie professionnelle de l'enseignement supérieur agricole (2003)

Ingénieur 74 %

(Agronomie, agroalimentaire, horticulture et paysage, forêt, eau et environnement)

Vétérinaire 19 %

Paysagiste 2 %

Professeur 5 %

Source : Le Ministère de l'Agriculture et de la Pêche, 2006.

Tableau 1.31. - Les effectifs de l'enseignement supérieur agricole (2005-2006)

Noms des familles d'écoles	Formations de base diplômantes			Formations de 3e cycle		Total
	Formations initiales	Formations en apprentissage	Formations continues	Doctorants	DNMP, DNMR mastères, CEAV, DESV	
Écoles nationales supérieures agronomiques (ENSA) et assimilées (1)	1831	66	2	515	515	2929
Écoles nationales d'ingénieurs des travaux (ENIT) et assimilées (2)	2083	0	162	0	190	2435
Écoles nationales vétérinaires (ENV) (3)	1851	0	0	0	180	2031
École nationale supérieure du paysage (ENSP)	176	0	0	0	10	186
École nationale de formation agronomique (ENFA)	274	0	0	0	21	295
Écoles d'application et de spécialisation (4)	238	0	10	107	132	487
Centres de 3e cycle (5)	111		0	0	23	134
Écoles privées (6)	4025	259	48	0	87	4419
Total	10589	325	222	622	1158	12916
Total corrigé *	10484	325	222	622	978	12631

* Le total corrigé tient compte des doubles inscriptions de certains étudiants.

Source : Ministère de l'agriculture et de la pêche, Direction générale de l'enseignement et de la recherche (DGER)

- Formation professionnelle continue et d'apprentissage

Quant à la formation professionnelle continue, elle joue un rôle important d'accompagnement de l'évolution socio-économique de l'agriculture et du monde rural. « Les 20,3 millions d'heures stagiaires dispensées annuellement s'adressent à des adultes en situation professionnelle ou en reconversion et à des jeunes en insertion. » (BIMA Chiffres, Janvier 2003).

Selon la loi d'orientation de 1999, l'enseignement agricole en France doit également assurer la demande de formation professionnelle continue et d'apprentissage.

Selon les différents cas, la formation professionnelle continue « intervient en amont ou en appui de l'action de développement : en amont elle se donnera pour objectif d'aider à l'émergence de projets professionnels individuels ou collectifs ; en appui elle apportera les

compétences complémentaires indispensables à la réalisation du projet de développement. »⁷⁷

Pour bien s'adapter aux caractéristiques des agriculteurs, les lieux et les horaires de la formation continue sont souples. Les programmes de la formation sont en général établis selon les situations concrètes des stagiaires, dont les formateurs peuvent même aller enseigner dans les fermes ou dans les champs. Selon les besoins, la durée de la formation peut être, soit courte, 20 à 120 heures, soit longue, une semaine voire quelques mois.

3, Les caractéristiques de la formation agricole en France

a). Assurée par des lois

« L'enseignement agricole fut le premier enseignement professionnel à être organisé, dans la cadre d'un décret-loi du 3 octobre 1848. » (L'enseignement agricole : une chance pour l'avenir des jeunes et des territoires, Rapport d'information n° 27 (2006-2007) de Mme Françoise FÉRAT).

Un objectif essentiel de l'enseignement agricole fixé par la loi française est l'accompagnement du développement de l'activité du secteur agricole et des évaluations de l'agriculture française. Pour répondre à la conception de la multifonctionnalité de l'agriculture, la loi d'orientation agricole du 9 juillet 1999 a orienté l'enseignement agricole à prendre en compte « les fonctions économiques, environnementales et sociales de l'agriculture » et à participer « à l'aménagement du territoire, en vue d'un développement durable. » Pour accompagner la mise en place de la politique de revitalisation rurale, la loi n°2005-157 du 23 février 2005 relative au développement des territoires ruraux a réaffirmé le rôle indispensable des établissements d'enseignement agricole.

⁷⁷*Les Cahiers* : « La qualité de la formation professionnelle dans un monde agricole en évolution » ; Visite-atelier. 21-23 septembre 1998, Dijon.

En France, les lois couvrent les objets, les missions, les établissements, les coordinations et les aides financières de tous les niveaux de formation agricole, public comme privé.

b), Coordonnée par le gouvernement

L'histoire de l'enseignement agricole organisé par le gouvernement en France a débuté en 1984.

« Les lois de 1984 confortent l'enseignement public et privé au sein du ministère de l'agriculture et définissent ses missions » (« Histoire de l'enseignement agricole », <http://agriculture.gouv.fr>).

La Direction générale de l'enseignement et de la recherche (DGER), relevant du Ministère de l'Agriculture, s'engage aux orientations pédagogiques et à l'activité éducatrice de tous les établissements et centres de formation agricole en France.

« La création auprès du ministre de l'Agriculture et de la Forêt d'un observatoire de la formation et de l'emploi permet d'assurer un service de collecte, d'information et de réalisation d'étude, de besoins d'emplois, de recherche ». (Jean-Louis BOISANTE, Henri JOUVE)

c), Focalisées sur les jeunes

« Quand les jeunes poussent, l'agriculture grandit » (Slogan Jeunes Agriculteurs).

« Enfin, dans un contexte national et international chahuté, nous souhaitons réaffirmer combien il est important pour notre agriculture et notre pays de garder un enseignement agricole public, gratuit et laïc, pour former les salariés de demain » (Marc Joumier, Président de la Fédération Aprefa pour la promotion de l'enseignement agricole public.)

Pour assurer l'avenir de l'agriculture, un système complet et efficace d'enseignement agricole en France s'engage à former les jeunes qui sont passionnés par ce domaine. A la rentrée 2008, par exemple, plus de 172 000 élèves ont été accueillis dans 838 établissements d'enseignement techniques et 15 500 étudiants et stagiaires sont allés faire leurs études dans 19 établissements d'enseignement supérieur.

Pour les jeunes de moins de 40 ans qui désirent s'installer en agriculture avec les aides de l'Etat, ils peuvent bénéficier d'un programme de formation adapté à leur profil.

« *Avec l'enseignement agricole, c'est l'avenir de notre agriculture qui est en jeu* » (Bruno Le Maire, ministre de l'alimentation, de l'agriculture et de la pêche) : l'accès des jeunes de 14 ans à l'enseignement agricole est devenu possible en 2008.

d), S'adaptent aux besoins

La flexibilité est considérée comme une caractéristique importante de la formation continue professionnelle en France. « *La formation est diversifiée dans ses lieux, ses durées, ses parcours, ses méthodes pour offrir à chacun, des chances multipliées, pour atteindre le même but.* » (Jean-Louis BOISANTE, Henri JOUVE)

Chapitre II

Les causes liées à la main-d'œuvre rurale excédentaire en Chine

1. La situation préoccupante de la main d'œuvre rurale excédentaire

En économie, le terme "chômage déguisé" a été initialement utilisé par J.ROBINSON en 1937.⁷⁸

Quelques années plus tard, le terme fut à nouveau utilisé dans la littérature du sous-développement par P.ROSENSTENIN-RODAN⁷⁹.

En général, la main-d'œuvre rurale excédentaire est définie comme :

- Celle pour laquelle le taux marginal de rendement est égale à zéro ou proche de zéro et leur transfert de secteur ne réduit pas la production agricole totale ;
- L'écart entre l'offre et le besoin de main-d'œuvre dans la région rurale ;
- Dans un pays ou une région où la surface de la terre labourée par la main-d'œuvre rurale présente, à long terme, une tendance descendante, on pense qu'il y a de la main-d'œuvre rurale excédentaire.

En Chine, de 1949 jusqu'à la fin des années 70, le gouvernement n'a jamais reconnu le phénomène du chômage. On croit alors que la main-d'œuvre en surplus n'existe que dans les pays de système capitaliste. La Chine, en tant que pays socialiste, est donc capable de fournir du travail à toute la main-d'œuvre, dans les villes comme à la campagne.

En réalité, il s'agit d'un optimisme sans fondement.

D'après le rapport du département du travail fondé sur le quota et l'effectif réglementaire du travail en vigueur, il y aurait, dans les entreprises en ville, 22 millions de main d'œuvre en surplus ou "chômage déguisé" (en Chine, on préfère utiliser le terme de "main-d'œuvre en surplus" plutôt que de "chômage déguisé")⁸⁰.

⁷⁸ Robinson J. (1936): Disguised unemployment, *Economic Journal*, Vol.46.

⁷⁹ Rosenstien-Rodan P. (1943): Problem of industrialization of Eastern and Southern Europe. *The Economic Journal*, vol. 53, p. 202.

⁸⁰ Ren-Zhou XIN, (1991), L'obstacle du développement économique chinois", *prévision économique et d'information*, Beijing, n°11, 1991, p. 9.

Dans les services d'utilité publique et les organes du pouvoir d'Etat, on estime à environ un tiers le nombre de personnes en surplus.

La main-d'œuvre rurale excédentaire est un problème commun à tous les pays en développement. Mais en Chine ce problème semble encore plus grave que dans les autres pays à cause du facteur démographique et de la conjoncture nationale particulière (cf. tableau 2.1).

Il y a différents moyens pour calculer les quantités de la main-d'œuvre rurale excédentaire. Cependant, c'est la méthode basée sur la proportion de terre labourée et de main-d'œuvre qui est utilisée le plus largement en Chine⁸¹. Cette méthode consiste à considérer une année dans laquelle il n'y a pas de main-d'œuvre rurale excédentaire ; à prendre la proportion de la terre et de la main-d'œuvre de cette année comme coefficient ; et à supposer que la proportion ne changera pas avec le cours du temps. Cependant, dans la vie sociale réelle, le progrès de la technologie agricole réduira le besoin de la quantité de main-d'œuvre, mais augmentera en même temps le taux d'utilisation de la terre. En fait, d'après le calcul de la quantité de la main-d'œuvre rurale excédentaire, les éléments de progrès de technologie agricole peuvent être expliqués de manière additionnelle.

⁸¹ Shengwen YAN, (2010), *Le transfert de la main d'œuvre rurale : analyse structurelle et proposition politique*, Capital University of Economics and Business Press, p. 21.

**Tableau 2.1 : La main-d'œuvre rurale excédentaire en Chine :
1978-2005 (10 mille)**

Années	Main d'œuvre totale	Besoin réel de la main-d'œuvre	Main d'œuvre excédentaire	Années	Main d'œuvre totale	Besoin réel de la main-d'œuvre	Main d'œuvre excédentaire
1978	28455.60	16283.18	12172.42	1994	32690.30	14939.85	17750.45
1980	29808.40	16188.37	13620.03	1995	32334.50	14912.67	17421.83
1983	31645.10	15914.50	17530.60	1996	32260.40	20368.30	11892.10
1984	31685.00	15793.26	16891.74	1997	32434.90	20317.51	12117.39
1985	30351.00	15591.59	14759.91	1998	32626.40	20266.84	12359.56
1986	30467.90	15553.79	15014.11	1999	32911.80	20216.30	12695.50
1987	30870.00	15360.57	15509.43	2000	32797.50	20165.89	12631.61
1988	31455.70	15295.63	16160.07	2001	32451.20	20115.60	12330.60
1989	32440.50	15246.97	17193.53	2002	31990.60	20065.43	11925.17
1990	33336.40	15211.60	18124.80	2003	31259.60	20015.40	11244.20
1991	34186.30	15170.59	19015.71	2004	30596.00	19965.48	10630.52
1992	34037.00	15096.80	18940.20	2005	29976.00	19915.69	10060.31
1993	33258.20	15007.91	18250.29				

Source : Le Bureau national des statistiques : 2006

2. Les facteurs explicatifs de la main-d'œuvre rurale excédentaire

En Chine, le phénomène de la main-d'œuvre rurale excédentaire commence à apparaître en 1956, au moment où a été réalisé le système de coopérative à la campagne. Pendant la période 1956 - 1978, l'Etat a adopté des règles administratives sévères pour limiter les déplacements de main-d'œuvre rurale excédentaire. La main-d'œuvre rurale est liée artificiellement aux champs, se transformant ainsi en "chômage déguisé".

Les causes en sont très diverses. Certaines sont presque les mêmes que dans tous les pays en développement, comme l'insuffisance de l'épargne, de l'investissement, et une productivité qui n'est pas assez élevée pour fournir des quantités de céréales en surplus. D'autres sont particulières à la Chine. Par exemple, en matière de politique économique et sociale, le manque de prévoyance du plan d'ensemble du gouvernement est évident :

- on a privilégié l'industrialisation et les succès ont été nombreux, mais l'urbanisation est très en retard ;

- pendant une longue période (de 1949 jusqu'à la fin des années 1960), on a encouragé les naissances. Les résultats ont été bons, mais le taux d'analphabétisme à la campagne est très élevé, encore aujourd'hui ;

- on a mis l'accent sur la mécanisation agricole, mais l'économie diversifiée en milieu rural a été limitée de façon stricte pendant longtemps.

Depuis 1949, en Chine, la superficie totale des terres arables n'a pas beaucoup augmenté, tandis que la population en milieu rural s'est accrue rapidement⁸². Jusqu'à fin 1978, on n'a pas pris conscience de la pression de l'importante main-d'œuvre rurale excédentaire, parce que l'on travaillait encore en collectivité, en payant peu les paysans, et parce que l'on a limité sévèrement l'exode rural. A cette époque, la main-d'œuvre rurale excédentaire présentait les caractéristiques du " chômage déguisé " : il y avait des paysans qui travaillaient dans les champs collectifs, ne contribuant virtuellement à aucune production. En termes techniques, la productivité marginale du travail, sur une grande étendue, est nulle, voire négative⁸³.

82. P.C.C., Document de P.C.C. n° 1 – 1983.

83. Nurkse R. (1968), *Les problèmes de la formation du capital dans les pays sous-développés*, Editions CUJAS, p. 38.

A partir de la fin de 1978, on a commencé à appliquer le système de responsabilité forfaitaire au niveau des foyers paysans en milieu rural. Le travail collectif a été remplacé par le travail en famille ou individuel, et les paysans ont retrouvé le droit, dans une certaine mesure, de disposer de leur temps de travail. Dans les champs, il n'y avait pas assez de travail pour toutes les familles. Ainsi, le problème de l'exode rural est apparu brusquement. Pour limiter les effets déstabilisateurs de l'exode rural, les autorités ont encouragé la diversification des activités agricoles et le développement d'entreprises dans les villages, les cantons et les bourgs⁸⁴. L'expression de "main-d'œuvre rurale excédentaire" a commencé également à être citée dans les documents gouvernementaux et dans les articles et ouvrages des économistes chinois.

2.1. La situation d'Etat de base : population rurale importante et surface de la terre labourée limitée

Cela fait déjà longtemps en Chine que la population à la campagne représente un pourcentage important (cf. tableau 2.2.):

84. Fabre G. (1992), Chine: La mutation urbaine 1949 - 2000, *Le courrier des pays de l'Est*, N° 374, novembre, p.19.

Tableau 2.2. - La population urbaine et rurale en Chine (1952 ~2009)

Années	Population urbaine		Population rurale	
	Population (10 milles)	%	Population (10 milles)	%
1952	7 163	12,46	50 319	87,54
1957	9 949	15,39	54 704	84,61
1962	11 659	17,33	55 636	82,67
1965	13 045	17,98	59 493	82,02
1970	14 424	17,38	68 568	82,62
1975	16 030	17,34	76 390	82,66
1978	17 245	17,92	79 014	82,08
1980	19 140	19,39	79 565	80,61
1983	22 274	21,62	80 734	78,38
1984	24 017	23,01	80 340	76,99
1985	25 094	23,71	80 757	76,29
1986	26 366	24,52	81 141	75,48
1987	27 674	25,32	81 626	74,68
1988	28 661	25,81	82 365	74,19
1989	29 540	26,21	83 164	73,79
1990	30 191	26,41	84 142	73,59
1991	30 543	26,37	85 280	73,63
1992	32 372	27,63	84 799	72,37
1993	33 351	28,14	85 166	71,86
1994	34 169	28,51	85 681	71,49
1995	35 174	29,04	95 947	70,96
1996	37 304	30,48	85 085	69,52
1997	39 449	31,91	84 177	68,09
1998	41 608	33,35	83 153	66,65
1999	43 748	34,78	82 038	65,22
2000	45 906	36,22	80 837	63,88
2001	48 064	37,66	79 563	62,44
2002	50 212	39,09	78 241	60,91
2003	52 376	40,53	76 851	59,47
2004	54 283	41,76	75 705	58,24
2005	56 212	42,99	74 544	57,01
2006	57 706	43,90	73 742	56,10
2007	59 379	44,94	72 750	55,06

2008	60 667	45,68	72 135	54,32
2009	62 186	46,59	71 288	53,41

Source : *Annuaire statistique de Chine*, 1994,; *China Statistical abstract* 2010.

Il est clair que le taux de la population rurale en Chine est beaucoup plus élevé que dans les autres pays. Actuellement, pour la plupart des pays développés, le taux de la population urbaine représente environ 80 %. Selon les statistiques de 1990, le taux de la population urbaine était de 89,1 % en Angleterre, 87,5 % en Allemagne, 85,5 % en Australie, 77,1 % au Canada, 77 % au Japon, 75 % aux Etats-Unis, 74,3 % en France, 68,9 % en Italie et 65,5 % en ex-union soviétique.

Dans la région asiatique, d'après les statistiques de 1981 de la Banque Mondiale, le taux de la population urbaine est de 24 % en Inde, de 29 % au Pakistan, de 37 % aux Philippines et de 30 % en Malaisie⁸⁵.

La Chine est depuis longtemps un pays qui manque de terres labourées par rapport à sa population (cf. tableau 2.3).

En ce qui concerne le rapport entre la population rurale et les terres cultivables, la première ne cesse d'augmenter tandis que la superficie des terres labourables diminue toujours (cf. tableau 2.4.).

⁸⁵. Banque mondiale (1983): *Rapport sur le développement dans le monde*, pp. 190-191.

Tableau 2.3 - Evolution de la terre labourée en Chine

Années	Population (millions)	Terre labourée (millions mu)	Terre labourée par personne
Han (ouest) 2	59.0	827	13.88
Han (est)105	53.2	535	10.09
Tang 755	80.8	1430	17.88
Song 976	40.4	255	6.37
Song 1072	100.0	660	6.6
Ming 1393	65.0	370	5.69
Ming 1600	120.0	500	4.17
Ming 1662	82.0	713	8.59
Qing 1774	83.0	986	3.69
Qing 1850	268.0	1210	2.96

Source : Guoqing : « Le transfert de la main-œuvre rurale au cours de la modernisation », *China Social Science Press*, 1993.

Tableau 2.4. - Evolution du rapport de la main-d'œuvre rurale et des terres labourables

(en dix mille personnes et en mu,; 1mu = 1/15 d'hectare)

Années	Surface de la terre labourée (100 millions mu)	Population rurale (10000)	Main-d'œuvre rurale (10000)	la terre labourée par personne (100 million m)	la terre labourée par main-d'œuvre (100 million m)
1980	14.9	81096.0	29117	1.8	5.1
1985	14.5	84419.7	31105	1.7	4.7
1990	14.4	89590.3	38428	1.6	3.7
1995	14.3	91674.6	45468	1.6	4.0
2000	14	92820	32798	1.5	4.3
2001	13.8	93383	32451	1.5	4.2

Source : *Annuaire statistique de Chine* (中经网数据库)

En 2006, la surface totale de terre labourée était de 1827 millions de mu et la surface de terre labourée par personne était seulement de 1,39 mu.

De plus, l'éparpillement déséquilibré de la ressource des terres labourées en Chine est aussi un facteur de l'excédent de main-d'œuvre rurale. Dans les régions du Nord-est, du Nord et du Nord-Ouest, la population rurale représente 27 % de la population totale, mais la surface de terre labourée représente 45 %. Dans les régions de l'Est, du Sud, et du Sud-ouest, la population rurale représente 73 % de la population totale, mais la surface de terre labourée représente seulement 55 %. Dans la province de Heilongjiang, la surface moyenne par personne est de 4 mu, alors que celle de la province de Zhejiang est de 0,7 mu. Dans ce cas, la main-d'œuvre rurale est évidemment plus nombreuse dans le sud que dans le nord de la Chine. (cf. tableau 2.5.)

Tableau 2.5. - Eparpillement de la terre labourée dans les diverses régions de Chine

Région	population(en million)	terre labourée (en million mu)	terre moyenne par personne(en mu)
Nord-est	90,95	247,73	2,7
Nord	114,59	246,54	2,2
Nord-Ouest	69,35	173,07	2,5
Est	294,47	331,65	1,13
Sud	271,96	300,52	1,1
Sud-ouest	162,71	179,57	1,1

Source: *la recherche de la population*, N° 5, 1985, Beijing.

Les causes de la différence entre l'augmentation de la main-d'œuvre et la diminution des terres labourables relèvent d'une rentabilité agricole très faible et d'une main-d'œuvre rurale excédentaire.

En ce qui concerne la rentabilité agricole en Chine en 1983, la valeur nette de la production par tête de la main-d'œuvre rurale est un peu plus de 300 dollars, tandis qu'en Thaïlande en 1976, elle est de 862 dollars, et en Corée du sud de 1010 dollars en 1970 et de 1263 dollars en 1980 ⁸⁶.

2.2. La politique gouvernementale en milieu rural

Les causes de la main-d'œuvre rurale excédentaire en Chine sont diverses. Comme dans tous les pays en voie de développement, l'amélioration des techniques de production en milieu rural est un facteur normal pour expliquer le phénomène de la main-d'œuvre rurale excédentaire. En Chine, depuis 1952, le niveau de la mécanisation agricole se développe sans cesse (cf. tableau 2.6.).

⁸⁶. Qing-Zeng LI (1986), Essai sur le problème de la main-d'œuvre rurale en Chine, *Revue de l'économie agricole*, Beijing, Octobre, p. 11.

Tableau 2.6. - Développement de la mécanisation agricole

Années	Puissance mécanique totale en cent millions watts	Moissonneuse-batteuse-lieuses	Tracteurs grands et moyens	Petits tracteur	Camions poids lourds agricole
1957	12,1	1 789	14 674		4 084
1962	75,7	5 906	54 938	1 000	8 239
1965	109,9	6 704	72 599	4 000	11 063
1970	216,5	-	125 498	78 000	-
1975	747,9	-	344 518	599 000	-
1978	1 175,0	18 987	557 358	1 373 000	73 770
1980	1 474,6	27 045	744 865	1 874 000	137 668
1985	2 091,3	34 573	852 357	3 824 000	429 554
1990	2 870,8	38 719	813 512	6 981 000	624,384
1991	2 938,9	43 996	784 466	7 304 000	616 637
1992	3 030,8	51 075	758 904	7 507 000	642 356
1993	3 181,7	56 304	721 216	7 883 000	690 469

Source : *Annuaire statistique rural*, 1994, p. 56.

Au cours du développement de la mécanisation agricole, le nombre de gros bétails, qui est toujours le support important pour la production agricole en Chine, augmente également (cf. tableau 2.7.)

Tableau 2.7. - Evolution du cheptel de gros bétails

Années	Nombre total de gros bétail (en milles)	dont bêtes de somme (en 10 milles)
1949	6 002	
1957	8 382	5 368
1965	8 401	4 322
1979	9 459	5 029
1983	10 350	6 125
1989	12 804	7 432
1994	15 032	

Source : *Annuaire statistique agricole* 1990.

Au fur et à mesure du développement de la mécanisation agricole et de l'augmentation du gros bétail, la production agricole a beaucoup augmenté et le besoin en main-d'œuvre a relativement diminué.

A part l'influence de la progression des forces productives, nous trouvons que les aspects les plus importants pour expliquer le phénomène de la main-d'œuvre rurale excédentaire dans les régions rurales sont ceux de la politique économique et sociale.

2.2.1. L'agriculture : un secteur négligé dans la politique gouvernementale

La relation normale entre l'industrie et l'agriculture doit être la base de l'économie nationale. L'agriculture fournit le grain marchand, les matières premières et la main-d'œuvre. Comme facteur dominant de l'économie nationale, l'industrie doit fournir à l'agriculture les moyens de produire, de recruter la main-d'œuvre rurale excédentaire et d'offrir les équipements avancés des sciences et techniques pour le domaine agricole et les autres secteurs.

"Pendant les trente premières années du régime, la Chine a réalisé un record mondial : celui de la plus forte industrialisation avec un niveau minimum d'urbanisation, puisqu'en 1979, l'industrie représentait 47 % du revenu national, alors que le niveau d'urbanisation se limitait à 13 %" ⁸⁷

Incontestablement, nous avons obtenu un succès remarquable dans le domaine industriel depuis 1949 (cf. tableau 2.8. et tableau 2.9.):

Tableau 2.8. - Indice de production industrielle

Années	Chine	Inde	Pakistan	Egypte	Brésil
1950	100	100	100	100	100
1955	160	137	160	121	146
1960	535,7	194	260	156	240
1965	452,9	297		359	283
1970	787,1	358	743	473	462
1975	1218,	426	891	577	758

Sources : - *Annuaire statistique de Chine*, 1984
 - *Annuaire statistique industrielle*, L'O.N.U., 1975

87. Fabre G. (1992), Chine: la mutation urbaine 1949-2000" *le courrier des pays de l'Est*, n°374, novembre, p.3.

Tableau 2.9. - Augmentation industrielle moyenne par an (en %)

Années	CHINE	U.S.A	JAPON	FRANCE	ALLEMAGNE
1966 - 1982	9,5	2,9	7,4	3,5	2,8
1979 - 1982	7,2	-1,2	3,1	0	0,2

Source: - *Annuaire statistiques de Chine*, 1984

- *Rapport mensuel de statistique*, O.N.U., février- mars, 1984

Lors du processus d'industrialisation des pays développés, le développement du secteur industriel n'a cessé d'utiliser la main-d'œuvre rurale excédentaire. Pourquoi ne sommes-nous pas arrivés en Chine à recruter suffisamment de main-d'œuvre rurale ? Parce que nous n'avons pas réglé judicieusement les rapports entre les secteurs.

Etant donné que les dirigeants croyaient qu'attacher de l'importance à la consommation était la façon de vivre des capitalistes et que développer en priorité l'industrie lourde était la seule voie à suivre pour l'industrialisation socialiste en Chine, nous avons pendant longtemps mis l'accent uniquement sur l'industrie lourde et négligé l'industrie légère et le secteur tertiaire (cf. tableau 2.10 ; tableau 2.11).

Tableau 2.10. - Indice de valeur globale de l'industrie légère et lourde (1950 =100)

	valeur globale de l'industrie	valeur globale de l'industrie légère	valeur globale de l'industrie lourde
1949	40,8	46,6	30,3
1950	55,7	60,6	46,7
1955	160	144,8	187,7
1960	535,7	269,7	1035,8
1965	452,9	344,7	651
1970	787,1	515,6	1290,2
1975	1218,8	748,4	2093,8
1980	1888,9	1259,5	3036,4
1983	2340,1	1651,2	3571,3

Source : - *Annuaire statistiques de Chine*, 1984.

Tableau 2.11. - Evolution de la proportion de l'industrie légère et de l'industrie lourde : 1985-2007 (%)

		1985	1990	1995	2000	2007
Valeur	Légère	50	47	43	40	30
	Lourde	50	53	57	60	70
Valeur ajo	Légère	39	43	36	37	32 (2004)
	Lourde	61	57	64	63	68 (2004)

Source : *Annuaire statistique industrielle de la Chine*, 2007.

L'industrie légère et textile est une industrie de main-d'œuvre, c'est-à-dire, qu'en utilisant la même somme, on peut utiliser plus de main-d'œuvre. Mais en Chine, pendant une longue période, nous avons mis l'accent sur l'industrie lourde. Par ailleurs, l'industrie lourde en Chine sert principalement à soi-même. En raison de l'offre qui ne répond pas à la

demande, il faut exporter chaque année beaucoup de matières brutes et d'équipements pour l'industrie légère et textile. En 1984, la Chine a exporté les matières brutes de l'industrie légère et textile pour une valeur de 500,445 millions de dollars ; ce qui représente 21,5 % de la valeur globale des exportations nationales.

Du début du deuxième plan quinquennal (1958) à la fin du quatrième (1975), la main d'œuvre de l'industrie lourde a été multipliée par 3,4 et celle de l'industrie légère s'est accrue de 89 % au cours de la même période. Nous savons qu'en Chine, pour créer un emploi dans l'industrie lourde, l'Etat doit investir 12 milles Yuans, tandis que pour créer un emploi dans l'industrie légère, il ne faut que 6,9 mille yuans⁸⁸.

En ce qui concerne le secteur tertiaire, *"alors que les pays développés ont, à peu près, autant d'actifs dans le secteur tertiaire et dans les secteurs dits productifs, la Chine n'avait, en 1982, que 10 % de ses actifs dans le secteur tertiaire"*⁸⁹.

A la suite du développement social et économique, la main-d'œuvre se déplace graduellement du domaine productif au domaine non productif. Aux Etats-Unis, la main-d'œuvre dans le domaine de la production matérielle a baissé à 32 % en 1975 (elle était de 42 % en 1950); Dans le domaine non productif, la main-d'œuvre a augmenté de 58 % en 1950 à 68 % en 1975. Pendant la même période, au Japon, la main-d'œuvre dans le domaine de la production matérielle a diminué de 70,4 % à 47,9 %.

En Chine, pendant longtemps, dans la conscience des dirigeants supérieurs, si on mettait l'accent sur les secteurs commerciaux et tertiaire, on risquait d'être accusé de révisionnisme.

88. Fang Yuan, (1983), Le problème de l'emploi en Chine", *Revue académique de l'université de Beijing*, N° 3, pp. 16 à 17.

89. Gentelle, P. (1985), Stratégie d'urbanisation et exode rural, *le courrier des pays de l'Est*, n° 298, septembre, p.10.

D'après une enquête réalisée dans dix villes (Beijing, Guangzhou, Hangzhou, Changzhou, Jinan, Xiamen, Kuming, Dukou, Benxi et Qiqihar), par rapport au nombre global d'ouvriers et d'employés, la proportion dans le domaine de l'industrie a augmenté de 44 % en 1957 à 56 % en 1978. Pourtant, dans le domaine du commerce et des services, la proportion a baissé de 14,5 % en 1957 à 9,5 % en 1978. Etre en retard sur le tertiaire freine le développement de l'éducation et de l'emploi.

Dans le passé, la Chine a insisté sur un ordre de priorité dans le développement de notre économie nationale : agriculture, industrie légère et industrie lourde. Mais dans la pratique, nous avons souvent fait l'inverse.

Selon les statistiques, pendant la période 1952-1978, la valeur globale industrielle a été multipliée par 15 en Chine, et celle de l'agriculture seulement de 1,3. De 1985 à 1987, la valeur globale industrielle a augmenté de 16,8 % par an et pour l'agriculture de 4,1 % par an. En 1988, l'écart entre les deux secteurs est devenu encore plus large avec 17,7 % pour l'industrie et 2,6 % pour l'agriculture.

Une raison du développement insuffisamment rapide de l'agriculture est la politique de l'Etat en matière d'investissement. De 1952 à 1985, l'investissement dans le domaine industriel représente 51,2 % du budget de l'Etat en matière d'investissement global en infrastructures. L'investissement en infrastructures agricoles ne représente que 4,2 % de ce budget (tableau.2.12.).

Tableau 2.12. - Investissement dans les travaux agricoles fondamentaux

Années	Montant par année (en milliards)	Pourcentage (%)
1952 - 1957	8,18	8,80
1958 - 1962	25,32	12,04
1962 - 1965	22,72	18,80
1966 - 1970	19,69	10,10
1971 - 1975	34,95	11,09
1976 - 1980	47,61	11,91
1981 - 1985	31,71	7,68
1986	43,90	6,53
1987	46,80	7,45
1988	39,64	6,26
1989	43,39	7,10

Source : *La recherche sur les fonds agricoles en Chine*, édition de l'université du peuple, Beijing, 1991.

2.2.2 - La main-d'œuvre rurale excédentaire ne peut être transférée en ville

En Chine, cela fait longtemps que la population rurale n'a pas le droit d'aller travailler en ville. En 1951, le ministère du travail a déjà organisé un contrôle strict dans tout le pays pour enregistrer et administrer la main-d'œuvre en ville et à la campagne⁹⁰. Un peu plus tard, en 1955, le gouvernement a décidé d'inclure la répartition et l'embauche de la main-d'œuvre dans les plans gouvernementaux. Les entreprises et les services d'utilité publique n'ont pas le droit d'embaucher la main-d'œuvre en ville et à la campagne sans autorisation.

⁹⁰. Document promulgué par le Conseil des Affaires d'Etat, le 27 août 1952.

Etant donné le système traditionnel interdisant son déplacement, la main-d'œuvre rurale excédentaire a certainement été stable pendant plusieurs dizaines d'années. En 1952, elle était de 83,5 % et, en 1978, elle était de 70,7 % ; avec un taux de diminution moyenne par an de 0,6 %.

De 1949 à 1983, on a utilisé au total environ 70 millions de main d'œuvre rurale excédentaire, ce qui représente seulement 20 % de la main-d'œuvre rurale excédentaire à la campagne.

En ville, les origines principales de la main-d'œuvre sont les habitants et les étudiants diplômés de différents niveaux et échelons (cf. tableau 2.13.).

Tableau 2.13 - Les nouveaux emplois en ville (en dix milles)

	1878	1980	1983	1985	1987	1989
au total	544,4	900	628,3	813,6	799,1	619,8
main -d'oeuvre urbaine	274,9	622,5	406,5	502,3	411,7	276,6
main-d'œuvre rurale	148,4	127,4	68,2	150,2	166,8	120
diplômés	37,7	80	93,4	88,5	117,1	145,2
autres	83,4	70,1	60,2	72,6	103,5	78

Sources : - *Annuaire statistiques de Chine*, 1990.

En Chine, le déplacement de la main-d'œuvre est souvent influencé par le mouvement politique. En effet, on a observé, à deux reprises, un déplacement de la main-d'œuvre urbaine vers la campagne :

- La première fois, de 1961 à 1963, après le "grand bond en avant"(1958 - 1960), nous avons poursuivi aveuglément, à grande vitesse, le développement économique. De 1958 à 1960, les ouvriers et employés ont augmenté de 25 millions au total. Plus de 75 % sont venus de la campagne. Le taux d'accroissement de la population a augmenté plus vite que celui de

l'économie. Dans ces conditions, le gouvernement a dû réduire le nombre d'ouvriers et d'employés à l'échelle nationale: 20 millions de personnes ont été renvoyées à la campagne.

- La deuxième fois pendant la révolution culturelle (1966 - 1976). Pendant cette période 14,74 millions de cadres et d'intellectuels ont été envoyés à la campagne, plus de 16 millions de jeunes instruits ont été forcés d'aller s'installer à la campagne ou dans les régions montagneuses.

2.2.3. Une politique des prix est inadaptée au développement du secteur agricole.

En Chine, le surplus de l'agriculture est transmis aux autres secteurs au moyen des impôts agricoles en nature et vendu selon des prix fixés par l'Etat⁹¹. Depuis longtemps, au cours de ce transfert, l'agriculture a beaucoup perdu à cause des "ciseaux de prix".

Selon des documents et des données concernant ce domaine, les prix des produits agricoles fixés par l'Etat sont toujours en dessous de leur propre valeur : en 1957, d'environ 38,8 % ; en 1965, de 45,6 % ; en 1971, de 40,6 % et, en 1978, de 35,6 %. Les pertes pour les paysans sont respectivement de 13,79 milliards, 25,74 milliards, 25,22 milliards et 30,84 milliards. Pendant la même période, les prix des produits industriels sont toujours au-dessus de leur propre valeur : en 1957, de 53,9 % ; en 1965, de 43,7 % ; en 1971, de 36,7 % et, en 1978, de 19,7 %. Les pertes correspondantes pour les paysans sont : de 8,26 milliards, 10,08 milliards, 13,22 milliards et 13,34 milliards⁹².

"Les disparités de revenus entre les villes et les campagnes sont alimentées par l'écart entre les prix agricoles et industriels, par la politique de plein emploi urbain, et par les

91. Charles.K.W. (1979), *The political economy of development and underdevelopment*, Random House, New-York, 1979, p. 326.

92. Penjun Sun (1991), *L'étude comparée du développement économique entre la Chine et L'Inde*, Edition de l'université de Pékin.

subventions à la production et à la consommation dont bénéficient les citoyens." ⁹³ (Tableau 2.14.)

Tableau 2.14. - Evolution des revenus réels

(1985 = 100)

Années	Revenus ruraux per capita	Salaire urbain moyen
1978	41	72
1979	49	77
1980	55	81
1981	62	80
1982	74	81
1983	85	83
1984	96	95
1985	100	100
1986	100	108
1987	103	109
1988	104	108
1989	95	103
1990	91	105

Source : Barry Naughton: "inflation: Patterns, causes and cures"; paper presented to the U.S Joint Economic committee, october 1990. Pour les données de 1990: jingji cankao, 31/3/1991.

Selon la théorie de Rostow, c'est important d'augmenter l'investissement dans l'agriculteur afin que les innovations puissent être utilisées pour « mettre en valeur la terre et les ressources naturelles où il sera possible d'accroître rapidement la production » ⁹⁴.

⁹³. Fabre G (1992), "Chine : La mutation urbaine 1949 - 2000", *Le courrier des pays de l'Est*, n° 374 novembre 1992, p.21.

⁹⁴ Rostow W.W (1963)., *Les étapes de la croissance économique*, Editions du Seuil, p. 37.

2.2.4. La structure agricole est mal équilibrée

Depuis longtemps, on a mis l'accent sur la culture agricole et négligé la sylviculture, l'élevage, la pêche et les activités secondaires. Le pourcentage de valeur de culture agricole représentait plus de 80 % de la valeur globale agricole dans les années 50, entre 75 et 80 % dans les années 60 et environ 60 % dans les années 70 et les années 80 (cf. Tableau 2.15):

**Tableau 2.15. - La structure de la valeur agricole
(1957 - 1989) (en milliards)**

années	valeur globale		culture		sylviculture		élevage		pêche		activités secondaires	
1957	53,67	100(%)	43,26	80,6	0,93	1,7	6,9	12,9	0,29	0,5	2,29	4,3
1962	43,00	100	33,93	78,9	0,73	1,7	4,43	10,3	0,77	1,8	3,14	7,3
1965	58,96	100	44,68	75,8	1,20	2,0	8,27	14,0	1,01	1,7	3,80	6,5
1970	71,63	100	53,48	74,7	1,60	2,2	9,26	12,9	1,09	1,5	6,20	8,7
1975	128,5	100	93,24	72,5	3,71	2,9	17,94	14,0	1,91	1,5	11,70	9,1
1978	145,88	100	98,86	67,8	44,4	3,0	19,30	13,2	2,03	1,4	21,25	14,6
1980		100		63,7		4,2		15,3		1,7		15,1
1989		100		56,23		4,36		27,5		5,34		6,65

Source : *l'agriculture de la Chine 1978- 1988*, maison d'édition de l'agriculture, Beijing, 1989.

Par ailleurs, dans le domaine de la culture propre, le gouvernement a uniquement mis l'accent sur la production céréalière et négligé l'économie diversifiée (cf. tableau 2.16.).

En comparaison avec les autres pays en développement, on peut préciser davantage les problèmes de la structure agricole chinoise (cf. tableau 2.17.) :

Tableau 2.16. - La structure de la culture (1957 - 1978)

(Surface ensemencée, en millions d'hectares)

années	surfaces totales		cultures de céréales		cultures industrielles		les autres cultures	
1957	157,244	100	133,633	85,0	14,460	9,2	9,151	5,8
1962	140,229	100	121,621	86,7	8,76	6,3	9,845	7,0
1965	143,291	100	119,927	83,5	12,22	8,5	11,454	8,0
1970	143,487	100	119,267	83,1	11,773	8,2	12,057,	8,7
1975	149,545	100	121,062	80,9	13,399	9,0	15,084	10,1
1978	150,104	100	120,587	80,3	14,440	9,6	15,077	10,1

Source : *l'agriculture de la Chine 1978- 1988*, édition de l'agriculture, Beijing, 1989.

Par conséquent, la structure agricole non équilibrée a influencé non seulement l'utilisation et l'exploitation des ressources naturelles, mais aussi les solutions pour transférer et utiliser la main d'œuvre rurale.

Tableau 2.17. - Les structures agricoles des pays en développement (%)
(1961 - 1965, 1976 - 1980)

	céréales		les autres cultures		l'élevage		les autres denrées alimentaires		non alimentaire	
	1961 - 1965	1976 - 1980	1961 - 1965	1976 - 1980	1961 - 1965	1976 - 1980	1961 - 1965	1976 - 1980	1961 - 1965	1976 - 1980
les pays en développement	31	31	11	10	21	22	27	29	11	9
Afrique	17	17	26	27	16	18	25	25	16	14
Moyen-Orient	30	26	5	4	22	25	46	40	7	5
Amérique latine	16	17	16	8	31	33	20	31	17	11
Asie du sud-est	46	44	10	10	15	12	22	26	9	8
Asie du sud	43	45	10	9	14	13	26	27	7	7
Europe du sud	28	27	7	5	27	31	35	33	4	4

Source : Banque Nationale, *Rapport sur le développement mondial*, 1982

2.3. La répercussion de la politique démographique de MAO

Selon des statistiques, pendant la période 1978 - 1988, 54,16 millions de mains-d'œuvre rurale ont migré dans des secteurs non agricoles à la campagne. Dans la même période, il y eut 41,09 millions de nouvelles mains-d'œuvre rurales dans les secteurs agricoles en campagne. Ainsi, une raison très importante de l'excédent de la main-d'œuvre rurale est l'augmentation naturelle de la population rurale.

En Chine, de 1949 à 1973, le plan économique national ne tient pas compte du développement démographique. On a pensé que l'augmentation rapide de la population est une loi objective de la société : avec un très grand nombre de personnes, il n'est pas de miracle au monde que l'on ne puisse accomplir⁹⁵.

En 1974, à Bucarest, au congrès sur la population mondiale organisé par L'O.N.U, les chinois se sont opposés à l'appel des pays occidentaux pour mettre en application la politique de contrôle des naissances⁹⁶.

Pour le gouvernement qui n'avait pas mis l'accent sur le contrôle des naissances, il y a eu deux pics de natalité. La première fois, entre 1949 et 1958. Dans cette phase, la population a augmenté de plus de 100 millions. De 1949 à 1952, la population a augmenté de plus de dix millions par an et, de 1953 à 1958, elle a augmenté de plus de 14 millions par an. La deuxième fois, de 1962 à 1973, la population totale a augmenté de plus de 200 millions. De

⁹⁵. Fang Yuan (1983), "Le problème de l'emploi en Chine", *Revue académique de l'université de Beijing*, mars, p. 18.

⁹⁶. Simon J.L. (1977), *The Economics of Population Growth*, Princeton University press.

1962 à 1965, la population a augmenté de 16 millions par ans; de 1966 à 1973, l'augmentation a atteint le seuil historique de 20 millions. (cf. tableau 2.18. et tableau 2.19)

Tableau 2.18. - Evolution de la population en Chine (1949 - 1990)
(En dix mille)

années	population	années	population	années	population
1949	54167	1963	69172	1977	94974
1950	55196	1964	70499	1978	96259
1951	56300	1965	72538	1779	97542
1952	57482	1966	74542	1980	98705
1953	58796	1967	76368	1981	100072
1954	60266	1968	78534	1982	101590
1955	61465	1969	80671	1983	102764
1956	62828	1970	82992	1984	103876
1957	64653	1971	85229	1985	105044
1958	65994	1972	87177	1986	106529
1959	67207	1973	89211	1987	108073
1960	66207	1974	90859	1988	109614
1961	65859	1975	92420	1989	111191
1962	67295	1976	93717	1990	113368

Source : *annuaire statistique de Chine*, 1990.

Tableau 2.19 - Evolution des taux de natalité et augmentation naturelle (1949 - 1989)

années	taux de natalité	taux d'augmentation naturelle	années	taux de natalité	taux d'augmentation naturelle
1949	36	10,66	1970	33,43	25,83
1950	37	19	1971	30,65	23,33
1951	37,8	20	1972	29,77	22,16
1952	37	20	1973	27,93	20,89
1953	37	23	1974	24,82	17,48
1954	37,97	24,79	1975	23,01	15,69
1955	32,6	20,32	1976	19,91	12,66
1956	31,9	20,5	1977	18,93	12,06
1957	34,03	23,23	1978	18,25	12
1958	29,22	17,24	1979	17,82	11,61
1959	24,78	10,19	1980	18,21	11,87
1960	20,86	-4,57	1981	20,91	14,55
1961	18,02	3,78	1982	21,09	14,49
1962	37,01	26,99	1983	18,62	11,54
1963	43,37	33,33	1984	17,5	10,81
1964	39,14	27,64	1985	17,8	11,23
1965	37,88	28,38	1986	20,77	14,08
1966	35,05	26,22	1987	21,04	14,39
1967	33,96	25,53	1988	20,78	14,2
1968	33,59	27,38	1989	20,83	14,33
1969	34,11	26,08	1990		

Source : *Annuaire statistique de Chine* , 1990

En même temps que la population rurale a augmenté en Chine, non seulement la surface totale de la terre labourée n'a pas augmenté, mais elle a diminué à cause de

l'installation des usines et de la construction des logements à la campagne. Selon l'enquête du ministère de l'agriculture, on a exploité en Chine de 1957 à 1977 au total 250 millions MU de nouvelles terres labourées (1hectare = 15mu) et pendant la même période, 430 millions de terres labourées ont été utilisées pour l'industrie et le logement. (cf. tableau 2.20 ; tableau 2.21)

Tableau 2.20. – Baisse des terres labourées et causes
(1 000 hectares)

Années	Baisse	Capital de construction	Construction collectives	# pesant construction
1978	800,9	144,5		
1980	940,8	97,7		
1983	768,0	71,2	86,5	
1984	1 582,9	99,6	153,7	
1985	1 597,9	134,3	92,3	97,0
1986	1 108,3	109,6	58,5	84,5
1987	817,5	104,6	52,0	57,5
1988	644,7	87,8	37,4	37,6
1989	517,5	70,1	34,6	27,4
1990	467,4	66,3	30,3	36,7
1991	488,0	71,9	33,4	20,5
1992	738,7	131,7	64,1	23,9
1993	732,4	161,0	86,0	24,1

Source : *Annuaire statistique de Chine*, 1994, p. 329.

Tableau 2.21 : Evolution de la terre cultivée et la main-d'œuvre

Année	Surface de la terre labourée (100 million <i>mu</i>)	Population rurale (10000)	Main d'œuvre rurale (10000)	la terre labourée par personne (100 million <i>mu</i>)	la terre labourée par main d'œuvre (100 million <i>mu</i>)
1980	14.9	81096.0	29117	1.8	5.1
1985	14.5	84419.7	31105	1.7	4.7
1990	14.4	89590.3	38428	1.6	3.7
1995	14.3	91674.6	45468	1.6	4.0
2000	14	92820	32798	1.5	4.3
2001	13.8	93383	32451	1.5	4.2

Source : *Annuaire statistique de Chine* (中经网数据库)

Zhong Shuiying : *Déplacement de la population et le développement social et économique*, édition de l'Université de Wuhan, 2000, p.125.

Selon le tableau, entre 1980 (lors de la réforme économique) et 2001, la surface totale de la terre labourée en Chine a diminué de 1490 millions *mu* à 1380 millions *mu*. Pendant la même période, la surface de la terre labourée par personne dans la région rurale a diminué de 1.8 *mu* à 1.5 *mu* et celle par main-d'œuvre a diminué de 5.1 *mu* à 4.2 *mu*.

3. Le problème de la main-d'œuvre rurale excédentaire est sorti de l'ombre

A partir de la fin de l'année 1978, la Chine a commencé à instaurer un nouveau système de travail : le "système de responsabilité forfaitaire au niveau des foyers paysans". Dans de telles circonstances, le problème de la main-d'œuvre rurale excédentaire est sorti de l'ombre.

Avant 1978, sous la forme du travail collectif et de la distribution selon l'égalitarisme, il n'y a pas de liaison étroite entre l'intérêt propre des paysans et la situation de la production agricole. Les mains-d'œuvre rurales manquent d'esprit d'initiative pour leurs travaux et le taux de productivité est toujours très bas. Après 1978, sous le nouveau système, les paysans

travaillent pour eux-mêmes. Dorénavant, pour un même travail, ils utilisent moins de temps et moins de main-d'œuvre.

Avant 1978, dans la brigade de production, en général, le critère du travailleur à temps complet est une personne de 18 à 55 ans. Les femmes et les hommes qui sont en deçà et au-delà de cette tranche d'âge sont traités comme des travailleurs à temps partiel. Après avoir instauré ce nouveau système du travail à la campagne, les hommes ont avancé l'âge d'entrée dans le monde du travail et retardé celui de le quitter. Les femmes remplacent les hommes, dans une certaine mesure, pour effectuer les travaux difficiles. Considérant le problème sous cet angle, la quantité totale de la main-d'œuvre rurale a augmenté.

Avant 1978, les paysans sont attachés administrativement sur la terre et n'ont pas le droit de travailler dans le secteur non agricole ou de se déplacer dans les villes. Avec le nouveau système du travail, la main-d'œuvre rurale a possédé le droit d'exploitation de la terre (sous la protection du contrat signé avec l'Etat) et la gestion de leur temps de travail.

Avant 1978, les paysans travaillent pour la production des céréales. Avec l'application du nouveau système du travail, les foyers agricoles ont commencé à investir et à chercher travailler pour des productions non céréalières et des activités non agricoles.

Au début de la mise en application du nouveau système du travail, « la parcellisation des terres arables » a « absorbé » une grande partie de la main-d'œuvre rurale. Au fur et à mesure du regroupement des terres et l'augmentation de la dimension de l'exploitation agricole, les mains- d'œuvres sont « libérées » de la terre et sont autorisées à travailler dans les secteurs non agricoles ou à se déplacer dans les villes.

3.1. Les réformes économiques à la campagne

Le 11 mai 1978, deux ans après la mort de Mao Zedong, le *Guangming Ribao* (*Clarté*, journal important en Chine) publie l'article d'un commentateur spécialisé intitulé : "La pratique constitue le seul critère de vérité". Cet article marque le point de départ d'un

important débat sur le sujet⁹⁷. Du 18 au 22 décembre de la même année, le Comité central issu du XIème congrès du Parti communiste chinois tient sa troisième session plénière à Pékin. Pendant ce congrès, les erreurs de "gauche" commises avant, et pendant, la Révolution culturelle commencent à être systématiquement corrigées. La politique du "double soutien inconditionnel" est fermement critiquée. L'accent est mis sur la nécessité d'assimiler intégralement et correctement la pensée de Mao Zedong en tant que système scientifique. Le débat sur la notion de "critère de vérité" est encouragé. Plusieurs principes sont affirmés : il faut libérer les mentalités, utiliser la réflexion, rechercher la vérité dans les faits et unir le peuple en lui faisant regarder l'avenir. Le problème posé par les graves disproportions entre les différents secteurs de l'économie nationale nécessite une attention soutenue pour être résolu. Il est, enfin, décidé d'accélérer le développement de l'agriculture.

C'est dans ce contexte qu'en 1978, la réforme économique commence dans le milieu rural. "Dans l'esprit de Deng Xiaoping, la réforme de l'agriculture est le préalable à la réforme de tous les autres secteurs, et chacun en Chine comme à l'étranger le comprendra très vite"⁹⁸. La réforme agricole débute d'abord dans le district de Fengyang, district qui relève de la province de l'Anhui. En 1978, dans certaines équipes de production est établie une nouvelle forme de travail illustrée par la formule : "Contrats de travail avec les groupes" ainsi que quelques *baochan daohu* (contrats de production avec les familles). En réalité c'est la forme initiale d'un système de responsabilité dans la production agricole. Cette forme de travail se répand rapidement dans ce district. A la fin de 1979, environ 90 % des équipes ont déjà adopté cette forme de travail. De plus, celle-ci entraîne des gains de productivité. En 1979, la production globale de céréales du district de Fengyang augmente de 49 % par rapport à 1978. La production d'oléagineux a triplé par rapport à 1977.

En septembre 1979, le 4ème plénum du Comité central nuance l'approbation générale du *baochan daohu*. Il déclare qu'"à l'exception de certaines activités secondaires ayant des

⁹⁷ Jin Cheng (1986), *Annales de la République populaire de Chine (1949-1985)*, Editions en langues étrangères, Pékin, p. 62.

⁹⁸ Guy P. S. (1987), *La Chine du nouveau départ*, Editions l'Harmattan, p. 92.

contraintes particulières et de familles isolées habitant des régions montagneuses dépourvues de moyens de communication, le *baochan daohu* ne devait pas être utilisé".

"Le 5ème plénum du Comité central de février 1980 marque un tournant : après la réorganisation du secrétariat du Comité central du Parti et l'arrivée de Mr Wan Li (ancien premier secrétaire du PCC de la province de l'Anhui) à la tête des questions agricoles, une centaine de responsables de haut niveau partent enquêter sur les conditions d'application de la réforme dans une dizaine de provinces. Le symposium auquel participent les premiers secrétaires du Parti de toutes les provinces rassemble les résultats de ces enquêtes en septembre 1980 à Pékin. Les conclusions sont résumées dans un document intitulé : *Certains problèmes relatifs au renforcement et à l'amélioration du système de responsabilité pour la production agricole*. Ce texte est connu sous le nom de *Document 75* et il constitue la première charte de la nouvelle politique rurale.

Le *Document 75* approuve le *baochan daohu* et même le *baogan daohu* (forfait d'exploitation avec les familles), système dans lequel le contractant n'a d'autre obligation que de livrer à l'équipe un certain quota de production"⁹⁹.

Le 10 avril, le journal des paysans chinois publie des extraits du document N° 1 de 1983 du Comité central du Parti communiste chinois intitulé : *Quelques problèmes de la politique actuelle de l'économie rurale*. Ce document joue dès lors un rôle très important dans le développement agricole, dans l'application de la réforme du système économique rural ainsi que dans le développement de la production marchande rurale. En 1983, 98,5 % des brigades de production commencent à appliquer le système de responsabilité centré sur l'exploitation familiale. (cf. tableau 2.22.)

⁹⁹.Alain Lefebvre (1984), *La politique rurale de la Chine*, Notes et études documentaires, N° 4766, 1984 - 16, Paris, p. 59.

Tableau 2.22. - Evolution des différents systèmes de responsabilité

	janvier 1980(%)	octobre 1981(%)
<i>Xiaoduan baogong ou ding'e baogong</i> (contrats de tâches spécialisées avec normes fixes)	55,7	16,5
Zhuanye chengbao (contrats de travail spécialisés)		5,9
Lianchan dao zu (production confiée au groupe de travail)	24,9	10,8
Lianchan daolao (production confiée à la main-d'œuvre)	3,1	15,8
Bufen baochan daohu (contrat de production partiel avec les familles)	0,026	3,7
Baochan daohu (contrat de production avec les familles)	1	7,1
Baogan daohu (contrat d'exploitation avec les familles)	0,02	38
Total des systèmes reliant production et revenu	29	81,3
total général	84,7	97,8

Source : Katusuhiko Hama : « China's agricultural production responsibility system », *China newsletter*, n° 40, septembre-octobre 1982; Alain LEFEBVRE : *La politique rurale de la Chine*, Notes et études documentaires, N° 4766, 1984 - 16, Paris.

3.2. Les diverses formes du système de responsabilité.

En Chine, les diverses formes du système de responsabilité dans la production agricole peuvent être classées essentiellement en deux catégories :

-La première est le système de responsabilité à rémunération forfaitaire non liée à la quantité de produits fournis, qu'on appelle "Système de la fixation des journées-travail selon la quantité de travaux". Dans ce cas l'équipe de production donne des travaux agricoles à forfait à un groupe en déterminant les normes de temps et de qualité, ainsi que la quantité de points-travail acquise après l'accomplissement du travail. L'équipe de production peut récompenser ou sanctionner le responsable du travail selon les résultats du travail.

-La deuxième catégorie est le système de responsabilité à rémunération forfaitaire liée à la quantité de produits fournis, qu'on appelle "Système de la fixation des normes de production", c'est-à-dire que le responsable du travail prend en charge le volume de la production (les résultats du travail forfaitaire). Ses formes comprennent : "la rémunération forfaitaire liée à la quantité de produits fournis par le groupe", "la fixation des normes de production par le foyer paysan", "l'entière responsabilité de la production assumée par le foyer" et "la responsabilité d'une spécialité". Ce système de responsabilité qui permet d'intéresser les paysans aux résultats définitifs des travaux a un effet économique supérieur à celui de l'autre système de responsabilité.

La méthode concrète de rémunération forfaitaire liée à la quantité de produits fournis par le groupe est la suivante : l'équipe de production procède au partage des terres cultivées, des instruments agricoles, des fumures et des semences entre les divers groupes de production, en établissant des quotas de production et de prix de revient. Après avoir rempli leur tâche, les groupes de production livrent leurs produits à l'équipe de production qui procède à la redistribution collective, puis ils touchent la rémunération fixée au préalable.

La "fixation des quotas de production par le foyer paysan" est désignée aussi sous le nom de "rémunération forfaitaire liée à la quantité de produits fournis par le foyer. Sa pratique concrète est la suivante : l'équipe de production fournit des champs à forfait aux paysans ; les points-travail sont stipulés au préalable par les quotas de production ; la part des produits prévus est livrée à l'équipe de production pour la redistribution collective; le surplus revient aux paysans eux-mêmes à titre de gratification ; la sous-production est sanctionnée.

Ce sont les quotas de la production forfaitaire qui déterminent le revenu dans le système de l'entière responsabilité assumée par le foyer. La méthode générale est la suivante : l'équipe de production fournit des terres cultivées à forfait à chaque foyer, en leur posant pour condition de donner une certaine partie de la production à l'Etat. Après avoir achevé la tâche et donné la part réservée aux fonds d'accumulation publique, aux fonds d'équipements

sociaux et aux autres fonds, le foyer forfaitaire dispose du reste des produits. En réalité ce système "marque le retour à l'exploitation individuelle"¹⁰⁰.

3.3. Les mesures économiques concernant les foyers paysans

Au début des années cinquante, est appliquée en Chine une nouvelle politique foncière caractérisée par la formule : "La terre à ceux qui la travaillent". A ce moment là, la famille est l'unité fondamentale de la production agricole. Pourtant cette période est de courte durée. Le mouvement de coopération agricole en milieu rural lui succède rapidement.

En 1953, ce mouvement connaît ses premiers développements. En 1954, seulement 2 % du total des familles paysannes sont dans les coopératives agricoles et le revenu provenant de l'économie collective ne représente que 3,8 % du revenu total des foyers agricoles. Après la parution du rapport du président Mao en juillet 1955 : *Le problème de la coopération agricole*, la collectivisation agricole prend de l'ampleur. Cette année-là, 14,2 % des familles paysannes rejoignent les coopératives agricoles. Vers la fin de 1956, ce chiffre atteint 96,3 %. A partir de ce moment-là, jusqu'à la fin de 1978, les paysans chinois travaillent sous le système collectiviste. Guy P. Schulders l'a résumé ainsi : "les terres et leur exploitation sont du domaine strictement collectif ; les bénéfices sont distribués sur la base des résultats de l'ensemble de la commune populaire en fonction de 'notes' décernées périodiquement aux paysans proportionnellement à leur participation temporelle aux activités collectives. Les notes, cumulatives, aboutissent en fin d'année à une distribution rémunératrice d'argent ou de produits agricoles. Aucun lien n'existe entre la note et la qualité ou l'efficacité du travail fourni"¹⁰¹. (cf. tableau 2.23.)

¹⁰⁰. Pierre Gentelle (1989), *L'Etat de la Chine et de ses habitants*, Edition La découverte, Paris, p.326.

¹⁰¹. Guy P. Schulders (1987), *La Chine du nouveau départ*, Éditions L'Harmattan, p. 91.

Tableau 2.23. - Evolution du revenu net paysan (1954 - 1978) (en %)

Année	1954	1957	1965	1978
Revenu net	100,0	100,0	100,0	100,0
Revenu provenant de l'économie collective	87,9	29,4	31,0	26,80
Revenu provenant d'activités familiales	3,8	59,5	58,9	66,3
Autres revenus non issus de la production.	8,3	11,1	10,0	6,9

Source : *Annuaire statistique de l'agriculture chinoise*

Avec la réforme de ces dernières années, le foyer paysan a retrouvé une place dominante dans la production agricole. (cf. tableau 2.24.)

Tableau 2.24. - Evolution du revenu net paysan (1978 - 1990) (%)

Années	1978	1980	1982	1984	1986	1988	1990
Revenu net	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Revenu provenant de l'économie collective	66,3	56,6	21,5	10,0	8,5	9,1	9,6
Revenu provenant d'activités familiales	26,8	32,7	69,4	80,3	81,5	83,2	82,3
Revenu provenant d'activités économiques coopératives	-	-	-	0,8	0,7	0,7	0,4
Autres	6,9	10,7	9,1	8,9	9,3	7,0	7,7

Source : *Annuaire statistique Chine*, 1984, 1991.

3.3.1. L'investissement dans les foyers paysans

Du fait de la mise en application d'une série de réformes en milieu rural, la production agricole se développe rapidement de 1980 à 1985. Si on se réfère à l'année 1980, la production a augmenté en moyenne par année de 6 % pour les céréales, 11 % pour les oléagineux et de 21 % pour le coton. A partir de 1985, le taux d'augmentation de la production agricole a commencé à diminuer fortement. En 1989, la production globale de céréales dépasse tout juste celle de 1984 et la production globale de coton atteint seulement 61 % de celle de 1984. Une des causes essentielles de ce ralentissement est l'insuffisance des investissements dans la production agricole.

Depuis la réforme agricole, la part d'investissement étatique et collectif pour l'agriculture diminue chaque année. En 1981, l'investissement étatique pour les biens agricoles immobilisés représente 5,2 % de l'investissement total d'Etat. En 1989, cette proportion tombe à 2,5 %. En 1982, l'investissement collectif pour les biens agricoles immobilisés représente 40 % de l'investissement de l'économie collective. En 1989, ce taux n'est plus que de 11 %. (cf. tableau 2.25.)

**Tableau 2.25. - Evolution de l'investissement étatique et collectif
pour les biens immobilisés agricoles (en milliards de yuans, prix courant)**

Année	Etat			Collectivités		
	investisse- ment total	dont agriculture*	%	investisse- ment total	dont agriculture	%
1980	74,590	-		2,300	-	
1981	66,751	3,466	5,19	8,367	3,402	40,66
1982	84,531	4,249	5,03	13,139	5,232	39,82
1983	95,196	4,178	4,39	11,068	3,381	30,55
1984	118,518	4,558	3,85	17,483	2,946	16,85
1985	168,051	4,460	2,40	19,923	2,233	11,21
1986	197,850	4,326	2,19	24,535	2,121	8,64
1987	229,799	5,491	2,38	36,571	4,411	12,06
1988	276,276	6,331	2,29	45,674	4,949	9,83
1989	253,548	6,216	2,45	38,436	4,624	12,03

Source : *Annuaire statistique de Chine*, 1987, 1989, 1991.

Alors que les investissements étatiques et collectifs dans les biens immobilisés agricoles diminuent, les investissements des foyers paysans dans la production agricole diminuent aussi. En 1989, l'investissement privé pour la production agricole ne représente que 12,4 % de l'investissement privé total en milieu rural¹⁰².

Depuis la réforme agricole, le revenu des foyers paysans a beaucoup augmenté. Mais la plus grande partie des nouveaux revenus n'est pas utilisée pour la production agricole :

¹⁰². *La question de l'économie agricole*, N°3 Beijing 1991, p. 54.

(1), La majeure partie des nouveaux revenus des foyers paysans est utilisée dans l'amélioration de leur condition de vie (tableau 2.26. et tableau 2.27)

**Tableau 2.26. - Les nouveaux revenus dans les foyers paysans :
Structure des dépenses (yuans par tête)**

Année	1983	1984	1985	1986	1987	1988
Amélioration des conditions de vie.	20,80	25,51	43,62	39,53	41,34	78,34
Amélioration des conditions de production agricole.	51,45	23,84	28,24	8,41	21,8	48,60

Source : tableau établi selon les chiffres de l'*Annuaire statistique de la Chine* 1984, 1989.

Tableau 2.27. - Investissement individuel dans la construction du bâtiment et dans les biens immobilisés de la production

Année	investissement total (100 000 000 yuans)	# investissement dans le bâtiment achevé		# sur les biens immobilisés de la production
		"subtotal"	# logement	
1983	305,05	244,05	214,54	61,00
1984	379,11	265,83	239,38	113,28
1985	478,43	350,13	313,15	128,30
1986	574,82	503,00	388,56	71,82
1987	695,35	603,17	487,21	92,18
1988	865,23	741,22	580,97	124,01
1989	892,03	794,15	641,68	97,88
1990	876,47	777,14	649,78	99,33
1991	1 042,56	912,48	759,25	130,08
1992	1 005,52	937,51	678,52	68,00
1993	1 137,73	1 015,37	760,26	122,36

Source: *Annuaire statistique de Chine*, 1994

3.3.2 Les foyers paysans investissent de plus en plus de capitaux dans les secteurs non agricoles.

En 1983, la part de l'investissement pour la production agricole représente 56,4 % de l'investissement productif total des foyers paysans, mais en 1988, cette proportion tombe à 47,1 %.

En ce qui concerne le secteur non agricole, les foyers paysans investissent leurs capitaux principalement dans l'industrie, le transport et la construction des bâtiments destinés à la production (tableau 2.28).

Tableau 2.28. - Valeur initiale des biens immobilisés pour la production par foyer paysan (en yuans)

Année	1985	1989	1990	1991	1992	1993
Total	792,53	1 126,07	1 258,01	1 497,09	1 643,95	1 950,31
bêtes de somme et animaux d'élevage pour la vente	339,01	385,97	402,36	424,63	443,97	521,11
instruments aratoires en fer ou en bois de moyenne et grande taille	48,50	61,15	70,32	87,50	95,23	120,18
machines de l'agriculture, de la forêt, de l'élevage et des activités annexes	67,65	157,05	197,07	267,33	299,59	349,90
machines de l'industrie	16,13	37,72	42,12	45,16	52,40	67,22
machines de transport	112,84	198,22	215,82	235,16	275,53	317,41
bâtiments pour la production	174,33	230,99	269,92	360,43	388,68	517,29
autres	34,07	54,97	60,45	76,88	88,55	57,20

Source : *Annuaire statistique de Chine*, 1994.

"Dans les années quatre-vingt, l'économie rurale s'est ainsi profondément transformée avec l'essor des productions non céréalières (élevage, pisciculture, légumes) et la montée des activités non agricoles. ...Au début des années quatre-vingt-dix, les activités rurales dans le bâtiment, l'artisanat, l'industrie connaissent un essor sans précédent car elles se révèlent beaucoup plus rentables que l'agriculture."¹⁰³

L'augmentation de l'investissement dans les secteurs non agricoles élève la valeur de ceux-ci. En 1978, la valeur agricole totale est de 139,70 milliards de yuans alors que la valeur totale non agricole est de 64,05 milliards de yuans. Pourtant en 1993, ces deux chiffres sont respectivement de 1 099,55 milliards de yuans et 2 895,69 milliards de yuans. (cf. tableau 2.29.)

Tableau 2.29. - Evolution de la valeur du secteur non agricole

(en milliards de yuans)

	1978	1980	1985	1990	1992	1993
Valeur agricole totale	13,970	19,226	36,195	76,621	90,847	109,955
Valeur du secteur non -agricole campagne	64,05	86,96	272,06	895,71	1 630,15	2 895,69
# valeur industrielle	39,65	54,40	175,01	671,97	1 271,71	2 268,96
# valeur de la construction	13,47	18,00	51,05	97,85	157,00	271,55
# valeur du transport	3,45	4,71	19,04	57,96	90,60	152,39
# valeur du commerce	7,48	9,85	26,96	67,93	110,84	202,80

Source : *Annuaire statistique agricole de Chine*, 1994

103. Françoise Lemoine: *La nouvelle économie chinoise*, édition La Découverte, Paris, 1994, p. 23.

3.4. Aspiration et choix professionnels dans les foyers paysans

Depuis 1978, avec l'application de la politique de réforme à la campagne, les aspirations et la répartition géographique des foyers paysans se sont profondément modifiées.

Par leur choix professionnels, les foyers paysans marquent leur préférence pour les secteurs non-agricoles.

Selon une enquête effectuée au moyen de différents sondages, enquête gérée par Le Bureau d'Etat des statistiques de la Chine, en 1993, la main-d'œuvre du secteur secondaire et tertiaire représente 29,8 % de la main-d'œuvre rurale, soit une augmentation de 9,6 % par rapport à l'année précédente. Parmi la main-d'œuvre rurale excédentaire, celle qui se déplace vers des secteurs non agricoles représente 8,6 % de la main-d'œuvre rurale totale, soit une augmentation de 4,3 % par rapport à 1992.

La main-d'œuvre rurale excédentaire se déplace principalement vers les branches d'activité de l'industrie, de la construction, du transport, du commerce et du service alimentaire. En même temps, une partie moins importante se déplace vers l'éducation, la culture et d'autres secteurs non agricoles (cf. tableau 2.30.)

Tableau 2.30. -Déplacement de la main-d'œuvre rurale vers des secteurs non-agricoles : répartition en 1993 (%)

industrie	31,1
construction	25,1
transport et communications	8,1
commerce, restaurants et débits de boisson	17
éducation, culture, hygiène, sport, etc	2,4
autres secteurs non agricoles	13,1

Source : *Annuaire de l'économie agricole chinoise*, 1994.

La plupart des paysans qui souhaitent travailler dans les secteurs non agricoles sont motivés non seulement par le rejet de revenus agricoles peu élevés, mais aussi par une position sociale jugée par eux-mêmes trop modeste. Dans le même ordre d'idée, pour les membres d'un foyer paysan, plus le revenu et le niveau moyen culturel sont élevés plus ils ont l'intention d'améliorer leur position sociale. Le tableau suivant a été établi à partir des résultats d'enquêtes effectuées par le professeur Ma Hongyun et ses collègues. Ceux-ci ont mis en lumière ce phénomène (cf. tableau 2.31 et tableau 2.32).

Tableau 2.31. - Les relations entre la motivation du changement professionnel et le niveau de revenu de la famille

revenu moyen par personne dans la famille (en yuans)	pour augmenter le revenu (%)	pour créer des emplois supplémentaires (%)	pour élever la position sociale (%)
moins de 200 yuans	71,70	10,40	17,90
200 ~ 500	63,30	15,90	20,80
500 ~ 800	52,20	23,90	23,90
800 ~ 1000	42,50	22,50	35,00
1000 ~ 1500	35,40	34,00	30,60
plus de 1500	35,40	31,60	33,00

Source : MA Hongyun : *La recherche des mesures économiques pour les foyers paysans*, Edition du peuple de Shanghai, 1991, p. 237.

Tableau 2.32. - Les relations entre les motivations professionnelles et le niveau de culture de la famille (en %)

Niveau de culture de la famille	pour augmenter le revenu	pour créer des emplois supplémentaires	pour élever la position sociale
illettré	88,31	7,67	4,00
primaire	67,86	18,62	13,52
premier cycle de l'école secondaire	68,00	19,20	12,80
deuxième cycle de l'école secondaire	70,55	14,55	14,90
au-delà du deuxième cycle de l'école secondaire	60,00	20,00	20,00

Source : *ibid*, p. 238.

3.5. Les actions de regroupement des terres pour lutter contre la parcellisation des terres arables des foyers paysans

3.5.1. La parcellisation des terres arables et ses influences négatives

Actuellement en Chine, "compte tenu de la croissance économique nationale, le problème du retard de la production agricole est plus grave qu'avant"¹⁰⁴.

En Chine, la principale raison de la stagnation de la production agricole est la parcellisation des exploitations agricoles.

Selon une enquête portant sur 253 villages, lors de la réalisation du système de responsabilité forfaitaire au niveau des foyers paysans, la plupart des villages ont distribué

¹⁰⁴. Bureau d'Etat des statistiques : "Bulletin statistique de l'économie nationale et du développement social de 1994", *Quotidien du peuple* (édition étrangère), le 2, mars, 1995.

les terres selon le nombre de personnes dans la famille ou le nombre de travailleurs dans la famille. Parallèlement, certains villages ont distribué les terres selon ces deux critères (dans ce cas la proportion entre le total des personnes et les travailleurs de la famille est déterminante.) Selon cette enquête, 69,4 % des villages ont adopté la première façon ; 4,37 % de villages la deuxième et 25 % de villages ont choisi la troisième¹⁰⁵.

3.5.2. Les tentatives pour augmenter les dimensions des exploitations agricoles.

La prise de conscience par les responsables politiques de la nécessité d'augmenter les exploitations agricoles pour élever la productivité s'est traduite par des incitations dans ce sens (cf. tableau 2.33).

A partir de 1987, des tentatives d'agrandissement des exploitations agricoles ont eu lieu dans les régions et villes suivantes : le Sud de la province du Jiangsu (le Wuxi, le district de Wu et le district de Changsu) ; le Pingdu dans la province du Shandong ; le district de Shunyi à Beijing ; le Nanhai dans la province du Guangdong et le Wenzhou dans la province du Zhejiang.

105. Jingyuan Kong (1993): L'évolution de la politique foncière en Chine, "*La recherche en économie*". Beijing, N° 2, p. 67.

**Tableau 2.33. - Production de céréales et de viande par actif rural :
relation avec les terres labourées (1989)**

Pays	Terre labourée (en hectares)	Céréales (en kilos)	Viande (en kilos)
Niveau moyen mondial	1,26	1 712	154
Chine	0,21	813	91
Ex-soviétique	11,16	10 250	1 016
Etats-Unis	81,44	95 738	9 559
Japon	0,94	3 397	855
France	12,52	40 872	3 901
Australie	113,6	55 396	6 830
Brésil	4,92	3 246	438
Argentine	21,26	14 583	2 750
Canada	97,24	105 627	6 324
Inde	0,79	909	7
Indonésie	0,46	1 475	29
Philippines	0,45	1 349	94
Pologne	3,37	6 502	675
Egypte	0,42	1 769	99
Turquie	2,21	2 009	80

Source : Organisation pour l'alimentation et l'agriculture : *Annuaire de la production*, 1989; *Bulletin trimestriel de statistiques*, N° 3, 1990.

En 1993, au sud de la province du Jiangsu, les surfaces pour l'exploitation des terres regroupées (plus de 15 *mu* de terre cultivée par actif rural) représentent déjà 22,4 % du total des terres cultivées, alors qu'en 1988, cette proportion était de 1,1 %. A Pingdu dans la province du Shangdong, de 1988 à 1993, 8929 foyers paysans relouent leurs terres de culture à d'autres et durant la même période, 47 % des foyers paysans ont augmenté la dimension de leurs exploitations. Par rapport aux villes et districts des autres régions, le district de Shuyi à

Beijing est celui où la dimension des exploitations est la plus grande. Ainsi en 1993, les fermes collectives ont regroupé 62,8 % des terres céréalières et la surface moyenne de terre exploitée par travailleur atteint 146,8 *mu*. A Nanhai dans la province du Guangdong où se réalise le système foncier de coopération par actions, 70 % des foyers paysans ont déjà abandonné actuellement leurs droits d'utilisation de la terre. La surface des terres relativement regroupées représente 45 % du total des terres cultivées.

Selon les documents et statistiques officiels, l'exploitation des surfaces regroupées a permis des résultats positifs dans les régions qui l'ont adoptée :

(1), La productivité de la terre s'est améliorée. Dans ces exploitations, bien que la plupart des terres soit de mauvaise qualité, le rendement par tête a dépassé celui des petites exploitations familiales. Soit 35,1 kilos de plus en 1993¹⁰⁶.

Selon les enquêtes, quand la surface moyenne de terre cultivée par actif passe de 4~10 *mu* à 20~25 *mu*, le revenu net par actif a pratiquement doublé (cf. tableau 2.34).

Tableau 2.34. - Surface moyenne de terre cultivée par actif et productivité de la terre

a*	4~10	10~15	15~20	20~25	25~30	30~35	35~40	45~50	60~70	220~230
(<i>mu</i>)										
b*	1346,44	1521,66	2389,82	2968,57	2602,8	3062,47	4180,84	4512,98	4952,14	7454,09
(yuans)										
c*	1206,74	1060,78	1165,50	1215,10	939,08	1054,90	1040,51	1059,92	1024,61	790,36
(<i>jin</i>)										

a*. surface moyenne de terre cultivée par actif ;

b*.revenu net provenant de la culture par actif ;

106. Ministère de l'agriculture : Rapport sur les expériences concernant l'exploitation des terres regroupées dans les zones expérimentales, *L'économie agricole chinoise*, n° 12, 1994.

c*. rendement unitaire (1 *jin* = 1/2 kilo)

Source : *La tribune du développement agricole chinois dans les années quatre-vingt-dix du 20ème siècle*, Edition de L'université du peuple, 1993, Beijing, p. 245.

(2), L'investissement agricole a augmenté. De 1988 à 1993, dans les trois districts et villes de la province du Jiangsu, 1,18 milliard de yuans ont été investis au total dans l'agriculture. 863,8 yuans en moyenne par *mu* ont été investis dans les unités qui ont mis en place l'exploitation de terres regroupées. La puissance des machines agricoles par *mu* atteint déjà 0,5 millions de Watts. Les conditions de production dans ces régions ont été considérablement améliorées. Dans le district de Shunyi à Beijing, depuis la mise en place de l'exploitation des terres regroupées, les unités collectives ont investi un total de 330 millions de yuans pour acheter des machines agricoles. Actuellement dans ce district, l'investissement agricole par *mu* atteint 800 yuans.

A partir de ces expériences, il ressort que la mise en place de ce type d'exploitation demande un certain nombre de conditions :

En premier lieu, une main-d'œuvre rurale importante doit pouvoir s'employer dans le domaine non agricole, de façon à ce que la majeure partie du revenu des foyers paysans provienne du secteur non agricole. Des expériences effectuées au sud de la province du Jiangsu montrent que les foyers paysans veulent transférer les droits d'utilisation des terres lorsque deux conditions sont réunies. Il faut d'une part que 60 % des personnes du foyer se déplacent vers des domaines non agricoles et d'autre part que 60 % des revenus du foyer proviennent aussi de ces secteurs. En 1988, au sud de la province du Jiangsu, au début de la mise en place de l'exploitation des terres regroupées, seulement 65,9 % en moyenne de la main-d'œuvre rurale s'est déjà déplacée vers des secteurs non agricoles.

En deuxième lieu, un système complet de services agricoles est nécessaire. La division des étapes de la production ainsi que l'élargissement des domaines de la production agricole elle-même ne permet plus la prise en charge par les foyers paysans de tous les maillons de la chaîne de production. D'où l'intérêt d'un système de services agricoles pouvant assurer un éventail de services lors de la production mais aussi en amont et en aval. Actuellement, dans les trois districts et villes au sud de la province du Jiangsu, 70 % de villages ont établi leurs stations de services. Elles offrent des services cohérents à tous les niveaux de la production agricole.

L'exploitation de terres regroupées reste encore cependant au stade expérimental. Un petit nombre de régions sont dotées de conditions relativement favorables en termes de sources de revenus et de conditions de production. Certains paysans veulent alors abandonner leurs droits à l'utilisation des terres et chercher un autre travail. Cependant, la plupart des foyers paysans ne souhaitent pas encore transférer leurs droits pour certaines raisons :

- a. Les paysans chinois gardent toujours le souvenir de la famine (au début des années 60, on évalue à plusieurs millions les morts dus à la famine). Garder une portion de terres cultivées signifie alors l'assurance d'avoir en cas de besoin une réserve alimentaire.

- b. Le système de transfert des terres n'est pas encore établi complètement et officiellement. Pour les foyers paysans, une fois les droits à l'exploitation des terres abandonnés il est toujours difficile d'avoir une compensation équitable.

- c. Dans certaines régions développées, la mise en valeur des terres s'est accompagnée d'une élévation du loyer de la terre. De ce fait beaucoup de paysans gardent leur terre forfaitaire, la considérant comme une propriété immobilière. Ils attendent pour céder leurs droits en espérant une meilleure plus-value.

- d. Le système de l'assurance sociale dans les régions rurales chinoises est encore imparfait. "En 1991, 92 % des personnes âgées dépendent à la campagne de leurs enfants, puisque aucune retraite n'existe."¹⁰⁷ Garder la terre forfaitaire est alors pour un grand nombre de foyers paysans une assurance pour les vieux jours.

A partir des données tirées des zones d'expérimentation, on peut distinguer actuellement en Chine rurale, deux formes principales d'exploitations de terres regroupées.

La ferme familiale ou la ferme exploitée par le "foyer de coalition" :

Pour cette sorte de ferme, la mise en œuvre de la production est organisée principalement par la main-d'œuvre rurale au sein des familles, en tenant une comptabilité autonome et en assumant soi-même la responsabilité de ses gains et de ses pertes.

Dans des zones développées comme le sud du Jiangsu, l'économie collective et le gouvernement local offrent souvent des services divers. Au Changchu dans la province du Jiangsu, un réseau de services couvre l'ensemble des besoins de l'agriculture au niveau des villages. Ils offrent généralement un ensemble de services aux fermes familiales. Ils coordonnent la répartition des cultures, fournissent des semences de qualité et des services pour le machinisme agricole. Ils font des travaux de prévention et de contrôle des insectes nuisibles, des maladies des plantes. Ils établissent et gèrent le système d'irrigation. Ils fournissent des engrais chimiques et des insecticides.

A partir des expériences internationales et des apports de la réforme agricole chinoise, les fermes familiales apparaissent comme une forme d'exploitation à développer. Dans celle-ci, l'intérêt des chefs de famille et des autres membres de la famille (ou autres travailleurs) est identique. Le travail de chacun des membres de cette communauté ne demande ni contrôle ni calculs précis. Or dans l'économie agricole chinoise, la surveillance du travail et les calculs

¹⁰⁷. Pierre Gentelle (1994), *Économie de la Chine*, éditions Armand Colin, Paris, p. 58.

pour l'évaluer sont depuis longtemps liés à la faible productivité lorsqu'il s'agit d'une production dans un cadre collectif.

Pour éviter les inconvénients de l'exploitation familiale, il revient à l'Etat et aux gouvernements locaux de prendre les mesures nécessaires. Compte tenu de la situation actuelle, certaines mesures de soutien aux exploitations regroupées des foyers paysans apparaissent adaptées :

- (1). L'Etat doit donner des aides sous forme de crédits afin que les foyers paysans exploitant des terres regroupées puissent avoir les liquidités nécessaires à l'achat de machines agricoles plus puissantes.

- (2). Les gouvernements locaux doivent offrir les terrains pour que les fermes familiales puissent faire sécher les céréales et construire des entrepôts.

- (3). En ce qui concerne la vente des produits agricoles, l'Etat et les gouvernements locaux doivent utiliser le moyen des contrats pour éviter aux paysans les risques provenant du marché.

- (4). Le gouvernement central et les gouvernements locaux doivent mettre l'accent sur la formation rurale afin que les fermes familiales puissent maîtriser la connaissance de l'agriculture moderne et la connaissance de gestion.

Les fermes collectives ou les ateliers agricoles

En général, la ferme collective est une des unités forfaitaires de l'économie collective dans le village. Sa comptabilité est indépendante et le système de "la production confiée à la main-d'œuvre" est appliqué à l'intérieur de la ferme. En 1986, dans le district de Shunyi à Beijing, 78 fermes collectives ont été constituées avec des surfaces variant de 300 à 3000 *mu*. Chaque travailleur s'occupe en moyenne de 20 à 30 *mu*.

En ce qui concerne l'atelier agricole, sa forme d'exploitation ressemble un peu à celle de la ferme collective. Il s'agit essentiellement d'établir une organisation structurée qui se consacre à la production agricole dans les entreprises rurales. Habituellement les ateliers agricoles s'occupent des terres forfaitaires des membres de l'atelier. Après avoir accompli les objectifs assignés par l'entreprise, ils peuvent bénéficier du salaire moyen de leur entreprise ou des critères de salaire selon les résultats du travail.

Bien qu'à l'heure actuelle dans certains districts et villes on utilise la ferme collective ou l'atelier agricole pour exploiter les terres regroupées, ceci n'est pas significatif de la tendance générale dans l'exploitation des terres regroupées. La ferme collective et l'atelier agricole sont freinés dans leur développement par certains facteurs.

Dans la gestion des fermes collectives ou des ateliers agricoles, il est très difficile d'éviter le phénomène de l'absence de distinction entre les fonctions de l'appareil administratif et celles des organes de gestion des entreprises. Dans la distribution des bénéfices de la production agricole, il est également difficile d'éviter l'inconvénient de la tendance égalitariste. Les rémunérations sont alors uniformes et ne prennent pas en compte le travail réellement fourni.

L'exploitation de la ferme collective ou de l'atelier agricole est toujours mise en œuvre dans les régions où la production agricole n'occupe plus la première place. Il en est ainsi du district de Shunyi à Beijing qui voit son secteur non agricole bien développé du fait qu'il se situe dans la banlieue de Pékin. Ce district compte 220 000 travailleurs ruraux au total, dont 150 000 travaillent dans les entreprises rurales, 30 000 se consacrent à la diversification des modes d'exploitation et 40 000 s'occupent de la production de céréales. Par ailleurs, ce district se situe au nord de la plaine du nord de la Chine où la surface en plaine représente 98 % du total. Ceci est favorable à une irrigation d'ensemble et à l'utilisation de machines de moyennes ou grandes dimensions.

Chapitre III : Formation et le modèle du transfert de la main-d'œuvre rurale(1)

-离土不离乡 (*Litu bu lixiang*) : quitter la terre sans quitter la campagne

1. Les différentes phases de transfert de la main-d'œuvre rurale

Après la mise en place de la réforme économique en 1978, la Chine est rentrée dans une période où la main-d'œuvre rurale se transfère beaucoup plus rapidement qu'avant 1978. De 1978 à 2006, la population urbaine en Chine a augmenté de 172.45 millions à 577.6 millions, dont 14.45 millions par an en moyenne ; la population rurale a diminué de 790.14 millions à 737.42 million, dont 1.88 millions par an en moyenne. En 1978, en ce qui concerne la structure d'emploi, la main-d'œuvre rurale était au total de 283 millions, soit 70.5 % de la main-d'œuvre totale en Chine. En 2006, la main-d'œuvre rurale totalisait 326 millions, soit 42.6 % de la main-d'œuvre totale en Chine.

Pour le transfert de la main-d'œuvre rurale de cette période, nous le présentons selon les différentes phases suivantes :

- 1979-1983 : transfert dans le domaine agricole

La main-d'œuvre rurale se transfère principalement dans le domaine agricole. Avant 1979, la production agricole se concentrait sur la production de céréales et la structure agricole est caractérisée par la monoculture. Après 1979, et la mise en place des différentes formes du système de responsabilité tel que le « contrat d'exploitation avec les familles », la productivité agricole s'est fondamentalement améliorée et la main-d'œuvre rurale excédentaire cachée par l'ancien système est devenue évidente. Pour augmenter le revenu et bien utiliser la main-d'œuvre en surplus, les foyers agricoles ont choisi d'accélérer la production des cultures industrielles et de développer les autres secteurs comme la sylviculture, l'élevage et la pêche. En 1983, la production de sylviculture, d'élevage et de pisciculture ont augmenté de 20.5 % de la valeur globale de l'agriculture par rapport à 17.6 % en 1978.

- 1984-1988 : transfert vers les entreprises rurales

En mars 1984, le Comité Central de PPC et le Conseil d'Etat ont transmis au public un « Rapport du développement des entreprises rurales en milieu rural » rendu par le Ministère

de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche. Ceci a déclenché un développement important pour les entreprises rurales, principal moyen pour absorber la main-d'œuvre rurale excédentaire. En 1988, il y avait 95.45 millions de main-d'œuvre absorbés par les entreprises rurales par rapport 52.08 millions en 1984. Cela veut dire que pendant cette période, la croissance du transfert de la main-d'œuvre rurale excédentaire vers le domaine non agricole était de 16.4 %.

- 1989-1991 : réduction des emplois des entreprises rurales

Après l'Évènement de Tian An Men en 1989 et une haute inflation, la Chine est rentrée dans une période de trois années d'« Aménagement de l'environnement économique et d'ajustement de l'ordre économique ». Ainsi, le développement des entreprises rurales s'est ralenti et la capacité d'absorber de la main-d'œuvre rurale a diminué. En 1989, la quantité de main-d'œuvre rurale absorbée par les entreprises rurales a été réduite de 1.79 million à comparer à 1988. En 1991, la réduction était de 1.02 millions par rapport à 1990.

- 1992-1995 : transfert de la main-d'œuvre de la région rurale aux villes

Après les discours de Deng Xiaoping lancés lors de son tour d'inspection dans le sud début 1992, la Chine a relancé l'économie pour accélérer son rythme de développement et son ouverture vers l'extérieur. Avec le relâchement du contrôle de registre d'état civil, la main-d'œuvre rurale a commencé à se déplacer en grand nombre vers les villes et les régions côtières. En 1993, au total, 60 millions de la main-d'œuvre rurale au total s'est déplacée, dont 20 millions vers les villes.

En 1995, selon une enquête sur un échantillon de plus de 60 000 foyers agricoles, plus de 20 millions de la main-d'œuvre rurale s'est déplacée vers d'autres provinces, ce qui équivaut 4 % de la main-d'œuvre rurale totale.

- 1996-1997 : le transfert de la main-d'œuvre rurale décline

C'est une période pendant laquelle la Chine a mis en application sa stratégie d'ajustement et d'optimalisation de la structure économique. Les principales missions de

cette stratégie sont de résoudre les problèmes comme « Da er quan » (Grand et complet), « Xiao er quan » (Petit et complet), ainsi que l'investissement aveuglé et la construction répétée. Face à cela, un grand nombre de « Xiagang gongren » (travailleurs mis en congé) est apparu dans les villes et la capacité d'absorption de la main-d'œuvre des entreprises rurales s'est largement réduite. Pour cette dernière, il y avait 135.083 millions emplois en 1996, contre 125.365 millions en 1998.

- 1998–2007 : transfert de la main-d'œuvre vers les secteurs non agricoles au milieu rural.

A partir de 1997, le « marché des acheteurs » est apparu en Chine». Pour stimuler la demande interne, le gouvernement a appliqué la politique financière active et a mis l'accent sur la construction d'infrastructures comme le transport, la communication, les réseaux électriques, l'aménagement du territoire et l'environnement biologique. En outre, le gouvernement a soutenu activement le développement des petites et moyennes villes. Ces politiques et mesures ont permis de créer beaucoup de postes de travail pour la main-d'œuvre rurale. Par rapport à 1998, le nombre d'emplois dans les secteurs non agricoles en région rurale a augmenté de 17.17 millions de personnes, dont 2.146 millions de plus par an.

- 2008 : Un grand nombre de la main-d'œuvre rurale transmise est retourné dans les régions rurales.

Depuis la réforme à la campagne, en ce qui concerne le déplacement de la main-d'œuvre rurale excédentaire, le "*litu bu lixiang* " (quitter la terre sans quitter le pays) et "*litu you lixiang* " (quitter la terre et la campagne) sont les deux moyens d'action les plus importants pour absorber la main-d'œuvre en surplus dans les régions rurales.

"Quitter la terre sans quitter le pays", cela veut dire que les paysans travaillent dans des domaines non agricoles, principalement dans les entreprises rurales, mais pour ce qui est de leurs familles, leurs résidences sont quand même dans leurs villages.

« A partir de 1984, quand les capacités d'absorption de la main-d'œuvre de ces entreprises rurales atteignent leurs limites, les migrations 'hors des cantons' se développent à grande échelle ("*litu you lixiang* " (quitter la terre et la campagne). »¹⁰⁸

Dans ce chapitre, nous allons analyser le modèle "*litu bu lixiang* " et l'importance, les événements ainsi que la force de la formation concernée.

2. Les actions menées pour créer des entreprises rurales et lutter ainsi contre l'excédent de main-d'œuvre rurale.

Afin de résoudre le problème de la main-d'œuvre excédentaire rurale, une série de mesures a été prises par le gouvernement chinois, dont la plus importante est la création d'entreprises rurales. « *Les entreprises rurales ont absorbé 50 % de la main-d'œuvre rurale excédentaire et créé la route d'emplois ruraux à caractéristiques chinoises.* »¹⁰⁹ « En 2003, les entreprises rurales dans l'ensemble du pays ont réalisé une valeur ajoutée de 3 668,6 milliards de yuans, ce qui représente 31 % du produit intérieur brut de la Chine, devenant ainsi un important pilier de l'économie nationale ; elles ont absorbé 136 millions de la main-d'œuvre rurale excédentaire qui représentent 27,8 % de la totalité de la main-d'œuvre rurale. »¹¹⁰

2.1. Le processus de développement des entreprises rurales

Les entreprises rurales débutent à la fin des années cinquante dans le contexte de la création des communes populaires. Mao Zedong pose à l'époque l'objectif d'établir une

¹⁰⁸ . Laurence Roulleau-Berger et Lu Shi, Les travailleurs migrants à Shanghai, *Perspectives chinoises*, N° 87 (janvier-février 2005).

¹⁰⁹ . Xiaoping Deng (1993), *Œuvres choisies de Deng Xiaoping* , Volume 3, People's Publishing House, p. 238.

¹¹⁰ Le Bureau de l'information du Conseil des affaires d'Etat, *L'emploi en Chine : situation et politique* (livre blanc), le 26 avril 2003.

industrialisation des campagnes. La mise en œuvre de cette politique est confiée aux communes populaires.

Au cours de la mise en place de ce processus, sur un total de plus de 100 000 coopératives de production artisanale, 35 % sont transformées en entreprises industrielles gérées par les communes populaires¹¹¹. Pour ces formes d'entreprises industrielles, le principe de la double direction est adopté. C'est d'abord au niveau national que les instances gèrent tout ce qui concerne le produit à fabriquer. Les organismes supérieurs des activités professionnelles prennent en charge les activités professionnelles, et le plan d'Etat contrôle l'approvisionnement des entreprises, la production et la vente des produits. D'autre part, ce sont les communes populaires qui gèrent le personnel, l'embauche des ouvriers et la nomination des chefs d'entreprises. Au début, les entreprises industrielles se développaient rapidement. Fin 1959, on compte déjà au total 700 000 entreprises rurales qui correspondent à une main-d'œuvre de 18 millions d'individus.¹¹²

Pendant les années soixante, du fait de la mise en place de la politique de la "Priorité aux céréales", plus de 95 % de la main-d'œuvre est affectée à la production agricole, et plus particulièrement à la production des céréales. Par voie de conséquence, le développement d'entreprises rurales a quasiment stagné.

Au début des années soixante-dix, le Comité Central du Parti Communiste Chinois tient une "Réunion sur l'industrie rurale au nord de la Chine". Cette réunion donne le coup d'envoi de la mécanisation agricole. On demande aux gouvernements locaux de faire accomplir les petites réparations des machines agricoles dans le cadre de la brigade de production et les grandes réparations dans celui des communes populaires. Pour répondre aux conditions

111. Dexin Zhao (1984) : *Annales des thèmes économiques de la Chine*, Edition du peuple de la province du Henan, Zhengzhou.

112. Haiyan Du (1992), *Recherche sur l'industrialisation à la campagne en Chine*, Maison édition de prix, Beijing, 1992.

fixées lors de cette réunion, les communes populaires de toutes les provinces déclenchent un plan de création d'entreprises dans le domaine de la réparation de machines agricoles.

Pendant la même période, le gouvernement central lance un appel pour développer les "*wuxiao gongye*" (petites entreprises des cinq branches industrielles : sidérurgie, charbon, engrais chimiques, ciment et construction mécanique). Ces politiques permettent un fort développement de l'industrie rurale de l'époque.

"Outre évidemment la fourniture de certains produits et services nécessaires à l'agriculture, un certain nombre d'effets économiques globaux ont été obtenus : les 28 millions d'emplois créés représentent en 1978 près de 10% de la population active rurale. Le revenu distribué a augmenté d'environ 30 %. Surtout, les petites entreprises des communes et brigades ont permis de dégager des fonds d'accumulation proportionnellement beaucoup plus importants que les équipes de production : 8,2 milliards de yuans au lieu de 7,48 soit respectivement 293 yuans et 280 yuans par travailleur. Sur ces 8,2 milliards de yuans, 2,6 milliards ont été investis directement dans l'activité agricole, ce qui représente environ les deux tiers des investissements de l'Etat dans ce secteur." ¹¹³ (cf. Tableau 3.1.)

En juillet 1979, le Conseil des affaires d'Etat promulgue un document important pour orienter le développement de l'entreprise rurale : "*Quelques règlements relatifs au développement de l'entreprise rurale*". C'est le premier document indicatif du gouvernement chinois pour le développement de l'entreprise rurale. Le gouvernement donne les orientations suivantes dans les différents domaines de l'entreprise rurale ¹¹⁴ :

- Développer activement la culture et l'élevage;
- S'efforcer de développer l'industrie de la transformation des produits agricoles et d'appoint;

¹¹³. Alain Lefebvre (1984), *La politique rurale de la Chine*, La Documentation française, Paris, p. 39.

¹¹⁴. Le Conseil des affaires de l'Etat de Chine : Document national, N° 170, 1979.

**Tableau 3.1. - Part de l'industrie rurale dans la production industrielle totale
(En 1978 - 1979)**

	Nombre d'usines	Production estimée	Pourcentage de la production totale
Machines agricoles	1 900 usines de fabrication		Près de 100%
- Niveau du district	24 000 usines de réparation		pour le matériel
- Niveau de la commune	450 000 ateliers de réparation d'assemblage		petit et moyen
Engrais azotés	1 500	7 310 000 t	55%
Engrais phosphatés	1 000	5 000 000 t	50%
Ciment	3 400	49 000 000	67%
Acier	501	11 000 000 t	32%
Electricité hydraulique	90 000	11 600 000 kWh	24%
Charbon	20 000	276 000 000 t	45%

Source : C.p. Wah Wong, "Rural industrialisation in the people's Republic of China: lessons from the cultural revolution decade" in *China under the Four Modernizations*, Joint Economic Committee, Washington, 1982 ; Alain LEFEBVRE: *La politique rurale de la Chine*, La Documentation française, Paris, 1984.

- S'efforcer d'assurer la bonne marche de l'industrie à usage agricole ;
- Mettre l'accent sur le développement de l'industrie des matières combustibles et l'industrie des matières premières en tenant compte des conditions locales ;
- Développer vigoureusement l'industrie énergétique ;
- Dans les régions où les conditions le permettent, les entreprises rurales peuvent assumer la production des éléments d'un ensemble et les pièces importantes de l'industrie ;
- Organiser les équipes de construction (bâtiment et génie civil) et du transport selon les besoins et les possibilités ;
- S'appuyer sur les avantages locaux en ressources et techniques pour fabriquer les produits de l'artisanat traditionnel et les produits exportés ;

- Selon les besoins locaux, les entreprises peuvent créer des services comme la couture, la réparation, l'hôtellerie et la restauration.

Dans les années quatre-vingt, l'environnement de l'entreprise et sa situation intérieure connaissent une nette amélioration.

- C'est d'abord la mise en place en milieu rural du système de responsabilité forfaitaire au niveau des foyers. Les paysans peuvent ainsi décider de leur propre activité de production;

- C'est ensuite le remplacement de la politique unique basée sur la conception collective de l'entreprise rurale par une politique de diversification des formes : collectives, foyers paysans privés ou groupes de familles.

Il demeure encore, en plus de la restauration des foires rurales, la possibilité pour les entreprises rurales de vendre leurs produits sur les marchés à différents niveaux.

Enfin, le gouvernement encourage les entreprises des villes à établir des relations de gestion associées sous diverses formes pour aider les entreprises rurales à résoudre les problèmes relatifs aux capitaux, aux techniques et à l'insuffisance de personnel spécialisé.

Grâce à une série de mesures favorables, pendant les années quatre-vingt, l'entreprise rurale en Chine se développe rapidement. En 1987, la valeur de l'entreprise rurale représente 52,43 % de la valeur totale de la société rurale. En atteignant plus de la moitié de cette valeur totale, ce pourcentage marque la fin de la suprématie de la production agricole en milieu rural.

Pendant les années quatre-vingt, les entreprises rurales absorbent en moyenne 6 à 7 millions de main-d'œuvre rurale excédentaire par année. En 1990, le nombre de personnes dans les entreprises atteint un total de 92,65 millions, ce qui représente 22 % de la population active totale à la campagne. Parallèlement, avec le développement de l'entreprise rurale, la structure des revenus des paysans se modifie. Ainsi en 1978, le revenu par personne,

provenant du secteur non agricole représente seulement 7 % du revenu total. En 1988, le taux atteint 27,3 %. ¹¹⁵ (cf. tableau 3.2.).

Tableau 3.2. - Evolution des entreprises rurales : effectifs et chiffres d'affaires

Années	Nombre d'entreprises (1000)	Nombre d'employés (millions)	Valeur production (milliards de RMB°)
1980	1 424,6	29,996	65,690
1981	1 337,5	29,695	74,530
1982	1 361,7	31,129	85,308
1983	1 346,2	32,346	101,683
1984	6 065,2	52,081	170,289
1985	12 224,5	69,790	272,839
1986	15 153,1	79,371	354,087
1987	17 446,7	87,764	474,310
1988	18 881,6	95,454	649,566
1989	18 686,3	93,660	742,838
1990	18 504,0	92,647	846,161

Source : *Annuaire statistique de Chine*, 1992

Au fur et à mesure de la croissance remarquable de la valeur des entreprises rurales, les structures de celles-ci évoluent. Par rapport à 1978, en 1990, la valeur de l'industrie rurale est multipliée par 17,4 (le taux de progression moyen est de 27 % par an) ; celle du transport est multipliée par 34 (le taux de progression moyen est de 34 % par an) ; celle du secteur de la construction est multipliée par 27,8, (le taux de progression moyen est de 32 %) ; celle du commerce rural est multipliée par 36, (le taux est de 35 %). (cf. tableau 3.3. et tableau 3.4.)

¹¹⁵. Shouhong Hang (1990), "L'entreprise, facteur important pour le développement de l'économie nationale". *La recherche en économie*, N° 5, Beijing.

Tableau 3.3. - Evolution de l'industrie rurale

Année	1978	1980	1985	1989	1990
valeur de l'industrie rurale(en milliards de yuans)	385	522	1 845	6 145	7 097
dont % de la valeur totale de l'entreprise rurale	77,81	77,45	67,00	73,14	74,07
dont % de la valeur totale de l'industrie nationale	9,18	10,13	18,99	27,91	32,62

Source : *Zhongyu xiangzhen diyi tongji zhaiyao* (Abrégé de statistiques de l'entreprise rurale en Chine), Maison d'édition de la réforme, 1991.

Tableau 3.4. - Evolution de la valeur du transport, de la construction et du commerce en milieu rural (En milliards de yuans, % *)

Année	1978		1980		1985		1989		1990	
		%		%		%		%		%
Transport	18,9	3,82	24,78	3,73	191,60	6,95	7,06	7,06	658,85	6,88
Construction	34,92	7,05	60,25	9,06	415,10	15,07	10,83	10,83	973,87	10,16
Commerce	18,77	3,79	24,38	3,67	242,73	8,81	7,36	7,36	700,14	7,31

* % de la valeur totale des entreprises rurales

Source : *Zhongguo xiangzhen qiye tongji zhaiyao* (Abrégé de statistique de l'entreprise rurale en Chine), Maison d'édition de la réforme, 1991.

Par ailleurs, les entreprises rurales se différencient suivant leur appartenance. On trouve essentiellement celles qui dépendent des cantons, des villages, celles gérées par les unités de foyers paysans et celles enfin gérées par des individus. (cf. tableau 3.5. et tableau 3.6)

Tableau 3.5. - Les différents niveaux de l'entreprise rurale (10 000)

Années	total	# niveau des cantons et bourgs		# niveau des villages		# niveau des unités foyers paysans		niveau des individus	
			%		%		%		%
1978	152,42	31,79	21,0	120,45	79,0				
1979	148,04	32,05	21,6	115,99	78,4				
1980	142,46	33,74	23,7	108,72	76,3				
1981	133,75	33,53	25,1	100,22	74,9				
1982	136,17	33,78	24,8	102,39	75,2				
1983	134,64	33,81	25,1	100,83	74,9				
1984	606,52	40,15	6,6	146,15	24,1	90,63	15,0	329,59	54,3
1985	1 222,45	41,95	3,4	143,04	11,7	112,11	9,2	925,35	75,7
1986	1 515,31	42,55	2,8	130,22	8,6	109,34	7,2	1 233,20	81,4
1987	1 750,10	42,01	2,4	116,27	6,6	118,75	6,8	1 473,07	84,2

Source : *Zhongguo xiangzhen qijie nianjian*, Annuaire des entreprises rurales (1978 ~ 1987), Edition de l'agriculture, Beijing page 573

Tableau 3.6. - La répartition des emplois dans les différentes formes d'entreprises rurales (En 10 milles)

Année	total	# niveau des cantons et bourgs		# niveau des villages		# niveau des foyers unité		niveau des individus	
			%		%		%		%
1978	2 826,56	1 257,62	44,5	1 568,94	55,5				
1979	2 909,34	1 314,44	45,2	1 594,90	54,8				
1980	2 999,67	1 393,81	46,5	1 605,86	53,5				
1981	2 969,56	1 417,55	47,7	1 552,01	52,3				
1982	3 112,91	1 495,00	48,0	1 617,91	52,0				
1983	3 234,64	1 566,95	48,4	1 667,69	51,6				
1984	5 208,11	1 879,16	36,1	2 103,00	40,4	523,91	10,0	702,04	13,5
1985	6 979,03	2 111,36	30,3	2 215,69	31,7	771,42	11,0	1 880,56	27,0
1986	7 937,14	2 274,88	28,7	2 266,40	28,5	834,10	10,5	2 561,76	32,3
1987	8 805,18	2 397,45	27,2	2 320,78	26,4	923,62	10,5	3 163,32	35,9

Source : *Zhongguo xiangzhen qijie nianjian* (Annuaire des entreprises rurales) (1978 ~ 1987), Edition de l'agriculture, Beijing page 574

Dans les zones rurales, les entreprises privées et individuelles apparaissent en 1984. Ces dernières années, elles ont joué un rôle de plus en plus important. Pendant la période de 1987 à 1992, les emplois dans les entreprises rurales ont augmenté de 18,352 millions, dont 14,145 millions (soit 77 % du total) dans les entreprises privées et individuelles

2.2. La mise en place du système des coopératives par actions

Au cours du développement de l'entreprise rurale, pour répondre aux besoins créés par l'augmentation des dimensions des exploitations et par l'accroissement de la force de

concurrence sur les marchés, les paysans chinois ont adopté une nouvelle forme d'exploitation de l'entreprise : le système des coopératives par actions.

Dans le milieu rural chinois, le système des coopératives par actions n'est pas une pratique complètement nouvelle. Au début des années cinquante, il existe déjà des coopératives de production caractérisées par une mise en actions des terres et des moyens de production. Ensuite, des coopératives d'approvisionnement et de vente ainsi que des coopératives de crédit se développent suivant le même principe. Ce n'est qu'un peu plus tard, avec le "*gongchanfeng*" ("vent de communisation"), que les coopératives de production agricole sont transformées autoritairement en communes populaires alors que parallèlement les coopératives d'approvisionnement et de vente ainsi que les coopératives de crédit sont transformées en organismes gouvernementaux.

Dans les entreprises rurales, le système des coopératives par actions réapparaît à la fin des années soixante-dix et au début des années quatre-vingt. Les réformes à la campagne sont déjà à l'époque mises en place. Le développement du système des coopératives par actions dans la période actuelle a connu trois étapes.

La première (1980 à 1984) correspond au développement spontané. Pendant cette période, ce sont essentiellement les foyers paysans qui créent des entreprises suivant le principe du libre consentement et des avantages réciproques. Dans ce type d'entreprise, les paysans peuvent remplacer le capital par du travail. Habituellement, les partenaires privilégient à la fois la participation sous forme de travail et de capitaux. En ce qui concerne la distribution des revenus, en dehors des rémunérations fondées sur le principe de la répartition d'après le travail, celui de l'intéressement est aussi utilisé. Etant donné que les entreprises ne correspondent qu'aux unités de foyers paysans, le nombre et l'envergure des coopératives par actions est relativement faible.

La deuxième étape est la période de l'expérimentation menée par les gouvernements des divers échelons (de 1985 à 1991). Pendant cette période, en même temps que la réforme du système économique se développe et s'affirme, le système des coopératives par actions

obtient progressivement sa place officielle dans le secteur de l'entreprise rurale. Les gouvernements des divers échelons incitent les villes, les districts et les villages à essayer des formes différentes d'entreprises coopératives par actions. A la fin de cette période, ce système dépasse le niveau des foyers paysans pour apparaître dans les villages, les cantons, et les structures de l'économie collective de la société chinoise. Les actions privées individuelles se composent d'actions diverses : actions de partenaires de l'économie collective, actions de partenaires sociaux et actions de partenaires individuels ou de foyers privés.

La troisième étape est la période du développement rapide des entreprises rurales de coopératives par actions (de 1992 à nos jours). En 1992, de janvier à février, Deng Xiaoping fait une tournée au sud de la Chine. Les déclarations faites pendant cette tournée prennent un sens politique important car elles placent résolument la Chine dans une certaine optique de développement économique. Durant ce voyage, il affirme la nécessité de ne pas rester dans les controverses sur la nature de la voie du développement économique, mais qu'il faut résolument accélérer l'allure de ces réformes et ouvrir le pays vers l'extérieur.

En réponse au discours de Deng Xiaoping, "les autorités annoncent la fin du programme de rectification, leur intention d'accélérer les réformes et d'ouvrir davantage l'économie sur l'extérieur. En octobre 1992, le Parti communiste chinois adopte officiellement la thèse du dirigeant Deng Xiaoping selon laquelle l'économie de marché n'est pas incompatible avec les idéaux du socialisme, et se prononce en faveur de la création d'une économie socialiste de marché. Cette nouvelle attitude doctrinale constitue une rupture idéologique importante ; elle ouvre la voie à l'établissement d'une véritable économie de marché."¹¹⁶

Ainsi à partir de 1992, les autorités, à tous les échelons, commencent à mettre à l'ordre du jour la question du développement des coopératives par actions à la campagne. En 1993, le nombre des entreprises coopératives par actions atteint 130 000, soit 10 % de l'ensemble

¹¹⁶. Michael W.Bell, Kalpana Kochhar, "Les réformes en Chine depuis 1978 : un bilan", *Problèmes économiques*, n° 2.354, 15 décembre 1993, La Documentation Française.

des entreprises rurales au niveau national. La valeur de production des entreprises coopératives par actions représente 11,5 % des entreprises rurales nationales.

Dans certaines régions relativement développées, où elles sont apparues plus tôt qu'ailleurs, leur nombre est relativement important. Par exemple, dans la province du Guangdong, en 1993, il y a déjà 90 000 entreprises coopératives par actions, soit environ 75 % des entreprises rurales totales au niveau des cantons et au niveau des villages¹¹⁷.

Caractéristiques des différentes coopératives par actions dans les zones rurales

Selon la provenance des actions, on peut actuellement distinguer dans les zones rurales différentes catégories d'entreprises coopératives par actions :

(1). Les coopératives par actions sur la base des anciennes entreprises collectives.

Elles se caractérisent par la conversion des biens matériels et des capitaux des anciennes entreprises en des actions.

Cette sorte de coopérative est mise en place en particulier à Zipo dans la province du Shandong. Parmi les raisons qui entraînent le remplacement des anciens systèmes d'exploitation des entreprises collectives, on trouve principalement :

Le fait que les droits de propriété ne soient pas clairement définis. Beaucoup d'entreprises rurales ont été établies au début en tant que *Shedui qiye* (entreprises collectives des communes et des brigades). A l'époque, des équipes de production investissent des capitaux dans des entreprises gérées par les brigades, ou bien des brigades investissent leurs capitaux dans des entreprises gérées par les communes. Lors des réformes à la campagne, les communes populaires sont toutes supprimées. Parallèlement, les relations administratives et les relations de subordination économique entre les anciennes communes et brigades (ainsi que les équipes de production) évoluent considérablement. Par conséquent, les premiers

117. Fengrong Chen (1994), "Les systèmes coopératifs par actions : un nouveau système dans l'entreprise rurale", *Nonnyi jingji wenti (Les questions de l'économie agricole)*, Beijing, N° 12.

investisseurs souhaitent protéger leurs droits et intérêts légitimes. Ils demandent donc à ce que les anciennes entreprises collectives précisent leurs propres droits de propriété.

La deuxième raison est que les activités des anciennes entreprises collectives sont limitées à l'intérieur des frontières géographiques des zones administratives. Ainsi, par exemple, lorsque deux entreprises collectives relèvent de deux communes ou brigades différentes, elles ne peuvent pas investir mutuellement des capitaux dans leurs entreprises. Par suite du développement des processus de production, la mobilité des éléments de production est de plus en plus nécessaire. Il faut alors améliorer le système de gestion issu de l'ancienne entreprise collective.

La mise en place des coopératives par actions à partir des entreprises collectives suit une certaine démarche. Les biens de l'entreprise collective sont d'abord vérifiés puis évalués. Ils sont ensuite convertis en actions. Ensuite on utilise « l'appel de fonds à l'intérieur et à l'extérieur de l'entreprise. »

Les actions issues des biens des anciennes entreprises collectives sont souvent divisées en trois parties. Les investissements issus de l'économie collective sont transformés en actions collectives. La plus grande part de l'accumulation de plusieurs années est convertie en actions d'entreprise. Le reste des actions va aux travailleurs de l'entreprise.

(2). Les coopératives par actions issues des entreprises privées et des entreprises individuelles rurales.

Cette sorte de coopérative par actions apparaît d'abord dans la préfecture de Wenzhou dans le Zhejiang et dans la préfecture de Fuyang dans l'Anhui. Dans ces régions rurales, l'économie collective est faible pour des raisons historiques. De plus, les entreprises rurales sont relativement moins nombreuses. Après la mise en place de la réforme agricole, les paysans ont créé un grand nombre de petites entreprises privées et d'entreprises individuelles.

Lors du développement des petites entreprises, l'insuffisance de capital est toujours un obstacle infranchissable pour les paysans.

" A Wenzhou, à partir de 1978, les micro-entreprises familiales non agricoles se multiplient ; ce sont des ateliers de moins de trois personnes en moyenne, très spécialisés, qui

fabriquent une très grande variété de petits articles de consommation : boutons, badges, fleurs en plastique, paniers, vêtements simples ainsi que de multiples contrefaçons. A Wenzhou, dès 1985, l'agriculture n'occupe plus que 29 % de la main-d'œuvre (89 % en 1978) et ne contribue qu'à 35 % de la production totale (contre 83 % en 1978) [Aubert, 1988]."¹¹⁸

Actuellement, un assez grand nombre d'entreprises privées et d'entreprises individuelles sont transformées en coopératives par actions pour augmenter les dimensions de l'entreprise et résoudre le problème des capitaux.

Par ailleurs, à mesure que les écarts de revenus s'accroissent à la campagne, les rapports entre les travailleurs et les détenteurs de capitaux sont de plus en plus tendus¹¹⁹. Avec les coopératives par actions, les travailleurs peuvent devenir actionnaires, ce qui favorise une conception moins tranchée entre le travail et les capitaux.

(3). Les coopératives par actions dans les zones administratives. Celles-ci apparaissent d'abord dans l'arrondissement de Tianhe et dans le district de Baoan de Gangzhou. Elles trouvent un terrain favorable dans les zones développées des banlieues proches des grandes villes. Un grand nombre de terres arables sont en effet achetées par les autorités locales pour accompagner le développement des constructions urbaines.

Quant aux zones administratives qui ont vendu des terres arables, les fonds issus de la vente ne sont ni distribués aux paysans, ni utilisés dans la création d'entreprises collectives. Ils servent uniquement à l'établissement de coopératives par actions.

(4). Les coopératives par actions sur la base d'une exploitation en commun par des personnes juridiques.

¹¹⁸. Françoise Lemoine (1994), *La nouvelle économie chinoise*, Édition La Découverte, Paris, p. 79.

¹¹⁹. *Quotidien du peuple*, le 29, octobre, 1993.

Dans ce cas, des relations sont établies non seulement entre les entreprises rurales elles-mêmes, mais aussi entre les entreprises rurales et une multitude de personnes juridiques. Celles-ci peuvent être des entreprises d'Etat, des unités de recherche, des établissements d'enseignement supérieur ainsi que d'autres organismes de la société. Ils peuvent devenir actionnaires, sous différentes conditions du capital, des terres, des bâtiments industriels, des équipements ou des techniques.

Au mois de juin et juillet 1992, le Ministère de l'agriculture organise une enquête portant sur 74 942 entreprises rurales de 75 districts. Les résultats de l'enquête indiquent que 85 % des chefs d'entreprises sont favorables aux coopératives par actions dans les zones rurales.

2.3. Le développement des entreprises rurales et le déplacement de la main-d'œuvre rurale excédentaire.

Le développement de l'entreprise rurale entraîne à la fois une amélioration des revenus des foyers paysans et le déplacement de la main-d'œuvre rurale vers de nouveaux emplois (cf. tableau 3.8).

Cependant, des problèmes peuvent surgir lors de son développement.

La première cause est l'écart évident entre le prix des produits industriels et le prix des produits agricoles. Les entreprises rurales n'ont pas mis l'accent sur l'utilisation des produits agricoles comme sur celle des produits industriels. Pendant les années 80, la proportion d'industrie lourde dans les entreprises rurales reste toujours à plus de 70 %. De plus, la plupart des entreprises rurales ne veulent pas investir les bénéfices dans le développement de l'agriculture. Alors qu'en 1978, les entreprises rurales distribuent 2,634 milliards de yuans

**Tableau 3.8. 1979-2004 : Transfert de la main-d'œuvre rurale dans l'industrie rurale
(10000, %)**

Année	Les employés de l'industrie rurale (1)	Main-d'œuvre rurale transmise (2)	Proportion : (1)/(2)
1979	897.6	1952.9	46
1980	916.3	2027.5	45
1981	882.7	1994.7	44
1982	878.7	2713.8	32
1983	3228.2	3044.7	29
1984	2741	4282.6	75
1985	3139.3	6713.6	41
1987	3297.	8130.4	41
1988	3412.8	8611	40
1989	3255.6	8498.3	38
1990	3228.7	8673.1	37
1991	3267.9	8906.2	37
1992	3468.2	9764.6	36
1993	3659	10997.5	33
1994	3849.5	11963.8	32
1995	3970.7	12707.3	31
1996	4018.5	13027.6	31
1997	4031.3	13556.4	30
1998	3928.6	13805.9	28
1999	3951	13984.7	28
2000	4108.6	15164.6	27
2001	4296	15777.9	27
2002	4505.6	16536.3	27
2003	4937.1	17711.4	28
2004	5438.9	19099.3	28

Source : <http://db.cei.gov.cn>

pour l'agriculture (ce qui représente 29,9 % de leur bénéfice total) en 1988, on tombe à 1,168 milliards de yuans (soit un pourcentage de 4,5 %) ¹²⁰

Ensuite, l'accent n'a pas été mis sur une répartition rationnelle de l'industrie dans les zones rurales. Ainsi, 80 % des entreprises rurales sont installées dans les villages, 12 % sur des lieux de marchés et 8 % dans les bourgs. L'installation de la plupart des entreprises rurales dans des villages traditionnels pose des problèmes d'insuffisance dans les transports, les communications et l'approvisionnement en matériel.

La décentralisation des entreprises est finalement défavorable à une urbanisation réfléchie en zone rurale. De ce point de vue, des mesures prises par les gouvernements locaux pour centraliser les entreprises pourraient changer cette tendance. Ces mesures pourraient favoriser la concentration des entreprises rurales aux alentours des bourgs et des petites villes. Ceci amènerait la création de petites zones industrielles, ce qui permettrait d'élever le taux d'utilisation des installations de base. De plus, la moins grande dispersion des installations faciliterait la réduction des problèmes de pollution.

Enfin, le développement de l'entreprise rurale s'est accompagné d'un renchérissement de la main-d'œuvre. Il en est ainsi dans la province du Zhejiang lorsqu'on considère la valeur originale des biens immobilisés ("original value of fixed assets"). En 1978, chaque emploi dans l'entreprise rurale revient à 582 yuans, en 1988 il revient à 2480 yuans et en 1990 à 4156 yuans. Quant au salaire moyen, il est de 318 yuans en 1988 et de 1269 yuans en 1990.

Suite à l'augmentation du prix de revient de l'emploi dans les entreprises rurales, l'avantage relatif d'un coût réduit des produits et de la main-d'œuvre s'en trouve dans une certaine mesure affaibli. A l'échelon national, ces dernières années, la capacité de l'entreprise rurale à absorber la main-d'œuvre rurale excédentaire s'en trouve par voie de conséquence diminuée. De 1978 à 1984, Chaque fois que la valeur totale de l'entreprise industrielle rurale

¹²⁰. Chen Fu (1992), Les changements dans l'orientation du développement de l'entreprise rurale dans les années quatre-vingt-dix, *La réforme du système économique*, Beijing, N° 4.

augmente de 1 %, le nombre d'emplois progresse de 0,57 %. En 1992, pour la même augmentation de la valeur de l'entreprise, la progression de l'emploi n'est plus que de 0,15 %. De 1984 à 1988, en moyenne, les entreprises rurales absorbent 12,60 millions de main-d'œuvre rurale par an, mais pendant la période de 1989 à 1992, elles n'absorbent plus que 2,60 millions par an¹²¹.

3 Conduire les paysans vers un secteur agricole plus intensif et plus diversifié

Dans la partie précédente, nous avons déjà mis en évidence l'importance des entreprises rurales pour résorber la main-d'œuvre rurale excédentaire. Dans ce qui suit, nous allons analyser une autre solution importante.

La Chine est un pays agricole. La population rurale représente encore plus de 60 % de la population totale. En même temps, la Chine est un pays qui est en train de s'orienter vers l'industrialisation. Cela nous permet d'utiliser de plus en plus de moyens modernes pour pousser le développement de l'agriculture.

A partir des conditions concrètes de la campagne en Chine, pour absorber la main-d'œuvre rurale excédentaire, il faut d'abord conduire les paysans vers un secteur agricole plus intensif et plus diversifié.

En premier lieu, il faut encourager et organiser la mise en valeur de nouvelles ressources agricoles par le biais de cette main-d'œuvre rurale. Selon des statistiques des départements concernés, de nos jours, en Chine, il y a encore 500 millions de *mu* de terre en friches, c'est donc possible de mettre en valeur 120 millions de *mu* de nouvelle terre cultivées. En plus, jusqu'à maintenant, il y a 20 millions de *mu* de bancs de sable et de vase, plus de 30 millions de *mu* de cultures en eau douce, plus de 100 millions de *mu* en montagne,

¹²¹. Danqing Liao (1995), La voie de l'urbanisation chinoise et le développement des réformes à la campagne", *Zhongguo shehui kexue (Sciences sociales chinoises)*, Beijing, N° 1.

de pentes en friches exploitables en forêts et 700 millions de *mu* de pentes patinage destinées à l'élevage qui ne sont pas encore exploitées.

En ce qui concerne la mise en valeur des terres en friches, qu'il s'agisse de pentes en montagne ou de terres marécageuses, la province de Shandong est un bon exemple pour les autres régions et provinces.

Au fur et à mesure de l'augmentation de la population et du développement de la construction, les terres cultivées dans la province de Shandong sont de plus en plus demandées. Jusqu'à 1988, la densité de la population dans cette province atteignait un niveau trois fois supérieur au niveau moyen du pays tandis que la surface moyenne de terre cultivée par personne était en dessous du niveau moyen du pays. Dans le cas présent, dans la province du Shandong, on a d'un côté mis l'accent sur l'utilisation et la protection de la terre existante, et de l'autre on a exploité énergiquement les nouvelles ressources en terres.

De 1988 à 1994, la province du Shandong a exploité au total plus de 11,5 millions de *mu* de pentes montagneuses, de bordures côtières et de berges en friches. En général, ces terres sont utilisées pour planter les arbres fruitiers. Ces dernières années, pour les paysans habitant dans les régions montagneuses, le revenu provenant des arbres fruitiers a pu atteindre plus de 150 yuans par an, soit 20~35 % de leur revenu total.

En plus de ces plantations de verges et du reboisement, les paysans de la province de Shandong ont mis l'accent sur l'aquaculture dans les bancs de sable et de vase. Ils s'occupent principalement de l'ostréiculture ainsi que de la production de crevettes géantes, de crabes et de poissons.

Depuis 1988, dans la province de Shandong, les paysans exploitent environ 200 000 *mu* de terres en friches en moyenne par an. On a non seulement trouvé des solutions pour utiliser la main-d'œuvre rurale excédentaire à l'intérieur du domaine agricole, mais on a aussi augmenté les revenus des paysans par de fortes proportions.

De notre point de vue, en Chine, pendant que l'on met l'accent sur l'exploitation de nouvelles ressources en agriculture, il faut aussi investir dans la main-d'œuvre rurale et les capitaux pour protéger les ressources naturelles agricoles. Ces dernières années, l'aggravation de la désertification des terres ainsi que la perte (la déperdition) du sol et des eaux doivent attirer notre attention.

Des années 50 aux années 70, la vitesse d'amplification de la désertification était de 1 560 kilomètres carré en moyenne par an. Depuis les années 80, cette vitesse a atteint les 2 100 kilomètres carré par an¹²²

L'érosion, en provoquant l'abattage arbitraire des arbres, conduit à une situation où la perte des terres et des eaux sera encore aggravée. (Tableau 3.9.):

Tableau 3.9. - Situation de la déperdition et des aménagements en Chine

	1985	1987	1988	1989	1990	1991
surface de déperdition (en 10 milles kilomètres carré)	129,2	132,0	133,8	134,8	136,0	162,3
surface de déperdition aménagée (en 10 milles kilomètres carré)	46,4	49,5	51,3	52,2	53,0	55,8
#% de la surface de déperdition	35,9	37,5	38,7	38,7	39,0	34,4

Source : *Annuaire statistique de la chine*, 1992, page 813.

En deuxième lieu, il faut mettre en valeur le potentiel des cultures. De nos jours, en Chine, il y a encore environ 110 millions de *mu* de terres labourables de faible ou de moyenne productivité, soit 70 % du total. En Chine, la production moyenne par hectare pour

¹²². *Quotidien du peuple*, le 8, mars 1993.

les terres labourables en faible et moyenne productivité est normalement d'environ 800 kilos de céréales et celle concernant le coton est normalement d'environ 400 kilos¹²³.

Selon les statistiques concernées, dans les mêmes conditions géographique et climatiques, les productions par hectare sont souvent différentes (tableau 3.10. et tableau 3.11.)

Tableau 3.10. - Les productions de céréales et de coton par hectare dans les régions de Beijing (1993)

Nom de district	Céréales (en kilo)	Coton(en kilo)
Changping	6170,3	-
Shuiyi	7265,3	712,76
Tongxian	7681,9	1091,6
Daxing	6316,9	1067
Pinggu	5946,7	755,1
Huairou	6523,8	1500
Miyun	5285,1	760
Yanqing	5597,7	-

Source : calculs selon *Zhongguo nongcui tongji nianjian (annuaire statistique rural de la Chine)*, 1994.

En troisième lieu, il faut employer la main-d'œuvre rurale excédentaire pour faire des travaux hydrauliques et de reboisement.

123. Qidong Zhang (1991), Analyse sur les solutions relatives de l'emploi en Chine, *Qiushi**, N° 7, *Qiushi est un magazine éditonné par l'Ecole centrale du Parti Communiste Chinois.

Tableau 3.11. - Les productions de céréales et de coton par hectare dans les districts de la province du Shanxi (1993)

Noms de districts	Céréales (en kilos)	Coton (en kilo)
Yushe	3002,6	-
Zuoquan	2925	-
Heshui	3337,9	-
Xiyang	3623,5	566,7
Shouyang	2893,5	-
Taigu	4616,5	600
Qixian	5890,4	562
Pingyao	4043,5	709,9
Jiexiu	4160,5	467,1

Source : calculs selon *Zhongguo nongcui tongji nianjian* (annuaire statistique rural de la Chine) 1994.

Avant l'application de la réforme économique à la campagne, la main-d'œuvre rurale était employée souvent par l'Etat pour faire divers travaux hydraulique et ceci gratuitement. Depuis le début des années 80, les travaux d'infrastructures hydrauliques rurales n'ont non seulement pas augmenté mais ont même diminué (cf. tableau 3.12.). Cette diminution est liée à la réduction des investissements par l'Etat et les autorités locales dans les infrastructures agricoles. Une autre cause importante revient au fait que les paysans ont commencé à refuser de travailler pour les travaux hydrauliques gratuitement.

Pour préserver les travaux hydrauliques existants et en développer de nouveaux, les conseils des affaires d'Etat ont déjà promulgué que, chaque année, tout individu employé dans les régions rurales devra engager 10 à 20 journées de travail en moyenne pour les travaux agro-hydrauliques¹²⁴.

124. Guailai Dai (1991), *cherchant le rêve de la réforme*, édition du peuple de la province du Sichuan, Chengdu, p. 120.

Dans la phase actuelle de réalisation de l'économie de marché, pour engager et développer les travaux hydrauliques dans les régions rurales, il faut principalement prendre appui sur les moyens économiques et non pas seulement sur les moyens administratifs.

Pour accumuler les capitaux et embaucher de la main-d'œuvre rurale excédentaire dans le but de construire des infrastructures hydrauliques, il faut d'abord mettre en place un système de compensation financière

Tableau 3.12. - Evolution de l'investissement étatique dans l'agriculture

Année	investissement pour l'infrastructure agricole (en Mds RMB)	#dont pour des travaux hydrauliques (en Mds RMB)	part de l'investissement de construction de base total (%)	pourcentage de l'investissement hydraulique dans l'investissement agricole total (%)
1978	5,33	-	10,60	-
1980	5,20	2,70	9,30	52,00
1981	2,92	1,35	6,60	46,50
1982	3,41	1,74	6,10	51,20
1983	3,54	2,13	6,00	59,60
1984	3,71	2,07	5,00	55,70
1985	3,69	2,01	3,40	54,50
1986	3,50	2,29	3,00	65,20
1987	4,21	2,70	3,10	64,10
1988	4,61	2,36	3,00	51,20
1989	5,06	2,95	3,26	58,30
1990	6,72	4,07	3,95	60,47
1991	8,50	5,02	4,02	59,01
1992	11,10	6,82	3,69	61,49

Source : *Abrégé de statistiques chinoises*, 1992, page 26; *Annuaire statistique rural de la Chine*, 1994 p. 96.

Concernant les travaux hydrauliques, il faut fixer les prix des eaux en fonction des coûts de la construction et de l'engagement des travaux hydrauliques.

Pour utiliser efficacement la main-d'œuvre rurale excédentaire, le reboisement est un autre moyen très important dans les régions rurales.

La Chine est un pays qui est pauvre en ressources forestières. Son pourcentage de couverture forestière se situe derrière la centième place dans le monde (en 1989, la couverture forestière de la Chine n'était que de 12,98 %.)¹²⁵

Depuis 1949, le pourcentage de couverture forestière dans les principales régions forestières diminue sans cesse. Jusqu'à maintenant, cette proportion dans la province de *Heilongjiang* a déjà chuté de 40 % à 14 %, celle dans la province de *Hainan* est passée de 30 % à 13 %, et dans le *Xishuang banna* (dans la province de *Yunnan*), elle est passée de 33 % à 30 %.¹²⁶

En Chine, on a déjà trouvé des mesures efficaces pour protéger les forêts existantes et augmenter le pourcentage de couverture forestière. Dans ce qui suit, nous allons citer un exemple pour montrer qu'il y a toujours des possibilités d'utilisation de la main-d'œuvre rurale pour aller vers une afforestation et améliorer les environnements naturels de la production agricole.

En 1976, dans un village du district de *Ying Shang*, dans la province de *Anhui*, la production de céréales par *mu* était de moins de 50 kilos et le revenu par personne en moyenne par année était de seulement 100 yuans. Le chef du village encourageait les paysans à construire des infrastructures hydrauliques afin de réaliser une afforestation. Jusqu'à la fin des années 80, ils ont créé au total 40 820 mètres de rideau protecteur des cultures et le

125. Annuaire statistique rural de la Chine, 1994, p. 12.

126. Guailai Dai (1991), *Cherchant le rêve de la réforme*, édition du peuple de la province de Sichuan, Chengdu, p. 122.

pourcentage de couverture forestière a augmenté de 6,9 % à 30 %. Par rapport aux zones n'ayant pas de rideaux d'arbres, dans les champs protégés par le rideau protecteur, la vitesse moyenne du vent par jour a baissé de 47,6 %, l'humidité relative a augmenté de 7,1 % et l'évaporation de l'eau du sol a diminué de 28 % et l'évapotranspiration a diminué de 34 %. En raison de l'amélioration de l'environnement naturel, en 1990, la production de céréales par *mu* atteignait 1030 kilos, soit 20 fois plus qu'en 1976. Le revenu par personne en moyenne par année dans ce village atteignait 900 yuans, soit 8 fois plus qu'en 1976. En 1990, ce village a été cité en exemple par l'Administration des Nation Unies pour l'environnement international.¹²⁷

4. La formation

4. 1. La faible qualité de la main-d'œuvre rurale empêche leur transfert

Les trois membres du Comité national de la CCPPC (Conférence consultative politique du peuple chinois) ont exprimé leurs inquiétudes sur la qualité des paysans dans la région rurale en Chine lors de la 5^{ème} session du 10^{ème} Comité national à Beijing¹²⁸ :

D'après Ye Liancai le manque de personnes spécialisées dans les différents domaines est un problème primordial dans la région rurale en Chine.

Selon Li Huadong, le développement de la formation professionnelle agricole est un élément clé pour la modernisation agricole. Cependant, l'insuffisance de l'investissement sur l'éducation, l'irrationalité des cours établies et le problème de la qualité de l'équipe d'enseignement empêchent d'obtenir ce développement attendu.

D'autre part, Wang Cangde fit comprendre qu'actuellement en Chine, il y a 0.0491 techniciens agricoles tous les cents *mu* de terre labourée et 0.023 techniciens agricoles pour 100 paysans. Cependant, dans les pays développés, il y a 1 technicien agricole pour tous les cents *mu* de terre labourée et il y a de plus en plus d'agriculteurs qui atteignent l'éducation supérieure (de 45 % à 65 %).

¹²⁷. Katusuhiko Hama (1982), China's agricultural production responsibility system, China Newsletter, N° 40, Septembre-Octobre.

¹²⁸. Dépêche d'Agence de Xinhua, 05/03/2007.

« Dans un certain sens, le surplus de population en Chine est l'effet d'une population moins qualifiée ». ¹²⁹ En 2005, la population en Chine qui a atteint l'éducation supérieure ne représente que 5 % de la population totale pour 37,4 % au Canada et 32,3 % aux Etats-Unis. Quant à la population rurale, son niveau d'éducation en général est encore moins élevé (cf. tableau 3.13).

Tableau 3.13 : Niveau d'éducation de la main-d'œuvre rurale en Chine (10000 ; %)

Année	Main-d'œuvre rurale	Illettré ou Très peu...	Primaire	Collège	lycée	Ecole supéri
1983	34690	35.50	36.13	22.37	5.72	0.27
1984	35968	33.54	36.73	23.35	6.09	0.29
1985	37065	27.87	37.13	27.69	6.06	0.35
1986	37990	26.14	38.02	28.58	6.87	0.39
1987	39000	24.99	38.40	29.39	6.79	0.43
1888	40067	24.83	37.47	30.37	6.84	0.49
1989	40939	22.57	38.67	31.41	6.81	0.54
1990	42010	20.73	38.86	32.84	6.96	0.61
1991	43093	16.91	39.54	35.23	7.60	0.72
1992	43802	16.20	39.05	36.21	7.82	0.72
1993	44256	15.29	38.21	37.43	8.20	0.87
1994	44654	14.68	37.19	38.59	8.51	1.03
1995	45042	13.47	36.62	40.10	8.61	1.20
1996	45288	11.23	35.52	42.83	8.91	1.51
1997	45962	10.10	35.11	44.31	8.91	1.57
1998	46432	9.56	34.48	44.98	9.15	1.83

¹²⁹ Qiusheng Zhang, Kewu Lei (2008), *La recherche du transfert de la main d'œuvre rurale excédentaire en Chine*, Edition de l'agriculture chinoise, p.54.

1999	46897	8.96	33.66	46.05	9.37	1.96
2000	47962	8.09	32.22	48.07	9.31	2.31
2001	48229	7.69	31.14	48.89	9.65	2.63
2002	48527	7.59	30.63	49.33	11.9	0.56
2003	48971	7.39	29.94	50.24	11.79	0.64

Source : China Yearbook of Rural Household Survey, 2002; China Rural Statistical Yearbook

Selon le tableau, de 1983 à 2003, le niveau d'éducation de la main-d'œuvre rurale a été amélioré, et la main-d'œuvre rurale illettrée a diminué de 35,5 % à 7,39 % ; les diplômés de l'école primaire ont baissé de 36.13 % à 29.94 % ; les diplômés du collège ont largement augmenté de 22.37 % à 50.24 % ; les diplômés de l'école supérieure ont légèrement augmenté de 0.27 % à 0.64 %.

Le niveau moyen d'éducation de la main d'œuvre rurale reste encore faible, car en 2003, le niveau du collège et le niveau primaire représentaient ensemble encore 80.18 %. Le tableau suivant justifie également ce problème (cf. tableau 3.14) :

Tableau 3.14 : Le niveau moyen d'éducation de la famille rurale

La taille de la famille	Personne	Toute la Chine	Est	Centre	Ouest
		4.00	3.89	3.88	4.28
Analphabétisme et Semi-lettré	Personne	0.29	0.27	0.27	0.34
Ecole primaire	Personne	0.81	0.73	0.88	0.79
Collège	Personne	1.02	1.02	1.01	1.02
Lycée	Personne	0.16	0.18	0.13	0.16

Source : <http://www.agri.gov.cn/sjzl/baipsh/WB2005.htm#31> 24/04/2006

Le résultat d'une enquête faite par le Bureau de statistiques de Chine en 2007 dans la province de Liaoning a montré que le niveau du revenu d'un foyer agricole dépend sensiblement du niveau de son éducation (cf. tableau 3.15).

Tableau 3.15 : La comparaison de revenu entre les foyers agricoles ayant différents niveaux d'éducation (Foyer, %)

Niveau de l'éducation	Nombre de fo	Pourcentage	Revenu mensuel moins de 2000 yuan	Revenu mensuel plus de 3000 yuan	Revenu de premier sec
Collège ou inférieur	1578	78,9	52,15	21,99	66,1
Lycée ou équivalent	331	16,6	47,74	22,66	59,21
Université ou supérieur	91	4,5	36,27	37,36	29,67

Source : <http://www.stats.gov.cn>

4.2 Les actions prises par le gouvernement concernant la formation

Pour améliorer la qualité de la main-d'œuvre rurale, le gouvernement central et les gouvernements locaux de niveaux différents ont effectué une série d'action.

4.2.1. Le Projet national du « Certificat Vert »

Le « Certificat vert » est une attestation qualificative de connaissance et de compétence en précisant les conditions nécessaires pour un travail technique agricole.

Date de mise en place :

16/11/1993 par le Ministère de l'Agriculture.

Document politique :

« Avis sur la mise en place du 'Certificat Vert' » (Transmis par le Conseil des affaires d'Etat)

Travail de pré-pilote :

A partir de 1990, le Ministère de l'Agriculture a essayé de mettre en place le Certificat de qualification technique des paysans (ou Certificat Vert). Jusqu'en 1993, il y a plus de 300 points d'essai de district répartis dans 27 provinces (régions autonomes et municipalités administratives) qui ont formé plus de 200 000 paysans, dont plus de 60 000 ayant obtenu le Certificat Vert.

Contexte :

1). Une partie de la stratégie de l'éducation de la technologie agricole

Le ministère de l'Agriculture avait l'intention de former trois équipes grâce à trois systèmes de formation dans les années à venir :

- Grâce à la formation technique pratique, vulgariser la science et la technologie aux paysans afin de former une équipe de travailleurs maîtrisant la technologie d'enrichissement ;

- Grâce à l'application de projets, apporter la formation professionnelle aux paysans ayant la base culturelle du collège ou lycée, afin de développer une équipe pouvant jouer un rôle de cheville ouvrier de la technologie ;

- Grâce à la formation secondaire destinée aux paysans, former une équipe de cadres du village et des techniciens agricoles qui s'adapteront bien au besoin du développement économique à la campagne.

2). A cause du faible niveau des paysans en sciences et technologie, le taux d'application de la réalisation scientifique et technologique agricole est inférieur à 40 %.

3). Le système du Certificat Vert est utilisé par les pays occidentaux et fut une réelle réussite.

Les objectifs et les tâches :

- 1) Dans 10 ans, il faut établir le système de « certificat vert » pour la plupart des postes de travail dans les zones rurales.
- 2) Etablir un système efficace d'évaluation de la formation

- 3) Pendant le 8ème plan quinquennal (1991-1995), il faut former 2 millions de paysans ayant le « certificat vert » ; Jusqu'à 2000, il faut former de 8 à 10 millions de paysans, dont une personne tous les vingt foyers.
- 4) En 2000, le taux d'application de la réalisation scientifique et technologique agricole doit passer la barre des 60 % dans les zones rurales.

Les étapes d'application du Projet « certificat vert » :

Etape 1 : 1993-1995, période de préparation

Pendant cette période, il faut renforcer le leadership organisationnel, explorer et résumer l'expérience des pilotes, élaborer des procédures et les méthodes de gestion et mettre au point le matériel pédagogique.

Etape 2 : 1996-2000, période de la pleine application du système « certificat vert »

Cette phase sera axée sur les activités de formation à grande échelle qui consiste à faire travailler les paysans formés du « certificat vert » pour la promotion de la science et la technologie agricole.

Etape 3 : à partir de 2001, période d'amélioration et de renforcement en avantage

A partir de 2001, il faut continuer à améliorer et renforcer le Projet de « certificat vert ». La formation sur la technologie agricole sera progressivement standardisée et systématique dans les zones rurales en Chine.

Le champ d'application du système « certificat vert » :

Cela comprend l'agriculture, l'élevage vétérinaire, la pêche, les machines agricoles, la gestion des coopératives économiques rurales, l'énergie rurale, la protection de l'environnement en milieu rural, etc.

Objet de formation :

Les personnes du système de services sociaux agricoles, les cadres du village, les foyers (ménages) spécialisées, foyers de démonstration de technologie et les agriculteurs travaillant dans les postes du travail technique possédant le niveau culturel du secondaire.

La condition pour obtenir le certificat vert :

Pour la connaissance professionnelle de chaque poste de travail, il faut apprendre de 3 à 5 cours d'environ 300 heures au totale. Pour certains postes de travail ayant un long cycle de production et une demande de niveau technique relativement haut, il faut que les candidats aient au moins deux ans d'expérience professionnelle.

Les organismes de formation :

Les différentes échelles d'écoles des adultes et organismes de formation, tel que les écoles agricoles de radio télédiffusion, les écoles secondaires de la technologie agricole (du district), les écoles de mécanisation agricole, les écoles culturelles et techniques des adultes dans les communes ou les bourgs, les centres d'extension et formation des technologies agricoles et les écoles professionnelles en milieu rural.

Les ressources financières :

Les frais de formation sont venus en partie de la subvention du gouvernement central, des gouvernements locaux de niveaux différents et d'un autre autofinancement des comités du village. Pour les paysans, la formation est gratuite. De 1989 à 1999, le gouvernement central et les gouvernements locaux ont subventionné au total 250 millions de yuans et l'autofinancement des comités du village était de 180 millions yuans. Le volume de subvention des gouvernements locaux dépend de l'attitude de chacun sur sa formation. Par exemple, de 1989 à 1999, la province de Hebei a financé au total 16.1 millions de yuans, dont le gouvernement provincial 2.5 millions de yuans, les municipalités 3.85 millions de yuans, les districts 3.15 millions de yuans, les communes 400 000 de yuans et les villages 1.2 millions de yuans. Dans la province de Shanxi, au début des années 90, la subvention du gouvernement provincial pour la formation de certificat vert a diminué 280 000 yuans au début des années 90 à 100 000 yuans en 1999.

Les caractéristiques de ce projet :

- 1) C'était le premier plan national de la formation technique agricole proposé par le Ministère de l'agriculture et soutenu par le Conseil des affaires d'Etat en Chine
- 2) Les décideurs de ce projet national ont bien compris que la formation est un moyen clé pour élever la qualité culturelle et scientifique de la main-d'œuvre rurale et promouvoir le développement de l'économie agricole en Chine.
- 3) Deux ans de période d'essai afin d'obtenir une expérience préliminaire.
- 4) Le projet a tiré profit de l'expérience réussie de l'étranger.
- 5) Le plan est complet et les phases sont claires

Les gouvernements locaux et le Projet de « Certificat vert »

Pour mettre en application le Projet de « certificat vert », les gouvernements locaux ont établi leur objectifs et pris des mesures nécessaires.

Exemple 1 : Province de Henan

Le gouvernement de la province de Henan a transmis le 16 juin 1994 le « Rapport concernant la mise en application du projet de certificat dans notre province » proposé par le département de l'agriculture de la province de Henan.

Selon le rapport du département de l'agriculture, les objectifs et les tâches du projet de certificat dans la province de Henan sont :

1) En suivant de près la disposition générale, Henan établira dans 10 ans le système de « certificat vert » pour la plupart des postes de travail dans la région rurale et le système ayant un lien entre pré-service, éducation et formation continue.

2) Pendant le 8^{ème} plan quinquennale, Henan formera 8 000-10 000 personnes dans le cadre du projet de certificat vert. En 2000, Shanxi formera au total de 40 000 à 60 000 paysans qui seront la force principale concernant la technologie agricole.

3) En 2000, le taux d'application de la réalisation scientifique et technologique agricole doit augmenter de 30 % (actuel) à 50 %.

Exemple 2 : Province de Yunnan

Le gouvernement de la province de Yunnan a transmis le 28 avril 1997 « les avis d'application du projet de certificat dans la région rurale de la province de Hunan » proposé par le Département de l'agriculture de la province de Hunan.

Selon ce document, les objectifs et les tâches de Yunnan sont :

De 1979 à 2000, Yunnan va former 400 000 paysans de « certificat vert », cela veut dire que dans chaque village il y aura environ dix « épines dorsales » de technologie agricole. Avec cette force principale, le taux d'application de la réalisation scientifique et technologique agricole doit augmenter pour atteindre environ 60 % (contre 30 % actuel).

Selon ces deux exemples, nous pouvons voir que le projet national de certificat vert a donné des réponses positives aux gouvernements locaux.

Pour le projet de certificat vert, les gouvernements locaux de district jouent les rôles de coordination, d'organisation et d'évaluation. Les deux exemples suivants nous aideront à mieux le comprendre.

Exemple 3 : District de Xiayi, Province de Henan

Le District de Xiayi a commencé la formation pour « le certificat vert » en 1991 comme un point d'essai du Ministère de l'agriculture. En 1993, le gouvernement local a officiellement lancé le projet de certificat vert dans le district de Xiayi. En 1995, Xiayi est entré dans la phase de la pleine application du certificat vert. A partir de 1999, le projet du certificat vert est entré dans la phase de normalisation et d'institutionnalisation, dont 2 classes de 70 places par commune ou bourg par an, et 3 000 personnes au total pour les 24 communes et bourgs dans tout le district. La stratégie de la formation dans ce district est d'entrer dans les bourgs et les villages, de faire focus sur le développement industriel et de mettre l'accent sur l'intégration de la formation, la démonstration, la promotion et le service.

Ayant 28 professeurs, l'école agricole de la radio et de la télévision de Xiayi est la force principale de l'éducation pour le certificat vert dans son district. Pour appliquer le

projet de certificat vert à Xiayi, l'école a lancé des actions efficaces : 1) la création du Bureau spécial de projet du certificat vert avec la participation du bureau de l'agriculture, du bureau de l'éducation, du bureau de l'élevage et du bureau de la finance du District de Xiayi ; 2) Emission sur la chaîne de télévision de Xiayi : « 30 minutes de technologie agricole » ; « Agriculture de Xiayi sur la Radio de Xiayi. 3) 323 points de démonstration de production agricole dans Xiayi.

Début de 2011, 3115 personnes se sont inscrits sur 48 classes dans tout le district.

Exemple 4 : District de Xichou, province de Yunnan

En 2009, le District de Xichou a investi 135 000 yuans pour le projet de certificat vert, avec 25 classes de 11 spécialités qui ont été créées dans 21 villages repartis dans 9 communes.

Jusqu'à fin 2009, dans le district de Xichou, 1 326 personnes ont participé à la formation, et 997 personnes ont obtenu le certificat vert.

« Avec les connaissances que j'ai acquises pendant la formation, j'ai planté 2 *mu* de légumes de contre saison et gagné plus de 6000 yuans, dont plus de 2 000 yuans/mu par rapport au légume de la saison normale », dit He Dengyou, un villageois du village de Xiixinmin. (http://yunnan.yunnan.cn/html/2010-01/06/content_1034519.htm)

Dans le district de Xichou, le contenu de la formation du projet du certificat vert sont riches et pratiques :

La plantation : le riz de haute qualité, le maïs de haute qualité, le blé de haute qualité, les petits haricots de haute qualité, les légumes, la plantation de la pomme de terre d'hiver à haut rendement sans labour, le tabac...

L'élevage : les techniques d'élevage du cochon, de la vache, de la chèvre et du boulet, les techniques de la sériciculture, la culture des poissons dans la rizière et l'étang et l'élevage en cage de poissons dans les réservoirs.

Les machines agricoles : le soudage électrique, la conduite des machines agricoles,

La gestion d'économie agricole : la gestion financière rurale

Entre décembre 2008 et mars 2009, Wenshan a rencontré une rare sécheresse dans son histoire. Pour réduire les dommages des paysans, le gouvernement local a mobilisé des experts et des professeurs des écoles professionnelles pour qu'ils aillent en première ligne donner des conseils aux paysans et les former sur place.

Les mesures de soutien

Pour assurer l'application du projet de certificat vert, les gouvernants des différentes échelles ont pris des mesures nécessaires.

Exemple de Yunnan :

Dans la province de Yunnan, tous les 6 mois, les districts doivent rendre un rapport au gouvernement provincial.

Sur la fiche de statistique qui traduit la situation de la formation pour le certificat vert, il y a des cellules comme : volume d'investissement ; nombre de candidats et nombre de diplômés de chaque type d'organismes de formation ; la composition des candidats et les informations sur les formateurs (nombre de formateurs qui se sont déplacés sur place pour aider les paysans et combien de livres et de documents électroniques ont été distribués aux paysans sur place...) (tableau 3.16)

1) Comprendre la connaissance de base de la plantation agricole moderne telle que la production des cultures, le traitement des semences agricoles, l'effet de serre de la lumière du soleil, le greffage et l'élagage des fruitières ; maîtriser initialement le traitement des semences agricoles et le greffage et l'élagage des fruitières.

2) Comprendre les techniques de plantation des cultures agricoles courantes dans la province de Shanxi (maïs, blé, soja, avoine et coton, etc.)

3) Comprendre les techniques de plantation des plantes médicinales et des cultures horticoles (tomate, piment, noyer, jujubier, bupleurum et astragales, etc.)

4) Distinguer correctement les herbes fourragères qui conviennent bien à Shanxi (luzerne, sorgho fourrager, herbe du Soudan, adsurgen, etc.)

5) Maîtriser les races de bétail et de volaille courantes ainsi que les techniques d'élevage (bovin de boucherie, vache, cochon, lièvre, boulet, canard)

Conseils Pédagogiques :

1) Les professeurs emmèneront les étudiants pour pratiquer les greffes et les élagages des arbres fruitiers

2) Choisir la saison convenable pour aller interviewer les producteurs agricoles et apprendre les techniques de la plantation de maïs, blé, soja, avoine, tomate, piment, buplerume et astragale. Les étudiants peuvent aussi acquérir des connaissances sur la plantation avec leurs parents pendant les vacances.

3) Les étudiants peuvent designer les tableaux pour noter les caractéristiques et les différences de certaines herbes fourragères, tel que la luzerne, le sorgho fourrager, l'herbe du Soudan et l'adsurgen.

Exemple de Neimenggu :

Le département de l'éducation de la région autonome de Neimnggu a publié les plans de cours par références pour orienter l'éducation du certificat vert dans sa région (cf. tableau 3.17)

Tableau 3.17 : Plan du cours de « plantations spéciales »

Unités	Heures totales	cours	heures
Unité 1 : Grandes cultures	6	Leçon 1 : Semences	1 heure
		Leçon 2 : Maïs spécial de haute qualité	1 heure
		Leçon 3 : Plantation des maïs cieux	1 heure
		Leçon 4 : Sorgho à brassage	1 heure
		Leçon 5 : Techniques de la culture de haricots	1 heure
		Leçon 6 : Technique de la culture de pomme de terre sans virus	1 heure
		Leçon 7 : La culture standardisée de riz	1 heure
		Leçon 8 : La culture et la cuisson du tabac	1 heure
Unité 2 : Les plantes fourragères	6 heures	Leçon 9 : La connaissance de base de la luzerne	1 heure
		Leçon 10 : La culture de la luzerne	1 heure
		Leçon 11 : La connaissance de base de la chicorée	1 heure
		Leçon 12 : La culture de la chicorée	1 heure
		Leçon 13 : La connaissance de base de l'adsurgen	1 heure
		Leçon 14 : La culture de l'adsurgen	1 heure
Unité 3 Les plantes médicinales	6 heures	Leçon 15 : La connaissance de base de la réglisse	1 heure
		Leçon 16 : La culture de la réglisse	1 heure
		Leçon 17 : Radix isatis	1 heure
		Leçon 18 : La fabrication de Radix isatis	1 heure
		Leçon 19 : La gentiane	1 heure
		Leçon 20 : La culture de la gentiane	1 heure
Unité 4 Fruitiers et légumes	7 heures	Leçon 21 : La culture du concombre de serre au début du printemps	1 heure
		Leçon 22 : La culture d'aubergines de serre en automne et hiver	1 heure
		Leçon 23 : La culture en serre des haricots d'hiver	1 heure
		Leçon 24 : La culture de cerasus	1 heure
		Leçon 25 : La culture et l'élagage des raisins	1 heure
		Leçon 26 : La gestion sur le terrain de raisin	1 heure
		Leçon 27 : La culture des prunus armeniaca linn	1 heure
Unité 5 Les fleurs	4 heures	Leçon 28 : La culture de glaïeul	1 heure
		Leçon 29 : La culture de lily	1 heure
		Leçon 30 : La culture de salvia	1 heure
		Leçon 31 : La culture de rose	1 heure
Total	32 heures	32 leçons	32 heures

Source : Département de l'éducation de la région autonome de Neimenggu, 2001

Résultat de la formation

En 2001, en Chine, il y a au total 1994 districts qui ont appliqué le projet du certificat vert, dont le taux de couverture était de 69.8 %, 13 millions de personnes ont participé à la formation et 6 millions ont obtenu le certificat. L'éducation pour le certificat vert a apporté une augmentation de revenu aux paysans. Le revenu des personnes formées est 30 % supérieur à ceux qui n'ont pas participé à la formation. Le revenu des villages ayant fait la formation est de 24 % supérieur à ceux qui ne l'ont pas fait.

Jusqu'en 2005, en couvrant plus de 2000 districts, le projet de certificat vert a été effectué dans 31 provinces, municipalités et régions autonomes et a formé plus de 20 millions de personnes, dont plus de 10 millions qui ont obtenu le certificat.

Jusqu'en 2008, dans la province de Henan, 1 420 000 personnes ont obtenu leur certificat vert, dont 800 réalisations scientifiques et technologiques agricoles ont été généralisées. 48 000 paysans formés sont désormais en foyer spécialisé ou foyer de démonstration de technologie agricole, 43 000 personnes formées ont été embauchées comme professionnels dans le système de service agricole et 39 000 sont devenus les cadres de la commune ou du village. Selon une enquête organisée par le Département de l'agriculture de la province de Henan dans le district de Xiayi, le revenu moyen des paysans formés est plus de 24.7 % supérieur à celui des paysans n'ayant pas reçu de formation.

Dans la province de Yunnan, de 1993 à 2003, les écoles agricoles à travers la radio et la télévision ont pu former 420 000 personnes avec le certificat vert.

4.2.2. Le projet de formation technique du jeune agriculteur

C'est un nouveau projet de formation lancé en 1999 par le Ministère de l'agriculture, le Ministère de la finance et le Comité central de ligue des jeunes. 1999-2000 est la période d'essai dans 494 districts, soit 17.5 % des districts en Chine et 2001-2005 est la période de pleine application.

Pour lancer et orienter ce projet national, 3 dossiers politiques ont été publiés de 1999 à 2000 par les trois organismes gouvernementaux :

- « Les avis sur les travaux de projet pilote de formation technique du jeune agriculteur » (1999)
- « Les méthodes de gestion du projet de formation technique du jeune agriculteur » (2001)
- « Les règlements de réalisation et d'exploitation du projet de formation technique du jeune agriculteur » (2001)

L'objectif principal

L'objectif principal de ce projet est de promouvoir le développement agricole à travers l'amélioration de la qualité de la main-d'œuvre et l'utilisation de la technologie agricole. Par rapport au projet de certificat vert lancé en 1993 par le Ministère de l'agriculture, ce nouveau projet se présente à travers les points suivants :

1) la taille de la formation est différente : le projet de certificat vert a tenté de former de 8 à 10 millions de personnes sans limite d'âge avant la fin de l'année 2000 et 20 millions de personnes avant la fin de l'année 2010. Pour le projet de formation technique de jeune agriculteur, l'objectif est de former 5 millions de « jeunes » agriculteurs avant fin 2005, soit un jeune agriculteur formé par groupe de foyers paysans dans un village (il y a plus de 690 000 villages en Chine et 10 groupes de foyers paysans en moyenne dans chaque village).

2) la demande de la formation est différente. Le projet de certificat vert est mis en place pour former les paysans à acquérir des connaissances en technologie agricole afin de sortir de la pauvreté. Celle du projet de formation technique de jeune agriculteur est effectuée pour former les représentants de la force productive avancée ou les experts de la haute qualité de l'agriculture dans les zones rurales.

Les domaines destinés à l'application du projet :

Cela couvre l'agriculture, l'élevage, la transformation des produits agricoles, la mécanisation agricole, l'exploitation et la gestion de l'agriculture, l'énergie et la biologie rurale, etc.

Pour bien orienter la direction de la formation, le ministère de l'agriculture a donné les indications suivantes :

1) Dans les 13 zones principales de la production de céréales fixées par le ministère de l'agriculture, la formation doit se concentrer sur la promotion de la technologie agricole afin d'augmenter le volume et la qualité de la production de blé, de riz, de maïs, de soja, etc. Il faut surtout mettre l'accent sur la promotion des technologies de pointe et des espèces dominantes fixées par le ministère de l'agriculture ainsi que les gouvernements des provinces.

2) Dans les zones des industries avantageuses telles que celles de coton, de colza, de pomme, d'orange, de canne, de lait, de bovin et d'ovin, de produits aquatiques, etc... il faut se focaliser sur celles-ci pour la formation.

3) Pour les autres zones, la formation doit se concentrer sur la production de céréales secondaires spéciales et l'agriculture caractéristique.

Les demandes de base aux destinations de la formation :

Ce sont les jeunes agriculteurs de moins de 40 ans, diplômés du collège au minimum, au moins 2 ans d'expérience professionnelle agricole et un certain niveau de production, d'exploitation et de gestion de l'agriculture. Il faut prêter attention aux cadres du village, militaires démobilisés, foyers spécialisés agricoles, ménages de la démonstration de la technologie, aux femmes et aux minorités.

Les aides financières :

De gouvernement central à gouvernement local de district, la proportion des aides financières sera : 1 :1 :0.5 :0.5. Par exemple, quand le gouvernement central subventionnera pour chaque district d'essai 200 000 yuans, le gouvernement de Province, le gouvernement de région et le gouvernement de district devront subventionner respectivement 200 000

yuans, 100 000 yuans et 100 000 yuans. Jusqu'en 2001, le gouvernement central a prévu un fond spécial pour ce projet et les gouvernements locaux doivent préparer les fonds de contrepartie d'un montant de 140 millions de yuans.

Wen Jiabao, vice premier ministre, a indiqué sur le projet de formation technique du jeune agriculteur : « Pour réaliser la modernisation agricole en Chine, nous avons besoin d'un grand nombre d'agriculteurs de haute qualification. A partir de maintenant, il faut commencer à former en masse les nouveaux types de paysans connaissant la technologie, connaissant l'exploitation et les transformer en ossature de l'édification de la nouvelle campagne du nouveau siècle. »

Exemple : District de Ningwu en Province de Hunan

En 1999, le gouvernement du district de Ningwu a publié « l'Annonce de la mise en place en Ningwu du projet de formation technique du jeune agriculteur » et a créé le groupe pilote.

Composition du groupe pilote :

Les conseillers :

M.Lei Bingqian, Agronome au Département provincial de l'agriculture de Hunan ;

M.Wang Xinmin, Directeur du bureau de la recherche scientifique et de l'éducation, Département provincial de l'agriculture de Hunan ;

Wen Weihong, secrétaire adjoint de comité du parti communiste du district de Ningwu.

Chef du groupe pilote :

M.YU Yajun, chef adjoint de district chargé de l'agriculture

Chefs adjoints du groupe pilote :

M.LI Youcheng, chef du bureau de l'agriculture de district de Ningwu

M.YU Liming, chef du bureau de la finance de district de Ningwu

M. YU Zhijun, secrétaire de ligue des jeunes du district de Ningwu

Division du travail :

Le Bureau de l'agriculture du district de Ningwu :

- Les lieux de la formation et les bases du stage
- Les contenus de la formation et l'équipe de formation
- Les manuels et les documents de formation
- Les points de démonstration
- L'accueil des étudiants et la vie quotidienne de la formation

Bureau de finance du bureau du district de Ningwu :

- La ressource de la finance et la surveillance de l'utilisation des fonds de la formation

Le comité de ligue des jeunes du district de Ningwu

- La mobilisation d'avant la formation et le suivi d'après la formation
- Communication avec les médias

Les fonds :

Le ministère des finances en 1999 : 200 000 yuans

Le département provincial des finances de Hunan en 2000 : 200 000 yuans

Le bureau des finances du district de Ningwu, de 1999 à 2002 : 400 000 yuans

Les gouvernements des communes et les stations de technologie agricole sont mobilisés pour offrir des aides financières.

Les principaux sujets de la formation à Ningwu :

- La culture de riz de haute qualité
- La culture des arbres fruitiers
- La culture des légumes
- L'élevage du bétail et des volailles
- Les poissons et les élevages spéciaux
- La transformation des aliments

Les saisons de la formation :

La période de cours théoriques a lieu d'octobre à mars de l'année suivante et les cours pratiques et stages sont organisés pendant la période de haute saison de mai à octobre.

Les supports pédagogiques :

- « La technologie de l'industrie de plantation » : 5230 exemplaires ; « La technologie de l'industrie d'élevage » : 5230 exemplaires ; « Les lois et les règlements agricoles » : 5230 exemplaires (édités par la province de Hunan).

- « L'exploitation des avantages de la ressource rurale et la formation des talents pratiques » édité par le Département provincial de la ressource humaine de Hunan : 2000 exemplaires ;

- « La connaissance scientifique des femmes rurales » édité par La fédération des femmes de province de Hunan : 2000 exemplaires

- « Le service domestique rural » et « La gestion familiale » : 180 exemplaires (édités par le Ministère de l'agriculture).

- « Le manuel des paysans » : 2000 exemplaires

- « La technologie pratique de la plantation », « La technologie pratique de l'élevage » et « La technologie pratique de la transformation des produits agricoles » : 1200 exemplaires (édité par le centre de l'éducation agricole de la province de Hunan).

- « La compilation des matériaux d'enseignement du projet de formation technique du jeune agriculteur dans le district de Ningwu » : 5230 exemplaires ;

- « La compilation des matériaux d'enseignement du projet de formation technique du jeune agriculteur dans le district de Ningwu » : 5230 exemplaires ;

- « La compilation des matériaux du stage du projet de formation technique du jeune agriculteur dans le district de Ningwu » : 5230 exemplaires ;

- Les autres documents de formation : 20 000 exemplaires

Les classes et les profils des étudiants :

Une classe est d'environ 50 personnes et la durée est de 10 à 15 jours. De 1999 à 2002, 5230 personnes ont été formées.

1999 (de juillet à décembre) : 15 classes de 15 jours, 1350 personnes/formation

2000 : 45 classes de 10 à 15 jours ;

2001 : 60 classes de 10 à 15 jours ;

2002 : 47 classes de 10 à 15 jours

Parmi les 5230 personnes formées, 2769 possèdent un diplôme du lycée ou encore plus haut (soit 52.9 %), 2461 possèdent un diplôme du collège (soit 47.1 %) et l'âge moyen est de 32.1 ans. La durée moyenne des expériences professionnelles agricoles est de 14,5 ans et les femmes représentent 40.8 % des personnes formées.

Les effets de la formation :

1) Augmentation du taux de riz de haute qualité

En 2000, le taux de riz de haute qualité a augmenté de 16.7 % par rapport à 1999 ;

2) Développement rapide des petites zones d'élevage spécial

Avec l'aide des experts du bureau d'élevage du district, 9 points de démonstration d'élevage ont été créés en 2000. En 2001, dans la commune de Shuangfupu, le revenu moyen net par personne de la vente des cochons au bacon a augmenté de 400 yuans par rapport au chiffre de 2000. Dans la commune de Huaminglou, les foyers spécialisés en élevage des poissons d'ornement ont augmenté à 70 en 2011.

3) Augmentation de la surface des cultures industrielles

Après avoir transmis 98500 mu de rizière pour la plantation des cultures industrielles, la surface de cette dernière a atteint 334550 mu en 2001, soit 5.5 % de plus qu'en 2000.

De 1999 à 2006, le projet de formation technique du jeune agriculteur est appliqué dans 1256 districts répartis dans 31 provinces, dans les régions autonomes, les municipalités, et a formé au total 3 500 000 jeunes agriculteurs.

4.2.3. Projet national de la formation des nouveaux paysans

Ce projet est lancé en 2006 par le Ministère de l'agriculture et le Ministère de la finance

Ressource de la finance :

Le ministère de la finance subventionnera 100 millions de yuans pour les 10 000 villages ciblés, donc chacun obtiendra 10 000 yuans.

Objectifs :

Elever la compétence des paysans occupés, promouvoir le développement agricole et améliorer le revenu des paysans.

Les principes de la formation :

« Focus sur les secteurs dominants, former les paysans professionnels, enseigner et conseiller dans les villages, développer un produit (ou un secteur) représentatif par village » (09/03/2006, Quotidien du peuple)

Les objets de la formation :

Chaque village doit sélectionner plus de 40 paysans qui travaillent dans le domaine agricole et leur revenu principal est venu de la production et de l'exploitation agricole.

Les demandes aux organismes de la formation :

La formation collective dans chaque village ne doit pas être inférieure à 15 jours et les orientations sur place ne doivent pas dépasser 15 fois.

Les organismes de la formation :

- Les écoles agricoles ;
- Les instituts de la recherche agricole
- Les centres de la promotion de la technologie agricole
- Les coopératives agricoles
- Les entreprises clés de l'industrialisation agricole

« Les districts sélectionnés pour appliquer le Projet national de la formation des nouveaux paysans doivent définir des experts pour choisir les organismes de la formation selon un processus ouvert, équitable et impartial avec la méthode d'appel d'offre » (Source : « Avis du ministère de l'agriculture et du ministère de la finance sur la mise en œuvre de la formation de la technologie aux nouveaux paysans »).

Nous avons bien remarqué que c'était la première fois que les ministères concernés demandent aux gouvernements locaux de sélectionner les organismes de la formation avec la méthode d'appel d'offre. (voir un exemplaire du document d'appel d'offre pour sélectionner les organismes de la formation publiée par le District de Dunhua, Province de Ji Lin).

新型农民科技培训项目培训机构招标公告

根据《吉林省 2008 年新型农民科技培训工程的实施方案》(吉农科字[2008]202 号), 我市为 2008 年新型农民科技培训工程项目实施市, 分配下达 55 个村的培训任务, 为了圆满完成上级下达的培训任务, 现对该项目实施单位进行公开招标, 特将有关事宜公告如下, 欢迎有意向的培训机构参加投标。

一、项目名称

2008 年度敦化市新型农民科技培训项目。

二、项目概述

敦化市新型农民科技培训项目建设是对 55 个村进行新型农民科技培训, 按照“围绕主导产业、培训专业农民、进村办班指导、发展“一村一品”的要求, 采取政府买单到村、培训落实到人、机构招标确定、过程规范管理的管理机制, 以从事农业生产经营的专业农民为重点, 以村为基本实施单元, 开展农业生产技能和相关知识培训, 提高广大农民的生产能力和经营水平, 为发展现代农业、扎实推进社会主义新农村建设提供智力支撑和人才保障, 项目具体内容如下:

- ①共 55 个村作为新型农民科技培训示范村, 每村选取 40 名以上农民作为培训基本学员。
- ②集中培训时间累计不得少于 15 天, 现场指导不少于 15 次。
- ③重点培训专业农民从事主导产业的产前、产中、产后的生产技能和标准化生产、农产品质量安全知识, 以及生态环境、经营管理、政治理论、惠农政策、法规等内容。
- ④每村培训不少于 40 个从事主导产业的专业农民, 使其掌握从事主导产业的生产技术要领, 达到增收致富目的。

三、招标范围

新型农民科技项目招标面向各类农业技术推广机构, 农业广播电视学校、科研机构、大专院校和农业产业化龙头企业等单位。

三、投标人要求

- 1、具备承担农民科技培训必需的专业师资力量(农业专业中级职称以上)、教学设施设备等基本条件;
- 2、具有农民培训工作经验和较好的业绩;
- 3、能够组织教师或科技人员进村办班开展培训工作;
- 4、能够根据农时季节进村指导, 按农民要求为农民提供农业生产和技术服务。

五、时间及要求

此次招标时间为 2008 年 2 月 15 日-2 月 25 日, 竞标单位需提交竞标书一式两份。

六、联系单位: 敦化市农业局农业科

联系电话: 6222265

联系人: 郑冬 颜克启

二〇〇七年二月十二日

Dans ce document d'appel d'offre, nous pouvons voir des articles tels que « titre du projet », « description du projet », « objets du projet », « les demandes aux candidats », « les documents à fournir » et « les dates limites et les contacts ».

Après une évaluation ouverte, le Centre de la promotion de la technologie agricole de Dunhua et la Station de la promotion de la technologie des produits aquatiques de Dunhua ont été choisis comme les organismes de la formation.

Avec les accords du gouvernement du district de Dunhua, les deux organismes sélectionnés ont établi les contenus de la formation. Ils sont les suivants :

- 1) les techniques standards de la plantation ;
- 2) les techniques de la fertilisation par l'analyse des sols ;

- 3) les techniques de la production standardisée des herbes médicinales chinoises, des champignons comestibles et des cultures industrielles ;
- 4) les techniques d'élevage et de l'antiépidémique ;
- 5) les politiques et règlements ruraux, la gestion rurale et les informations sur le marché des produits agricoles ;
- 6) l'utilisation des nouvelles semences, nouveaux pesticides, nouveaux engrais, nouvelles technologies et nouvelles machines.

Exemple du District de Ningyang de la province de Shandong

Réseau de l'éducation et de l'emploi :

Un réseau de l'éducation et de l'emploi des adultes est créé par le centre de l'éducation professionnelle du district, le centre de l'éducation des adultes de la commune et les stations de la culture et des technologies du village.

Les tâches principales :

L'éducation et la formation des paysans, l'orientation professionnelle, la recommandation des emplois.

Les actions :

La création de la base de données des mains-d'œuvres rurales du district de Ningyang. Cette base de données rassemble 326 000 travailleurs ruraux de 16 à 50 ans.

Les classes professionnelles sur place :

Commune de Geshi, zone de production de fruits : classe de formation à la production fruitière ; Commune de Fushan, zone de production de céréales : classe de formation à la technologie de plantation agricole ; Commune de Dongshu, zone de production de coton : classe de formation à la filature de coton et tissage ; Commune de Jiangji, zone potentielle d'élevage : classe de formation à l'élevage.

4.2.4. Projet de formation « certificat bleu » des entreprises agricoles

Le ministère de l'agriculture a lancé le projet national de formation « certificat bleu » pour les entreprises agricoles en Chine. Ce projet est destiné à former les employés des entreprises agricoles.

Contexte :

1) En 2004, il y avait au total 870 millions de population rurale, dont 480 millions de main-d'œuvre rurale. La main-d'œuvre rurale qui a suivi la formation professionnelle ne représentait que 9.1 % de la main-d'œuvre rurale totale.

2) Dans les 5 à 10 ans à venir, ce sera la période de pointe de l'offre en main-d'œuvre rurale.

3) Dans les 5 à 10 ans à venir, le besoin d'ouvriers-paysans de bonne qualité dans les industries secondaires et tertiaires aura une tendance à la hausse

Les principaux contenus de ce projet de formation :

1) La formation de la main-d'œuvre agricole ayant l'intention de travailler dans les entreprises agricoles de leur zone, la connaissance de l'emploi, la compétence professionnelle ainsi qu'une éthique professionnelle.

2) Le renforcement de la formation des nouveaux travailleurs dans les entreprises agricoles en se concentrant sur la situation de base d'entreprise, la qualité de base des emplois, la connaissance et les compétences de base du poste de travail et l'éthique professionnelle.

3) La formation des entrepreneurs, des gestionnaires, du personnel technique et des autres emplois.

Objectifs de la formation :

Jusqu'à la fin 2008, il faut arriver à former

1) 5 millions de main-d'œuvre rurale destinée à travailler dans les entreprises rurales, soit 1 million par an.

2) 10 millions de nouveaux emplois dans les entreprises rurales, soit 2 millions par an. Ainsi, les nouveaux employés ne pourront pas commencer leur travail dans une entreprise sans le certificat bleu.

3) 130 millions d'emplois où pendant 5 ans, tous les employés des entreprises rurales doivent être formés au minimum une fois.

4) 4 millions d'entrepreneurs et le personnel technique.

Pour assurer la mise en application du Projet de formation « certificat bleu » des entreprises agricoles, les tâches sont distribuées de l'échelon supérieur aux échelons inférieurs (voir les tableaux 3.19 et 3.20)

Tableau 3.19 : Les objectifs de la formation de la carte bleue : 2004-2008 (10 000)

Région	Formations selon les commandes des entreprises	Préformation en entreprise	On -the -job -training	Région	Formations selon les commandes des entreprises	Préformation en entreprise	On -the -job -training
Toute la Chine	100	200	2656	Toute la Chine	100	200	2656
Beijing	0.37	1.6	20	Hubei	4.76	9.6	128
Tianjin	0.42	1.8	26	Hunan	5.74	11.6	154
Hebei	5.87	1.3	170	Guangdong	5.41	17.6	23.5
Shanxi	2.57	4.8	60	Guangxi	4.35	5.6	74
Neimenggu	1.65	2.8	36	Hainan	0.63	0.4	6
Liaoning	2.48	7.0	96	Chongqing	2.65	2.4	32
Jilin	1.63	3.0	40	Sichuan	7.35	10	132

Heilongjiang	2.22	2.4	30	Guizhou	3.52	2.4	34
Shanghai	0.35	2.6	34	Yunnan	3.85	4.4	60
Jiangsu	5.14	14.6	194	Xizang	0.24	0.5	0.5
Zhejiang	3.81	14.8	198	Shaanxi	3.04	6.0	80
Anhui	5.64	7.0	100	Gansu	2.24	2.6	34
Fujian	2.45	8.6	114	Qinghai	0.38	0.38	4
Jiangxi	3.58	4.8	66	Ningxia	0.45	0.8	10
Shandong	7.12	21.0	287.5	Xinjiang	1.33	1.0	16
Henan	8.65	14	186				

Source : Ministère de l'Agriculture (2004)

Tableau 3.20: Les objectifs de la formation de la carte bleue de la province de Shanxi : 2004 (10 000)

	Formations selon les commandes des entreprises	Préformation en entreprise	On -the -job -training	Total
Toute la province	2.9	5.1	62	70
Taiyuan	0.25	0.45	5.5	6.2
Datong	0.25	0.45	5.5	6.2
Yangquan	0.20	0.40	5.0	5.6
Changzhi	0.30	0.50	6.0	6.8
Jincheng	0.25	0.45	5.5	6.2
Shuozhou	0.20	0.40	5.0	5.6
Xinzhou	0.25	0.45	5.5	6.2
Jinzhong	0.30	0.50	6.0	6.8
Lulian	0.30	0.50	6.0	6.8
Linfen	0.30	0.50	6.0	6.8
Yuncheng	0.30	0.50	6.0	6.8

Source : Département de l'Agriculture de la province de Shanxi (2004)

4.3. La force de la formation professionnelle des paysans

4.3.1. Les moyens de la formation professionnelle sous la direction du Ministère de l'agriculture

En Chine, les écoles radiophoniques et télévisuelles de l'agriculture représentent la force principale de formation des paysans dans les régions rurales.

Les écoles radiophoniques et télévisuelles de l'agriculture sont sous la direction du Ministère. Elles se constituent d'une école centrale, de 38 écoles de niveau provincial, de 309 écoles au niveau de la préfecture, de 2273 écoles au niveau du district et de plus de 200000 classes dans les bourgs et communes.

Les missions des écoles radiophoniques et télévisuelles de l'agriculture sont les suivantes :

- Ecole centrale

L'école centrale joue un rôle de centre d'organisation, de gestion, d'éducation et de formation. Elle s'occupe de la création du plan pédagogique référentiel, de la coordination des cours communs, de la préparation des sujets d'examen, de la rédaction des manuels et de la diffusion des cours radiophoniques et télévisuels au niveau national.

- Ecoles de niveau provincial

Selon la situation de la province, les écoles de niveau provincial sélectionnent les cours communs diffusés par l'école centrale et préparent le plan pédagogique exécutif. Elles s'occupent en même temps de la création du plan pédagogique, de la coordination des enseignements, de la rédaction des manuels, des évaluations des cours et de la remise des diplômes dans le cadre de la province.

- Ecoles au niveau de la préfecture

Selon les dispositions de l'école au niveau provincial, les écoles au niveau de la préfecture dirigent et coordonnent les travaux des écoles au niveau du district et jouent un rôle intermédiaire.

- Ecoles au niveau du district

Selon les dispositions des écoles supérieures (niveau provincial et niveau de la préfecture, les écoles au niveau du district organisent la logistique de la formation, les forces pédagogiques, le recrutement et la gestion des étudiants, les cours, l'évaluation et les stages).

- Les classes dans les bourgs et communes

Ce sont des points d'éducation et de formation créés par les écoles au niveau du district.

Les caractéristiques de la formation orientée et organisée par les écoles radiophoniques et télévisuelles de l'agriculture sont :

1) De mettre l'accent sur l'éducation secondaire professionnelle. Elles s'occupent également de la formation « carte verte » et de la formation à la technologie pratique.

2) Les deux types d'enseignement : l'enseignement par le média et l'enseignement en face à face. Pour la première, cela peut être la radio, la télévision, les cassettes, les CDs, et les vidéos. Les programmes d'enseignement de l'école centrale sont diffusés par China National Radio, China Central Television et China Educational Television, durant plus de 30 heures par semaine. Concernant la deuxième, les écoles au niveau du district et les classes dans les bourgs et les communes choisissent des enseignants ou des experts pour expliquer des points difficiles des cours ou répondre aux questions pratiques des étudiants.

3) Les frais de scolarité qui sont en moyenne de seulement 10 % de ceux de l'éducation secondaire normale. Cela convient bien au niveau de revenu des paysans dans la région rurale.

4) Que ce genre d'éducation et de formation permet d'éviter le déplacement des paysans de leur village à leurs lieux de formation.

4.3.2. La force de la formation professionnelle sous la direction du Ministère de l'Education

En Chine, une autre force importante de la formation professionnelle des paysans est constituée par les écoles agricoles placées sous la direction du Ministère de l'Education : les écoles supérieures rurales, les écoles professionnelles rurales, les écoles rurales de formation

professionnelle, les écoles secondaires rurales et les écoles primaires rurales (cf. tableau 3.21).

Tableau 3.21 : Situation générale de l'éducation professionnelle rurale (1995-2008)

Les écoles supérieures rurales

	1995	2000	2005	2006	2007	2008
Nombre d'écoles	4	3	3	2	2	2
Diplômés	203	400	26	1845	916	641
Etudiants admis	484	400	978	1116	1073	972
Etudiants au total	966	800	3086	2130	2209	2137
Professeurs permanents	146	100	130	130	129	129

Source : *China Rural Statistical Yearbook*, 2009

Les écoles professionnelles rurales

	1995	2000
Nombre d'écoles	453	381
Diplômés	55670	69926
Etudiants admis	87020	58742
Etudiants au total	191769	164793
Professeurs permanents	10055	11673

Source : *China Rural Statistical Yearbook*, 2009

Les écoles rurales de la formation professionnelle (1995-2008 ; 10 000)

	1995	2000	2005	2006	2007	2008
Nombre d'écoles	38.5	48.6	16.7	15.1	15.3	13.8
Diplômés	7035.4	9047.1	4793.2	4520.6	4670.3	4358.2
Etudiants admis	5437.3	7744.7				
Etudiants au total	4748.7	6209.6	3729.3	3842.4	3787.7	3694.8
Professeurs permanents	13.6	14.6	10.9	10.3	10.3	10.1

Source : *China Rural Statistical Yearbook*, 2009.

Les écoles secondaires rurales (1995-2008; 10 000)

	1995	2000	2005	2006	2007	2008
Nombre d'écoles	3821	2622	2582	2071	2047	2154
Diplômés	38.4	19.5	75.1	79.7	115.7	75.9
Etudiants admis	34.1	18.6				
Etudiants au total	40.7	25.2	53.7	53.3	67.0	56.0
Professeurs permanents	0.9	0.8	0.8	0.6	0.6	0.9

Source : *China Rural Statistical Yearbook*, 2009.

Les écoles primaires rurales (1995-2008; 10 000)

	1995	2000	2005	2006	2007	2008
Nombre d'écoles	16.7	16.0	6.1	5.4	4.8	4.8
Diplômés	754.0	493.5	297.7	273.3	226.2	234.9
Etudiants admis	669.4	442.6				
Etudiants au total	763.7	473.5	307.5	263.2	222.7	235.1
Professeurs permanents	5.6	4.5	4.4	4.1	3.9	4.7

Source : *China Rural Statistical Yearbook*, 2009.

En 2008, il y avait 137 800 écoles rurales de la culture et technologie des adultes et 374 900 points (ou classes) de l'éducation et formation qui ont participé la formation de la technologie pratique rurale (cf. tableau 3.22).

Tableau 3.22 : La situation de la formation de la technologie pratique rurale réalisée par le système de l'éducation (sous la direction du Ministère de l'éducation) : 2008

	Main-d'œuvre Rurale occupée (10 000)	Main-d'œuvre rurale formée (10 000)	Taux de la formation
Toute la Chine	47640	4358.22	9.15%
Beijing	313.4	90.41	28.85%
Tianjin	183.8	57.75	31.42%
Hebei	2846.5	258.42	9.08%
Shanxi	1062.4	107.74	10.14%
Neimenggu	698	18.6	2.66%
Liaoning	1153.6	131.05	11.36%
Jilin	700.9	52.64	7.51%
Heilongjiang	949.4	60.5	6.37%
Shanghai	218.8	44.89	20.52%
Jiangsu	2661.9	409.71	15.39%
Zhejiang	2318.2	349.92	15.09%
Anhui	2997.9	31.15	1.04%
Fujian	1325.6	114.68	8.65%
Jiangxi	1678.6	20.11	1.20%
Shandong	3857.9	332.55	8.62%
Henan	4814.6	457.39	9.50%
Hubei	2030.6	63.93	3.15%
Hunan	3027.7	16.89	0.56%
Guangdong	3235.4	45.83	1.42%

Guangxi	2276.7	14.69	0.65%
Hainan	269.3	14.38	5.34%
Chongqing	1378.3	226.73	16.45%
Sichuan	3879	281.8	7.26%
Guizhou	1982.1	258.32	13.03%
Yunnan	2096.5	502.56	23.97%
Xizang	112.4	0	0
Shaanxi	1441.6	137.5	9.54%
Gansu	1095.6	80.33	7.33%
Qinghai	189.4	29.02	15.32%
Ningxia	214.6	8.2	3.82%
Xinjiang	425.3	140.51	33.04%

Source : Ministère de l'éducation, 2009.

4.4. Les problèmes et les solutions de la formation de la main-d'œuvre rurale

4.4.1. L'éducation relative au développement durable rural n'est pas intégrée dans les actions de formation

« La dégradation de l'environnement agricole et la forte pollution des produits agricoles limitent le développement durable de l'agriculture et réduisent la compétitivité internationale des produits agricoles de notre pays, mais aussi nuisent à la santé et à la vie des gens. » (Wen Jiabao, vice premier ministre en 2001).

- Aggravation de « non-point de source de la pollution agricole »

La pollution « non-point de source » (non-point source pollution) est due aux engrais, aux pesticides, à l'élevage du bétail, aux bâches en plastique, aux ordures et aux eaux usées, etc.

En Chine, l'exploitation des ressources foncières est près de la limite. Ainsi, l'utilisation des engrais et des pesticides est devenue le meilleur moyen pour améliorer le

niveau de productivité des terres. La Chine est maintenant le pays qui utilise le plus d'engrais dans le monde. Par exemple en 2004, le volume d'utilisation d'engrais était de 46.37 millions de tonnes, soit 30 % de l'engrais azoté utilisé dans le monde. Le volume d'utilisation des engrais en Chine est de 40 tonnes/km² par an et le seuil de sécurité est de 22.5 tonnes/km² par an des les pays occidentaux.

La Chine est aussi le pays qui utilise le plus de pesticides. En 1983, le volume d'utilisation de pesticides était de 862 000 tonnes et cela a augmenté à 1325000 tonnes en 2003.

En Chine, le taux d'utilisation effectif d'engrais n'est que de 30 %-35 % et celui des pesticides n'est que d'environ 30 %. L'utilisation intensive et le taux de déperdition ont causé une pollution agricole grave des sources non ponctuelles.

Ces dernières années, le film plastique est utilisé de plus en plus par l'agriculture en Chine. En 2003, le volume d'utilisation de film plastique agricole était de 60000 tonnes en Chine.

En Chine, on élève chaque année 14 000 millions de volailles, 1000 millions de porc, 200 millions de têtes de bétail, 600 millions de chèvres, ce qui produit environ 2000 millions de tonnes de fumier. Cependant, le taux d'utilisation du fumier n'est que de 49 % et le fumier est devenu l'origine de la pollution des nutriments des végétaux.

- Pollution grave des entreprises rurales

Depuis la mise en place de la politique économique et l'ouverture vers l'extérieur, les entreprises rurales se sont développées rapidement et ont apporté une contribution significative pour accélérer le processus d'industrialisation, absorber la main-d'œuvre rurale excédentaire et promouvoir la modernisation agricole. Cependant, ces entreprises rurales font preuve d'un mépris important pour les ressources naturelles et l'environnement. En région rurale, il y a un grand nombre de petites usines réparties dans le domaine du placage, de la fabrication de papier, de la raffinerie et de la métallurgie qui sont caractérisées par un équipement désuet, une technologie arriérée et pas d'installation de dépollution.

La plupart des entreprises rurales se situent en milieu rural. Les gaz résiduels, les eaux usées et les déchets rejetés pendant le processus de production pénètrent directement dans l'environnement agricole. Par rapport à 1989, les entreprises rurales ont produit, en 2007, beaucoup plus de polluants, soit +121 % en eau industrielle, +246 % de CO₂, +23 % de SO₂, +56 % de fumée, +182 % de poussière industrielle et +552 % de déchet solide industriel¹³⁰. En 2007, il y avait environ 10 millions d'hectares de terre labourée qui ont été pollués par les gaz résiduels, les eaux usées et des déchets industriels.

- Usage irrationnel des ressources

La Chine est un pays qui manque de ressources en général. Cependant, le développement agricole n'est pas orienté vers l'utilisation des ressources avec un recyclage intensif. L'utilisation extensive des ressources a non seulement restreint le développement de l'économie de l'agriculture, mais a aussi conduit à une dégradation environnementale supplémentaire.

En ce qui concerne les ressources en eaux, le volume d'utilisation agricole et rurale représente 80 % de la totalité en Chine, mais la surface d'irrigation économe ne représente qu'un tiers. L'irrigation au goutte à goutte et l'irrigation par aspersion représentent seulement 2 % de la surface totale d'irrigation.

Le fumier du bétail et de la volaille est un bon engrais de ferme et peut être considéré comme une ressource agricole. En Chine, 80 % des fermes d'élevage d'échelle sont situées dans la région côtière de l'est et les grandes villes dans lesquelles la population est plus concentrée et la ressource en eau relativement riche. Dans ces régions, le taux de retour du fumier aux champs est bas et le volume de la pollution causée par le fumier est le même que la pollution industrielle totale en Chine.

La paille est une ressource énergétique spéciale dans la région rurale. En Chine la ressource de la paille représente environ 50 % de la ressource énergétique de la biomasse, mais le taux d'utilisation est de seulement de 33 % et le reste est normalement brûlé.

¹³⁰ Qingyuan Tong, Wangfeng Li, Hong Li (2007), *Le développement durable dans la zone rurale*, China Social Publishing House, p. 3.

Il y a des ressources minérales abondantes dans le sud-est et le nord de la Chine. Néanmoins, l'extraction sans règlement ou plan a causé ces dernières années l'effondrement des strates, l'érosion des sols et les destructions liées aux inondations.

- La détérioration générale de l'environnement dans les zones rurales

Maintenant en Chine, plus de 70 % des rivières et des lacs sont pollués à divers degrés. Selon les statistiques du Bureau national de la protection environnementale, 34 % de l'eau domestique dans les zones rurales n'atteint pas la norme sanitaire et cela concerne 360 millions de personnes appartenant à la population rurale.

La surface irriguée par les eaux usées a augmenté de 4000 km² en 1978 à 30000 km² en 2003.

La Chine est le pays où l'érosion des sols est la plus grave au monde. L'érosion des sols est de 5000 millions de tonnes par an, ce qui représente 20 % de l'érosion totale du sol mondial.

Les causes de la détérioration de l'environnement économique dans les zones rurales sont :

- Un développement économique basé sur le modèle de croissance extensive.

Dans les régions rurales, l'industrie rurale s'est caractérisée par l'exploitation extensive de faible niveau technologique et, ce, aux dépens de l'environnement.

En fait, la consommation élevée et la forte pollution de l'industrie rurale sont causées par le faible niveau d'éducation et de connaissances scientifiques et technologiques de la main-d'œuvre. Limitée par son niveau d'éducation, la main-d'œuvre rurale n'est pas intéressée par les nouvelles technologies et par les nouveaux produits.

- Le contenu technique dans le domaine agricole est insuffisant :

En Chine, le taux de conversion des réalisations scientifiques et technologiques dans l'agriculture en force productive n'est que de 30 %-40 % et le taux de généralisation des réalisations scientifiques et technologiques converties est de seulement 30 %. Quant au ratio de contribution scientifique et technique, celui-là est inférieur de 30 % à 40 % par rapport aux pays occidentaux¹³¹.

¹³¹ Taizhu, Zhang, Qingguo Xu (2002) : Réflexion sur les modèles et les méthodes de l'industrialisation agricole, *La recherche des cultures*, N°1.

Solutions :

Les Nations Unies ont déclaré vouloir mettre en œuvre l'éducation au développement durable dans la période 2005-2014. Les gouvernements des différents pays dans le monde se sont vus demander d'intégrer l'éducation au développement durable dans leurs stratégies et leurs actions éducatives.

On ne peut pas imaginer un développement économique ou social à long terme sur une planète où les ressources naturelles sont en danger d'être épuisées. La compréhension de la liaison entre la vie sur terre, les ressources naturelles et la fragilité de cette liaison constitue le cœur de l'éducation au développement durable.

L'éducation au développement durable porte sur 4 aspects : l'amélioration de l'éducation de base ; l'intégration de l'éducation au développement durable dans le système actuel d'éducation ; la création de la compréhension et la conscience de toute la société sur le développement durable ; la formation.

4.4.2. Le focus de la formation professionnelle en Chine est loin de la formation agricole

Le développement de l'économie agricole et le développement durable rural ont besoin que le système de l'éducation professionnelle forme des nouveaux paysans possédant des connaissances et des compétences en agriculture moderne. Cependant, non seulement dans les écoles professionnelles urbaines, mais aussi dans les écoles professionnelles rurales, le focus de la formation est de plus en plus éloigné de l'agriculture. « Dans les écoles agricoles de niveaux différents, les étudiants inscrits dans la spécialité agricole et les étudiants diplômés qui souhaitent travailler dans le secteur agricole sont de moins en moins nombreux. »¹³². La formation en Chine est dans l'état inquiétant de « désertier l'agriculture »¹³³. La ville de Zhuzhou dans la province de Hunan a une population de 3.769

¹³² Shuishan Li (2008), Les études sur le sujet de l'éducation des paysans en Chine, *Education supérieure de l'agriculture*, N°9.

¹³³. Wenming He (2008), L'éducation professionnelle et le développement rurale, *Education et profession*, N°3.

millions, dont 2.976 de population rurale. Dans cette ville, la structure des trois secteurs est de 12.5 : 51.5 : 36, cependant les écoles professionnelles sont toutes déclinées vers le secteur secondaire et le secteur tertiaire (cf. le tableau 3.23).

Tableau 3.23 : La structure des écoles professionnelles à Zhuzhou: 2003-2006

Année	Recrutement des étudiants dans le secteur primaire		Recrutement des étudiants dans le secteur secondaire		Recrutement des étudiants dans le secteur tertiaire	
	Quantité	%	Quantité	%	Quantité	%
2003	36	0.3	3588	25.7	10359	74.1
2004	0	0.0	4246	24.9	12813	75.1
2005	0	0.0	5728	27.5	15073	72.5
2006	0	0.0	4162	24.4	12897	75.6

Source : Bureau de l'éducation de la ville de Zhuzhou, 2007

La situation d'ensemble de l'éducation de la Province de Hunan n'est pas non plus favorable (cf. le tableau 3.24 ; le tableau 3.25).

Tableau 3.24 : Situation des instituts agricoles dans la province de Hunan (2005-2007)

	Nombre de spécialités agricoles pures	Nombre des étudiants	Nombre des étudiants/an
Institut professionnel de biologie et mécanisation de Hunan	7	663	221
Institut professionnel d'environnement biologie de Hunan	4	422	141
Institut de technologie professionnelle Yongzhou	3	170	57
Institut de technologie professionnelle Huaihua	4	149	50
Institut de technologie professionnelle Yueyang	1	73	25
Institut de technologie professionnelle Xiangxi	1	51	17
Institut de technologie professionnelle Yiyang	1	71	24
Institut de technologie professionnelle Ludi	1	23	8

Source : Service de l'éducation professionnelle et des adultes du Département de l'Education de la province de Hunan

Tableau 3.25 : Fiche statistique des étudiants dans les écoles non-professionnelles agricoles(1) et les instituts professionnels agricoles (2) (2005-2008)

	2005	2006	2007	2008
Nouveaux étudiants de la spécialité agricole	1757	2085	1583	3158
(1) Nouveau étudiants au total de la province de Hunan	67984	76580	58579	54152
Pourcentage des étudiants de la spécialité agricole	2.58	2.72	2.70	5.83
Nouveaux étudiants de la spécialité agricole	447	542	693	976
(2) Nouveau étudiants au total de la province de Hunan	88430	105196	120786	128767
Pourcentage des étudiants de la spécialité agricole	0.51	0.52	0.57	0.76

Source : Service de l'éducation professionnelle et des adultes du Département de l'éducation de la province de Hunan

Etant une province agricole importante, « *Hunan a besoin chaque année d'environ 10000 diplômés en technologie agricole, cependant les possibilités ne sont que d'un peu plus de 6000* ». ¹³⁴

Un autre point que nous devons soulever est que l'éducation supérieure agricole et la recherche en agriculture ne sont pas intégrées au développement agricole. Elles « ne participent pas à l'élaboration de la stratégie du développement agricole, ni n'apportent de soutien technique aux paysans ». En effet, depuis longtemps, l'éducation agricole en Chine se caractérise par une éducation d'élite. L'éducation agricole forme surtout des professeurs et des chercheurs, mais pas des paysans qualifiés.

Pour renforcer l'éducation et la formation agricole, la Chine peut s'inspirer des expériences accumulées par la France :

¹³⁴ Daomu Pang et wensheng Chen (2008), *Forum agricole 2009 à Hunan – Changde*, Maison d'édition de Hongqi.

1) Une autorité compétente claire. En France, le Ministère de l'Agriculture coordonne l'éducation et formation agricole, dont la nomination des directeurs des écoles professionnelles agricoles et des écoles supérieures agricoles ; la distribution des subventions ; les programmes des spécialités et des cours ; la gestion du personnel. Le Ministère de l'éducation est seulement responsable de la cohérence entre les diplômes de l'éducation agricole et les diplômes de l'éducation normale. Cela peut éviter le phénomène de « chacun s'y prend comme il l'entend » et le gaspillage des ressources de l'éducation agricole.

2) Une évolution des spécialités selon les besoins du développement agricole. En France, pour s'adapter aux besoins du développement agricole, l'éducation agricole améliore sans cesse sa propre structure et crée de plus en plus de spécialités. Maintenant, et hormis les écoles traditionnelles d'agriculture, d'élevage et de sylviculture, il y a aussi des écoles de machinisme agricole, de transformation des produits agricoles, de vente, de protection et de développement de variétés améliorées de bétails, d'aménagement des terres, de protection de l'environnement, d'entretien des forêts, de gestion agricole, de service agricole et de tourisme agricole.

3) Une mise en pratique. Les écoles agricoles en France accordent une grande importance aux aspects pratiques. Elles utilisent pleinement les fermes ou les ateliers de l'école, encouragent les étudiants à participer aux travaux de production réels et encouragent les étudiants à faire des stages en entreprises. Quant au gouvernement, à travers l'élaboration de lois et de politiques pertinentes, il exige que toutes les entreprises agricoles acceptent des étudiants pour leur stage et une variété de besoins d'apprentissage.

4) Des formes flexibles d'éducation. Le système d'éducation et de formation agricole en France est composé par l'enseignement secondaire professionnel, l'éducation supérieure agricole et la formation professionnelle agricole. En plus de l'éducation formelle, la France développe vigoureusement l'éducation et la formation professionnelle pour les adultes. Pour s'adapter aux besoins des paysans, les formes de la formation professionnelle sont riches et diverses :

- Selon la durée : il y a des formations à court terme de 20 heures à 120 heures et des formations à long terme de 120 heures à 1200 heures ;
- Selon la forme : il y a des formations à temps plein, semi-partiels et partiels ;

- Selon les objets : il y a des classes d'apprentissage de jeunes ruraux, de femmes rurales et de chefs d'entreprises agricoles ;

- Selon les objectifs : il y a des formations de base de l'agriculture destinées aux jeunes ruraux sans emploi ; des formations de changement de métiers destinées aux paysans ayant accepté une formation agricole mais souhaitant se former aux nouvelles technologies et à la gestion pour se développer dans un nouveau secteur ; des formations professionnelles spécialisées destinées aux paysans travaillant dans des secteurs spéciaux et souhaitant suivre l'évolution de la technologie dans leurs domaines ; des formations de promotion destinées aux paysans souhaitant avoir un diplôme de niveau plus haut.

Considérant le fait que l'agriculture est liée de manière étroite aux saisons, dans la haute saison agricole, la formation à court terme est prédominante. En hiver, qui est une période relativement calme pour les paysans, c'est la formation à long terme qui joue le rôle le plus important.

4.4.3. Une négligence d'amélioration de la qualité globale des paysans

La formation de la main-d'œuvre rurale orientée et organisée en Chine se concentre sur la formation technique mais néglige l'amélioration de la qualité globale des paysans. En Chine, la durée moyenne de l'éducation de la main-d'œuvre rurale est seulement d'environ 7.5 ans, ce qui est de loin inférieure à celle de la main-d'œuvre rurale dans les pays développés (cf. tableau 3.26).

Tableau 3.26 : La durée de l'éducation de la main-d'œuvre-rurale en Chine : 1990-2005

Années	Durées	Années	Durées
1990	5.41	1999	6.63
1991	5.72	2000	6.67
1992	5.91	2001	6.82
1993	6.01	2002	6.88
1994	6.13	2003	6.92
1995	6.36	2004	6.93
1996	6.47	2005	7.11
1997	6.55	2006	7.30
1998	6.63	2007	7.80

Source : *Annuaire statistique de Chine*.

En France, plus de 7 % des paysans possèdent un diplôme d'enseignement supérieur et plus de 60 % des jeunes paysans ont un diplôme d'enseignement professionnel secondaire ; en Allemagne, 7 % des paysans possèdent un diplôme d'enseignement supérieur et 53 % des paysans ont bénéficié de 2 à 3.5 ans de formation professionnelle ; au Japon, 5.9 % des paysans ont un diplôme d'enseignement supérieur, 74.8 % sont diplômés du lycée et 19.4 % sont diplômés du collège.

Solution :

A long terme, pour renforcer la qualité de la main-d'œuvre rurale, il faudrait tout d'abord mettre l'accent sur l'éducation de base dans la région rurale. Les jeunes élèves dans les écoles rurales constitueront la force principale de main-d'œuvre rurale dans le futur et la qualité de leur éducation de base est un élément clé pour la qualité de leur éducation future.

En réalité, les paysans eux-mêmes souhaitent également renforcer l'éducation de base dans les régions rurales. Selon une enquête auprès d'experts de l'agriculture, l'importance de l'éducation obligatoire dans la région rurale pour les paysans se situe seulement après la condition sanitaire et le traitement médical (cf. tableau 3.27).

Tableau 3.27 : Les services publics les plus importants pour les paysans

Les services	Fréquence	Pourcentage (%)
Service fondamental de traitement médical	211	98.6
L'éducation obligatoire	199	93.0
Infrastructure	194	90.7
Garantie du niveau minimum de la vie	168	78.5
Le soutien de la technologie agricole	135	63.1
Le service de l'emploi	117	54.7
L'environnement biologique	101	47.2
La sécurité publique	99	46.3
L'aide financière	97	45.3
Le divertissement	75	35.0
L'aide à la justice	73	34.1
Le support informatique	63	29.4
Le service et la surveillance du marché	27	12.6
Le traitement public de crise	24	11.2
Les autres	06	2.8

Source : L'Institut de la recherche de la réforme et du développement de la Chine : « *Etat actuel et les problèmes du service public dans la région rurale* » - enquête auprès de 216 experts de la recherche agricole, 29/10/2007.

Actuellement dans les régions rurales, un phénomène doit particulièrement attirer l'attention de la société : l'éducation des enfants des ouvriers-paysans laissés dans les villages. En manquant de surveillance et d'aide directe de leurs parents, l'éducation de ces enfants rencontre des problèmes graves. Une enquête a montré que les enfants des ouvriers-paysans restant à la campagne sans l'accompagnement des parents travaillent dans l'ensemble moins bien que les autres enfants (cf. tableau 3.28)

Tableau 3.28 : La différence entre les élèves des familles « ouvriers-paysans » et les autres élèves (%)

	Les élèves dans les familles des ouvriers-paysans sont meilleurs (groupe 1)	Les autres élèves sont meilleurs (groupe 2)	Il n'y a pas de différence évidente entre les deux groupes
Capacité des études	12,4	57,3	30,2
Note des examens	9,5	66,5	23,9
Méthode des études	9,6	59,6	30,9
Capacité d'auto soin	46,0	24,8	29,1
Ampleur de la connaissance	8.5	60.0	31.4
Psychologique	16.5	57.6	25.9
Caractère	5.9	72.5	21.6
Compétence sociale	25.5	40.7	33.8
Adaptabilité	32.9	34.9	32.3

Source : Chen Guohua : « L'impression des enseignants du primaire et du secondaire dans les zones rurales » (une enquête organisée dans la province de Sichuan en mars 2009 auprès de 495 professeurs), Population de l'Ouest (Lanzhou), N°5, 2010.

Pour renforcer l'éducation de base dans la région rurale, outre l'augmentation de l'investissement gouvernemental, il faut également porter attention sur les points suivants :

Maintenant la force principale de l'éducation de base dans la région rurale est constituée par les « minban jiaoshi » (Ce sont les personnes qui enseignent dans les écoles,

notamment ceux des zones rurales, sans avoir été formellement employés en tant que professeurs de l'éducation publique), les professeurs suppléants et une minorité de professeurs diplômés d'écoles normales. Le niveau moyen du diplôme des enseignants dans les régions rurales est largement inférieur à celui des régions urbaines. En 2007, 58.3 % de professeurs travaillant dans les écoles primaires rurales possédaient un diplôme de bac + 3, par rapport à 85.3 % dans les écoles primaires urbaines. A cause des conditions de travail difficiles, la vie quotidienne et le niveau bas de rémunération, la plupart des jeunes diplômés de l'école normale ou non normale ne veut pas enseigner en région rurale. Selon une enquête sur la destination de travail des étudiants en 2005, 77.7 % des étudiants diplômés ont choisi de travailler dans les grandes ou moyennes villes, 27.4 % des diplômés sont allés travailler dans les chefs-lieux des districts ou les bourgs et seulement 1.9 % se sont installés pour travailler dans les villages. Dans ce cas, pour renforcer l'équipe d'enseignement, il faut améliorer les conditions de travail et de vie et élever les critères de rémunération pour les enseignants ruraux.

Dans les faits, il y a une grande différence des conditions de base des écoles rurales par rapport aux écoles urbaines.

En 2007, dans les écoles primaires et secondaires, il y a au total 335.8 million M² de surface d'immeubles en danger, dont 90 % en région rurale ; Dans la même année, les appareils du laboratoire dans les écoles primaires rurales, ne conviennent qu'à 53.1 % à la norme nationale par rapport à 73 % dans les écoles primaires en villes (cf. tableau 3.29).

Tableau 3.29 : Les problèmes les plus urgents à résoudre sur l'éducation rurale

Problèmes	Fréquence	Pourcentage (%)
Création d'un mécanisme stable d'investissement	185	88.5
Renforcement de la formation des enseignants	135	64.6
Amélioration du niveau de revenu des enseignants	126	60.3
Amélioration du taux de scolarité	52	24.9
Amélioration des conditions de base (infrastructures)	98	24.9
Autres	9	4.3

Source : Institut de recherche de réforme et de développement de la Chine : « *Etat actuel et les problèmes du service public dans la région rurale* » - enquête auprès 216 experts de la recherche rurale, 29/10/2007.

Chapitre IV : Formation et modèle du transfert de la main-d'œuvre rurale(2)

- 离土又离乡 (*Litu you lixiang*) : quitter la terre et la campagne

1 : La politique d'ouverture sur l'extérieur et les ouvriers-paysans

1.1 La politique d'ouverture sur l'extérieur

En Chine, depuis 1980, une série de mesures a été prise pour réaliser la politique d'ouverture sur l'extérieur et attirer les capitaux étrangers. A partir de 1980, le gouvernement chinois a créé successivement cinq zones économiques spéciales: Shenzhen, Zhuhai et Shantou au Guangdong, Xiamen au Fujian, ainsi que la province de Hainan;

En outre, depuis 1984, 14 villes côtières ont été ouvertes sur l'extérieur; il s'agit de Dalian, Qinhuangdao, Tianjin, Yantai, Qingdao, Lianyungang, Nantong, Shanghai, Wenzhou, Fuzhou, Guangzhou, Zhanjiang et Beihai.

En 1985, les deltas du Yangtsé et du Zhujiang, le triangle du Fujian du sud, les péninsules du Shandong et du Liaodong, le Hebei, et le Guangxi sont devenus des zones d'exploitation économique, formant ainsi une zone économique d'ouverture côtière.

En 1990, le gouvernement chinois a décidé d'ouvrir et d'exploiter la nouvelle zone de Pudong à Shanghai et d'ouvrir davantage un certain nombre de villes riveraines du Changjiang. Une zone ouverte du Changjiang avec Pudong comme tête de pont a ainsi été formée.

A partir de 1992, le gouvernement chinois a autorisé un certain nombre de villes frontalières et tous les chefs-lieux de provinces ou régions autonomes de l'intérieur à s'ouvrir sur l'extérieur. 13 zones franches, 32 zones d'exploitation économique et technique de niveau national et 52 zones d'exploitation de hautes et nouvelles technologies ont été mises sur pied dans certaines villes de grande et moyenne importance."¹³⁵

¹³⁵. *Chine 1995*, Nouvelle Etoile, Beijing, 1995, p. 70.

Les capitaux extérieurs utilisés par la Chine sont composés de crédits de pays étrangers et d'investissements directs d'hommes d'affaires étrangers. En 1994, la Chine a accéléré le rythme d'utilisation des capitaux étrangers. 47490 nouveaux projets d'investissement étrangers ont été ratifiés pour un montant d'investissement de type contractuel de 81,406 milliards de dollars américains. Sur ce montant, 45,8 milliards de dollars américains ont déjà été utilisés. Le montant d'investissement direct des hommes d'affaires étrangers a atteint 33,8 milliards de dollars américains.

De 1979 à 1994, la Chine a utilisé au total une somme effective de 181,4 milliards de dollars américains de capitaux étrangers dont 97,75 milliards d'investissement directs (cf tableau 4.1.)

Tableau 4.1. - Les investissements directs étrangers en Chine
Engagements souscrits et apports de capitaux (en millions de dollars EU)

Pays ou région investisseur	1979-1991		1990		1991		1992	
	Engagem ents souscrits	Apports effectifs de capitaux	Engagem ents souscrits	Apports effectifs de capitaux	Engagem ents souscrits	Apports effectifs de capitaux	Engagem ents souscrits	Apport effectif de capitaux
Hongkong, Macao	32 649	12 533	3 943	1 913	7 507	2 487	41 530	7 700
Taiwan	2 929	866	N.D.	N.D.	1 389	466	5 543	1 050
Etats-Unis	4725	2 663	358	456	548	323	3 121	511
Japon	3802	3 169	457	503	812	532	2 172	710
C.E.E.	2910*	1886*	221	144	700*	206*		169
Singapour	896	278	103	50	155	58	1 997	122
Corée du sud	199	56	N.D.	N.D.	137	40	417	119
Canada	315	65	15	8	31	11	316	58
Thaïlande	302	75	42	7	108	20	723	83
Australie	331	193	17	25	44	15	276	35
Royaume-Uni	738	319	119	13	132	35	287	38
Philippines	118	26	11	2	17	6	237	16
Allemagne	1079	382	46	64	558	161	130	89
France	601	416	12	21	10	10	289	45
Autre pays	3654	2 309	1 473	381	532	206		
Total tous pays	52 338	23 347	6 596	3 487	11 980	4 370	58 123	11 007

* Ces chiffres ne comptabilisent en 1991 que la R.F.A., le Royaume-Uni et la France.

Source : Ministère du commerce extérieur et de la coopération économique de Chine, 1993

Au fur et à mesure de l'augmentation des investissements étrangers, la création d'emplois pour la main-d'œuvre urbaine et rurale n'a cessé d'augmenter. En 1993, dans tout le pays, 10 million de personnes ont trouvé une place dans des entreprises coopératives sino-étrangères ou à capitaux uniquement étrangers.

Dans la province du Fujian, une des provinces les plus ouvertes vers l'extérieur, en 1993, 1,5 millions de travailleurs ont été engagés par des entreprises coopératives ou à capitaux uniquement étrangers, dont 600 000 provenant de la campagne¹³⁶.

Parce qu'elle avait attiré des capitaux étrangers, Dongwan, une petite ville de la province du Guangdong, avait plus de 60 % de ses travailleurs provenant d'autres régions (cf. Tableau 4.2.)

Tableau 4.2. - La situation des mains-d'œuvre venues des autres régions à *dongwan* de province du Gangdong (1986 ~ 1992)

Années	Capitaux étrangers réellement utilisés (en 100 millions de dollar U.S)	Main-d'œuvre venue d'autres régions (Unité : 10 000)	Mains-d'œuvre totale (Unité : 10 000)	% de main-d'œuvre venue d'autres régions
1986	0,15	15,6	67,8	23,0
1987	0,21	25,3	77,9	32,5
1988	0,58	36,9	91,1	40,5
1989	0,77	48,2	103,0	46,8
1990	0,89	65,6	121,3	54,1
1991	1,46	80,0	136,1	58,8
1992	3,23	114,0	170,8	66,7

¹³⁶. *Quotidien du peuple* (édition étranger), le 5 Avril, 1994.

Source : *la recherche de la population*, Beijing, N°2 1995, p. 53

Après l'entrée de la Chine dans l'OMC, le rythme de l'investissement étranger s'est accéléré et la Chine, surtout la région côtière Est est devenue l'« usine du monde » de la fabrication. (cf. tableau 4.3 ; tableau 4.4) En même temps un grand nombre de main-d'œuvre rurale excédentaire s'y est déplacé. « *Les ouvriers-paysans représentent 80 % de la main-d'œuvre totale des industries extractives et de la construction, 68 % des industries de la transformation et de la fabrication et 52 % du secteur tertiaire.* »¹³⁷

Tableau 4.3 : Evolution des investissements étrangers selon les régions en Chine
1996 - 2005 (en 100 millions de dollars)

Année	Région est		Région centrale		Région Ouest	
	Somme	%	Somme	%	somme	%
1996	365.38	86.11	39.24	9.46	10.08	2.43
1997	399.37	87.12	48.52	10.46	15.85	3.42
1998	413.34	88.59	44.84	9.50	13.74	2.91
1999	364.91	87.03	38.22	9.22	11.40	2.75
2000	370.28	87.07	37.92	9.02	12.23	2.91
2001	424.37	86.84	44.44	9.20	14.32	2.96
2002	458.75	86.43	51.87	9.88	14.11	2.69
2003	458.05	88.53	59.21	11.18	12.14	2.29
2004	522.10	88.10	66.80	11.00	17.40	2.90
2005	535.60	87.80	48.30	8.00	19.40	4.20

Source : Annuaire statistique de Chine

¹³⁷ Shangkui Qiao (2006), La contribution et la tendance du développement des ouvriers-paysans, Etudes de la stratégie de l'économie de Shandong , N°6.

Tableau 4.4 : Situation des investissements étrangers en Chine (jusqu'en 2007)

Pays et régions	Nombre des proje	Pourcentage (%)	Investissement réel (million dollars)	Pourcentage (%)
Total	632348	100	7907.47	100
Hongkong	285763	45.19	3085.33	39.02
Iles Vierges	18499	2.93	741.46	9.38
Japon	39688	6.28	617.24	7.81
U.S.A	54838	8.67	567.06	7.17
Taiwan (Chine)	75146	11.88	457.61	5.79
Corée du sud	46582	7.37	387.75	4.9
Singapour	16615	2.63	333.91	4.22
Angleterre	5834	0.92	147.81	1.87
Allemagne	5886	0.93	141.76	1.79
Iles Caïmans	2185	0.35	133.62	1.69
Samoa	5123	0.81	97.65	1.23
Pays bas	2131	0.34	83.99	1.06
France	3539	0.56	82.71	1.05
Macao	11553	1.83	76.51	0.97
Ile Maurice	1886	0.3	58.43	0.74
Autres	57080	9.03	894.62	11.31

Source : Ministère du Commerce de Chine, 2008

1.2. Les caractéristiques des ouvriers-paysans

En Chine, il existe deux canaux de transfert de la main-d'œuvre rurale vers les villes :

- Le transfert contrôlé strictement par un plan du gouvernement : « Nong zhuan Fei » (de paysan à citoyen). Selon le plan de chaque année, l'Etat recrute dans la région rurale les ouvriers, les étudiants et les soldats et installe les paysans dont les terres sont achetées par l'Etat. Pour la main-d'œuvre rurale recrutée par l'Etat, leur état civil rural sera changé en un état civil urbain, ils pourront profiter comme les citoyens, de l'emploi, du logement et des soins médicaux. De 1978 à 1993, 70 millions de personnes d'origine rurale ont été transférés dans les villes, dont la main-d'œuvre représentait 80 %.

- Le transfert spontané de la main-d'œuvre rurale excédentaire vers les villes. Au fur et à mesure de l'approfondissement de la réforme économique et du relâchement de la politique d'isolement urbain-rurale, la main-d'œuvre rurale excédentaire a commencé à migrer spontanément vers les villes.

En Chine, les mains-d'œuvre rurales quittant leur village et travaillant dans les grandes et moyennes villes (y compris les chefs-lieux des districts) sont considérées comme des transférés hors du site ou des individus « quittant la terre et le village ».

Dans les années 80, la quantité de la main-d'œuvre rurale travaillant dans les villes n'était pas encore importante. Pendant cette période, les paysans qui sont appelés « migrants aveugles » ne s'occupent que de travaux qui n'intéressent pas la main-d'œuvre urbaine, tels que la menuiserie, la maçonnerie, la réparation des vélos, la réparation des chaussures, le cardage du coton, le recyclage des déchets, le service domestique, etc. Vers la fin de 1989, la main-d'œuvre rurale excédentaire a commencé à se déplacer vers des villes en grande quantité et le phénomène de la « vague des ouvriers paysans » a commencé à attirer l'attention de la société chinoise (cf. tableau 4.5).

« A partir de 1996, il y a eu chaque année près de 150 millions de paysans qui constituent une main-d'œuvre rurale excédentaire, de plus, leur nombre a atteint 170 millions en l'an 2000. La plupart d'entre eux se sont 'écoulés' vers les grandes villes et ce « grand courant » est devenu à cet époque le principal facteur contribuant au développement de l'urbanisation en Chine. Cette importante tendance a été maintenue et elle continue jusqu'à présent. En 2008, on a compté dans tout le pays quelques 140 millions de Nongmingong (Ouvriers-paysans). » (<http://french.peopledaily.com.cn/Horizon/6984294.html>)

Tableau 4.5 : Situation du transfert de la main-d'œuvre rurale en 2006

Les provinces, régions autonomes et les municipalités	Nombre de villages enquêtés	La quantité de la population totale dans les villages enquêtés	La quantité de la main-d'œuvre dans les villages enquêtés	la quantité des ouvriers-paysans dans les villages enquêtés	Les ouvriers-paysans/la quantité de la main-d'œuvre rurale (%)	La quantité de la main-d'œuvre travaillant dans le secteur non agricole à la campagne	La quantité de la main-d'œuvre du secteur agricole / La quantité de la main-d'œuvre dans les villages enquêtés (%)
Jiangsu	391	1203010	666558	107246	16	290391	44
Zhejiang	145	274916	152722	19518	13	46126	30
Shnanghai	124	339880	217618	38259	18	77159	35
Shandong	491	569124	303292	81490	27	51486	17
Hubei	239	444443	229922	64318	28	17910	08
Sichuan	75	131420	75096	10793	14	4123	05
Chongqing	89	249273	139368	67187	48	11107	08
Hunan	100	100072	48544	19168	40	6778	14
Henan	285	176194	201397	70816	35	13997	07
Guangxi	108	183625	170575	46097	27	6869	04
Qinghai	67	62754	32860	14152	43	1568	05
Gansu	105	222894	118513	19046	25	14430	12
Hebei	135	145966	61006	14475	24	2682	04
Neimenggu	80	88778	57214	12758	22	1973	03
Yunnan	51	119807	73746	6959	09	2263	03
Shaanixi	96	70823	36507	9036	25	1567	04
Guizhou	168	239849	134022	16397	35	8358	06

Source : Rapport de la population et du travail en Chine, Ministère du travail et de la protection sociale, 2007.

Le concept spécial d'«ouvrier-paysan» est apparu pendant la période de la transformation économique et sociale de la Chine. Cela signifie que toute personne qui reste

en état civil rural, garde son droit d'utilisation de la terre (en signant le contrat avec l'Etat) mais travaille dans le secteur non agricole et son salaire est son revenu principal.¹³⁸

Dans la recherche et l'utilisation pratique, le concept d'«ouvrier-paysan» peut se distinguer dans le sens large et le sens restreint. Pour le premier, cela comprend la main-d'œuvre rurale travaillant dans les entreprises rurales et ceux qui se déplacent en ville, travaillant dans le secteur secondaire ou le secteur tertiaire. Le deuxième ne comprend que la main-d'œuvre rurale qui se déplace et travaille dans les villes. Dans notre analyse, l'« ouvriers-paysans » se limite dans le sens restreint.

- Le nombre des ouvriers-paysans

En 2009, il y avait au total 145 millions d'ouvriers-paysans en Chine (ne comprend pas les employés des entreprises rurales) (cf. Tableau 4.6).

¹³⁸ Bureau des études du Conseil d'Etat des affaires : «Rapport des enquêtes sur les ouvriers paysans », 2006.

Tableau 4.6 : Evolution de la quantité des ouvriers-paysans (10 000)

Année	Bureau national de statistique	Ministère de l'agriculture	Le ministère du travail et de la protection sociale	« Rapport des enquêtes des ouvriers-paysans » (Bureau des études du Conseil d'Etat des affaires)
1983				200
1989				3000
1993				6200
1996	7223			
1997			3890.3	
1998			4935.5	
1999			5203.6	
2000	7849		6133.4	
2001	8399	8961		
2002	10470	9430		
2003	11390	9820		
2004	11823	10260		
2005	12578	10824		
2006	13181	11490		
2007	13679			
2008	14044			
2009	14500			

Source : Deng Hongxun, Lu Baifu : « La crise financière internationale et l'emploi des paysans chinois », Maison d'édition du développement de la Chine, 2010, p. 180.

- Les destinations de transfert de la main-d'œuvre rurale

Selon les enquêtes du Bureau national des statistiques en 2006, 70 % des ouvriers-paysans travaillent dans la région Est de la Chine, 14.8 % dans la région Centrale et 14.9 % dans la région Ouest (cf. Tableau 4.7).

**Tableau 4.7 : La répartition régionale des ouvriers-paysans :
2003 et 2006 (%)**

Année	Région Est	Région Centrale	Région Ouest
2003	69.9	14.9	15.2
2006	70.1	14.8	14.9

Source : Bureau national des statistiques, 2006.

En ce qui concerne les lieux du travail, 64 % des ouvriers-paysans se concentrent dans les grandes ou moyennes villes (cf. Tableau 4.9) :

**Tableau 4.9 : La répartition des ouvriers-paysans dans les villes
de tailles différentes : 2001-2006 (%)**

Année	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Municipalités	8.2	8.4	9.5	9.6	9.9	9.4
Chefs-lieux de province	21.8	21.2	19.6	18.5	19.1	18.6
Villes niveau préfecture	27.2	27.2	31.8	34.4	36.1	36.8
Villes niveau district	21.0	21.1	20.4	20.5	19.7	20.2
Bourgs	13.0	12.9	11.6	11.4	10.0	9.9
Autres	8.8	9.2	7.1	5.7	5.2	5.1

Source : Bureau national des statistiques de la Chine, 2006

- La structure d'emplois des ouvriers-paysans

Les ouvriers-paysans en villes sont repartis principalement dans les secteurs de la fabrication, de la construction et du service. Dans le secteur de la fabrication, les ouvriers-paysans représentent 68 % de l'emploi total. Dans le secteur de la construction et le secteur extractif, le pourcentage des ouvriers-paysans a atteint environ 80 %. Dans les secteurs de

l'assainissement, du service domestique et de la restauration, plus de 50 % du travail est assuré par les ouvriers-paysans¹³⁹ (cf. tableau 4.10).

Tableau 4.10. - La structure d'emplois des ouvriers-paysans

La fabrication	39.1%
La construction	17.3%
Le service	11.8%
La restauration et l'hôtel	7.8%
La vente en gros et en détail	7.8%
Le transport et la poste	5.9%

Source : Bureau national des statistiques de la Chine, 2010

- Les âges :

De 2004 à 2006, l'âge moyen des ouvriers-paysans était de 33 ans et celui de la main-d'œuvre rurale (restant en milieu rural) était de plus de 40 ans. Pendant la même période, les ouvriers-paysans de moins de 30 ans représentaient environ 50 % du nombre total des ouvriers-paysans alors que la main-d'œuvre rurale (restant en milieu rurale) de moins de 30 ans ne représentait qu'environ 20% du total. En 2006, l'âge moyen des ouvriers était de 31.6 ans, 33 ans pour les hommes et 29 ans pour les femmes (cf. Tableau 4.11).

¹³⁹ Guihong Yang,(2010), « *Les ouvriers-paysans : l'emploi et la protection sociale* », Maison d'édition de l'Université de Jilin, p. 7.

Tableau 4.11 : Les âges des différents types de main-d'œuvre rurale

Année	Les types de main d'œuvre	La composition des âges			
		Moins 30ans	30-39 ans	40-49ans	50 ans ou p
2004	Main d'œuvre rurale (1)+(2)	28.4	19.8	22.6	29.1
	Ouvriers-paysans(1)	50.4	23.9	15.2	10.6
	Main-d'œuvre rurale non déplacée (2)	19.1	18.1	25.7	37.0
2005	Main d'œuvre rurale (1)+(2)	29.3	19.3	21.8	29.6
	Ouvriers-paysans(1)	49.3	23.8	15.6	11.2
	Main-d'œuvre rurale non déplacée (2)	20.4	17.3	24.5	37.8
2006	Main d'œuvre rurale (1)+(2)	27.3	19.7	21.7	31.3
	Ouvriers-paysans(1)	46.8	24.5	16.8	11.9
	Main-d'œuvre rurale non déplacée (2)	17.7	17.3	24.2	40.8

Source : Zhao Changbao : « la nouvelle étape du transfert de la main-d'œuvre rurale », <http://www.rcrc.cn/userArticle/article-file/20071210151920516.doc>, 12/10/2007.

- Les sources d'information de l'emploi

En Chine, le déplacement de la main-d'œuvre rurale vers les villes s'appuie principalement sur les réseaux d'amis et de proches, malgré le rôle des agences de recrutement de plus en plus important (cf. Tableau 4.12).

Tableau 4.12 :

Les sources d'information de l'emploi des ouvriers-paysans

Les proches :	32.1 %
Les gens du même village :	22.9 %
Les amis :	19.3 %
Soi-même :	14.5 %
Les agences :	7 %
Le gouvernement (de différents niveaux) :	4 %

Source : Cheng Mingwang : Les motivations et les difficultés du transfert de la main-d'œuvre rurale, « Etudes économiques », N°4, 2006.

- Le niveau de revenu des ouvriers-ruraux :

En 2009, le revenu mensuel, en moyenne, des ouvriers-paysans était de 1417 yuans, dont une augmentation de 77 yuans par rapport l'année précédente (cf. Tableau 4.13).

Tableau 4.13 : Le niveau des revenus des ouvriers-ruraux en 2009

Groupe de revenu (yuans)	Pourcentage (%)
Moins de 600	2.1
600 – 800	5.2
800 – 1200	31.5
1200 – 1600	33.9
1600 – 2400	19.7
Plus de 2400	7.6

Source : Bureau national des statistiques de la Chine, 2010

Par rapport au revenu moyen des travailleurs urbains, celui des ouvriers-paysans est nettement faible (cf. Tableau 4.14).

Tableau 4.14 : La comparaison de la revenue entre les ouvriers paysans et les travailleurs urbains

	Revenu mensuel en moyenne des ouvriers-paysans, (yuans)	Revenu mensuel en moyenne des travailleurs urbains (yuans)
2000, dans la ville de Chengdu, enquête organisée par l'Université de Sichuan (Zeng Xuhui, Qinwei)	607	693.58
1999, 2000, 2002, dans la ville de Beijing, enquêtes organisées par Li Qiang	925.39	1596.25
2004, dans la ville de Chongqing, enquête organisée par Xiaoyun et Guofeng	630.57	1035.42
2004, dans les villes différentes, les enquêtes organisées par l'université du peuple (Zhu Xinkai et Tao Huaiying)	660.18	1335.33
2005, dans la ville de Wuhan, enquête organisé par l'Université de Wuhan	722.59	1330.92

Source : Liu Chuanjiang, Cheng Jianlin et Dong Yanfang : « Les études sur la deuxième génération des ouvriers-paysans », Maison d'édition du peuple de Shandong, 2009

- La protection sociale des ouvriers-paysans :

Maintenant en Chine, 30 % de la population urbaine bénéficie de 89 % de la protection sociale et 70 % de la population rurale partage le reste. Dans les régions urbaines, le système de protection sociale couvre plus de 90 % des citoyens alors que dans les régions rurales, la proportion est inférieure à 2,4 % (cf. Tableau 4.15 ; tableau 4.16).

Tableau 4.15 : Situation de la protection sociale des ouvriers-ruraux dans les différentes régions en Chine

	Assurance vieillesse	Assurance dommages professionnels	Assurance maladie	Assurance chômage	Assurance naissance
Tout le pays	7.6	21.8	12.2	3.9	2.3
Est	8.8	24.6	13.9	4.6	2.8
Centre	5.2	14.3	8.6	2.6	1.4
Ouest	4.2	15.7	7.4	2.0	1.0

Source : Bureau national des statistiques de la Chine, 2010

**Tableau 4.16 : Situation de la protection sociale
des ouvriers-paysans dans les secteurs différents en Chine**

Secteurs	Assurance vieillesse	Assurance dommages professionnels	Assurance maladie	Assurance chômage	Assurance naissance
Fabrication	8.8	27.5	14.7	4.2	2.4
Construction	1.8	15.6	4.4	1.0	0.6
Transport	10.7	27.2	15.5	6.1	3.5
Vente en gros et détails	6.1	11.6	8.3	3.1	1.8
Hôtel et restauration	3.6	11.7	7.1	1.7	0.8
Service domestique et les autres services	4.8	14.2	9.4	2.7	1.6

Source : Bureau national des statistiques de la Chine, 2010

A cause du niveau bas de la protection sociale, la terre est considérée par les paysans comme la dernière ligne de protection de la vie. Selon une enquête dans la région de Beijing, il y a 63.13 % et 94.6 % des ouvrier-paysans qui n'ont pas signé respectivement de contrat du travail ou participé à l'assurance chômage.¹⁴⁰

- Le statut social des ouvriers-paysans

« Bien que le statut social des ouvriers-paysans est supérieur à celui des paysans, il reste au plus bas par rapport aux autres couches sociales dans les villes. »¹⁴¹ Aux yeux de la majorité des résidents urbains, « l'ouvrier-rural » est synonyme de qualité médiocre. Les ouvrier-ruraux sont considérés par beaucoup de résidents urbains comme « les représentants des égoïstes, étroits et sales ». ¹⁴²

¹⁴⁰ Xuejing Lu, Rui Chen (2007), Les études sur l'emploi des ouvriers-ruraux de la région de Beijing. *Population & Economics* (China), N°4, p. 37.

¹⁴¹ Xueyi Lu (2004), *La mobilité sociale dans la Chine contemporaine*, Social Sciences Academic Press (Beijing), p. 316.

¹⁴² Guangqing Xiong (2008), *L'étude sur la population flottante de la Chine*, China Renmin University Press, 2008, p. 86.

- Le niveau éducatif des ouvriers-paysans,

En Chine, environ 60% des ouvriers paysans possèdent uniquement un niveau éducatif du collège (cf. Tableau 4.17).

Tableau 4.17 : Niveau éducatif des ouvriers-paysans : 1997-2000 (%)

Niveau éducatif	1997	1998	1999	2000
Illettré et semi-lettré	1.81	1.57	1.50	1.20
Ecole primaire	21.32	19.88	18.61	18.14
Collège	58.50	58.66	59.74	61.24
Lycée	13.77	14.30	14.23	13.38
Ecole professionnelle	3.51	4.33	4.62	4.65
Ecole supérieure	1.03	1.26	1.30	1.40

Source : Le ministère du travail et la protection sociale, 2001.

En 2004, une pénurie importante d'ouvriers-ruraux a eu lieu dans la région côtière Sud-Est de la Chine. Selon les enquêtes menées par le Centre d'emploi de la province de Guangdong, 126 entreprises sur 306 ont manqué au total de 18000 techniciens ou ouvriers qualifiés¹⁴³.

Début 2007, le Ministère du travail et de la protection sociale a organisé une enquête relative aux ouvriers paysans dans 2655 entreprises réparties dans 24 moyennes ou grandes villes et 46 districts de 25 provinces.¹⁴⁴ L'enquête a montré qu'au printemps 2006, seuls 31.7 % des entreprises ont recruté suffisamment d'ouvriers-ruraux. La principale raison n'est pas l'insuffisance de l'offre de la main-d'œuvre rurale sur le marché mais l'insuffisance de sa qualité qui ne convient pas à la demande des entreprises. Selon les enquêtes, la plupart des

¹⁴³ Wenxue Li (2004), Diagnostic sur le manque des ouvriers ruraux, *La communication agricole*, N°11

¹⁴⁴ . Le Groupe d'enquête de la Ministère du travail et de la protection sociale : « Les enquêtes et analyses sur la situation d'emplois des ouvriers-paysans en 2006 et la demande des employées des entreprises en printemps du 2007 », 2007.

entreprises a commencé à mettre l'accent sur le niveau d'éducation et la compétence professionnelle des ouvriers-paysans à recruter, 87.9 % des nouveaux postes exigent des candidats ayant un niveau éducatif minimum de collège et 23.8 % des nouveaux postes ont demandé aux candidats d'avoir un niveau éducatif minimum de lycée. En ce qui concerne la compétence professionnelle, 37.3 % des nouveaux postes ont requis le certificat de formation professionnelle. Cependant, sur le marché du travail, les ouvriers-paysans ayant eu la formation professionnelle officielle ne représentaient que 13.1 % de l'ensemble, et ceux qui ont eu une formation professionnelle de moins de 15 jours représentaient 25 % de total des ouvriers-payants. En revanche, les ouvriers-ruraux qui n'ont eu aucune formation professionnelle représentaient 45.3 % du total.

En 2009, la situation du niveau global d'éducation n'a pas été améliorée, la plupart des ouvriers-paysans possède seulement le niveau éducatif du collège¹⁴⁵ :

Illettré : 1.1 % ; école primaire : 10.6 % ; collège : 64.8 %, lycée : 13.1 %.

Depuis la crise financière internationale de 2007, un grand nombre d'ouvriers-paysans sont soit au chômage, soit dans un état instable d'emploi. Une cause importante est que l'ensemble des ouvriers-ruraux manques de compétence professionnelle (cf. Tableau 4.18).

¹⁴⁵ « Rapport 2010 : enquêtes sur les ouvriers paysans », Bureau national des statistiques, 2011.

**Tableau 4.18 : La situation d'offre-demande sur le marché du travail
(Juillet-septembre, 2006)**

Niveau de la compétence professionnelle	Demande/offre
Fonction supérieure professionnelle (Ingénieur en chef)	2.52 :1
Fonction intermédiaire professionnelle (Ingénieur)	1.61 :1
Fonction professionnelle primaire (Technicien)	1.45 :1
Qualification professionnelle, Niveau 1 (Technicien supérieur)	1.91 :1
Qualification professionnelle, Niveau 2 (Technicien)	2.06 :1
Qualification professionnelle, Niveau 3 (Compétence avancée)	1.7 :1
Qualification professionnelle, Niveau 4 (Compétence intermédiaire)	1.52 :1
Qualification professionnelle, Niveau 5 (Compétence débutante)	1.34 :1

Source : « Situation d'offre-demande sur le marché du travail : Juillet-septembre, 2006 », Le Ministère du travail et de la protection sociale, 2007.

La faible qualité des ouvriers-paysans nous a amené à mettre l'accent sur la formation afin que la main-d'œuvre rurale excédentaire s'adapte aux besoins des entreprises dans les villes.

2. Les modèles de formation des ouvriers-paysans et leurs caractéristiques.

2.1. La formation orientée et organisée par le gouvernement

Depuis l'entrée dans le 21^{ème} siècle, le gouvernement chinois a initié différents projets nationaux pour améliorer la qualité de la main-d'œuvre rurale et renforcer leur transfert vers les secteurs non agricoles et les villes. Nous présentons et analysons deux projets importants :

- 1) Projet national de formation des ouvriers-paysans : 2003-2010
- 2) Projet national « soleil » du transfert de la main-d'œuvre rurale.

2.1.1. Projet national de formation des ouvriers-paysans : 2003-2010

La date de lancée du projet.

Le projet a été publié le 9 septembre 2003 par le Ministère de l'Agriculture, le Ministère du Travail et de la Protection Sociale, le Ministère de l'Education, le Ministère des Sciences et Technologies, le Ministère de la Construction et le Ministère des Finances.

Le contexte de lancement du projet

Depuis la mise en place de la politique de réforme économique et d'ouverture vers l'extérieur, le transfert de la main-d'œuvre rurale dans les secteurs non agricoles et dans les villes a constitué une approche importante pour le développement coordonné de l'économie urbaine et de l'économie rurale. La Chine étant un pays très peuplé, le transfert et l'emploi de la main-d'œuvre rurale excédentaire constituent des tâches très difficiles. En 2003, 150 millions de main-d'œuvre rurale était excédentaire et 6 millions de main-d'œuvre nouvelle arrive tous les ans dans les régions rurales. Les mains-d'œuvre rurales ayant effectué une formation professionnelle ne représentent que 9.1 % de la main-d'œuvre rurale totale. Parmi les 90 millions d'ouvriers ruraux déplacés dans les villes, la plupart n'ont ni travail ni logement stable. Pour les nouveaux ouvriers paysans déplacés en 2001, seuls 18.6-% ont bénéficié d'une formation professionnelle. Avec la hausse du niveau de développement économique et la montée des nouvelles industries, la main-d'œuvre rurale excédentaire manquant de compétence professionnelle est de plus en plus difficile à être employée. La qualité des ouvriers-paysans doit donc être améliorée de manière urgente.

Objectifs :

De 2003 à 2005, une formation d'orientation pour les 10 millions de personnes qui constituent la main-d'œuvre rurale ayant l'intention de travailler dans le secteur non agricole ou dans les villes, dont 5 millions qui devront l'effectue en plus de la formation de

compétence professionnelle ; En ce qui concerne les 50 millions d'ouvriers-ruraux (qui sont déjà entrés dans le secteur non agricole), ils pourront obtenir une formation de travail.

De 2006 à 2010, une formation d'orientation pour 50 millions de personnes de la main-d'œuvre rurale qui ont l'intention de travailler dans le secteur non agricole ou dans les villes, dont 10 millions qui seront effectuées en plus d'une formation de compétence professionnelle, Pour les 200 millions des ouvrier-paysans (qui sont déjà entrés dans le secteur non agricole), ils pourront obtenir une formation de travail.

Les tâches :

La formation d'orientation se concentrera sur la protection des droits fondamentaux, les connaissances juridiques, les connaissances de la vie dans les villes et la connaissance en matière de recherche d'emploi en ville. La formation d'orientation sera réalisée sous forme de cours, de conseils, de distribution des documents imprimés, à la radio, à la télévision et sur Internet.

La formation de compétence professionnelle se concentrera sur le service domestique, la restauration, l'hôtellerie, la santé, la construction et la fabrication, et seront réalisées par les organismes publics de l'éducation et de la formation ainsi que par les entreprises elles mêmes. Les organismes privés de formation professionnelle seront aussi encouragés à y participer.

La gestion du projet

Il faut établir le système interministériel de conférence conjointe du travail et de la formation des ouvriers-paysans pour étudier et résoudre les problèmes importants, éditer le plan de formation, appliquer les politiques de soutien et coordonner la formation. Les gouvernements à tous les niveaux doivent intégrer le travail de la formation des ouvriers-paysans dans le contenu de l'évaluation annuelle du rendement et effectuer le système de la gestion par objectifs.

Les fonds de la formation

Les fonds de la formation seront assurés, ensemble, par le gouvernement, les employeurs et les ouvriers-paysans eux-mêmes. Le budget central et les budgets locaux doivent constituer un fond spécial pour la formation. Le fond destiné à la formation des ouvriers-paysans ne devra pas être employé à d'autres fins

La politique d'incitation :

Les employeurs prendront en charge la responsabilité de la formation des paysans-ouvriers embauchés dans leurs entreprises. Les frais de formation des ouvriers-paysans peuvent être prélevés du fonds de formation des employés des entreprises, qui représente 1.5 % du salaire total des employés et est compté dans le coût de revient de l'entreprise.

Les réactions des gouvernements locaux

Exemple 1 : Province d'An Hui

Dans la province d'An hui, le Département de l'Agriculture, le Département du Travail et de la Protection Sociale, le Département de l'Education, le Département des Sciences et Technologies, le Département de la Construction et le Département des Finances ont publié ensemble le 12 novembre 2003 « Le plan provincial de formation des ouvriers-paysans : 2003-2010 ».

Les objectifs et les tâches :

De 2003 à 2005, une formation d'orientation est donnée aux 600 000 personnes des mains-d'œuvre rurales qui ont l'intention de travailler dans le secteur non agricole ou dans les villes. Et pour un million d'ouvriers-paysans (qui sont déjà entrés dans le secteur non agricole), ils obtiennent une formation de poste de travail.

De 2006 à 2010, une formation d'orientation est donnée aux 1.2 million d'ouvriers de la main-d'œuvre rurale qui a l'intention de travailler dans le secteur non agricole ou dans les villes. Pour 750 000 ouvriers-paysans (qui sont déjà entrés dans le secteur non agricole), ils suivront une formation de poste de travail.

Organisation et application de la formation :

En prenant le district comme élément de base, un système différenciant les niveaux de responsabilité sera établi. Dans ce système : les gouvernements de districts s'occuperont d'organiser la formation selon les besoins ; les municipalités s'occuperont de la supervision et de l'inspection pour s'assurer de la mise en œuvre ; le gouvernement provincial s'occupera des orientations des politiques, distribution des tâches, de l'élaboration des matériels pédagogiques et des évaluations.

Développement et réforme de l'éducation rurale :

Les écoles professionnelles rurales et les écoles des adultes rurales doivent devenir progressivement des bases importantes de la formation du transfert de la main-d'œuvre rurale excédentaire. Il serait nécessaire d'enrichir les cours de formation professionnelle dans les écoles secondaires des régions rurales.

Le service des informations de la formation :

Il sera nécessaire de faire des enquêtes sur le marché du travail et informer régulièrement les étudiants formés sur les offres et demandes d'emploi. Pour les étudiants recrutés par les entreprises, il faut mettre l'accent sur le suivi du travail.

La subvention à la formation des ouvriers-paysans :

Selon le métier, le coût de revient et la durée de la formation, les subventions du gouvernement provincial sont divisées en 4 catégories :

Catégorie A : 800 yuans/personne

La formation dans les domaines de la fabrication, des entretiens mécaniques et de la restauration, à contenu technique élevé, à un coût de revient lourd et une durée de formation de plus de 12 mois.

Catégorie B : 600 yuans/personne

La formation dans les domaines de l'assemblage électronique, la maintenance et la réparation des électroménagers et la construction, à contenu technique élevé, à un coût de revient de formation lourd et une durée de formation de plus de 6 mois.

Catégorie C : 400 yuans/personne

La formation dans les domaines de la transformation et l'opération de la production, à contenu technique normal, à un coût de revient de formation faible et une durée de formation de plus de 3 mois.

Catégorie C : 200 yuans/personne

La formation dans les domaines du service, à contenu technique normal, à un coût de revient de formation faible et une durée de formation de plus de 1 mois.

La subvention dépendra du résultat de la formation. Pour ceux qui ont participé à la formation mais n'ont pas obtenu le certificat professionnel ou le certificat de compétence du métier, la subvention sera réduite de 50 %.

Exemple 2 : Province de Shaanxi,

Le gouvernement provincial de Shaanxi a publié le 2 mars 2004 « Les avis du Département de l'Agriculture sur la mise en œuvre du plan national 2003-2010 de la formation des ouvriers-paysans ».

Situation de la formation de la main-d'œuvre rurale à Shaanxi :

Il y a au total 13.63 millions de main-d'œuvre rurale à Shaanxi. Fin 2002, 1.66 million de main-d'œuvre rurale a obtenu la formation de technologie agricole, cela représente 12.2 % de la main-d'œuvre rurale globale de Shaanxi ; 460 000 personnes ont obtenu leur certificat de formation, cela représente seulement 3.4 % de la main-d'œuvre rurale totale à Shaanxi.

Les objectifs et tâches importants de la formation :

De 2004 à 2005, basée sur les organismes de formation des districts et des communes, la formation d'orientation sera donnée aux 2 millions de personnes de la main-d'œuvre rurale qui a l'intention de se déplacer en villes ou de travailler dans les secteurs non agricoles et la formation professionnelle (en plus) sera donnée à 400 000 personnes (parmi les 2 millions) ; Basée sur les organismes de formation des grandes ou moyennes villes, la

formation professionnelle des postes sera donnée aux 2.17 millions d'ouvriers ruraux qui se seront déplacés en ville ou seront entrés dans le secteur non agricole.

De 2006 à 2010, la formation d'orientation sera donnée aux 5 millions d'ouvriers ruraux qui ont l'intention de se déplacer en villes ou de travailler dans les secteurs non agricoles. La formation professionnelle (en plus) sera donnée à 1 million de personnes (parmi les 5 millions) ; la formation professionnelle de poste sera donnée aux 5.65 millions d'ouvriers ruraux qui se sont déplacés en ville ou sont entrés dans le secteur non agricole.

Les principaux contenus de la formation :

Basée sur la situation concrète de la province de Shaanxi, la formation professionnelle sera concentrée sur le service domestique, la restauration, la décoration d'intérieure, l'architecture civile, le traitement mécanique, les appareils électroniques, le traitement du vêtement, la coiffure, le jardin urbain, l'eau et l'électricité municipale, l'assainissement urbain et de gaz, etc.

Les pilotes de démonstration :

De 2004 à 2005, la formation des pilotes de démonstration sera effectuée dans 5 districts : Zhenan, Gaoling, Lingyou, Qishan et Yanchang.

Innovation des nouveaux modèles de formation :

En même temps que l'amélioration des modèles existants de formation, il faut essayer de nouveaux modèles :

1) Joindre école et entreprise.

Selon les demandes des entreprises, l'école assurera la formation de postes spécifiques et offrira des étudiants qualifiés aux entreprises concernées ;

2) Joindre agence et organisme de formation

Les agences d'emploi et les organismes de formation organiseront ensemble la formation professionnelle selon les informations du marché du travail et les exigences de l'emploi ;

3) La formation moderne à distance

Il sera nécessaire d'utiliser les méthodes modernes telles que la radio, la télévision et l'internet pour effectuer la formation d'orientation et la formation professionnelle.

2.1.2. Projet national « soleil » de transfert de la main-d'œuvre rurale

Le Ministère de l'Agriculture, le Ministère des Finances, le Ministère du Travail et Protection Sociale, le Ministère de l'Education, le Ministère des Sciences et Technologies et le Ministère de la Construction ont lancé ensemble le 7 avril 2004 le projet national « soleil » de transfert de la main-d'œuvre rurale.

Le projet « soleil » est un projet national soutenu par la finance publique et effectué dans les zones principales de production des céréales, les régions principales de provenance des ouvriers-paysans, les régions pauvres et les anciennes zones de base révolutionnaire.

L'objectif :

- augmenter la qualité et améliorer la compétence d'emploi de la main-d'œuvre rurale à travers la formation ;
- promouvoir le transfert de la main-d'œuvre rurale vers les secteurs non agricoles et les villes ;
- augmenter le revenu des paysans

Les étapes :

- 2004-2005 : En se concentrant sur les régions indiquées, effectuer la formation professionnelle à court terme, explorer le mécanisme de la formation et établir la base pour la formation à grande échelle. Pendant cette période, il faut réaliser la formation de 5 millions de travailleurs ruraux, soit 2.5 millions par an.

2006-2010 : Effectuer la formation professionnelle à grande échelle dans tout le pays et établir le mécanisme de formation du transfert de la main-d'œuvre rurale. Pendant cette période, il faut former 30 millions d'ouvriers ruraux, soit 6 millions par an.

A partir de 2011 : Commencer à intégrer la formation de la main-d'œuvre rurale au système de l'éducation nationale et de la culture. La connaissance de la main-d'œuvre rurale doit s'adapter au niveau du développement moderne de la Chine.

2.1.3. Une nouvelle action : le renforcement de la formation et l'emploi

Pour renforcer la formation professionnelle et l'emploi dans les villes, le Conseil d'Etat a publié le 29 octobre 2010 un « Avis sur le renforcement de la formation et de l'emploi » :

Pour les mains-d'œuvre rurales transférées dans les villes et les chômeurs enregistrés dans les villes, il faut mettre l'accent sur la formation de base des compétences afin qu'ils puissent posséder des compétences professionnelles. Pour les diplômés du collège et du lycée qui ne souhaitent pas continuer leurs études, il faut les encourager à participer à un ou deux semestres de formation de pré-emploi.

Il faut donner des subventions à ceux qui ont obtenu les certificats de formation. Pour les étudiants (de formation) de familles en difficultés, il faut leur donner des subventions de formation et une subvention de vie quotidienne (pendant la formation).

2.1.4 Les caractéristiques du Modèle de formation orienté et organisé par le gouvernement :

Ce modèle est utilisé principalement dans les zones d'origine de la main-d'œuvre rurale. A travers la formation, les gouvernements de différents niveaux tentent de trouver la solution au transfert de la main-d'œuvre rurale excédentaire dans leur région.

La formation s'appuie sur les projets lancés par le gouvernement et gérés par le bureau de projet (de différents niveaux).

Les gouvernements de différents niveaux organisent la force de la formation et participent directement à la mobilisation des paysans à la participation aux formations.

Les gouvernements de différents niveaux subventionnent les paysans pour leur formation.

A cause des limites de la subvention gouvernementale, la formation reste principalement de courte durée.

Le taux d'emploi de ce genre de formation est relativement haut, car le gouvernement local possède des informations d'emploi sur les destinations du transfert de la main-d'œuvre

rurale et signe souvent des accords d'emploi avec les gouvernements de destination du transfert de la main-d'œuvre.

2.2 Le modèle de la formation orientée et organisée par les entreprises privées

Exemple 1 : Ecole de formation professionnelle de Zhuzong Wanfang à Beijing.

Cette école a été créée par le Centre d'exploitation de la compétence professionnelle du Groupe BUCC (Beijing Uni.-Construction Group co.Ltd) et autorisée par le bureau du travail et de la protection sociale de la municipalité de Beijing pour la formation au public (y compris les ouvriers-paysans).

Equipe de formation : 12 personnes

Contenu de la formation : formation de base et formation intermédiaire de 12 professions ou métiers

1. Electricien chargé d'entretien
2. Soudeur
3. Technicien d'installation et entretien d'ascenseur
4. Plombiers
5. Conducteur de grue
6. Décorateur
7. Opérateur informatique
8. Arpenteur
9. Technicien d'installation et test des équipements électriques
10. Ferrailleur
11. Maçon
12. Technicien chargé de test des matériaux de construction

Exemple 2 : Centre de formation professionnelle du Groupement de Gaz de Beijing

Ce centre de formation a été créé en Juin 1998 par le Groupement de Gaz de Beijing

Equipe de formation : 10 personnes

Contenu de la formation :

1. Régulateur de gaz
2. Technicien chargé de la distribution du gaz
3. Technicien chargé du test du gaz
4. Technicien chargé de l'installation du gaz
5. Technicien chargé de l'entretien du gaz civil
6. Opérateur de l'ordinateur
7. Technicien informatique chargé de l'assemblage et de l'entretien de l'ordinateur

Les caractéristiques du Modèle de formation orienté et organisé par les entreprises privées :

1. L'objectif de la formation est le bénéfice et son fonctionnement est orienté vers le marché.
2. Il existe à la fois dans les grandes et moyennes villes originaires et destinataires de la main-d'œuvre rurale
3. Il possède l'équipement professionnel de la formation
4. Le centre de formation s'occupe seul de la promotion, de la formation et de la recommandation de l'emploi
5. Les résultats de la formation et de l'emploi sont en général meilleurs que les autres modèles de formation.
6. La formation n'est pas uniquement destinée aux ouvriers-ruraux.

2.3. Le modèle de formation orienté et organisé par les entreprises de ressources humaines

Exemple : Suzhou Industrial Park Human Resources Development Co., LTD (SIPHRD)

SIPHRD, un organisme professionnel de conseil, gestion et service de ressources humaines créé en mai 1995 avec l'autorisation du Comité du parc industriel de la ville de Suzhou dans le Province de Jiangsu.

Structure de l'entreprise :

Bureau administratif ; Service du personnel et de la finance ; Service de l'exploitation ; One-stop service ; Service du recrutement ; Service de la formation

Le contenu du service : recrutement sur le marché, recrutement par internet, chasseur de tête, formation du personnel, évaluation du personnel, publication des indices de ressources humaines.

Trois filiales :

- Suzhou Industrial Park Labor Services Co., LTD;
- Suzhou Industrial Park Senior Personnel Consulting Co., LTD
- Suzhou Industrial Park Information Tech Co., LTD

Cours de formation en 2011:

- Comment élever la compétence d'exécution des managers (2 jours ; 1000 yuans)
- Formation psychologique des chefs d'entreprise (6 jours ; 7000 yuans, dont le gouvernement subventionnera 3500 yuans)
- Formation aux lois du travail et personnel (2 mois ; 2890 yuans)
- Utilisation d'Excel dans la gestion des entreprises (2 jours ; 1200 yuans)
- Les caractéristiques psychologiques et les stratégies d'influence (1 jour ; 1200 yuans)

Les caractéristiques du Modèle de formation orienté et organisé par les entreprises de ressources humaines :

1. L'Objectif de la formation est le bénéfice et son fonctionnement est orienté par le marché ;
2. Il peut aider les entreprises à établir et réaliser leur plan de recrutement et la formation du personnel.

3. Les entreprises de ressources humaines se situent normalement dans les villes de destination du transfert de la main-d'œuvre, mais leurs projets de formation sont répartis à la fois à l'origine et à la destination du transfert de la main-d'œuvre.
4. Les entreprises de ressources humaines possèdent les réseaux de formation et gardent des liens avec les entreprises qui ont besoin de mains- d'œuvre formées.
5. Les entreprises de ressources humaines organisent les formations pour former la main-d'œuvre selon les critères définis par les entreprises. Après avoir reçu la commande de main-d'œuvre ainsi que les critères de formation, les entreprises peuvent agir en s'appuyant sur leur propre centre de formation ou demander aux organismes privés de formation de le faire. Si la formation est faite par les centres de formation des entreprises de ressources humaines elles-mêmes, la source de la main-d'œuvre rurale est souvent organisée par les gouvernements locaux.
6. Les mains d'œuvres rurales formées par les entreprises de ressources humaines peuvent travailler définitivement dans les entreprises en besoin ou garder leurs dossiers dans les entreprises de ressources humaines et travailler provisoirement à l'extérieur. Dans le premier cas, les entreprises de ressources humaines gagnent les frais de formation et les commissions ; dans le deuxième cas, les entreprises de ressources humaines gagnent les frais d'utilisation de la main-d'œuvre.
7. Considérant le fait qu'une grande partie de la formation est faite selon les besoins des entreprises, le résultat de la formation et d'emplois est relativement bon.
8. Les entreprises de ressources humaines ne s'occupent pas particulièrement de la formation de transfert de la main-d'œuvre rurale et son seuil d'entrée est souvent trop haut pour ces derniers.

2.4. Le modèle de formation orienté et organisé par les ONG

Exemple 1 : Ecole de la formation professionnelle des femmes rurales de Changping

Créée en octobre 1998 par Mme Xie Lihua (rédactrice en chef adjointe du Journal des femmes chinoises) et Mme Wu Qing (professeur à l'Université des langues étrangères de Beijing).

Nature : Ecole à but non lucratif

Devise de l'école : « Si nous t'offrons un fruit, tu en profiteras une fois ; si nous t'offrons une semence, tu en profiteras toute ta vie »

Ressources financières : Organismes de charité et dons individuels

- Classe d'agriculture et élevage

Objets de la formation : les femmes rurales

Durée de la formation : 12 jours

Contenu de la formation :

1) Plantation : céleri, brocoli, tomate, choux, concombre ; la plantation et la gestion de légumes verts ; la plantation des légumes de contre-saison et la lutte contre les parasites ; la plantation et la gestion des fleurs.

2) Elevage de bétails et de volailles : prévention et traitement des épidémies.

3) Cours communs : La perspective du développement agricole au 21ème siècle ; l'Ecole de la formation professionnelle des femmes rurales de Changping et l'entrepreneuriat ; La conscience des citoyens ; la visite du jardin de la technologie agricole moderne ; la visite des points de démonstration de la banlieue de Beijing.

Frais de la formation : 500 yuans/personne (y compris 15 yuans/jour de nourriture et logement)

Emplois : l'école proposera des postes de travail aux étudiants

- Classe des cadres féminins ruraux

Objet de la formation : les cadres féminins ruraux des districts, des communes et des villages ; la force principale des femmes rurales

Durée de la formation : 5 – 7 jours

Contenu de la formation :

- 1) les nouvelles idées du travail des femmes aujourd'hui
- 2) la conscience des citoyens
- 3) la santé des femmes
- 4) les lois du mariage et de la famille

- 5) les compétences interpersonnelles et de la communication
- 6) les femmes rurales et le développement
- 7) OMC et les connaissances concernées
- 8) les visites.

Frais de la formation : 730 yuans

- Classe de la coiffure

Objet de la formation : les jeunes femmes de 16 à 25 ans.

Durée de la formation : 30 jours

Contenu de la formation :

Les techniques pratiques de coloration, permanente, coupes;

Frais de la formation : 700 yuans

Emplois : l'école proposera des postes de travail aux étudiants

Exemple 2 : Ecole professionnelle de Fuping (Beijing)

M. Mao Yushi et M.Tang Min (tous deux économistes) ont créé en 2002 dans la banlieue de Beijing l'Ecole professionnelle de Fuping à but non lucratif.

Ressources financières : investissement personnel de Mao Yushi, Tangmin, Guo Jinfeng ... (7 personnes).

Classe intermédiaire : La connaissance des soins aux nourrissons de 0 à 3 ans

Salaire mensuel moyen: 800-1000 yuans

Classe débutant : Le service domestique (cuisine, nettoyage, soin des animaux...)

Salaire mensuel moyen: 800-1000 yuans

280 heures de cours intensifs

Section 1 : rôle et attitude

Contenu : Caractéristiques et principes du service de Fuping ; les attitudes que les serveurs domestiques doivent posséder ; le règlement des étiquettes ; la formation militaire.

Objectif : Préparation psychologique, établir la notion de « rôle » et la mentalité du service

Section 2 : formation professionnelle

Contenu : Art culinaire ; nettoyage ; soins aux enfants et personnes âgées ; lavage et repassage ; utilisation des électroménagers ;

Objectif : atteindre le niveau demandé des évaluations ; posséder la compétence nécessaire.

Section 3 : habitude et communication

Contenu : les coutumes de vie à Beijing ; habitudes sanitaires et alimentaires de Beijing ; connaissance de la sécurité ; techniques de communication

Critères des candidats :

- 1) 17-40 ans, féminin, plus de 1m55, bonne santé, parler et comprendre le mandarin ;
- 2) Les pièces à fournir : carte d'identité, autorisation de travail, certificat de santé, certificat de niveau scolaire.
- 3) Peut travailler minimum un an à Beijing
- 4) Niveau éducatif minimum : collège

Les frais :

700 yuans/personne (scolarité, nourriture, logement, uniforme, manuel, assurance)

L'école peut faire crédit aux étudiants, qui rembourseront avec leurs deux premiers mois de salaire.

L'emploi :

L'école proposera des postes de travail.

Les caractéristiques du Modèle de formation orienté et organisé par les ONG:

- 1) Les bénévoles donnent leur soutien pour le recrutement, la formation et l'emploi ;
- 2) Objectif principal : aider les groupes sociaux spéciaux dans les régions rurales à réaliser leur transfert vers les secteurs non agricoles ou les villes à travers les fondations et activités sociales ;
- 3) Les formations ont lieu principalement dans les villes de destination du transfert de la main-d'œuvre rurale.
- 4) Les formations peuvent être effectuées soit par les centres de formation d'ONG ou par les autres organismes de formation sélectionnés par ONG.
- 5) L'ONG s'occupe de l'emploi

6) La source financière est assurée par les groupes sociaux, les entreprises et les individus. Parfois, les gouvernements locaux d'origine du transfert de la main-d'œuvre rurale offrent aussi des aides financières pour la formation. Les formations sont gratuites pour les candidats.

7) Il est relativement facile d'avoir la coopération et le soutien des organismes sociaux (les syndicats, fédérations des femmes, ligues des jeunes...)

8) Le résultat de la formation et de l'emploi dépend de la taille et la compétence de l'organisme de formation (ONG).

3. Problèmes et solutions

3.1. Une faible attention est accordée à la formation professionnelle de manière générale

L'éducation et la formation des ouvriers-paysans ne doivent pas être calquées sur un modèle d'entraînement de nouveaux soldats. Il faut être patient et avoir une stratégie à long terme.

En Chine, la formation des ouvriers-paysans reste plutôt une action gouvernementale qui ne s'appuie pas sur le système de l'éducation professionnelle.

En septembre 2006, « Les avis du Conseil des affaires d'état sur les problèmes des ouvriers-paysans » a souligné que « *pour s'adapter à la demande d'industrialisation, d'urbanisation et le transfert de main-d'œuvre rurale vers les villes, il faut mobiliser les organismes d'éducation et de formation de différents niveaux pour participer à la formation des ouvriers-paysans* ».

Les écoles professionnelles possèdent des ressources importantes de formation professionnelle et « *doivent devenir la force principale pour la formation des ouvriers-paysans* »¹⁴⁶.

En Chine, un système d'éducation professionnelle a été créé et amélioré progressivement depuis le début de la réforme économique, cela comprend l'éducation professionnelle primaire, secondaire, supérieure et des adultes (cf. tableau 4.19).

Tableau 4.19 : Le système de l'éducation professionnelle en Chine

Catégories	Les écoles	Durée des études	Les objets de formation	Contenu de l'éducation	Objectifs de formation
Education professionnelle primaire	Collège professionnel	3-4 ans	Les élèves diplômés des écoles primaires	Culture générale du collège ; cours du travail et des techniques professionnelles	Des ouvriers qualifiés
Education professionnelle secondaire	Les écoles professionnelles secondaires ; les écoles techniques ; Lycées professionnels ; les écoles professionnelles des adultes	3 ans	Les diplômés des collèges	Culture générale du lycée ; L'éducation de connaissance professionnelle et entraînement des compétences professionnelles.	Les techniciens ; les personnels de gestion
Education professionnelle supérieure	Les écoles supérieures spécialisées ; Les universités professionnelles ; Les écoles supérieures des adultes	2-3 ans	Les diplômés du lycée et des écoles professionnelles secondaires	La culture générale de l'université ; la connaissance de la spécialité l'entraînement des compétences spéciales	Les talents d'application orientée
Formation professionnelle	Les écoles de l'amélioration de la connaissance et compétence professionnelle formation technique des adultes ; Les écoles professionnelles ; Les centres d'emplois ;	Assez souple	Sans limitation stricte	Les contenues riches et différents	

¹⁴⁶ Qiuli Han (2008), La formation des ouvriers paysans et le système de la formation professionnelle, L'économie et le développement social, (Beijing), N° 9.

Source : Caifang, Wang Dewen, 2009 : le rapport des issues de la population et du travail de la Chine,

Avec la popularisation des neuf années de scolarité obligatoire, le nombre d'étudiants de l'éducation professionnelle primaire est de plus en plus faible, ceux de l'éducation professionnelle supérieure reste stable mais l'éducation professionnelle secondaire joue un rôle de plus en plus important dans le système d'éducation professionnelle en Chine, surtout depuis 2000 (cf. tableau 4.20).

Tableau 4.20 : Evolution du nombre d'étudiants de l'éducation professionnelle en Chine : 1980 -2006 (en 10 000)

Année	1980	1990	2000	2003	2004	2005	2006
Education professionnelle supérieure des adultes	155.4	166.0	353.6	559.2	419.8	436.1	524.9
Education professionnelle secondaire	675.6	763.5	1213.5	1254.8	1409.3	1600.1	1809.8
- Ecole professionnelle	124.3	224.4	489.5	502.4	554.5	629.8	725.8
- Ecole professionnelle des adultes	449.4	158.8	169.3	105.5	103.4	112.6	107.6
- Lycée professionnel	31.9	274.1	414.6	455.8	516.9	582.4	655.6
- Ecole technique	70.0	133.2	140.1	191.1	234.5	275.3	320.8
Education professionnelle primaire	13.5	47.8	88.6	72.4	52.5	43.1	20.6

Source : Annuaire de l'éducation chinoise, 1980-2006 ;

Bien que le nombre absolu d'étudiants dans les écoles professionnelles a bien augmenté depuis 1980, la proportion entre le nombre d'étudiants et le nombre de recrutement de nouveaux étudiants de l'éducation professionnelle secondaire a diminué de respectivement 65.20 % et 62.61 % en 1994 à 40.80 % et 38.83 % en 2004 (cf tableau 4.21). « *Cela nous a*

montré un développement du déséquilibre entre l'éducation normale et l'éducation professionnelle dans la période secondaire. »¹⁴⁷

Tableau 4.21 : Comparaison entre les écoles professionnelles et les lycées normaux

	Les écoles professionnelles(1)				Les lycées normaux (2)				(1)/(2),%	
	Nombre écoles	Nombre diplômés (10000)	Nombre de nouveaux élèves(10000)	Nombre total d'élèves à l'école (10000)	Nombre d'écoles	Nombre diplômés (10000)	Nombre de nouveaux élèves(10000)	Nombre total d'élèves à l'école (10000)	Nombre de nouveaux élèves	Nombre total d'élèves à l'école
1994	21970	292.52	455.96	1130.25	14242	209.3	243.39	664.8	65.20	62.61
1995	21573	348.43	494.19	1230.07	13991	201.64	273.65	713.16	64.36	63.30
1996	22151	396.35	513.66	1320.06	13875	204.93	282.23	769.25	64.54	63.18
1997	22229	406.04	520.77	1355.9	13880	221.66	322.61	850.07	61.75	61.47
1998	22174	448.18	518.98	1431.06	13948	251.78	359.55	938	59.07	60.41
1999	21542	468.90	473.27	1417.51	14127	262.91	396.32	1049.71	54.42	57.45
2000	19727	476.46	408.3	1284.46	14564	301.51	472.69	1201.26	46.35	51.67
2001	17902	447.52	350.22	1170.34	14907	340.46	557.98	1404.97	41.46	45.44
2002	16314	382.32	469.73	1196.08	15406	383.76	676.7	1683.81	40.97	41.53
2003	14682	346.41	515.76	1256.72	15779	458.12	752.13	1964.83	40.68	39.01
2004	14454	359.15	566.2	1409.24	15996	546.94	821.51	2220.37	40.80	38.83

Source : Annuaire de l'éducation chinoise, 1995-2004 ;
Annuaire statistique de Chine 2005

En Chine, l'investissement gouvernemental sur l'éducation s'est aligné sur l'éducation normale (cf. Tableau 4.22).

¹⁴⁷ Yunhua Zhang, Wentao Jiang, Li Zhang (2006), La situation actuelle et la solution de l'éducation professionnelle secondaire en Chine, *Les études de l'éducation professionnelle* (Chine), N°3.

**Tableau 4.22 : La structure des dépenses de l'éducation en Chine :
1999-2003 (100 millions yuans ; %)**

		Total	Ecoles supérieures	Ecoles secondaires	Education professionnelle			Total	Ecoles primaires	Les autres
					Ecoles professionnelles secondaires	Ecoles techniques	Lycées professionnels			
1999	Montant	3046.8	711.51	876.08	230.92	16.66	102.01	349.58	916.69	192.95
	%	100	23.35	28.75	7.58	0.55	3.35	11.47	30.09	6.33
2000	Montant	3524.2	925.32	1008.02	236.42	19.97	108.63	365.01	1002.32	223.53
	%	100	26.26	28.60	6.71	0.57	3.08	10.36	28.44	6.34
2001	Montant	4259.6	1184.12	1232.74	237.72	18.77	119.08	375.56	1187.18	280.05
	%	100	27.80	28.94	5.58	0.44	2.80	8.82	27.87	6.57
2002	Montant	5047.8	1474.31	1490.14	232.76	24.73	135.94	393.43	1359.27	330.72
	%	100	29.21	29.52	4.61	0.49	2.69	7.79	26.93	6.55
2003	Montant	5733.5	1802.65	1695.53	239.21	28.37	156.88	424.46	1469.69	341.25
	%	100	31.44	29.57	4.17	0.49	2.74	7.40	25.63	5.95

Source : China Educational Finance Statistical Yearbook, 2000-2004

Outre le manque d'attention suffisante du gouvernement, la discrimination sociale constitue un autre élément important qui empêche le développement de l'éducation professionnelle en Chine. Selon une enquête organisée par l'Académie des Sciences Sociales de Chine en 2006 sur 32 écoles professionnelles, 77.5 % des étudiants se sont inquiétés de la discrimination sociale sur leur diplôme de l'école professionnelle pour leur future carrière professionnelle.¹⁴⁸ Le manque d'attention suffisante du gouvernement et la discrimination sociale sur l'éducation professionnelle ont causé directement un manque d'ouvriers qualifiés et de techniciens sur le marché du travail. Selon le «Rapport sur les problèmes de formation professionnelle de la ville de Shenzhen» en 2005, « *le vrai problème que nous avons rencontré n'est pas la 'pénurie des ouvriers-paysans', mais la 'pénurie des ouvriers qualifiés*

¹⁴⁸ Chenguang Pan, Meng Li, Wei Lu (2007), Le développement et des enjeux de l'éducation professionnelle en Chine : une enquête sur 32 écoles professionnelles, *La Science de la population de Chine*, N°2.

et des techniciens'. Aujourd'hui, dans notre ville, nous manquons de plus de 50 000 personnels techniques. »

(<http://www.szlh.gov.cn/main/xwzx/bkzy/18265.shtml>).

Dans la province de Zhejiang, le nombre de PME représente plus de 99.5 % du total des entreprises et leur valeur de production représente plus de 70 % dans le secteur de la fabrication. *« Cependant, ces dernières années, le manque d'ouvriers qualifiés et de techniciens a apporté des difficultés sans précédent pour les PME de Zhejiang. Le phénomène du manque de personnel technique à Zhenjiang est très représentatif en Chine ».*¹⁴⁹

Le Cercle économique du delta Changjiang/Yangtsé (les villes de Shanghai, Nanjing, Suzhou, Hangzhou...) et le Cercle économique du delta Zhujiang/Rivière des perles (les villes de Guangzhou, Shenzhen, Zhuhai, Fushan...) sont les zones économiques les plus actives en Chine. Après plus de 20 ans de développement, la structure industrielle dans les deux zones est passée d'industries intensives de travail aux industries à forte intensité de capitaux et à forte intensité de connaissance. *« Cela veut dire que sur le marché du travail, les entreprises cherchent de plus en plus de la main-d'œuvre qualifiée mais pas de la main-d'œuvre physique. »*¹⁵⁰

« La raison profonde du manque d'ouvriers qualifiés est le développement déséquilibré entre l'éducation normale et l'éducation professionnelle. Par rapport au développement rapide de l'éducation normale secondaire, l'éducation professionnelle est en retard de manière évidente », dit M. Sun Cheng, chercheur de l'Institut national de la recherche de l'éducation (Chine).¹⁵¹

Solutions :

¹⁴⁹ Youcha Zhong (2008), Les enquêtes sur la situation actuelles des ouvriers qualifiés et les techniciens des PME, *Economy World*, (Changchun, Chine), N°4.

¹⁵⁰ « China Business Journal », 28/10/2006.

¹⁵¹ « Quotidien du peuple » (Version étranger), 03/11/2006.

1, Toute la société doit attacher de l'importance à la sensibilisation de l'éducation professionnelle.

« Dans le sens global, l'éducation professionnelle est encore le maillon faible dans le domaine éducatif en Chine, dont le développement inégal, des investissements insuffisants, des conditions scolaires médiocres, le système scolaire et l'échelle, la structure et la qualité de la formation ne peuvent pas encore satisfaire les besoins du développement économique et social. » (La décision du Conseil d'Etat sur le développement en vigueur de l'éducation professionnelle, 2005).

En début de l'année 2009, une enquête sur la situation de l'éducation professionnelle organisée par le comité de l'éducation, science, culture et la santé de l'Assemblée Nationale a montré que le problème le plus grave est la mise en avant de l'éducation normale aux dépens de l'éducation professionnelle¹⁵².

Pour encourager les jeunes et les ouvriers-ruraux à accepter activement l'éducation et la formation professionnelle, les médias doivent souligner l'importance de ces derniers et les entreprises doivent améliorer la reconnaissance des diplômes et les certificats de formation des écoles professionnelles.

2, Les écoles professionnelles doivent s'adapter aux besoins de la société. Les écoles professionnelles doivent être différentes des écoles normales et s'intégrer étroitement aux pratiques de production, à la promotion de la technologie et des services sociaux. Pour améliorer la structure existante des enseignants dans les écoles professionnelles, il sera intéressant d'y introduire une certaine expertise et les ingénieurs. Quant aux étudiants des écoles professionnelles, il faut leur créer les conditions pour leur permettre d'effectuer des stages dans les entreprises.

3.2. La formation ne s'adapte pas au besoin du marché du travail :

En printemps 2008, le paysan Wang Shizhong a participé à une formation informatique de deux mois dans un centre de formation du projet « soleil » de son district. Ensuite, il est arrivé à Beijing avec son certificat de formation pour chercher du travail. « Sur le marché du travail, personne n'est intéressé par mon certificat de formation informatique et je suis complètement déçu ». (« China Finance Newspaper », 22/06/2006)

A Shanghai, les écoles de formation ont formé les ouvriers-paysans selon la liste publiée par le bureau du travail de la municipalité afin d'obtenir la subvention mais pas selon

¹⁵² Guangming Daily, 23/04/2009.

la demande du marché. « Il y a un écart entre la liste de formation subventionnée du gouvernement local et la demande du marché. » (<http://www.51ldb.com>)

« Il y des gouvernements locaux qui gardent la mentalité d'économie planifiée, ils ne pensent qu'à la distribution des tâches de formation mais n'étudient pas de manière approfondie la loi objective de l'éducation et de la formation. »(Wang Tiejun : *« Il faut changer la mentalité de la formation des ouvriers-paysans »*, Education à distance en Chine, N°6, 2009).

Les trois exemples suivants peuvent nous aider à comprendre davantage pourquoi il existe des incohérences entre l'offre et la demande de la formation.

Exemple 1 : La ville de Harbin de la province de Heilongjiang

Dans la ville de Harbin de la province de Heilongjiang, d'août à décembre 2010, 15 centres (appartenant aux organismes publics) de formation des ouvriers-paysans assignés par le gouvernement n'ont eu aucune inscription. Selon des interviews auprès des responsables des centres de formation et des experts de la formation, le journaliste de « Journal de Xinwan », un journal local, a résumé les raisons suivantes (« Journal de Xinwan », 24/02/2011) :

Raison 1 : Les ouvriers-ruraux préfèrent suivre la formation près de chez eux. Pour aller suivre la formation dans le centre-ville, les frais de la nourriture, du transport et de l'hôtel sont trop chers pour les ouvriers-ruraux. Par exemple, pour une formation gratuite à court terme de trois semaines, les frais indiqués ci-dessus pour chaque ouvrier rural sont d'environ 1000 yuans ;

Raison 2 : Les centres de formation n'ont pas fait de promotion efficace auprès des ouvriers ruraux, et ces derniers ne connaissent pas la politique de la formation gratuite. L'école technique Sunjin a formé 300 ouvriers-paysans, qui sont tous recruté sur place ;

Raison 3 : Certains centres de formation assignés par le gouvernement local n'ont pas programmé les cours de la formation des ouvriers-paysans. Par exemple, l'Ecole de technique professionnelle N.15 n'a pas programmé de cours pour la formation des ouvriers-paysans, car elle a assez de candidats ordinaires et n'est pas intéressée par la subvention gouvernementale sur la formation des ouvriers-paysans ;

Raison 4 : Il y a des jeunes ouvriers-paysans qui ne sont pas intéressés par les programmes proposés de la formation. Xu Jianguo, un jeune ouvrier-rural qui vient de la

campagne du district de Yian tout près de Harbin, a abandonné après un seul jour de formation sur la réparation automobile.

Exemple 2 : La ville de Chongqing (Municipalité relevant directement de l'autorité centrale).

Pour faire face au problème que les ouvriers-paysans ne sont pas intéressés par les formations organisées par le gouvernement local, une enquête a été organisée par le Comité de Chongqing de l'Association chinoise pour la promotion de la démocratie de juillet à août en 2007. L'enquête a montré les raisons suivantes :

Raison 1 : A causes du vieillissement du manuel et de la méthode d'enseignement, du manque d'équipements et des lieux du stage, certains organismes de formation ne peuvent pas assurer la qualité de la formation. « La formation technique est faite seulement sur le tableau noire dans la salle de cours, comment-il est possible d'apprendre les technique pratiques ? », les ouvriers-paysans sont déçus.

Raison 2 : Les demandes des ouvriers-paysans sur la formation sont très diverses, mais avec des ressources financières limitées, le gouvernement local ne peut ouvrir que très peu de programmes de formation simple. Selon l'enquête, à part des formations traditionnelles, tels que la coiffure, la cuisine, la couture et les services domestiques, les ouvriers-ruraux recherchent aussi la formation informatique, la formation des langues étrangères, la formation de la réparation électronique et la formation de soudeur, etc. « Cependant les centres de formations n'ouvrent pas ce que l'on veut apprendre. Dans les centres de formation qui ouvrent, c'est partout pareil », se plaignent les ouvriers-paysans.

Raison 3 : A cause de la discrimination des entreprises, au niveau de l'éducation et de la compétence professionnelle des ouvriers-paysans eux-mêmes, ces derniers n'ont souvent pas un poste de travail stable. Même les travailleurs provisoires subissent des travaux durs, sales et mal payés. Dans ce cas, les ouvriers-paysans ne savent pas ce qu'ils apprennent, à quoi servira la formation et ne sont naturellement pas intéressés par les formations proposées par le gouvernement.

Raison 4 : Malgré le fait que les formations sont souvent gratuites, les frais de transport, de nourriture et de logement sont encore lourds pour les ouvriers-ruraux.

Exemple 3 : Les commentaires de Zhao Shukai, Secrétaire général de la Fondation de la recherche du développement de la Chine.

Selon Zhao Shukai, il existe quatre éléments qui empêchent les initiatives de participation à la formation des ouvriers-paysans : ¹⁵³

Elément 1 : La procédure de la formation est compliquée. Dans certaines régions, l'inscription au commencement de la formation est complexe, il faut passer plus de dix étapes. Par exemple, après avoir rempli la fiche d'inscription, les ouvriers-paysans doivent attendre la décision définitive de l'ouverture de la formation, parce que l'organisme de formation doit demander l'ordre des hiérarchies. Quand la décision finale d'ouverture de la classe de formation est effectuée, on commence à distribuer les chèques de formation aux ouvriers-paysans et à leur demander de remplir de nouveau les informations personnelles détaillées et la signature.

Elément 2 : Les types de cours sont rigides. Les cours de formation sont normalement définis par le gouvernement provincial et les organismes de formation ne s'occupent que de l'organisation. Par exemple, si le gouvernement provincial a donné l'ordre pour ouvrir les cours de «monteur », les ouvrier-paysans qui veulent apprendre à être « électricien » n'auront pas de cours où s'inscrire.

Elément 3 : L'inégalité des chances pour la participation. Il existe des critères stricts pour sélectionner les ouvriers-paysans pour la formation, tels que moins de 50 ans pour la formation en technologie et moins de 35 ans et au chômage pour la formation de la compétence professionnelle. Cela pose le problème pour les gens qui souhaitent s'inscrire pour la formation mais qui ne s'accordent pas avec les critères.

Elément 4 : La méthode de suivi et d'évaluation est rigide. En général, l'évaluation de la formation des ouvriers-ruraux est liée à l'emploi. Après l'emploi, les ouvriers-ruraux formés recevront pendant un certain temps l'appel téléphonique de leur organisme de

¹⁵³ <http://xueli.114study.com/wangluo/article495845.html>

formation pour répondre aux questions concernant leur situation d'emploi, certains ouvriers-ruraux se sentant alors comme des « délinquants sous surveillance ».

Les solutions à proposer :

Pour résoudre le problème de la formation qui ne s'adapte pas aux demandes du marché du travail, il faut associer les différentes forces de la formation. « Seulement avec la force publique de la formation, nous sommes incapables de manière évidente à nous adapter aux besoins de la demande de l'emploi des entreprises et de la formation des ouvriers-paysans. La recomposition des ressources de la formation est une bonne méthode », dit Jiang Peng, Président de la fédération du syndicat du district de Huaiyin à la ville de Jinan (Province de Shandong).

Dans les faits, l'école professionnelle du syndicat de Jinnan N°2 s'est associée à Zhengyi Jiaotong école professionnelle des adultes et Jinan Shengshi Ressource Humaine Co, LTD pour créer le Centre de formation professionnelle du district de Huaiyin de la ville de Jinan. Les ouvrier-paysans qui y sont inscrits peuvent choisir des formations dans les trois écoles indiquées.

3.3. La participation des entreprises dans la formation des ouvriers-paysans n'est pas active.

Les entreprises préfèrent recruter les ouvriers-paysans possédant la compétence professionnelle ou les ouvriers-paysans formés par le gouvernement mais ne veulent pas effectuer la formation par elles-mêmes.

*« Beaucoup d'entreprises pensent que cela suffit si les ouvriers-ruraux peuvent s'occuper des opérations simples et ne causeraient pas d'erreurs dans le travail. »*¹⁵⁴

Dans la ville de Beijing, Il n'y a que 2 % des entreprises qui forment régulièrement leurs ouvriers-paysans et plus de 70 % des ouvriers-paysans n'ont jamais eu de formation organisée par leur entreprise.¹⁵⁵

Jusqu'à maintenant, le gouvernement chinois n'a pas établi de politique efficace concernant la formation des ouvriers dans les entreprises. Une raison importante pour

¹⁵⁴ Cunyu Chen, Hui Wang (2010), Formation professionnelle des ouvriers-paysans, *l'Exploration théorique* (Chine), N°5, 2010.

¹⁵⁵ . Pingqing Liu, Changyun Lu, Enquête et réflexion sur la formation des ouvriers-paysans en Chine, *Etude de l'économie de Shanghai* , N°9, 2005.

laquelle les entreprises ne veulent pas appliquer la formation est qu'elles ont peur de la fuite des ouvriers-ruraux formés et qu'elles ne pourraient pas récupérer d'investissement sur la formation

Il faut encourager et orienter les entreprises à s'intégrer activement dans le mécanisme de la formation des ouvriers-paysans.

« Le renforcement de la formation des ouvriers-paysans ne pourra pas s'appuyer seulement sur le gouvernement. Il faut que les entreprises participent. Etant la destination de l'utilisation des ouvriers-paysans, les entreprises comprennent mieux l'objectif et les demandes de la formation. »¹⁵⁶

Solution :

Le Bureau général du Conseil d'Etat a publié le 25 janvier 2010 « Les avis sur l'amélioration du travail concernant la formation des ouvriers-paysans ». Ce dossier a indiqué les mesures pour intégrer les entreprises au mécanisme de la formation des ouvriers-paysans qui nous semblent utiles :

1). Renforcement de la formation ayant un lien étroit entre la production et l'étude. Il faut encourager les grandes entreprises à forte intensité de main-d'œuvre à créer des centres de formation des ouvriers-paysans en coopération avec les universités ou les instituts professionnels ; Il faut encourager les PME à former leurs ouvriers ruraux en s'appuyant sur les écoles professionnelles ou les organismes de formation. Il faut encourager les entreprises à offrir des stages et des équipements de formation ;

2). Renforcement de la responsabilité des entreprises sur la formation des ouvriers-ruraux. Les entreprises doivent intégrer la formation des ouvriers-ruraux au plan de formation des employés et s'assurer que les ouvriers-ruraux jouissent du même traitement de formation que les autres travailleurs. Les entreprises doivent sélectionner les ouvriers-ruraux à participer à la formation de compétence professionnelle et l'éducation professionnelle à

¹⁵⁶ http://www.gov.cn/zwhd/2010-01/28/content_1521909.htm

temps partiel et à temps plein. Les entreprises doivent s'organiser pour que les ouvriers-ruraux participent aux compétitions de la compétence professionnelle.

3). La mise en valeur du rôle indicatif des secteurs. En profitant des avantages de la gestion du secteur, les autorités compétentes des secteurs différents doivent coordonner et orienter la création de normes et de contenus de la formation selon les caractéristiques du secteur ; surveiller la formation ; optimiser les ressources de la formation et offrir des informations sur la formation.

4). La mise en œuvre des fonds de la formation en entreprise. Les entreprises recrutant des ouvriers-paysans, signant un contrat de travail de plus de 6 mois avec eux et les envoyant dans les centres de formation six mois à partir de jour de la signature du contrat de travail peuvent obtenir la subvention gouvernementale sur la formation selon les règlements concernés. Les fonds de la formation des ouvriers-paysans ne doivent pas être utilisés autrement.

A part les mesures indiquées ci-dessus, nous pensons qu'il faut que le gouvernement central établisse des règlements administratifs et des lois nécessaires pour encourager et obliger les entreprises à participer à la formation des ouvriers-paysans. L'objectif est que la formation des ouvriers-paysans devienne une obligation fondamentale pour les entreprises.

3.4. Une négligence de la formation de la qualité synthétique

La modernisation n'est pas seulement l'industrialisation, l'urbanisation, la globalisation, l'information, mais aussi la modernisation humaine. Par exemple, les ouvriers-paysans doivent savoir comment s'intégrer dans le nouvel environnement de la vie et éviter le conflit avec les résidents locaux.

« L'éducation et la formation des ouvriers-paysans comprend trois contenus, telles que la connaissance de la vie en ville, la compétence professionnelle et la conscience du moral, de la civilisation sociale et de la politique et loi »¹⁵⁷. Cependant, la situation réelle de la

¹⁵⁷ Yingming Wang (2009), Les études sur les modèles de l'éducation et formation des ouvriers-ruraux, *Système juridique et société* (Chine), N°14.

formation des ouvriers-ruraux est la mise en avant de la formation de la compétence mais en néglige les autres aspects.

Avant leur arrivée dans les villes, les ouvriers-ruraux vivent à long terme dans les zones rurales caractérisées par une économie paysanne auto-suffisante. Quand ils arrivent dans les villes, « *les ouvriers ruraux n'ont pas de conceptions d'ouvrier industriel, de la civilisation, de l'urbanisation et de la modernisation.* »¹⁵⁸ « *Plus de 85 % des ouvriers-ruraux y sont pour gagner de l'argent* »¹⁵⁹

C'est bien évident que la qualité synthétique des ouvriers-paysans ne convient pas à la demande exigée par l'économie moderne et la vie moderne en ville.

3.5. Les autres problèmes

- l'investissement insuffisant du gouvernement

En 2004, par exemple, le gouvernement central a investi 262.2 milliards de yuans dans l'agriculture. Cependant, il n'y a eu que 250 millions de yuans investis pour la formation des ouvriers-paysans, cela représentait moins de 1 % de l'investissement total agricole.

- Absence de mécanisme d'intégration effective de la formation

La formation est organisée par différentes sources : bureau de l'agriculture, bureau de réduction de la pauvreté, bureau du travail et de la protection sociale, bureau de la production en sécurité, bureau de ligue des jeunes et bureau des femmes, etc. Par exemple, en 2008, les organismes sélectionnés pour la formation du projet national « soleil » sont composés à 21.7 % du Ministère de l'Agriculture, 35.19 % du Ministère du Travail et de la Protection sociale, 24.17 % du Ministère de l'Education et 18.94 % d'autres (Journal des paysans, 25/12/2008). Le manque de coordination entre ces différentes forces a mené à un gaspillage des ressources et à une faible efficacité de la formation.

- Les charges de formation sont très lourdes pour les ouvriers-ruraux

¹⁵⁸ <http://info.edu.hc360.com/2010/04/121651229567.shtml>

¹⁵⁹ Xiaoyan Huang (2010), L'intégration des nouveaux citoyens dans les villes, « Social Scientist » (Chine), N°3.

Par exemple, le frais de formation de tourneur dans les écoles techniques est d'environ 1200 yuans (ne comprend pas les frais d'évaluation de la compétence : 300 yuans), dont 800 yuans de frais de scolarité et 400 yuans de frais de document pédagogique et nourriture. Pour la plupart des paysans, c'est une charge assez lourde (cf. tableau 4.23).

Tableau 4.23 : Les frais de formation que les paysans peuvent supporter (yuan, %)

	< 100	100-500	500-1000	1000-2000
Pourcentage(1)	54.3%	37.4%	6.6%	1.6%
Pourcentage(2)	56.2%	35.0%	6.7%	1.3%

Source : (1) Bureau des points d'observations du Ministère de l'agriculture, 2004 ; (2) Bureau du Projet de « sunshine » de la province de Anhui, 2004.

- Le manque de ressources de formation dans les régions de provenance des ouvriers-paysans

Les régions de provenance de la main-d'œuvre rurale sont en général des régions pauvres et ne possédant pas de ressources suffisantes pour la formation. Dans ces régions, la tâche de formation du transfert de la main-d'œuvre rurale est engagée par les établissements scolaires mais pas par les organismes professionnels. « Beaucoup de districts manquent des conditions fondamentales pour la formation du transfert de la main-d'œuvre rurale. » (Rapport 2005 du projet « soleil » : Province de Guizhou et Province de Guangxi, Bureau national du projet « soleil »). « Les conditions insuffisantes ne conviennent pas à la demande de formation du transfert et l'emploi de la main-d'œuvre rurale dans les régions rurales. Il y a des centres de formation utilisant encore des ordinateurs de version 386 ou 586 et des machines agricoles (de démonstration) achetées il y a entre 10 ans et 20 ans. » (Rapport 2005 du projet « soleil » : Province de Hebei et Province de Shanxi, Bureau national du projet « soleil »). Le résultat d'une enquête organisée par le Groupe d'Horizon conseil de Beijing dans un district de la province de Fujian a montré qu'il n'y avait que deux organismes de formation parmi les 14 au total qui possèdent la qualité nécessaire pour la formation du projet « soleil » (Zhang Yancheng, Zhao Yufeng, Groupe d'Horizon conseil de Beijing, 2006).

Conclusion :

L'exode rural est un phénomène commun pour la plupart des pays dans le monde en cours d'industrialisation et d'urbanisation.

En Chine, depuis la réforme économique mise en place vers la fin des années 70 du dernier siècle, avec le changement du système de l'économie agricole ainsi que le mode de gestion de l'enregistrement de l'état civil, une partie de la main-d'œuvre rurale a commencé à se déplacer dans le secteur non agricole ou dans les villes.

La faible qualité éducative de la main-d'œuvre rurale en Chine est un élément essentiel qui empêche leur transition.

Pour accélérer le rythme de décollage économique ; pour réaliser l'industrialisation et la modernisation dans les pays en voie de développement, les économistes et surtout les économistes du développement ont fait beaucoup de recherches et ont produit un certain nombre de théories importantes. Pour faire jouer pleinement l'efficacité du capital humain, les économistes ont aussi lancé une série de recherches ayant données des résultats.

Dans la partie théorique, j'ai présenté respectivement les théories de W.W. Rostow, Arthur Lewis et de la croissance endogène.

Les pays développés ont eu de l'expérience pour orienter l'exode rural et la formation de la main-d'œuvre rurale. Dans la partie sur l'expérience, j'ai présenté les expériences de la France avec surtout son système complet de formation rurale.

La conception et le système actuel de la formation rurale en France sont intégrés dans le système de la stratégie du développement rural à long terme. La conception moderne et le système efficace de la formation rurale a pu assurer une qualité de la main-d'œuvre rurale suffisante pour répondre à la demande de l'Union Européenne et à la tendance du développement durable. J'ai trouvé que la Chine devrait acquérir ces expériences précieuses.

Les chercheurs chinois ont étudié le sujet de l'exode rural et la formation de la main-d'œuvre rurale. Basé sur la lecture de manière large, j'ai résumé leurs points de vue importants.

Les facteurs explicatifs de la main-d'œuvre rurale excédentaire sont divers dans les différents pays. J'ai analysé la situation concrète en Chine et j'en ai conclu les points suivants :

- la situation d'état de base : population rurale importante et surface de la terre labourée limitée ;
- la politique gouvernementale qui néglige le secteur agricole, l'agriculteur : « parent pauvre » ; limite de la politique de l'enregistrement d'état civil ; « ciseaux de prix » ;
- la politique démographique de Mao

En Chine, pour réaliser le transfert de la main-d'œuvre rurale excédentaire dans le secteur non agricole et dans les villes, les pouvoirs publics aux différents échelons ont pris des mesures différentes.

Les deux moyens principaux en Chine pour résoudre le problème de la main-d'œuvre rurale excédentaire sont le 离土不离乡 (« quitter la terre sans quitter le village ») et le 离土又离乡 (« quitter la terre et le village »).

Pour le 离土不离乡, j'ai présenté la situation de la création des entreprises rurale en Chine et analysé ses caractéristiques. Pour le 离土又离乡, j'ai présenté la situation des « ouvriers ruraux » et analysé ses caractéristiques.

La durée moyenne de l'éducation de la main-d'œuvre rurale en Chine n'est que d'environ 7 ans et une grande majorité d'entre eux n'a jamais eu de formation professionnelle. Il s'agit d'un élément clé qui empêche le transfert de la main-d'œuvre rurale et d'exploiter le capital humain rural.

Le gouvernement et toute la société se sont rendu compte de l'importance de la formation sur la main-d'œuvre rurale excédentaire.

Le grand plan de formation de la main-d'œuvre rurale a commencé au début des années 90 du dernier siècle. Cela veut dire que l'histoire de la formation dans ce domaine est relativement courte et l'expérience n'est pas encore riche.

En ce qui concerne la formation de la main-d'œuvre rurale, j'ai présenté et analysé les projets nationaux importants, les forces principales de la formation et les modèles de la formation.

Basé sur ces présentations et analyses, j'ai révélé les problèmes principaux pour la formation de la main-d'œuvre rurale en Chine :

- Formation et le 离土不离乡 (« quitter la terre sans quitter le village »)

Problème 1 : L'éducation relative au développement durable rurale n'est pas intégrée dans les actions de formation

Le développement durable concerne l'avenir de l'être humain de monde entier. Dans la région rurale en Chine, à cause du manque de conscience et de connaissance de la protection environnementale et la réduction de la consommation énergétique, les problèmes tels que la pollution, l'usage irrationnel des ressources et la détérioration générale de l'environnement écologique sont de plus en plus graves. Pour la formation de la main-d'œuvre rurale, nous devons avoir une stratégie à long terme qui s'adaptera à la tendance du développement rural.

Problème 2 : Le centre d'intérêt de la formation professionnelle en Chine est loin d'être la formation agricole.

Il y a un phénomène contradictoire en Chine du fait que le gouvernement a lancé une série de projets nationaux de formation de la main-d'œuvre rurale, mais les écoles agricoles dans les zones urbaines comme dans les zones rurales ne sont pas motivées pour cela. En fait, les actions de formation lancées par le gouvernement manquent normalement de persévérance. A long terme, la formation de la main-d'œuvre doit s'appuyer sur un mécanisme qui peut assurer la normalisation de la formation. Dans ce mécanisme, les écoles agricoles doivent jouer un rôle important.

Problème 3 : Une négligence de l'amélioration de la qualité globale des paysans

La formation de la main-d'œuvre rurale en Chine se concentre sur la formation professionnelle. Cependant le problème essentiel de la main-d'œuvre rurale est leur base d'éducation. Nous ne pouvons pas imaginer que des paysans illettrés ou avec un faible niveau d'éducation puissent posséder les compétences professionnelles. Dans ce cas, nous proposons de renforcer d'abord l'éducation de base dans la région rurale.

- Formation et 离土又离乡 (« quitter la terre et le village »)

La formation destinée aux ouvriers-paysans est différente de celle pour les « paysans », car les ouvriers-paysans travaillent en ville et constituent une force importante de l'emploi pour les entreprises.

Le gouvernement central a lancé des projets différents de formation afin d'y améliorer la qualité des ouvriers-paysans. Les organismes publics et privés y participent aussi. Cependant, selon notre analyse, il existe encore des problèmes à résoudre.

Problème 1 : une faible attention est accordée à la formation professionnelle de manière générale.

En Chine, la formation professionnelle est considérée comme une éducation non formelle et se situe dans une position secondaire. De l'investissement du gouvernement à l'enthousiasme des établissements scolaires, il manque une attention suffisante pour la formation professionnelle. Aux yeux des entreprises, les diplômés des écoles professionnelles sont inférieurs à ceux des universités ou autres écoles. Pour les jeunes candidats, ils ne sont pas intéressés de manière générale par la formation professionnelle. Cela veut dire qu'en Chine nous manquons d'un environnement favorable pour la formation professionnelle. La théorie de la croissance endogène et les expériences des pays développés ont prouvé que la formation professionnelle est un des éléments clés pour la croissance économique d'un pays. Dans un pays comme la Chine, où la qualité de l'ensemble de la main-d'œuvre est de loin inférieure à la demande du processus de modernisation et d'industrialisation, nous devons mobiliser tous les éléments pour créer une ambiance favorable et pour renforcer la force de la formation professionnelle.

Problème 2 : la formation ne s'adapte pas au besoin du marché du travail.

En Chine, la formation de la main-d'œuvre rurale ne reste encore qu'une action gouvernementale. Le gouvernement peut établir les plans, les objectifs et les contenus de la formation mais ne peut pas contacter directement les objets de la formation. Les organismes confiés par le gouvernement pour la formation mettent l'accent sur la quantité de la formation pour obtenir la subvention mais pas sur la qualité. De forme à contenu, les besoins des ouvriers-ruraux sur la formation sont très différents, cependant ce que les organismes de la formation peuvent leur offrir sont très limités. Pour résoudre ce problème, il faut établir un mécanisme, dans lequel les organismes de formation ont envie de s'adapter au marché

pour organiser activement la formation et les ouvriers-ruraux auront des possibilités pour choisir la formation qui leur convient bien.

Problème 3 : La participation des entreprises dans la formation des ouvriers-ruraux n'est pas active.

Ce sont les entreprises qui embauchent les ouvriers-paysans et la qualité de ces derniers concernent directement les intérêts des entreprises. De plus, les entreprises possèdent les formateurs expérimentés et des équipements plus récents. Le problème essentiel est que les entreprises cherchent à embaucher les ouvriers-paysans formés par le gouvernement ou par les autres organismes mais manquent de motivations pour prendre la responsabilité sociale et pour s'intégrer directement à la formation des ouvriers paysans. Dans ce cas, il faut que le gouvernement central établisse des règlements administratifs et des lois nécessaires pour encourager et obliger les entreprises à y participer.

Problème 4 : Une négligence de la formation de qualité synthétique

Bien que la plupart des familles des ouvriers-paysans restent à la campagne, la vie urbaine fait partie de celle des ouvriers-paysans. Ils n'ont pas seulement besoin de la compétence professionnelle, mais aussi de la connaissance de la vie urbaine, de la conscience de la civilisation sociale et de la connaissance de la loi.

Pour l'avenir, j'ai pensé que la formation de la main-d'œuvre rurale en Chine doit acquérir les expériences de la France et des autres pays développées tel que l'Allemagne :

- la formation orientée par des projets nationaux différents doit être transmise progressivement à la formation orientée sur le marché ;
- la formation appuyée sur les forces publiques doit être transmise progressivement à la formation appuyée sur des forces différentes, telles que les entreprises, les écoles professionnelles et les associations des paysans.
- la formation assurée par les ordres administratifs doit être transmise progressivement à la formation assurée par les lois.

Les limites et difficultés de la recherche

La Chine est en mutation très rapide. D'une année à l'autre la situation économique et la politique gouvernementale changent.

J'ai été face à un manque d'information. En ce qui concerne les objets de la formation lancée par le gouvernement central, on peut trouver des dossiers concernant les objectifs et les étapes du projet, mais il est toujours difficile de trouver les résultats des projets mis en place. La faible participation des entreprises dans la formation des ouvriers ruraux est prouvée par les experts en Chine, cependant on n'arrive pas à trouver les chiffres nécessaires.

Lorsque l'on étudie un sujet concernant un pays étranger, il est toujours mieux de pouvoir faire une étude sur place. Il aurait été intéressant d'avoir des interviews pour affiner encore les résultats de ma thèse.

En effet, il est difficile de traiter en 250 pages d'un sujet aussi vaste que celui de la formation au contexte du transfert de la main-d'œuvre rurale dans le secteur non agricole ou n ville.

Références bibliographiques

Ouvrages et Articles

Accord cadre de développement de la formation professionnelle en agriculture pour 1998-2001 signé entre la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles et l'Etat.

Alain Duluc,(2008), Leadership et Confiance : Développer le capital humain pour des organisations performantes , Dunod, p. 50.

Alain Lefebvre (1984), La politique rurale de la Chine, La Documentation française, Paris, p. 39.

Alain Lefebvre (1984), La politique rurale de la Chine, Notes et études documentaires, N° 4766, 1984 - 16, Paris, p. 59.

Annuaire statistique rural de la Chine, 1994, p. 12.

Bank of Japan (1989), special paper n° 176, April, p. 35.

Banque mondiale (1983) : Rapport sur le développement dans le monde, pp. 190-191.

Becker G.S. (1964), Capital Humain: A Theoretical and Empirical Analysis , Columbia University Press for the National Bureau of Economic Research, New York.

Bing Hu (2002), Etude sur les méthodes d'estimation de la rentabilité de la formation continue, Shanghai Business, N°10.

Bohong Liu, (1999), Le déplacement de la population rurale et le sexe, Collection of Women's Studies (Beijing), N°4.

BREMOND J.et G. (1990), L'économie française : face aux défis mondiaux, HATIER, nouvelle édition, Paris, p. 35.

Bureau des études du Conseil d'Etat des affaires : "Rapport des enquêtes sur les ouvriers paysans », 2006.

Bureau d'Etat des statistiques : "Bulletin statistique de l'économie nationale et du développement social de 1994".

Quotidien du peuple (édition étrangère), le 2, mars 1995.

Charles.K.W. (1979), The political economy of development and underdevelopment, Random House, New-York, 1979, p. 326.

Chen Fu (1992), Les changements dans l'orientation du développement de l'entreprise rurale dans les années quatre-vingt-dix, La réforme du système économique, Beijing, N° 4.

Chenguang Pan, Meng Li, Wei Lu (2007), Le développement et des enjeux de l'éducation professionnelle en Chine : une enquête sur 32 écoles professionnelles, La Science de la population de Chine, N°2.

Chine 1995, Nouvelle Etoile, Beijing, 1995, p. 70.

« China Business Journal », 28/10/2006.

Chunguang Wang (2004), Le déplacement social des ouvriers-ruraux, Social Sciences Academic Press, 2004.

Claude Perrot (1984), Emploi et chômage, Bréal.

Cunyu Chen, Hui Wang (2010), Formation professionnelle des ouvriers-paysans, l'Exploration théorique (Chine), N°5, 2010.

Danqing Liao (1995), La voie de l'urbanisation chinoise et le développement des réformes à la campagne", Zhongguo shehui kexue (Sciences sociales chinoises), Beijing, N° 1.

Daomu Pang et wensheng Chen (2008), Forum agricole 2009 à Hunan –Changde, Maison d'édition de Hongqi.

Dépêche d'Agence de Xinhua, 05/03/2007.

Dexin Zhao (1984) : Annales des thèmes économiques de la Chine, Edition du peuple de la province du Henan, Zhengzhou.

Dianxin Rong (1989), La question du déplacement de la main-d'œuvre rurale vers l'extérieur du pays. Economie mondiale (shijiejingji), N°8.

Document de P.C.C (1983). N° 1.

Document promulgué par le Conseil des Affaires d'Etat, le 27 août 1952.

Dongtao Zou (2009), *Chine : 30 ans de réforme et ouverture (1978-2008)*, Social Sciences Academic Press (Beijing).

Eric Bosserelle (1994), Dynamique économique : Croissance-Crises-Cycles, Gualino éditeur, p. 151.

Eric Bosserelle (1999), Les nouvelles approches de la croissance et du cycle, Dunod, p. 72.

Fabre G (1992), "Chine : La mutation urbaine 1949 - 2000", Le courrier des pays de l'Est, n° 374 novembre 1992, p. 21.

FABRE G. (1992), Chine : La mutation urbaine 1949 - 2000, *Le courrier des pays de l'Est*, N° 374, novembre, p. 19.

Fabre G. (1992), Chine : La mutation urbaine 1949 - 2000, Le courrier des pays de l'Est, N° 374, novembre, p. 19.

Fabre G. (1992), Chine : la mutation urbaine 1949-2000, le courrier des pays de l'Est, n°374, novembre, p. 3.

Fang Cai, Dewen Wang, Yang Du, (2006), Développement de la région rurale et l'augmentation du revenu des paysans, China Labor and social Security Press (Beijing).

Fang Cai, Wang Dewen, (1999), La croissance économique chinoise et la contribution du travail, La recherche économique, N°10.

Fang Cai, Yang Du (2002), Rapport de la population chinoise et du travail : emploi urbain et rurale et la solution , Social Sciences Academic Press (Chine).

Fang Cai, Yang Du, Meiyang Wang (2003), Economie Politique du transfert de la main-d'œuvre, Shanghai Joint Publishing House, Shanghai People Publishing House.

Fang Cai, Yang Du, Meiyang Wang , (2005), Transformation et le développement du marché de la main-d'œuvre en Chine, The Commercial Press (Beijing).

Fang Yuan (1983), "Le problème de l'emploi en Chine", Revue académique de l'université de Beijing, mars, p. 18.

Fang Yuan, (1983), Le problème de l'emploi en Chine", Revue académique de l'université de Beijing, N° 3, pp. 16 à 17.

Fengrong Chen (1994), "Les systèmes coopératifs par actions : un nouveau système dans l'entreprise rurale", Nonnyi jingji wenti (Les questions de l'économie agricole), Beijing, n° 12.

Fengyun Hou (2004), Etude sur le taux de rentabilité d'investissement sur capital humain dans la zone rurale, Economic Research, N°12.

François Gipouloux, (1993), La Chine vers l'économie de marché?, Editions Nathan, p. 73.

Françoise Lemoine (1994), La nouvelle économie chinoise, Édition La Découverte, Paris, p. 79.

Françoise Lemoine : La nouvelle économie chinoise, édition La Découverte, Paris, 1994, p. 23.

Gentelle, P. (1985), Stratégie d'urbanisation et exode rural, le courrier des pays de l'Est, n° 298, septembre, p. 10.

Gongzheng Li (1996): Comment analyser la rentabilité économique de la formation des entreprises, Talents Chinois, N°7.

Guailai Dai (1991), Cherchant le rêve de la réforme, édition du peuple de la province de Sichuan, Chengdu, p. 122.

Guailai Dai (1991), cherchant le rêve de la réforme, édition du peuple de la province du Sichuan, Chengdu, p. 120.

« Guangming Daily », 23/04/2009.

Guangqing Xiong (2008), L'étude sur la population flottante de la Chine, China Renmin University Press, p. 86.

Guihong Yang, (2010), Les ouvriers-paysans : l'emploi et la protection sociale, Maison d'édition de l'Université de Jilin, p. 7.

Guohong Zhu (1991), La qualité de la population et le développement de l'économie chinoise, (shehuikexue) Science sociale, n°11, Shanghai, p. 46.

Guoyong Liu (2006), Réflexion sur la politique et pratique de la formation du transfert de la main-d'œuvre rurale, Journal of East Normal University, N°16.

Guy P. S. (1987), La Chine du nouveau départ, Editions l'Harmattan, p. 92.

Guy P. Schuders (1987), La Chine du nouveau départ, Éditions L'Harmattan, p. 91.

Haiyan Du (1992), Recherche sur l'industrialisation à la campagne en Chine, Maison édition de prix, Beijing, 1992.

Hongcun Wang (2009), Le transfert de la main-d'œuvre rurale excédentaire en Chine, *Revue académique de l'Institut de gestion agricole de Shandong*, N°2.

Huanshan Huang (2001), La recherche sur la contre mesure du marché de la formation, Education de l'entreprise moderne, N°4.

James Heckman (2005): China's Investment in Human Capital, *China Economic Review*, V16 (1 mar) p. 50-70.

Jean-François Eck (1992), Histoire de l'économie française depuis 1945, Armand Colin, Troisième édition, Paris, p. 64.

Jean-François Eck, (1992), Histoire de l'économie française depuis 1945, Armand Colin, Troisième édition, Paris, p. 71.

Jianghong Pi (2006), Chèque Formation et le style d'investissement gouvernemental sur la formation professionnelle rurale, *Science de l'éducation*, N°1.

Jin Cheng (1986), Annales de la République populaire de Chine (1949-1985), Editions en langues étrangères, Pékin, p. 62.

Katusuhiko Hama (1982), China's agricultural production responsibility system, *China Newsletter*, N° 40, Septembre-Octobre.

KONG Jingyuan : L'évolution de la politique foncière en Chine, "La recherche en économie". Beijing, N° 2, 1993, p. 67.

La question de l'économie agricole, N°3 Beijing 1991, p. 54.

Laurence Roulleau-Berger et Lu Shi, Les travailleurs migrants à Shanghai, Perspectives chinoises, N° 87 (janvier-février 2005).

Le Bureau de l'information du Conseil des affaires d'Etat, L'emploi en Chine : situation et politique (livre blanc), le 26 avril 2003.

Le bureau d'Etat des statistiques : Le bulletin statistique de l'économie nationale et le développement social

Le Conseil des affaires de l'Etat de Chine : Document national, N° 170, 1979.

Le Groupe d'enquête du Ministère du travail et de la protection sociale (2007) : « Les enquêtes et analyses sur la situation d'emplois des ouvriers-paysans en 2006 et la demande des employés des entreprises en printemps du 2007 ».

Le journal de la science, édition étrangère, le 25, Août 1993, Beijing.

L'enseignement agricole : une chance pour l'avenir des jeunes et des territoires, Rapport d'information n° 27 (2006-2007) de Mme Françoise FÉRAT.

Les Cahiers : « La qualité de la formation professionnelle dans un monde agricole en évolution » ; Visite-atelier. 21-23 septembre 1998, Dijon,

Lewis, A. (1954), Economic development with unlimited supplies of labour, *The Manchester school of economic and social studies*, vol. 22.

Ling Li (2004), Analyse sur la situation embarrassante d'investissement de la formation continue. Exploitation de la ressource humaine de la Chine, N°1.

Lucas R. (1988), On the Mechanics of Economic Development, *Journal of monetary Economics*, 22(1), 3-42.

Michael W.Bell, Kalpana Kochhar, "Les réformes en Chine depuis 1978 : un bilan", *Problèmes économiques*, n° 2.354, 15 décembre 1993, La Documentation Française.

Mincer J. (1974), *Schooling, Experience and Earnings*, New York, National Bureau of Economic Research.

Ministère de l'agriculture de Chine (2010) : Rapport du développement agricole en Chine.

Ministère de l'agriculture : Rapport sur les expériences concernant l'exploitation des terres regroupées dans les zones expérimentales, *L'économie agricole chinoise*, n° 12, 1994.

Myint, H. (1973), *The economics of the developing countries*, Fourth (revised) edition, London, chapitre 6.

Nansheng Bai, Yupeng He (2003), Ouvriers ruraux : retourner à la campagne ou rester en ville ?, (article collecté dans l'ouvrage de Li peilin : *Ouvriers ruraux*, publié par Social Sciences Academic Press.

- NURKSE R. (1968), *Les problèmes de la formation du capital dans les pays sous-développés*, Editions CUJAS, p. 38.
- Nurkse R. (1968), *Les problèmes de la formation du capital dans les pays sous-développés*, Editions CUJAS, p. 38.
- P.C.C , Document de P.C.C. n° 1 – 1983.
- PARK S.S. (1977): *Growth and development: a physical output and employment strategy*, Martin Robertson.
- Patrice Touchard (1994), *La nouvelle économie mondiale en chiffres*, Presse Universitaire de France, Paris, p.102.
- Penjun Sun (1991), *L'étude comparée du développement économique entre la Chine et L'Inde*, Edition de l'université de Pékin.
- Philippe Nicolas : "Les origines des coopératives agricole en France et leur développement séculaire", *Les hommes et l'espace rural*, pp. 410 à 411.
- Philippe Roudié (1993), *La France agriculture, forêt, pêche, depuis 1945*, Sirey, 4ème édition.
- Philippe Roudié, (1993) *La France agriculture, forêt, pêche, depuis 1945*, Sirey, 4ème édition, p. 109.
- Pierre Gentelle (1989), *L'Etat de la Chine et de ses habitants*, Edition La découverte, Paris, p. 326.
- Pierre Gentelle (1994), *Économie de la Chine*, éditions Armand Colin, Paris, p. 58.
- Pierre LE ROY : *La politique agricole commune*, ECONOMICA, 1994, p. 18.
- Pingqing Liu, Changyun Lu (2005), *Enquête et réflexion sur la formation des ouvriers-paysans en Chine*, Etude de l'économie de Shanghai , N°9.
- Qidong Zhang (1991), *Analyse sur les solutions relatives de l'emploi en Chine*, Qiushi*, N° 7, *Qiushi est un magazine publié par l'Ecole centrale du Parti Communiste Chinois.
- Qingwu Zhang, (1991), *Histoire de la population instable en Chine*, Population et économie, Beijing, n°6.
- Qingyuan Tong, Wangfeng Li, Hong Li (2007), *Le développement durable dans la zone rurale*, China Social Publishing House, p. 3.
- Qing-Zeng LI (1986), *Essai sur le problème de la main-d'œuvre rurale en Chine*, Revue de l'économie agricole, Beijing, Octobre, p. 11.
- Qiuli Han (2008), *La formation des ouvriers paysans et le système de la formation professionnelle*, L'économie et le développement social, (Beijing), N° 9.

Qiusheng Zhang, Kewu Lei (2008), La recherche du transfert de la main-d'œuvre rurale excédentaire en Chine, Edition de l'agriculture chinoise, p. 54.

Quotidien du peuple (édition étranger), le 5 Avril 1994.

Quotidien du peuple (édition étranger), le 3 novembre 2006.

Quotidien du peuple, le 29 octobre 1993.

Quotidien du peuple, le 8 mars 1993.

Quotidien du travail, Beijing, le 8 juillet 1987.

Quotidien économique, Beijing, le 23, août 1993.

« Rapport 2010 : enquêtes sur les ouvriers ruraux », Bureau national des statistiques, 2011.

René Rémond, L'Observatoire national de l'enseignement agricole – ONEA, rapport bilan 1996-2004.

Ren-Zhou XIN, (1991), L'obstacle du développement économique chinois, prévision économique et d'information, Beijing, n°11, p. 9.

Robinson J. (1936): Disguised unemployment, Economic Journal, Vol.46,

Romer P. (1986), Increasing Returns and Long Run Growth, Journal of Political Economy, Octobre.

Romer P. (1989): The Problem of Development: A Conference of the Institute for the Study of Free Enterprise Systems, The Journal of Political Economy, Vol. 98, No. 5, Part 2.

Romer P. (1992), Two Strategies for Economic Development: Using Ideas and Producing Ideas, In World Bank conference on Economic Development, Washington, DC.

Rosenstein-Rodan P. (1943): Problem of industrialization of Eastern and Southern Europe. The Economic Journal, vol. 53, p. 202

Rostow W.W (1963)., Les étapes de la croissance économique, Editions du Seuil, p. 37.

Rostow W.W. (1963), Les étapes de la croissance économique, éditions du Seuil pour la traduction française, p. 44.

Shangkui Qiao (2006), La contribution et la tendance du développement des ouvriers-paysans, Etudes de la stratégie de l'économie de Shandong , N°6.

Shengwen Yan (2010), Le transfert de la main-d'œuvre rurale : analyse structurelle et les propositions politiques, Capital University of Economics and Business Press (Beijing).

Shengwen YAN, (2010), Le transfert de la main d'œuvre rurale : analyse structurelle et proposition politique, Capital University of Economics and Business Press, p. 21.

Shi Li, (1999), Le transfert de la main-d'œuvre rurale et l'augmentation de la revenue, La science sociale de la Chine, N°2.

Shi Li, Wenbin Li (1994), Estimation sur le rendement individuel d'investissement dans l'éducation, Etude sur la distribution de revenue des habitants en Chine, China Social Sciences Publishing House.

Shouhong Hang (1990), L'entreprise, facteur important pour le développement de l'économie nationale". La recherche en économie, N° 5, Beijing.

Shuishan Li (2008), Les études sur le sujet de l'éducation des paysans en Chine, Education supérieure de l'agriculture, N°9.

Shuiying Zhong, (2000), Déplacement de la population et le développement de l'économie et de la société, Wuhan University Presse (Wuhan).

Simon J.L. (1977), The Economics of Population Growth, Princeton University press.

Subrata GHATAK, Ken INGERSENT(1984), Agriculture and economic development, wheatsheaf books ltd, Brighton, Sussex, Great Britain.

Taizhu, Zhang, Qingguo Xu (2002) : Réflexion sur les modèles et les méthodes de l'industrialisation agricole, La recherche des cultures, N°1.

Theodore W. Schultz (1961), Investment in Human Capital, American Economic review, 51, p. 1.

Wei Guo, (2007), Les expériences de la France sur l'éducation et la formation agricole, Journal of Adult Education of Hebei University, N°3.

Wei Yu, Liyue Zhang et Boling Li (2006), Situation difficile et la solution de la formation professionnelle rurale en Chine, La recherche de la formation professionnelle rurale, N°4.

Wenming He (2008), L'éducation professionnelle et le développement rural, Education et profession, N°3.

Wenqing Pan, (2001), Analyse sur la situation actuelle du transfert de la main-d'œuvre rurale et la rentabilité du transfert, Economie de technologie agricole, N°3.

Wenxue Li (2004), Diagnostic sur le manque des ouvriers ruraux, La communication agricole, N°11.

World Bank, (2008), Beyond Economic Growth: Meeting the Challenges of Global Development.

Xiaoping Deng (1993), Œuvres choisies de Deng Xiaoping, Volume 3, People's Publishing House, p. 238.

Xiaoyan Huang (2010), L'intégration des nouveaux citoyens dans les villes, « Social Scientist » (Chine), N°3.

Xiuhuq Jiang (2003), Le développement et la limite sur le déplacement des femmes rurales, Theory Journal, (Jinan), N°2.

Xiumei Liu, Weiming Tian, (2005), Analyse sur la contribution du transfert de la main-d'œuvre rurale sur la croissance économique en Chine, World of Management, N°1.

Xuejing Lu, Rui Chen (2007), Les études sur l'emploi des ouvriers-ruraux de la région de Beijing. Population & Economics (China), N°4, P37.

Xueyi Lu (2004), La mobilité sociale dans la Chine contemporaine, Social Sciences Academic Press (Beijing), p. 316.

Yaohui Zhao (1999), Leaving the Countryside: Rural-to-Urban Migration Decision in China, The American economic Review, vol. 89, N°2, pp. 281-286.

Yi Hu, Xiaofeng Zhao (2006), Analyse économique des chèques de formation, Economie Rurale, N°3.

Ying Du (1997), Analyse des caractéristiques du transfert de la main-d'œuvre rural actuel et son contexte, Economie agricole chinoise, N°6.

Yingming Wang (2009), Les études sur les modèles de l'éducation et formation des ouvriers-ruraux, Système juridique et société (Chine), N°14.

Yongtai Hu, (1998), Le facteur de la productivité totale en Chine : impact important de la répartition de la main-d'œuvre rurale, La recherche économique, N°3.

Youcha Zhong (2008), Les enquêtes sur la situation actuelle des ouvriers qualifiés et les techniciens des PME, Economy World, (Changchun, Chine), N°4.

Yunhua Zhang, Wentao Jiang, Li Zhang (2006), La situation actuelle et la solution de l'éducation professionnelle secondaire en Chine, Les études de l'éducation professionnelle (Chine), N°3.

Yunjiang Wang (2006), Essai sur l'exploitation de la ressource humaine de main-d'œuvre excédentaire dans la région Ouest, Education de technologie professionnelle, N°16.

Yvan Le Moing et Catherine Lion, (1994) Vers un engagement coopératif rénové - Les propositions de la CFCA, Ingénieur de la vie, Janvier/Février, p. 15.

La liste des documents concernés élaborés par le Comité central de PCC et le Conseil des Affaires d'Etat depuis 1982 :

- 1982 年中央一号文件：《全国农村工作会议纪要》(01/01/1982) (**Document n°1** en 1982 (Publié par le Comité central de PCC et le Conseil des Affaires d'Etat) : le Compte-rendu de la réunion nationale du travail rural en 1982)
- 1983 年中央一号文件：《当前农村经济政策的若干问题》(02/01/1983) (**Document n°1** en 1983 : Les questions de la politique rurale d'aujourd'hui)
- 1984 年中央一号文件/ 中共中央关于一九八四年农村工作的通知 (01/01 /1984) (**Document n°1** en 1984 : Circulaire du **Comité central** du **PCC** relatif au travail **rural** en 1984)
- 1985 年中央一号文件：《中共中央、国务院关于进一步活跃农村经济的十项政策》(01/01/1985) (**Document n°1** en 1985 : Les 10 politiques du **Comité central** du **PCC** et du Conseil des **affaires de l'État** relatives au développement en avant de l'économie rurale)
- 1986 年中央一号文件：《关于一九八六年农村工作的部署》(01/01/1986) (**Document n°1** en 1986 : Les **Plans** sur le **travail rural** pour l'année **1986**)
- 国务院关于加快发展中西部地区乡镇企业的决定(1993 年 2 月 14 日) (**Décision** sur la promotion du développement des entreprises rurales dans les régions du centre-ouest » du **Conseil des affaires d'Etat**)
- 1993 年 11 月 5 日 中共中央、国务院关于当前农业和农村经济发展的若干政策措施发布实施 (05/11/1993) (Les mesures politiques relatives au développement actuel agricole et rural)
- 《中华人民共和国乡镇企业法》(29/10/1996) (La **loi** sur les **entreprises rurales**)
- 中共中央、国务院关于促进小城镇健康发展的若干意见 (13/06/2000) (Les avis du Comité central du PCC et du Conseil d'Etat sur la promotion du développement sain des petites villes)
- 2004 年中央一号文件：《中共中央 国务院关于促进农民增收收入若干政策的意见》(31/12/2003) (**Document n°1** en 2004 : « L'avis sur les mesures politiques destinées à augmenter le revenu des paysans »)
- 2005 年中央一号文件：《中共中央国务院关于进一步加强对农村工作提高农业综合生产能力若干政策的意见》(30/12/2004) (**Document n°1** en 2005 : les Avis du Comité central du PCC et du Conseil des affaires d'Etat relatifs à la consolidation du travail rural et à l'amélioration de la capacité de production de l'ensemble du secteur agricole)
- 2006 年中央一号文件：《中共中央 国务院关于推进社会主义新农村建设的若干意见》(31/12/2005) (**Document n°1** en 2006 : Diverses réflexions quant à la promotion d'une nouvelle campagne socialiste.)

- 国务院关于解决农民工问题的若干意见 (27/03/2006) (décisions du Conseil des Affaires d'Etat sur le règlement du problème des travailleurs migrants)

- 2007 年中央一号文件：中共中央 国务院关于积极发展现代农业扎实推进社会主义新农村建设的若干意见 (30/01/2007) (**Document n°1** en 2007 : Diverses réflexions quant à la promotion du développement vigoureux de l'agriculture moderne et de la poursuite de la promotion de la nouvelle campagne socialiste)

- 2008 年中央一号文件：关于切实加强农业基础设施建设进一步促进农业发展农民增收的若干意见 (**Document n°1** en 2008 : Diverses réflexions sur le renforcement de la construction de l'infrastructure rurale et l'augmentation des revenus des paysans)

- 《中共中央、国务院关于全面加强人口和计划生育工作统筹解决人口问题的决定》 (22/01/2008) (La décision du Comité central du PCC et du Conseil des affaires d'Etat de renforcer le travail démographique et planning familial et de résoudre ensemble le problème de la population)

- 2009 年中央一号文件：中共中央国务院关于 2009 年促进农业稳定发展农民持续增收的若干意见 (**Document n°1** en 2009 : Diverses réflexions sur le développement stable de l'agriculture et l'augmentation régulière du revenu des paysans)

- 2010 年中央一号文件：中共中央 国务院关于加大统筹城乡发展力度,进一步夯实农业农村发展基础的若干意见 (**ocument n°1** en 2010 : Des avis sur Le renforcement des coordinations du développement urbain-rural et la consolidation davantage la base du développement agricole et rural)

- 2011 年中央一号文件：中共中央 国务院关于加快水利改革发展的决定 (31/12/2010) (**Document n°1** en 2011 : Décision du Conseil des affaires d'Etat du Comité central du PCC en matière d'accélération de la réforme et du développement des ouvrages hydrauliques.

Sites internet utilisés

<http://ec.europa.eu>

<http://info.edu.hc360.com/2010/04/121651229567.html>

http://www.gov.cn/zwhd/2010-01/28/content_1521909.html

<http://xueli.114study.com/wangluo/article495845.html>

<http://www.weforum.org/documents/GCR0809/index.html>

<http://www.senat.fr>

<http://db.cei.gov.cn>

<http://www.agri.gov.cn/sjzl/baipsh/WB2005.html>

<http://www.stats.gov.cn>

http://yunnan.yunnan.cn/html/2010-01/06/content_1034519.html

<http://french.peopledaily.com.cn/Horizon/6984294.html>

<http://www.rcrc.cn/userArticle/article-file/20071210151920516.doc>

<http://www.szlh.gov.cn/main/xwzx/bkzy/18265.shtml>

LA FORMATION DE LA MAIN D'ŒUVRE RURALE EXCEDENTAIRE EN CHINE : ENJEUX ET PERSPECTIVES

Résumé

La théorie de la croissance endogène souligne l'importance de la formation pour exploiter le capital humain. Cela constitue un élément fondamental pour notre analyse sur la formation du transfert de la main d'œuvre rural excédentaire en Chine.

La formation de la main d'œuvre rurale en Chine se divise en formation de la technologie agricole et formation du transfert, dont la première est destinée à la main d'œuvre rurale travaillant dans le secteur agricole et la deuxième est pour les ouvriers ruraux.

Pour la formation du transfert, la formation à grande échelle a débuté en 2003 par « Le projet national de formation des ouvriers-paysans : 2003-2010 ». Ensuite, le gouvernement central a lancé « Le projet national « soleil » de transfert de la main d'œuvre rurale » et « Le projet du renforcement de la formation et de l'emploi ».

La formation de la main d'œuvre rural en Chine s'est caractérisée par l'orientation gouvernementale et les organismes professionnels de formation et les entreprises qui ne sont pas assez actives.

Ces dernières années, bien que la formation de la main d'œuvre rurale en Chine ait connu une certaine réussite, il reste encore beaucoup de choses à résumer et à améliorer.

Cette thèse s'est concentrée principalement sur l'analyse de la formation de la main d'œuvre rurale excédentaire en Chine.

L'analyse est fondée sur des bases de statistiques.

Mots-Clés : Formation, les ouvriers ruraux, main d'œuvre rurale excédentaire

THE TRAINING OF SURPLUS RURAL LABOUR IN CHINA: CHALLENGES AND OPPORTUNITIES

Abstract

The theory of endogenous growth underlines the importance of training for the utilization of human capital. This is a fundamental element of our analysis of the training of surplus rural labour in China.

The training of the rural labour force in China is divided into training in agricultural technology and retraining for industry. The first type targets rural workers in the agricultural sector and the second is for rural workers in industry.

Large-scale industrial retraining commenced in 2003 with the "National Training Project for Peasant Workers: 2003-2010". Then central government launched the "National 'Sun' Project for the transfer of the Rural Labour Force" and the "Project for the Reinforcement of Training and Employment".

The training of the rural labour force in China has been characterised by governmental strategic orientation, and a lack of commitment on behalf of professional training organisations and companies.

In recent years, despite some success in training the Chinese rural labour force, there are still many solutions to be found or improved.

The main aim of this thesis is to analyse the training of the surplus rural labour force in China.

Statistical databases are used for the analysis.

Key words: Training, rural workers, surplus rural labour force